

سكافين القفل

La succession du général Franco

Le comte de Barcelone renoncera au trône si son fils se prononce pour la démocratie

LIBRE PAGE 4

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir ; Tunisie, 100 m. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 40 rials ; Italie, 200 L. ; Liban, 123 L. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,80 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 d. din. Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS 75227 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4297-23 Paris Téléc. Paris n° 63372 Tél. : 770-91-29

Nouveau chef de l'Etat et du gouvernement

M. Didier Ratsiraka va s'efforcer de rétablir la concorde à Madagascar

L'« homme fort »

Apaisement et reprise en main, tels paraissent être les deux objectifs essentiels des dirigeants malgaches, en proie à d'innombrables difficultés politiques et économiques depuis les événements qui, en mai 1972, ont abouti à l'éviction de l'ex-président Tsiranana et à la prise du pouvoir par les militaires. L'ancien régime, contesté par une fraction importante de la population, avait laissé un lourd passé. La persistance des querelles tribales et régionales et des controverses byzantines entre partis politiques, la lente dégradation d'une économie particulièrement fragile, n'avaient pas permis au directeur militaire de redresser la situation. De plus, l'unité nationale était loin de régner au sein de la junte, qui semblait frappée de paralysie.

Au terme de trois mois de débats publics, le 6 juillet de ce mois s'est achevé la semaine dernière par un verdict modéré : les personnalités impliquées dans l'assassinat du colonel Ratsimandrava, en février dernier, ont, pour la plupart, été acquittées. Parmi ces derniers, figuraient MM. Tsiranana et Ratsampy, ancien ministre de l'Intérieur, secrétaire du parti socialiste malgache, au sein duquel il collaborait avec l'ancien président de la République malgache. Si trois autres seulement ont été condamnés à cinq ans de travaux forcés, c'est parce que la loi n'a pu être faite sur les circonstances exactes dans lesquelles le colonel Ratsimandrava, chef de l'Etat durant six mois, fut assassiné. Mais, d'est surtout parce que les militaires voulaient éviter que l'unité nationale, déjà sérieusement ébranlée, ne fût irrémédiablement compromise.

Clemence ne signifie point pour autant laisser aller ni laisser-faire, ainsi qu'on le croit. La désignation comme chef de l'Etat et chef du gouvernement du capitaine de frégate Didier Ratsiraka, dans un pays où l'art du compromis constitue souvent l'élément de base, est le résultat d'une sorte de démission générale, celui qui recueille la charge de l'exécutif fait figure d'exception. Sa force de caractère, sa détermination, laissent prévoir qu'après une phase de relative désinvolture le pouvoir se trouve placé en des mains fermes.

La création d'un Conseil suprême de la révolution, présidé par M. Didier Ratsiraka, et d'un Conseil militaire de développement, dont le président est le général Andriamahazo, ancien président du directeur militaire, ne permettra sans doute pas de résoudre immédiatement les difficultés. Mais on peut prévoir que, contrairement à ses prédécesseurs, Ratsiraka a une volonté ferme de Madagascar contraindra les responsables des partis politiques traditionnels soit à s'entendre entre eux pour collaborer avec lui, soit à cesser toute activité.

En effet, parmi les facteurs qui expliquent la permanence de la crise malgache, et justifient la proclamation de l'« état de nécessité » sous lequel va provisoirement vivre la population, figure la concurrence stérile à laquelle se livrent, depuis des années, des leaders politiques qui ont trop souvent fait passer leurs préoccupations électorales avant l'intérêt national.

La nomination du capitaine de frégate Ratsiraka est sans doute le résultat de longues tractations entre les membres de la junte. Mais, si l'on tient compte de la personnalité de nouveau chef de l'Etat, ce compromis pourrait bien être le dernier consenti par les militaires.

LIBRE PAGE 35 :

ASSOCIATIONS DÉMOCRATIE ET VIE QUOTIDIENNE

par RENE LENOIR secrétaire d'Etat à l'action sociale

Tout en renonçant au secrétariat général de l'U.D.R.

M. Chirac s'affirme davantage comme le leader de la majorité

Outre l'élection législative partielle de Seine-Moritime, qui s'est soldée dimanche par la victoire de M. Ratsimandrava (U.D.R.) sur M. Colliard (P.C.), le week-end politique a été marqué par deux importantes réunions de la majorité.

Face aux formations centristes qui recherchent toujours leur unité et au sein desquelles une certaine insatisfaction se manifeste à l'égard du gouvernement, M. Chirac a notamment laissé paraître, à Nice, son ambition de devenir le leader de la majorité et pas seulement de l'U.D.R., dont il a renoncé à demeurer le secrétaire général.

Au terme d'assises constamment et fondamentalement « chrétiennes », M. Chirac a renoncé, dimanche en fin d'après-midi, aux fonctions de secrétaire général de l'U.D.R., qu'il assumait depuis le 14 décembre 1974. Les gaullistes façon 1975 seraient fondés à s'en étonner et à juger paradoxal un tel épilogue si le décès du premier ministre avait la signification d'une renouveau, mais nul ne saurait dire que le chef du gouvernement n'entend se donner en exemple ni à M. Pompidou, parti vendredi à la présidence de la nouvelle confédération des indépendants, ni à M. Lacaze, patron du centre démocrate, ni aux diverses personnalités de moindre envergure qui cumulent responsabilités ministérielles et activités partisans. Devant le secrétaire général d'honneur et reconstruit comme « arbitre » par ses compagnons, son évident dessein n'est pas seulement de se retirer de la vie de la « conscience chrétienne », à sa charge de premier ministre, mais aussi de s'affirmer plus nettement que jamais comme le chef de la majorité tout entière.

M. Alain Chandon, secrétaire général adjoint de la formation gaulliste, n'a-t-il pas souligné avec allégresse les succès de la majorité ? L'U.D.R. est-elle donc « la seule force politique organisée » de la majorité ? La mystification de la pseudo-

AU JOUR LE JOUR

SECRÉTAIRE NE DAIGNE...

La démission de M. Chirac du secrétariat général de l'U.D.R. doit-elle être considérée comme une prudence ou comme une audace ?

Tout dépend de la place qu'il se donne au classement de la course de fond qui mène à la présidence. Peut-être a-t-il estimé qu'il était prématuré de démissionner à six tours de l'arrivée. Peut-être juge-t-il que l'annonce soudaine de sa prise en quelques heures lui permettrait de consolider autrement son avantage.

Où bien, si secrétaire il ne daigne et si, pour le moment, président il ne peut, peut-être a-t-il voulu signaler l'humilité d'admettre qu'il n'est en fin de compte que Chirac.

ROBERT ESCARPIT.

JEAN-CLAUDE POMONTI (Lire la suite page 3.)

AU COURS DE RÉUNIONS A LUXEMBOURG

Les ministres des finances de la C.E.E. examinent la persistance de la récession et le retour du franc dans le « serpent »

Aucune décision concernant le retour du franc dans le « serpent » des monnaies européennes ne devait être annoncée ce lundi 16 juin, à Luxembourg, où les ministres des finances des Neuf sont réunis. M. Fourcade a rappelé que cette décision était du ressort du gouvernement français, qui l'annoncera en temps opportun. Toutefois, à la réunion du « mini-serpent », à laquelle assisteront M. Fourcade et ses collègues, les rapports techniques préparés sur cette éventuelle rentrée du franc français par les gouvernements des banques centrales à Bâle devraient être examinés par les ministres des finances de la R.F.A., de la Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg et du Danemark.

Le conseil des ministres des finances des Neuf a, d'autre part, examiné la situation économique de la Communauté, qui apparaît particulièrement délicate. La Commission de Bruxelles a renoncé à soumettre aux ministres, comme elle le fait traditionnellement en juin, une communication sur les orientations conjoncturelles. La persistance de la récession en Europe rend les pronostics de plus en plus hasardeux. L'inflation, si elle a reculé, est loin d'être vaincue.

POURQUOI LA CRISE

I. - L'écroulement des illusions

par JACQUES RUEFF

La crise qui ravage l'Occident apparaît à tous ceux qu'elle affecte comme un intolérable scandale. Au cours des quatre dernières décennies, toute la gent économe n'avait cessé d'affirmer que la grande dépression des années 30 ne pouvait se reproduire, car, depuis Keynes, les gouvernements disposaient de moyens infatigables de contrôler les variations de l'activité économique.

On sait maintenant, hélas ! ce qu'il en est. Pour expliquer la récession, on a invoqué des évolutions idéologiques, généralisées d'exigences révolutionnaires et des transformations sociales qui auraient partout suscité la revendication sala-

riaire. Par l'augmentation des prix de revient, celle-ci provoquerait une forme d'inflation que, pour la marquer, on a qualifié d'inflation par les coûts.

Ce sont là de redoutables erreurs. Évolutions idéologiques et hausses de salaires ne sont pas causes mais effets de l'inflation. L'inflation trouve son origine dans un excès de la demande globale relativement à la valeur globale des richesses offertes pour la remplir. Elle provoque hausse des prix et augmentation des taux d'intérêt.

L'élevation du loyer de l'argent à long terme oppose un obstacle grave au développement des investissements productifs. (Lire la suite page 3.)

LE SILENCE DES ÉTUDIANTS

Si l'année scolaire a été dombrée par la mise au point du projet de réforme de M. Haby, qui est discuté cette semaine à l'Assemblée nationale, l'année universitaire aura été, plus que toute autre, celle du silence des étudiants. Après les années agitées de l'avant et de l'après-1968, les campus et les « faces » sont tombés dans une sorte

de léthargie. L'univers étudiant est mesuré, chacun vivant ses problèmes individuellement. Les organisations d'étudiants sont très divisées et n'ont qu'une faible influence. La création d'une conférence des associations étudiantes (« le Monde » daté 13-16 juin) souffrira-t-elle de redondance de soutien à la vie étudiante ? On peut se douter.

I. - PORTRAITS LILLOIS

De notre envoyé spécial BRUNO FRAPPAT

Lille. — Jérôme, étudiant en sciences économiques, a un rêve : posséder une automobile. Et si l'année universitaire aura été, plus que toute autre, celle du silence des étudiants. Après les années agitées de l'avant et de l'après-1968, les campus et les « faces » sont tombés dans une sorte

Jérôme est à la fois conscient d'avoir — grâce à l'université —

LES INTERROGATIONS DE MATTIA

Un montreur de pensées

C'est à Paris, en 1939, que Mattia — architecte chez Le Corbusier avant d'être peintre — avait proposé à ses amis surréalistes ses premières « morphologies psychologiques ». C'étaient des tableaux qui voulaient être des pensées, des pensées qui auraient une forme. Les dernières (exposées galerie Jolys) ont fini par prendre des allures magistrales, techniquement maîtrisées et brillamment imprécises. Pour faire rêver...

Voilà donc trente-six ans que Mattia s'interroge sur les formes que pourraient bien avoir les « phénomènes de la conscience ». De tableau en tableau, il a réitéré ses tentatives et, chaque fois, elles ont pris des apparences nouvelles. Les dernières sont nocturnes et inédites. Impossible de nommer ce surgissement de lignes, baignant dans un halo de lumière d'outre-monde,

JACQUES MICHEL (Lire la suite page 25.)

Cérésole JOAILLIER-HORLOGER 16 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup> présente la collection complète Rolex Oyster. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

# PROCHE-ORIENT

## LA VISITE AUX ETATS-UNIS DU PREMIER MINISTRE ISRAËLIEN

### La reprise des «navettes diplomatiques» de M. Kissinger est exclue dans l'immédiat

Le premier ministre israélien, M. Yitzhak Rabin, et le secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, ont eu, dimanche 15 juin, à New-York, un nouveau et dernier entretien. M. Rabin a déclaré à tous ceux qui l'ont vu qu'il n'était pas question dans l'immédiat d'une reprise des «navettes diplomatiques» de M. Kissinger au Proche-Orient. M. Rabin a indiqué au cours d'une interview télévisée, qu'Israël et l'Egypte seraient tous deux à modifier leurs positions de mars dernier pour qu'un éventuel nouvel accord intermédiaire puisse être conclu. Le secrétaire d'Etat américain a estimé, quant à lui, à l'issue de l'entretien, qui avait duré une heure et demie, que «d'autres contacts» avec les parties concernées étaient nécessaires avant de savoir s'il existait une base à la reprise des négociations. L'un de

ces «contacts» aura lieu dès vendredi prochain, le 20 juin, avec la visite à Washington du ministre syrien des affaires étrangères.

Dans une interview accordée à la revue *U.S. News* publiée dimanche, M. Kissinger affirme que les Etats-Unis, engagés historiquement à assurer le bien-être et la survie d'Israël, «ne se sont en aucune façon attachés à défendre le statu quo», mais doivent prendre en considération leurs bonnes relations avec l'Union soviétique et l'Europe occidentale et du Japon et doivent éviter des contradictions manifestes avec l'Union soviétique. «Nous croyons que tous ces intérêts peuvent être conciliés avec notre amitié traditionnelle avec Israël», ajoute-t-il.

Les concessions que pourrait

faire Israël pour aboutir à un nouvel accord avec l'Egypte contiennent de faire l'objet de nombreuses suppositions. Selon le quotidien israélien *Haaretz*, qui fait état d'informations en provenance de Washington, M. Rabin aurait accepté, au cours de ses conversations avec le président Ford et M. Kissinger, de retirer les troupes israéliennes des cols stratégiques de Sinal pour ne laisser que certaines positions et des dispositifs d'alerte sur les abords orientaux de ces cols. Selon le quotidien *Al Hemsahmar*, les conditions posées par le gouvernement de Jérusalem portent sur le passage du fret israélien par le canal de Suez, sur un engagement égyptien de non-belligérance, même s'il n'est pas déclaré ouvertement, et sur la reprise des livraisons militaires américaines.

### Les demandes d'aide économique et militaire de Jérusalem restent en suspens

De notre correspondant

New-York. — Au cours de son séjour aux Etats-Unis, M. Rabin a déclaré publiquement à plusieurs reprises qu'un accord ne se ferait que si le président Sadate était prêt à modifier sa position. Dans l'affirmative, a ajouté le premier ministre, Israël sera également prêt à faire des concessions. Dans le cas contraire, aucun accord ne serait conclu. Selon M. Rabin, les efforts de M. Kissinger ont échoué au mois de mars dernier parce que l'Egypte avait demandé une aide militaire et surtout la demande d'avions F-15 et de missiles Lanceur, restent en suspens. Le secrétaire à la défense, M. Schlesinger, hier, en ce qui concerne, compréhensif à ce sujet, n'a rien promis au premier ministre, déclarant que seul le président pouvait prendre une décision. De surcroît, il a insisté sur le fait que les Etats-Unis ne peuvent pas estimer qu'Israël fait obstacle à la conclusion d'un accord avec l'Egypte.

avec d'autres pays arabes. Jérusalem voudrait recevoir l'assurance que l'accord avec l'Egypte resterait valable en cas d'échec des pourparlers avec la Syrie. Selon les officiels israéliens, aucun progrès décisif n'a pu être enregistré au cours de la visite de M. Rabin aux Etats-Unis, ce qui a permis d'établir l'atmosphère entre les deux pays, la période de «réexamen» n'est cependant pas terminée à Washington. Les requêtes israéliennes au sujet de l'aide économique et militaire, et surtout la demande d'avions F-15 et de missiles Lanceur, restent en suspens. Le secrétaire à la défense, M. Schlesinger, hier, en ce qui concerne, compréhensif à ce sujet, n'a rien promis au premier ministre, déclarant que seul le président pouvait prendre une décision. De surcroît, il a insisté sur le fait que les Etats-Unis ne peuvent pas estimer qu'Israël fait obstacle à la conclusion d'un accord avec l'Egypte.

PHILIPPE BEN.

### ENGAGÉ AU CAIRE

#### Le dialogue euro-arabe se poursuivra en juillet au niveau des experts

De notre correspondant

Le Caire. — Les experts européens ont introduit sur les bords du Nil l'habitude bruxelloise des réunions nocturnes. Les discussions sur les laborieuses qui se déroulent du 10 au 14 juin dans le palais de la Ligue arabe, au Caire, entre plus d'une centaine de hauts fonctionnaires arabes et européens n'ont abouti qu'à la rédaction d'un document de moins de dix pages — non publié — qui résume «les principes et les objectifs du dialogue euro-arabe» et d'un communiqué commun d'une vingtaine de lignes.

Ce texte, sans recommander à proprement parler le caractère politique que, selon les arabes, doit avoir le dialogue, admet que celui-ci est «le fruit d'une volonté politique conjuguée». Pour l'avenir, «la présente réunion d'experts reprendra périodiquement sous la forme d'un comité directeur d'experts», dont la première séance de travail se tiendra en juillet dans une ville européenne, sans doute Rome. Ce comité euro-arabe comprendra une dizaine de personnes, dont un Français et peut-être un Palestinien. Des groupes de travail présidés par les membres du comité directeur d'experts examineront les possibilités concrètes de coopération dans les secteurs suivants : «Agriculture et développement rural, industrialisation, infrastructure de base, coopération financière, commerce, coopération scientifique et technologique, culture et questions sociales». Personne ne s'étendait que la lourde procédure consistant à réunir une foule d'experts sans précision de nationalité, formule imaginée pour contourner

«l'obstacle palestinien», permettrait au dialogue euro-arabe de se centrer, dès cette réunion, sur l'étude de questions pratiques. Mais, comme les membres de la Ligue arabe, ou espèrent parvenir à relancer une entreprise interrompue en novembre 1973 et écourtée depuis dix mois.

Il semble que l'on y soit parvenu. Selon un diplomate libanais : «Le dialogue euro-arabe, commencé dans l'enthousiasme, maintient dans la résignation, du moins pour certains Européens, ou se poursuit maintenant par nécessité».

Le Liban est le seul des vingt Etats membres de la Ligue arabe qui n'a pas participé aux conversations du Caire. En revanche, les Palestiniens, malgré l'opposition de principe de La Haye de Coppenhague, de Bonn et de Londres, étaient présents aux réunions en tant qu'«experts arabes». Ils ont même joué un rôle modérateur aux côtés des Jordaniens, des Syriens, des Libanais et des Tunisiens. Les Algériens, qui avaient voulu d'emblée mettre sur le tapis la question du «nouveau statut des territoires occupés», n'ont pas été suivis par les autres Arabes. Du côté français, comme parmi les Arabes, on espère que les quatre équipes européennes qui font obstacle à la participation des Palestiniens en tant que tels au dialogue euro-arabe, empêchant ainsi la convocation de la commission générale du dialogue, «renonceraient bientôt à une attitude d'autant plus illogique que les organisations internationales ont ouvert et pratiquent leurs portes aux Palestiniens».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

### Riyad et Téhéran s'inquiètent des conditions dans lesquelles ont été signés des contrats avec des firmes étrangères

A la suite de la publication d'informations faisant état de commissions destinées à des officiers saoudiens, le gouvernement de Riyad a demandé au gouvernement des Etats-Unis et à la société aéronautique américaine Northrop de lui communiquer les documents relatifs aux contrats d'armement passés avec cette compagnie, a annoncé samedi 14 juin l'agence saoudienne de presse. Le représentant de la Northrop en Arabie Saoudite aurait reçu une somme de 450 000 dollars destinée à deux commissions.

Les documents demandés aux

Etats-Unis «permettront d'enquêter rapidement sur ces commissions afin de disposer des données et de prendre des mesures à l'encontre de toute personne qui aura trahi la confiance placée en elle», précise l'agence.

Le ministère saoudien de la défense et de l'aéronautique rappelle qu'il refuse de traiter avec des intermédiaires ou avec des parties qui tirent bénéfice des contrats passés par le programme d'armement saoudien, ajoute l'agence. Le gouvernement saoudien refuse le paiement de commissions.

### Le raid fedayin contre Kfar-Youval a été revendiqué par des Palestiniens du Front du refus

Le ministre israélien des affaires étrangères a demandé, dimanche soir 15 juin, à son ambassadeur à l'ONU de protester auprès du Conseil de sécurité contre l'attaque des fedayin à Kfar-Youval effectuée à partir du territoire libanais.

L'opération lancée dimanche matin à l'aube par un commando de quatre Palestiniens s'est soldée par sept morts : les quatre fedayin qui avaient pénétré dans le village, et trois Israéliens. Cinq autres Israéliens ont été blessés au cours de l'assaut donné par les forces de l'ordre contre la maison où les Palestiniens s'étaient réfugiés. Des membres de la famille Mordekhal, des bombardements israéliens de représailles sur le Su-Liban ont fait un mort et trois blessés.

Après l'attaque du village, le ministre des affaires étrangères israélien a accusé l'O.L.P. de mener «les efforts diplomatiques poursuivis actuel-

lement pour réactiver politiquement le processus d'un règlement de paix au Proche-Orient. Le ministre dénonce également «les gouvernements ministères dénoncent également le processus qui apparaît l'O.L.P.», a considéré comme un interlocuteur valable et s'en font les représentants les organisations internationales, encourageant de ce fait directement ou indirectement le meurtre et la violence».

A Bagdad, l'opération a été revendiquée par le Front de libération arabe (F.L.A.), qui a souligné dans un communiqué sa volonté de «faire échouer à tous les plans redditionnistes» visant à concéder l'entité sioniste en «Palestine occupée». Le F.L.A. qui fait partie du Front du refus, hostile à tout règlement négocié du conflit du Proche-Orient, a affirmé que les «détachés» «subiront le même sort que celui réservé à tous ceux qui s'opposent à la volonté du peuple et des masses palestiniennes».

### L'OPÉRATION A FAIT SEPT MORTS

Jérusalem. — Deux faits nouveaux ont marqué la riposte israélienne à l'opération de commando palestinien à Kfar-Youval, le 15 juin, à l'échelle de la frontière libanaise : l'assaut de la maison occupée par les fedayin a été déclenché sans avoir été précédé de pourparlers. D'autre part, le raid aérien de représailles contre le village libanais de Kfar-Youval a été effectué quelques minutes seulement après l'attaque du village de Kfar-Youval.

Parlant à la télévision israélienne, le ministre de la défense, M. Shimon Peres, a précisé qu'il n'y avait eu aucun dialogue de pourparlers avec les terroristes et d'agir le plus vite possible de peur qu'ils ne «piégent» la maison et n'empêchent ainsi de procéder à des déclarations de propagande. Répondant à des questions concernant l'attaque aérienne sur Kfar-Youval, M. Peres a déclaré qu'il n'y avait eu aucun dialogue de pourparlers avec les fedayin, il était question des «héros de Kfar-Youval». Ce village, a-t-il ajouté, n'a été atteint que par des avions israéliens. «Nous bombardons des terroristes, mais nous ne bombardons pas les habitants et les femmes et les enfants», a-t-il dit encore que les Libanais comprennent et même acceptent, de genre d'opération.

conformément à une décision prise à l'échelle la plus élevée, en l'absence des journalistes et sans reportage radiophonique diffusé directement du lieu du drame, comme cela était le cas précédemment. C'est pourquoi on ignore tout des demandes formulées par les fedayin. D'après le témoignage d'un habitant du village de Kfar-Youval, ils auraient demandé la libération de douze prisonniers palestiniens, dont l'archevêque Elharon Capaci.

Les milieux officiels israéliens ont rejeté sur l'O.L.P. la responsabilité de l'attaque de Kfar-Youval. La plupart des journaux en ont participé aux côtés avec les milieux proches du Mappam, soulignant que le fait qu'une organisation appartenant au «Front du refus» ait procédé à cette opération à l'heure même où des efforts sont déployés pour renouer le dialogue avec les Palestiniens, et pour trouver une formule permettant la participation des Palestiniens à des pourparlers, prouve que les extrémistes palestiniens ont décidé de faire échouer par tous les moyens les démarches pouvant aboutir à une solution politique du conflit. Le Front de libération arabe (F.L.A.), organisation palestinienne d'obédience baasite irakienne, qui a revendiqué l'attaque, est peu actif sur le plan territorial. Sa dernière opération remontait au mois de décembre 1974 : un commando de cette organisation pénétrait dans un kibboutz de Hazita, près de la frontière libanaise, et lançait des grenades sur une des habitations du village avant de rebrousser chemin au Liban.

Voici le récit des événements de dimanche matin tels qu'ils ont été rapportés par les milieux officiels : vers 5 heures du matin, un groupe de quatre fedayin a pénétré dans le village de Kfar-Youval, fondé en 1954 par des immigrants juifs de l'Inde. Les fedayin ont ouvert le feu sur quelques habitants avant de prendre d'assaut la maison de la famille Mordekhal. Assiégés, les habitants du village ont pu, dans les heures qui ont suivi, se rendre dans le village de Kfar-Youval, fondé en 1954 par des immigrants juifs de l'Inde. Les fedayin ont ouvert le feu sur quelques habitants avant de prendre d'assaut la maison de la famille Mordekhal. Assiégés, les habitants du village ont pu, dans les heures qui ont suivi, se rendre dans le village de Kfar-Youval, fondé en 1954 par des immigrants juifs de l'Inde. Les fedayin ont ouvert le feu sur quelques habitants avant de prendre d'assaut la maison de la famille Mordekhal. Assiégés, les habitants du village ont pu, dans les heures qui ont suivi, se rendre dans le village de Kfar-Youval, fondé en 1954 par des immigrants juifs de l'Inde.



### M. MORDEKHAI GAZITH REMPLACERAIT M. BEN NATAN COMME AMBASSADEUR EN FRANCE

Jérusalem. — M. Mordekhai Gazith, directeur de cabinet du premier ministre, et qui avait occupé naguère ces mêmes fonctions auprès de Mme Golda Meïr, succéderait à M. Ben-Natan au poste d'ambassadeur à Paris, après l'approbation, attendue, du gouvernement français. La nomination de M. Gazith, connu pour sa grande expérience diplomatique et ses qualités de négociateur, est interprétée par les milieux politiques, à Jérusalem, comme devant favoriser l'amélioration des relations franco-israéliennes. De surcroît, on affirme que la nomination de M. Gazith comme ambassadeur à Paris prouve l'importance qu'Israël attache désormais à ses relations avec la France. — A. K.

M. Gazith (né en 1922, M. Gazith travailla en Palestine en 1933, diplômé de l'université hébraïque (en archéologie), commandant d'une unité de combat lors de la guerre d'indépendance, fut chef de cabinet de Mme Meïr à l'époque où elle était ministre des affaires étrangères, il devint directeur de cabinet à la présidence du conseil lorsqu'elle fut nommée, dix ans plus tard, présidente de la République. De 1965-1969, il fut directeur adjoint du ministère de l'absorption des immigrants.)

Diplomate peu conventionnel, il s'est exprimé après la guerre de six jours contre l'annexion des territoires occupés par les Israéliens, et fut nommé, en 1972, directeur de cabinet de Mme Meïr à l'époque où elle était ministre des affaires étrangères, il devint directeur de cabinet à la présidence du conseil lorsqu'elle fut nommée, dix ans plus tard, présidente de la République. De 1965-1969, il fut directeur adjoint du ministère de l'absorption des immigrants.)

### LE TRAITE IRAKO-IRANIEN SUR LES FRONTIÈRES A ÉTÉ SIGNÉ À BAGDAD

Le traité irako-iranien et les trois protocoles annexes relatifs aux frontières terrestres et fluviales et à leur sécurité ont été signés le vendredi 17 juin à Bagdad par les ministres des affaires étrangères d'Irak et d'Iran, MM. Saïdoud Hanmand et Abbas Al-Khalaf, ainsi que par leur collègue algérien, M. Bouteflika.

Le communiqué publié à cette occasion déclare que l'accord d'Algérie de 6 mars 1975 est mis en application et dans un esprit d'amitié et de coopération et dans une atmosphère constructive. Cet accord avait été conclu entre le shah d'Iran et le président Boumedienne, à la suite du commandement de la révolution iranienne, sous les auspices du président Boumedienne.

De retour à Téhéran samedi, M. Khatami a déclaré que les deux pays valent décidé de créer une commission spéciale pour organiser les pèlerinages de musulmans (français en Irak et quatre-vingt-dix-sept mille pèlerins irakiens) travaillant encore en Iran. — (A.F.P.)

### LE FRONT DE LIBÉRATION ARABE

Le Front de libération arabe (F.L.A.), qui a revendiqué l'opération de Kfar-Youval, a été créé en 1964. D'obédience baasite irakienne, il est dirigé par M. Abdel Wahab Kayyali, qui a le titre de secrétaire général.

Le F.L.A. qui a pour devise et révolution jusqu'à la libération, est en faveur de la lutte populaire armée qui, selon lui, aboutira progressivement à la guerre de libération populaire.

Le Front de libération arabe s'est constitué, au moment de sa création, comme une «nouvelle force qui fait son entrée sur le champ de bataille». Sa lutte est menée «au nom de l'idéologie arabe révolutionnaire et dans le cadre d'une organisation nationale comprenant ses combattants de tous les pays arabes qui ont fait le serment de libérer la Palestine arabe par la lutte armée».

Les effectifs de son pays connus, formé avec le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P. de Dr Georges Habbache) et le F.P.L.P.-commandement général (de M. Ahmed Hilfari), le «Front de refus», hostile à tout règlement négocié du conflit du Proche-Orient. M. Kayyali, qui présente le F.L.A. au sein du commandement de l'organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), a donné sa démission à la fin de l'année dernière. — (A.F.P.)

### L'O.L.P. mènerait une action en faveur des droits des juifs dans les pays arabes

«Il existe peu de chances que nous puissions éviter une cinquième déflagration au Proche-Orient», a déclaré, samedi soir 14 juin, à Paris, M. Naïl Shaat, président du centre de planification de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), et conseiller de M. Yasser Arafat. Il parlait devant quelque quatre cent personnes participant à la journée d'information et «Fécondé de la Palestine», organisée par une dizaine d'associations palestiniennes. Le conseiller de M. Arafat estime que, «compte tenu de l'état actuel du rapport des forces dans la région et entre Mocoq et Washington», les chances de la conférence de Genève d'aboutir à un règlement global sont nulles. Dans la conjoncture présente, a-t-il dit, il est exclu d'aboutir à un accord juste, démocratique et durable, les Etats-Unis «ayant prouvé qu'ils n'étaient pas capables d'exercer sur Israël une pression suffisante afin de l'amener à faire les concessions nécessaires».

Le responsable palestinien a également révélé que, depuis quelques mois, l'O.L.P. menait une

### Journée d'information

La délégation de l'O.L.P., qui s'était déplacée pour participer à la journée d'information, a été reçue samedi au Quai d'Orsay. Elle s'est rendue dimanche au Mont Valérien, où elle a déposé une gerbe devant le Mémorial. Cette cérémonie a eu lieu, précise le communiqué diffusé par le représentant de l'O.L.P. à Paris à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'appel de 18 juin, du cent-trente-troisième anniversaire de la libération des camps de concentration. — D. J.

Vient de paraître

## LE PEUPLE AU POUVOIR

### Les 21 premiers jours

Comment accomplir juridiquement et pratiquement le passage du capitalisme au socialisme ?

S F (franco)

« PENSE ET LUTTE »

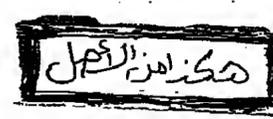
8, place Jacques-Bonsergent, Paris (10<sup>e</sup>)

C.C.P. La Source 30.571-80

● M. Abdel Halim Khaddam, vice-président du conseil arabe et ministre des affaires étrangères, a reçu, samedi 14 juin, M. Abdel Mohsen Abu Mayzar, porte-parole du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). La conversation a porté, notamment, sur la visite qu'a faite la semaine dernière le président Assad à Amman. Les milieux palestiniens auraient favorablement accueilli le communiqué publié à l'issue de cette visite. Au Caire, l'hebdomadaire *Rose et Fougère* affirme que la Jordanie exprime son désir de participer au commandement unifié politique et militaire du territoire arabe, projeté de créer. — (A.F.P., U.P.L., Reuters.)

● Le comité français de soutien aux *Panthers noirs* d'Irak organise ce lundi 16 juin à 20 h. 30 au Centre Broca, 39, rue Broca, Paris (9<sup>e</sup>), une réunion publique avec la participation de M. Shalom Cohen et Marciano, responsables politiques des *Panthers noirs* d'Israël, et de M. A. Memmi.

● Des offres de 8 milliards de dollars d'investissements étrangers dans les zones franches du canal de Suez ont été présentées à l'ambassade d'Egypte à Washington. — (A.F.P.)



# Océan Indien

## La désignation de M. Ratsiraka

(Suite de la première page.)  
Sur le plan extérieur, le champion du non-alignement pourrait être l'artisan d'un rapprochement avec Paris. Les Malgaches ont déjà été satisfaits de la nomination d'un diplomate de carrière, M. André Roger, comme ambassadeur de France à Tananarive (1). L'aide française demeure substantielle — elle représente le quart de l'aide étrangère — et, malgré l'existence d'un contentieux — Paris n'a pas caché sa volonté de relancer la coopération bilatérale. En outre, le marasme économique dans la

grande île est tel qu'un supplément d'aide ne pourrait être que le bienvenu.

C'est d'ailleurs sur ce plan que le jeune président Ratsiraka sera amené à faire ses preuves. Pour renforcer une assise au départ fragile, il lui faudra rapidement remettre de l'ordre dans les affaires.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Les deux précédents, ce M. André Roger à Tananarive, M. Maurice Delamarre (1968-1972) et Alain Piantier (1972-1975), étaient d'anciens administrateurs de la France d'outre-mer.

### Portrait

## Un nationaliste intransigent

Vieillesse énergique, attitude sportive, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka a la réputation d'être l'artisan d'un rapprochement avec Paris. Les Malgaches ont déjà été satisfaits de la nomination d'un diplomate de carrière, M. André Roger, comme ambassadeur de France à Tananarive (1). L'aide française demeure substantielle — elle représente le quart de l'aide étrangère — et, malgré l'existence d'un contentieux — Paris n'a pas caché sa volonté de relancer la coopération bilatérale. En outre, le marasme économique dans la

grande île est tel qu'un supplément d'aide ne pourrait être que le bienvenu. C'est d'ailleurs sur ce plan que le jeune président Ratsiraka sera amené à faire ses preuves. Pour renforcer une assise au départ fragile, il lui faudra rapidement remettre de l'ordre dans les affaires.

Après des études secondaires à Madagascar, il a été admis à l'école navale de Brest, d'où il est sorti avec le titre d'ingénieur breveté des transmissions. Il est également titulaire de la "École supérieure de guerre navale".

La carrière politique de cet officier de marine a été rapide. Attaché militaire à l'ambassade de Madagascar en France, il fut, alors qu'il n'était que capitaine de corvette, rappelé à Tananarive en 1972, et le général Gabriel Ramanantsoa, chef de l'Etat à l'époque, lui confia le portefeuille de ministre des affaires étrangères.

M. Ratsiraka remodela aussitôt la politique extérieure de son pays, jusqu'alors exclusivement orientée vers les puissances occidentales, initiateur de ce que les Malgaches appellent une « diplomatie aux zébrures ». Il sillonna le monde, à la recherche de nouvelles partenaires pour un Etat dont le statut juridique avait été, dans le passé, l'entité communautaire. En quelques mois, le régime Ratsiraka établit des relations de coopération avec une quin-

zaine de pays, en Europe orientale, en Asie et en Afrique, tandis que la rupture était consommée avec la République sud-africaine, avec laquelle le président chef de la diplomatie malgache, M. Jacques Rabemananjara, avait conclu plusieurs accords économiques importants.

En octobre 1973, Madagascar rompit également avec Israël.

M. Ratsiraka est considéré comme l'un des principaux artisans de « la deuxième indépendance » sur le plan international. Il fut le maître d'œuvre des nouveaux accords de coopération franco-malgache, signés à Paris le 4 juin 1973, et menés avec une habileté et une autorité auxquelles les interlocuteurs rendent hommage, des négociations particulièrement épineuses. Aux termes de ces nouveaux accords, les troupes françaises stationnées à Madagascar devaient être progressivement rapatriées, tandis que la base navale de Diego-Suarez passait sous autorité malgache.

D'autre part, le République malgache quitta le zone franc et l'Organisation commune africaine, malgache et mauricienne (OCAAM), considérée comme trop étroitement liée à l'ancienne puissance coloniale, et poursuivant des objectifs d'un intérêt mineur pour Madagascar.

Adopte du non-alignement sous toutes ses formes, M. Ratsiraka, tout en préservant une certaine forme de coopération sur une base d'égalité, prit ses distances à l'égard de la France. Il engagea son pays sur la voie du dialogue permanent avec l'Organisation de l'unité africaine — à la tribune de laquelle il se fit un ardent défenseur de la décolonisation — et avec les pays arabes.

Depuis l'assassinat du colonel Richard Ramanantsoa, le 11 février dernier, M. Ratsiraka était membre du directoire militaire qui dirigeait Madagascar à titre provisoire, mais il semblait relégué dans une position de second plan. En fait, au cours des derniers mois, son autorité personnelle sur ses collègues n'avait fait que s'accroître, et se promouvoir par la logique. Dans le climat de délégitimation politique et de désorganisation économique qui règne dans la grande île, le capitaine de frégate Ratsiraka fait aujourd'hui figure d'homme providentiel.

PHILIPPE DEGRAENE.

### LES NOUVELLES INSTITUTIONS

Tananarive (Reuter). — Aux termes d'une ordonnance publiée dimanche 15 juin, les nouvelles institutions de la République malgache sont :

Le Conseil suprême de la révolution, présidé par le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, également chef de l'Etat et du gouvernement ;

Le Comité militaire pour le développement, présidé par le général Gilles Andriamandrasoa, président sortant du Directoire militaire ;

Le gouvernement ;

Le Conseil supérieur des institutions, gardien de la Constitution ;

Le Conseil national populaire de développement, qui a un rôle essentiellement consultatif.

L'ordonnance précise que ces institutions sont chargées de mettre en œuvre la politique générale définie dans un programme en dix points le 12 avril dernier et d'élaborer et de faire adopter une nouvelle Constitution.

Le texte indique en outre que, en cas de vacance ou d'empêchement d'un ministre, le président supérieur des institutions, les fonctions de président du Conseil suprême de la révolution sont provisoirement exercées collectivement par les membres du Conseil.

En tant que chef du Conseil suprême de la révolution, le président nomme les ministres et les révoque. En tant que chef

### Rhodésie

## VINGT MORTS AU COURS D'UN ACCROCHAGE ENTRE FORCES DE L'ORDRE ET MAQUISARDS.

Salisbury (A.F.P., Reuter). — Vingt personnes ont trouvé la mort, jeudi 12 juin, dans un accrochage entre forces de sécurité et maquisards. Un communiqué publié le 14 juin précise que l'incident s'est déroulé dans la « région opérationnelle », formelle qui désigne généralement le nord-est du pays. L'accrochage s'est produit, selon le communiqué, alors qu'une patrouille s'approchait d'une hutte où un homme était roué de coups. Ce dernier, « un chef local a été saisi et hospitalisé ».

D'autre part, M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, a déclaré, dans une interview publiée le 14 juin par le *Rhodesian Herald*, qu'il envisageait de nouveaux de tenir des conférences constitutionnelles avec d'autres interlocuteurs que les mouvements nationalistes, qui, selon lui, retardent à dessein la tenue des pourparlers.

### Ouganda

● La condamnation à mort de M. Denis Hill. Tentant d'obtenir la grâce de M. Denis Hill, condamné à mort à Kampala pour avoir écrit « un ouvrage insultant à l'égard du roi », le ministre des affaires étrangères du Kenya, l'initiative qui leur n'a pas été prise pour la première fois, le 9 juin, victimes des affrontements sanglants qui opposent depuis plusieurs semaines les forces du Mouvement populaire de libération (M.P.L.A.) à celles du Front national de libération (F.N.L.A.).

La délégation du F.N.L.A. présidée par M. Holden Roberto, comprend M. Daniel Chipenda, ancien chef du groupe dit « de

### Angola

## La « conférence de la dernière chance » entre dirigeants nationalistes rivaux s'ouvre au Kenya

En Angola, la tension au sein de la population angolaise est de plus en plus vive. Vendredi, pour la première fois, les soldats portugais ont ouvert le feu pour disperser la foule qui manifestait devant le palais du gouverneur à Luanda. Des Portugais ont été blessés. Un attentat au plastique a endommagé les locaux de la compagnie aérienne portugaise TAP. Samedi, deux Européens, dont un ingénieur italien, ont été tués près de Malanje, à l'est de la capitale.

Nairobi. — Les trois chefs nationalistes angolais se rencontrent, jeudi 12 juin, au Kenya, pour tenter d'écrire que leur pays ne sombre dans la guerre civile avant même d'accéder à l'indépendance. Le président Kenyan, les a accueillis, ce lundi 16 juin, à la Maison d'Etat de Nakuru, ville située à 150 kilomètres au nord-ouest de Nairobi. Le chef de l'Etat a aussitôt invité les trois mouvements de libération à ordonner un cessez-le-feu.

Cette réunion est la « conférence de la dernière chance pour la réconciliation des Angolais », a déclaré M. Wajaki, ministre des affaires étrangères du Kenya. L'initiative qui leur n'a pas été prise pour la première fois, le 9 juin, victimes des affrontements sanglants qui opposent depuis plusieurs semaines les forces du Mouvement populaire de libération (M.P.L.A.) à celles du Front national de libération (F.N.L.A.).

La délégation du F.N.L.A. présidée par M. Holden Roberto, comprend M. Daniel Chipenda, ancien chef du groupe dit « de

### De notre correspondant

Fret, dissident du M.P.L.A., qui rallia le F.N.L.A. le 21 février dernier. La conférence a été reportée de vingt-quatre heures en raison du retard de la délégation du M.P.L.A. conduite par M. Agostinho Neto. Celui-ci n'aurait accepté de venir qu'avec réticence.

### Scepticisme

Les trois mouvements ont déjà signé le 28 mars dernier un protocole d'accord qui prévoyait un cessez-le-feu, le désarmement des civils, l'échange des prisonniers et l'évacuation des renforts de troupes introduits à Luanda. Contrairement aux accords de l'Algarve passés avec le gouvernement portugais le 15 janvier, ce cessez-le-feu n'a pas empêché la reprise des hostilités entre le M.P.L.A. et le F.N.L.A. La dernière trêve, celle du 10 juin, a été rompue par des hélicoptères et des hélicoptères portugais.

L'opposition entre les forces de M. Neto et celles de M. Holden Roberto a atteint un tel degré de violence qu'on envisage ici avec scepticisme la perspective

### D'un accord viable signé à l'issue

de deux ou trois jours de discussions prévues. Les chefs des trois mouvements doivent, en effet, trouver un biais pour rétablir le calme dans leur pays, avant même d'aborder l'épineuse question de l'organisation d'élections générales, qui, selon les accords de l'Algarve, devraient se tenir avant le 11 novembre, date retenue pour la proclamation de l'indépendance.

A cet égard, la vingt-cinquième session du comité de décolonisation de l'O.U.A., dont les travaux se sont terminés à Rabat le 14 juin, n'a guère été encourageante puisque les trois délégations des mouvements angolais ont refusé de répondre aux appels à l'unité qui leur ont été lancés. Réunis à Mombasa (Kenya) le 5 janvier, M.M. Neto, Holden Roberto et Savimbi s'étaient mis d'accord pour négocier ensemble la formation d'un gouvernement de transition, ce qui avait permis de suspendre les opérations militaires pendant cinq jours plus tard. On se demande ici si cette deuxième rencontre au Kenya, « pays africain neutre », n'interviendrait pas trop tard pour éviter de nouveaux affrontements qui ont fait déjà plusieurs centaines de morts.

# AMÉRIQUES

## L'ASSASSINAT DE TRUJILLO EN 1961

### La C.I.A. aurait fourni une aide aux meurtriers du dictateur dominicain

Le 30 mai 1961, le dictateur de la République Dominicaine, Leonidas Príncipe Trujillo, fut assassiné par un commando, un seul survivant à la chasse qui leur fut donnée et aux tortures infligées à ceux de ses nombreux captifs par la police. Dès cette époque, les services secrets de la dictature soupçonnèrent les meurtriers d'être des « agents américains ». Le chef de ces services, régenté clandestin au Canada, le général Arturo Repallat, précisa ces accusations en janvier 1962 peu avant d'être expulsé d'un pays qui avait accueilli involontairement durant dix mois.

Il semble maintenant avéré que la C.I.A. prêta la main aux adversaires du régime décidé à se débarrasser par la force du cruel « généralissime ». Des documents prouvant que la C.I.A. fournit à ses assassins « aide et soutien matériel », sans compter les encouragements nécessaires, auraient été remis volontairement au président Frank Church, qui est à la commission sénatoriale d'enquête sur les activités des services de renseignements américains. Le président de la commission, le sénateur Frank Church, qui est à la commission sénatoriale d'enquête sur les activités des services de renseignements américains. Le président de la commission, le sénateur Frank Church, qui est à la commission sénatoriale d'enquête sur les activités des services de renseignements américains.

### Une « solution » de la question cubaine

C'est aujourd'hui 16 juin que les dossiers de la commission Rockefeller doivent être remis à la commission d'enquête sénatoriale, présidée par le sénateur Frank Church. Il s'y trouverait des détails rocambolesques sur les tentatives d'assassinat d'hommes politiques étrangers auxquelles la C.I.A. aurait été associée — pour, au dernier moment, décliner son concours devant les risques de l'opération. C'est ainsi que, vers 1965, des émissaires de l'O.A.S. auraient approché des agents de la C.I.A. pour un attentat contre la vie du général de Gaulle. Un ancien combattant français se serait porté volontaire pour serrer la main du général et aurait été tué au cours d'une bagarre munitaire dans un hôtel de Paris. De même, on aurait discuté — à quel échelon ? — d'un projet d'élimination de M. Fidel Castro par la remise au Premier cuisin d'une boîte de cigares spécialement « préparés » par les laboratoires de la C.I.A. et à la fumée mortelle. Par peur que M. Castro ne distribue des cigares à son entourage et n'y touche pas lui-même, on renonça à cette « solution » de la question cubaine.

# ASIE

## Vietnam du Sud

### « La plus grande difficulté vient de ce que nous héritons d'une économie néo-coloniale » déclare M. Hieu, membre du G.R.P.

Dans une interview accordée à l'envoyé spécial de l'Etat à Saïgon, M. Nguyen Van Hieu, ministre d'Etat au G.R.P., déclare notamment :

« Le chômage s'est aggravé avec l'absence de l'ennemi étant donné que les anciens militaires de l'armée des fantoches — un million — constituent une masse énorme de chômeurs. Je peux vous dire que sur sept millions de Vietnamiens, il n'y a que deux millions de personnes qui travaillent actuellement à deux millions de personnes de chômeurs. Voilà. C'est quelque chose de très grave. (...) Mais je peux vous dire que les réserves de riz suffisent jusqu'à la prochaine récolte aux besoins de la population. Sur ce point, nous pouvons être satisfaits puisque le régime fantoche devait importer de riz un demi-million de tonnes l'an dernier — étant donné que nous contrôlons la majeure partie des rizières. (...) Maintenant, la circulation du riz se fait librement. Les rizières de la province de Mekong occupent un demi-million d'hectares.

« Notre politique est de favoriser le retour des réfugiés. Cette politique relève du souci de développer l'agriculture qui, auparavant, était prospère. Songez que les rizières en friche dans le sud du Vietnam occupent un demi-million d'hectares.

« Les rizières peuvent donner du travail tout de suite à plus d'un million de personnes. Beaucoup plus encore que le désastre des nouvelles terres. Je crois que, dans quelques mois, les anciens paysans seront réinstallés sur leurs terres.

« Evoquant ensuite la réinsertion des militaires de l'ancien régime dans la société, M. Hieu déclare notamment :

« Bien sûr, il y a une petite minorité d'agents de l'ennemi, certaines personnes qui ont été très liées au régime néo-colonialiste. Je ne vous cache pas qu'il y a des personnes qui ont été extrêmement réactionnaires, qui ne se sont pas fait enregistrer et qui gardent des armes. Ces gens-là nous sommes contraints de les réprimer. Nous ne pouvons pas tolérer la poursuite de leurs actes criminels (...).

« J'ajoute que les Etats-Unis continuent à entretenir la des agents et cherchent à intervenir par la C.I.A. et les services secrets (...).

« Nous encourageons les intellectuels et les techniciens à apporter leur contribution dans tous les domaines. Déjà certaines personnes de ce qu'on appelle la « troisième force politique » participent aux activités de la nouvelle société, par exemple dans les syndicats, les organisations de masse, etc.

« En ce qui concerne la presse, des journaux appartenant à des particuliers devront paraître. Bien sûr, nous leur demanderons un certain sens national, et qu'ils soient favorables à la paix, à l'indépendance, à la concorde nationale. Nous ne pourrions pas accepter qu'ils fassent de la propagande en faveur des impérialistes ou d'une politique réactionnaire.

(1) Radio-Saïgon, citée par J.A.P., a déclaré dimanche 15 juin que l'armée de libération a, entre le 29 mai et le 8 juin, encerclé puis saisi une poche de résistance dans le Delta, près de Son-Trang, un agent vietnamien de la C.I.A. a été arrêté.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Japon

● LE PREMIER MINISTRE JAPONAIS, M. Takeo Miki, a été jeté à terre le lundi 16 juin par un militant d'extrême droite, devant le Palais des arts impériaux de Tokyo, où allaient se dérouler les funérailles nationales de son prédécesseur, M. Sato. L'agresseur a été arrêté. — (Reuter.)

#### Libye

● Mme NGUYEN THI BINH, ministre des affaires étrangères du G.R.P. sud-vietnamien, séjourne depuis samedi 14 juin à Tripoli. — (Reuter.)

#### Sénégal

● M. SENGHOR, président de la République du Sénégal, s'est rendu samedi 14 juin, en sa qualité de président en exercice de la Communauté économique d'Afrique occidentale (C.E.A.O.), à Bamako, capi-

itale du Mali, d'où il devait gagner Ouagadougou, capitale de la Haute-Volta. Ce voyage serait en relation avec le conflit frontalier opposant ces deux pays membres de la C.E.A.O. Le chef de l'Etat sénégalais était attendu lundi à Lomé. — (A.F.P.)

#### Union soviétique

● LE CAS D'UNE FRANÇAISE, Mlle Christiane Barbotoux, arrêtée au mois de mai 1974 par les autorités soviétiques et expulsée quelques jours plus tard d'U.R.S.S. (le Monde du 8 mai 1974), est évoqué pour la première fois cette semaine dans la presse soviétique par l'hebdomadaire *Nedèla*. Celui-ci confirme que la jeune étudiante a été détenue par le K.G.B. après avoir été arrêtée dans l'appartement d'un couple soviétique à qui elle essayait de remettre des brochures des éditions Possiev qualifiées d'antisoviétiques. — (A.F.P.)

**Frantel c'est aussi Phôtel de vos vacances.**

**Frantel Nice**

★★★★

Une piscine sur le toit, la mer à deux pas.

28, avenue Notre-Dame Tél. 80.30.24

13 autres hôtels en France

Besçon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Fos-sur-Mer, La Grande-Motte, Limoges, Mâcon, Mulhouse, Nantes, Rennes, Rungis-Orly, Saint-Etienne.

**frantel**

ité revendic  
I refus

### MORTS

La mort de M. Ratsiraka... (Texte partiellement visible et difficile à lire)

### AMNON KAFERET

action en faveur  
des pays arabes

### AMNON KAFERET

action en faveur  
des pays arabes

# EUROPE

## Union soviétique

### M. Brejnev ne se rendra aux États-Unis qu'après la conclusion des travaux de la conférence paneuropéenne

De notre correspondant

Moscou. — « Je me sens bien. Ça ne se voit pas ? » C'est ainsi que M. Leonid Brejnev a répondu dimanche matin 15 juin à un journaliste qui lui demandait comment il se portait. La rencontre avait été organisée tout spécialement par les services de presse du ministère des affaires étrangères. Le prétexte en était l'élection pour le renouvellement des soviets suprêmes des Républiques et des soviets locaux.

L'entretien entre M. Brejnev et les quelques journalistes invités a eu lieu dans un bureau de vote de Moscou situé au rez-de-chaussée de l'immeuble où habite le secrétaire général. M. Brejnev, qui est membre du Soviet suprême de la Fédération de Russie,

n'est venu voter qu'à 11 h. 30, alors que les représentants des agences de presse avaient été convoqués deux heures plus tôt. Il paraissait reposé, s'exprimait facilement, mais, de l'avis de tous les témoins, il aurait nettement maigri.

Le secrétaire général, qui n'a eu depuis le début de l'année que trois mois environ d'activité normale, a laissé entendre qu'il pourrait de nouveau disparaître de la scène publique. Il a en effet affirmé qu'il aurait « beaucoup de faits » du fait de la préparation du 2<sup>e</sup> congrès du parti communiste soviétique qui doit avoir lieu en février prochain. « Ce sera un peu plus dur pour moi », a-t-il dit.

Évoquant encore son calendrier pour les prochains mois, M. Brejnev a déclaré qu'il espérait voir les travaux de la conférence de Genève sur la sécurité et la coopération en Europe se terminer « en juin ou en juillet ». Le secrétaire général a également évoqué son prochain voyage aux États-Unis, généralement prévu pour le mois de septembre. Ce voyage aura lieu après la conférence européenne, a-t-il précisé, sans qu'on puisse savoir si M. Brejnev faisait allusion aux travaux même de la conférence ou au « sommet » paneuropéen d'Heidelberg qui doit en constituer la dernière phase.

● Dans une interview au magazine américain « U.S. News and World Report », M. Henry Kissinger déclare de son côté que la visite aux États-Unis de M. Brejnev, secrétaire général du parti communiste soviétique, pourrait être annulée si aucun progrès n'est réalisé en vue d'un nouvel accord sur la limitation des armements stratégiques (SALT). Le leader soviétique désire en effet « marquer sa visite par un résultat significatif ». M. Kissinger ajoute toutefois que les chances de parvenir à un nouvel accord SALT sont meilleures que jamais.

Le dîner annuel avec le comte de Barcelone avait été organisé par l'Union espagnole, groupe monarchiste libéral dont les dirigeants sont MM. Sarrutegui Joaquin et Jaime Miralles, anciens officiers dans les rangs des troupes franquistes pendant la guerre civile. Les convives représentaient les diverses tendances démocratiques, ainsi que certaines régions espagnoles. L'assistance était composée d'avocats universitaires, écrivains, mais, en revanche, ne figurait aucune représentation ouvrière. Le leader de la démocratie chrétienne de gauche, M. Joaquín Ruiz Giménez, était présent ainsi que des députés de l'Union social-démocrate espagnole, de la droite démocratique et du parti socialiste populaire (membre de la Junte démocratique).

Parmi les personnalités présentes, on notait des anciens combattants de l'armée républicaine, dont le professeur Prado Sarrats, qui fut lieutenant-colonel pendant la guerre de 1936-39. Pour leur part, les républicains, notamment ceux du parti socialiste populaire, ont insisté sur le fait qu'ils ne pourront « admettre qu'une monarchie démocratique instaurée avec le consentement du peuple ».

Plusieurs allusions furent également faites au Pays basque, où « subit la violence du fait d'organisations para-politiques ». Après avoir fait l'éloge du Mouvement des forces armées portucales, l'héritier d'Alphonse XIII a parlé de ce moment où « approche également pour notre patrie le fin d'une ère de pouvoir personnel absolu » et où « on voit clairement

JACQUES AMALRIC.

## Espagne

### LA SUCCESSION DU GÉNÉRAL FRANCO Le comte de Barcelone renoncera à ses droits si Juan Carlos se prononce pour un régime démocratique

De notre envoyé spécial

Recevant en visite officielle M. Ismail Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, les dirigeants de Madrid ont souligné que le Caire use de son influence pour obtenir de la Ligue arabe qu'elle garantisse la paix et la sécurité au Sahara espagnol. « Les prétentions de fierté sur le territoire ne sauraient affecter le processus de décolonisation, pas plus qu'elles ne peuvent produire le moindre conflit avec l'Espagne », a assuré M. Pedro Cortina Mauri, ministre espagnol des affaires étrangères, lors d'un dîner.

Dans une interview publiée ce lundi 16 juin par le journal égyptien « Al Akhram », M. Cortina Mauri rappelle que le gouvernement espagnol n'acceptera jamais que les bases militaires étrangères situées sur son territoire soient utilisées contre les Arabes en cas de reprise des hostilités au Proche-Orient.

Après cette déclaration d'opposition à la succession du régime telle qu'elle a été prévue par le général Franco, Don Juan fit une autre allusion, également implicite, au chef de l'Etat en affirmant qu'il ne s'était jamais soumis « à ce pouvoir personnel si prolongé et exécuté de façon inacceptable par celui que ses compagnons d'armes avaient désigné pour une mission beaucoup plus précise et circonscrite ». (Le général Franco avait été nommé le 1<sup>er</sup> octobre 1936, par la junte militaire, chef du gouvernement et non chef de l'Etat.)

Le comte de Barcelone encouragea également les démocrates présents à persévérer comme lui dans cette attitude d'insubordination au pouvoir personnel, et de ne pas céder à la tentation de l'abdication en faveur de son fils, le prince Juan Carlos, « qui dispose du pouvoir réel de redresser le trajectoire de l'Etat et de convaincre ceux qui ont l'obligation d'agir pour que le peuple espagnol accède enfin à la souveraineté nationale ».

Don Juan de Bourbon, après avoir rappelé qu'il n'avait jamais accepté la loi de succession de 1947 ni l'application qui fut donnée de cette loi le 19 juillet 1975 lorsque son fils fut appelé à la succession, précisa : « Je ne suis le chef d'aucune conspiration. Je ne suis le rival de personne. Je souhaite que me personne ne soit pas un motif de discorde entre les Espagnols. Je ne prétends à rien. » Il ajouta que depuis qu'il a hérité la succession de son père lors de l'abdication formelle de celui-ci, en 1947, il est le titulaire de son droit et des devoirs qui découlent de plusieurs siècles d'héritage. Le comte de Barcelone rappela enfin ses conceptions démocratiques : « Je conçois la monarchie comme protection des droits de l'homme et des libertés politiques et sociales fondamentales, comme un

instrument de concorde entre tous les Espagnols et comme moyen de notre pleine intégration à la communauté européenne. »

Les déclarations du comte de Barcelone signifient que le monarque, incarné en sa personne ou en celle de son fils, ne peut se concevoir que comme l'arbitre suprême de la réconciliation de tous les Espagnols pour l'édification d'une Espagne démocratique ; d'autre part, Don Juan se considère toujours comme l'héritier légitime de la couronne et son abdication en faveur de son fils ne serait possible que si ce dernier parvient à être le roi d'une Espagne démocratique et non la succession d'un régime de « pouvoir personnel absolu ».

Le prince Juan-Carlos se trouve donc face à une alternative : rompre avec le franquisme ou avec son père. Les milieux gouvernementaux espagnols n'ont pas encore réagi. La presse madrilène de dimanche a pratiquement passé sous silence les déclarations de Don Juan. Mais plusieurs journaux de province, notamment à Barcelone, ont mieux rempli leur mission d'information que ceux de la capitale.

JOSÉ ANTONIO NOVAIS.

## Turquie

### En raison de l'embargo sur les armes

### M. DEMIREL ESTIME QU'ANKARA EST DÉGAGÉ DE SES OBLIGATIONS ENVERS WASHINGTON.

M. Süleyman Demirel, premier ministre turc, a indiqué, dimanche 15 juin à Ankara, que son cabinet allait se réunir pour discuter de mesures à prendre au sujet des bases américaines en Turquie. « Le gouvernement turc, a-t-il affirmé, ne se sent pas lié par les traités bilatéraux unilatéralement rompus par l'administration américaine. Ce serait raisonnable avec légitimité que d'attendre de la Turquie le respect des clauses de traité lorsque l'autre signataire déclare avec évidence qu'il n'est plus tenu par ses obligations. »

M. Demirel a reproché tout d'abord à Washington d'être intervenu dans les affaires de la Turquie. « Le premier ministre a annoncé que le Conseil de sécurité, qui réunit les chefs militaires, les présidents du conseil et les principaux ministres, tiendrait une séance, ce lundi 16 juin, pour réexaminer l'ensemble des problèmes de défense. M. Demirel a invité les partenaires de la Turquie dans l'OTAN à éviter « l'effondrement de la fortresse en 1962-63 et à contribuer à panser les blessures causées à la Turquie par la suspension des livraisons d'armes ».

Le premier ministre turc a encore déclaré que « la demande de la Grèce d'adhérer avec le bloc communiste était un acte politique visant à obtenir une nouvelle plate-forme internationale contre la Turquie », et a ajouté que « la Grèce n'avait pas la puissance économique lui permettant d'être membre à part entière de la C.E.E. ». Il a exprimé enfin l'espoir que le dialogue engagé à Rome avec la Grèce le mois dernier « résoudrait les problèmes qui existent entre Ankara et Athènes ».

(A.F.P., A.P., Reuter.)

# LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE du Monde

Au sommaire du numéro de juin :

- MILITAIRES ET PARTIS AU PORTUGAL (Virgilio Delgado)
- LA « CRISE » RESTE A VENIR (Pierre Lambert)
- UN NOUVEAU DESSEIN POUR LE TIERS-MONDE (Sami Amin, Cassini Cas, Favre-Macmou, Fernando Enrique Cardoso, Enrique V. Iglesias, Paul Batta)
- LA LIBYE DE LA FIERTÉ ET DU VERBE (Reportage de T.D. Allman)
- Les trois révolutions indo-chinoises
- La Thaïlande prend ses distances à l'égard des États-Unis (Mike Morrow et D. Vinyaratan)
- Chili : les contradictions s'exacerbent (James P. Petras)

---

## LE RACISME

### Disculper la différence

(Maurice T. Marchino, Jean-Marie Benoit, Henri Lefebvre, Roger R. Guérard, Robert Lakat, Francis Demerle, Michèle Perrot, Arthur R. Jensen et Steven Rose)

---

## CINÉMA POLITIQUE :

### REGARDS SUR LE RACISME

Le numéro : 5 F (en vente dans tous les kiosques) Abonnement et vente au numéro : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

## R. F. A.

### Les syndicalistes sociaux-démocrates refusent de faire des concessions aux libéraux sur la cogestion

De notre correspondant

Bonn. — A une forte majorité, le deuxième congrès de la communauté de travail des salariés du parti social-démocrate, réuni à Brême les 14 et 15 juin, a manifesté son mécontentement contre le partenaire libéral, contre la volonté exprimée de la direction, et de M. Schmidt et Brandt qui avait plaidé la modération ; les trois cents groupes d'entreprise du S.P.D. ont adopté une motion demandant que le parti renonce à l'extension de la cogestion dans les grandes entreprises, plutôt que de céder aux exigences du parti libéral. Les salariés du S.P.D. refusent que des droits particuliers soient accordés aux cadres supérieurs, comme le réclament les libéraux.

Les délégués n'avaient rien des radicaux partisans du tout ou rien. Mais dans une situation économique qui s'améliore, les libéraux sont sensibles à la dégradation du

climat dans les entreprises. Leur vote de Brême est un avertissement au gouvernement. Un nombre grandissant de sociaux-démocrates ne veulent pas sans inquiétude le cabinet Schmidt-Geneser enterrer les unes après les autres les réformes promises au début de la législature.

En mettant l'accent sur la situation difficile des finances publiques, la chancelière Schmidt vient, dans une lettre adressée aux ministres présidents des Länder, de conseiller la mise à l'écart des projets de loi qui « coûtent cher ». Il a dressé la liste de quelques seize réformes qui doivent être abandonnées, ou dont l'élaboration parlementaire doit être arrêtée. La liste va de la réforme pénitentiaire à la gratuité des services publics pour les handicapés physiques, en passant par les mesures sociales qui doivent accompagner la libéralisation de l'avortement.

## Les relations entre le Vatican et les pays de l'Est

### Mgr Casaroli assure que le « dialogue direct » se poursuivra avec la R.D.A.

De notre correspondant

Rome. — Mgr Agostino Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, est rentré à Rome dimanche 15 juin après six jours d'entretiens à Berlin-Est avec des dirigeants de la République démocratique allemande. Interrogé par les journalistes sur les résultats de son voyage, le « ministre des affaires étrangères » du Saint-Siège a fait preuve d'un optimisme modéré, déclarant en substance que ce premier contact officiel avait permis de jeter les bases de conversations ultérieures sur le statut de l'Eglise et la situation des catholiques en R.D.A. Le « dialogue direct » se poursuivra même s'il n'est pas question, pour le moment, d'une visite de M. Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, au Vatican.

A propos des réactions que son voyage a provoquées en R.F.A., Mgr Casaroli estime « qu'une partie de ces polémiques » tient à une méconnaissance des intentions véritables du Saint-Siège. « Celui-ci est « parti des traités existants et de données de fait particulièrement importantes, non d'un pur concept de Realpolitik étranger aux considérations d'ordre juridique et moral ». Par « données de fait », l'envoyé spécial du pape évoque l'existence des deux Allemagnes, dont la reconnaissance officielle par la R.D.A. pourrait enfin régler la question des circonscriptions ecclésiastiques (cinq diocèses se trouvent à cheval sur les deux pays) et l'institution d'une conférence épiscopale est-allemande autonome.

La situation des catholiques en R.D.A. ne semble pas inquiéter outre mesure Mgr Casaroli. Il est reconnu aux Eglises, dans ce pays, « une autonomie pour ce qui concerne la gestion de leurs propres affaires ». L'envoyé du pape a, certes, noté que « le texte constitutionnel de 1971 stipule certaines prévisions contenues dans la Constitution de 1949 » et propos de la liberté religieuse. Mais, ces garanties « sont conformes aussi à l'esprit de la nouvelle Constitution bien qu'elles ne soient malheureusement pas explicites ».

Après la Hongrie, la Pologne et la Tchecoslovaquie, un nouveau pas en avant a donc été accompli, ces derniers jours, par le Saint-Siège dans son « dialogue » inspiré par Jean XXIII et engagé sous le pontificat de Paul VI. Mgr Casaroli personnellement depuis quelques années cette « ouverture à l'Est », et elle lui vaut deux séries de difficultés : de la part de certains milieux romains qui lui reprochent de « trop tendre le main à ceux qui tendent le piège », et de la part de certains évêques locaux qui ne voient guère l'avantage que l'Eglise pourrait tirer d'une telle rapprochement. Dans le cas de la R.D.A., les catholiques sont trop nombreux (un dixième de la population) pour être craint par le régime. Une opposition organisée, mais en raison de leurs liens avec l'Eglise ouest-allemande, ils pourraient constituer un obstacle à la politique de Berlin-Est.

ROBERT SOLE.

COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN A LA LUTTE DES (EX-) COLONIES PORTUGAISES  
69, rue de la Glacière, 75013 Paris - 580-54-35

## MEETING D'INFORMATION SUR L'ANGOLA

Vendredi 20 juin, 20 h 30 - 44, rue de Rennes, Paris (6<sup>e</sup>)

# SIM'CAT PART EN VACANCES.

COMMENT FAIRE ? SI JE PARTS EN VACANCES... FAUT-IL QUE JE CHANGÉ DE VOTURE... ?

SI JE CHANGE DE VOTURE... J'AI PLUS D'ARGENT POUR PARTIR... QUE FAIRE ?

CHEZ SIMCA CHRYSLER, LE PEUX PARTIR... SIMCA 1100 NEUVE...

PAYER LE VERSEMENT SIM'CAT DU CREDIT AVEC LA REPRISE DE MON ANCIENNE VOTURE... ET SIM'CAT S'ACQUITTE... 3 MOIS APRES.

CONCESSIONNAIRE SIMCA CHRYSLER

Simca 1100

C'ÉTAIT ÇA LA SOLUTION ! VOTRE CONCESSIONNAIRE SIMCA-CHRYSLER VOUS EN DIRA PLUS LONG !

Bienvenue à bord.

مکان العمل

سك ان النول

# EUROPE

## LES DÉBUTS DE LA « SECONDE POLOGNE »

### II. — Une frénésie d'investissements

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Dans son premier article (« Le Monde » daté 13-16 juin) notre envoyé spécial a montré que M. Gierak d'Estimait allait visiter une Pologne en pleine effervescence. Depuis le 1<sup>er</sup> juin la carte administrative est complètement remodelée. M. Gierak compte ainsi se donner les moyens de moderniser le pays et de créer d'ici à la fin du siècle ce qu'il a appelé la « seconde Pologne ».

Varsovie. — Les Polonais, dont le sens de l'humour est célèbre, racontent cette histoire : « Pourquoi donc ne trouvez-vous pas de viande dans nos magasins ? Mais c'est très simple : nous marchons si vite vers le communisme que ces pauvres bêtes n'arrivent tout simplement pas à nous suivre. » Acquiescer un morceau de viande aujourd'hui à Varsovie est devenu un véritable casse-tête pour chaque ménagère. Des queues se forment très tôt le matin, dans l'espoir qu'au moins à l'ouverture l'étal ne sera pas vide. Récompensé un magasin a dû servir la clientèle jusqu'à 9 heures du soir, la livraison qu'il avait attendue toute la journée ne lui étant parvenue que cinq minutes avant son heure de fermeture normale. Le phénomène a de quoi surprendre. Comment se fait-il qu'un

pays dont la production industrielle représente 23 % de la production mondiale, qui extrait 160 millions de tonnes de charbon par an, et qui est, notamment, le premier exportateur mondial de wagons de marchandises, n'arrive pas à fournir de la viande en quantité suffisante à ses citoyens ? Les raisons avancées habituellement — défiance des circuits de distribution, structures anarchiques de l'agriculture polonaise — ne suffisent pas pour expliquer cette inadéquation, devenue soudain aiguë, de l'offre à la demande. La crise de la viande que connaît la Pologne depuis les mois de février-mars résulte pour une large part de la politique économique suivie depuis trois ans.

En 1970, les nouveaux dirigeants polonais héritèrent d'un pays en pleine mutation. La Pologne se trouvait au dernier rang des États socialistes pour le rythme de développement. L'économie semblait frappée d'immobilisme, les investissements avaient été réduits au minimum, le bâtiment tournait au ralenti, tout se passait comme si chacun avait conscience de vivre une veille de catastrophe générale.

dans la répartition des dépenses. Certains économistes ont calculé que, les revenus globaux ayant été multipliés par deux de 1970 à 1974, la consommation de viande a, grosso modo, progressé dans la même proportion. Quel pays, ajoutent-ils avec un brin de découragement, pourrait se permettre de doubler sa production de viande en cinq ans ? Conscient des contrastes de sa politique, le gouvernement avait d'ailleurs sérieusement envisagé le risque d'une pénurie momentanée dans certains secteurs de l'économie. Dès le mois de novembre 1974, M. Jaroszewicz, premier ministre, indiqua au Parlement que les livraisons au secteur commercial avaient été satisfaisantes pour tous les aliments de base, sauf la viande. Il ajoutait

que pour ce produit la demande croissait plus vite que l'offre. Il précisait la mauvaise récolte de fourrage et invitait le ministre de l'Agriculture à concentrer ses efforts sur l'augmentation de la production d'origine animale. De que le chef du gouvernement ne pouvait pas dire, c'est qu'il aurait sans doute suffi alors de décider une réduction de moitié des exportations de viande de bœuf pour satisfaire les besoins de chaque Polonais. Les ventes à l'étranger représentent en effet 55 % de la production, et l'on estime qu'il faudrait augmenter le risque d'une pénurie momentanée de 10 % (au lieu de 6 % actuellement) pour venir à bout de la pénurie. Mais, nous a-t-on dit à Varsovie, une telle mesure est exclue car « nous ne pouvons pas nous permettre de déséquilibrer encore davantage notre balance des échanges ».

#### Le déficit du commerce extérieur

C'est là un autre sujet de préoccupation des dirigeants. L'industrie polonaise s'est ouverte avec audace à l'étranger. Un recours massif aux importations en provenance des pays occidentaux a été décidé. La valeur des biens d'équipement achetés de 1971 à 1974 s'élève à 37 milliards de francs. Au cours de la même période, les importations ont progressé au rythme de 22 % par an, tandis que les exportations ne compensaient qu'une augmentation annuelle de 15 %. En dépit des recommandations données depuis quelque temps, cette tendance se maintient, et même s'aggrave : en 1974 le solde négatif de la balance commerciale a atteint près de 9 milliards de francs contre 4,7 milliards en 1973. Le bureau politique du parti ouvrier unifié vient de constater que, contrairement aux instructions du plan, les quatre premiers mois de l'année avaient été marqués par « un accroissement considérable des importations et un ralentissement des exportations ».

Le seul critique a-t-il été atteint ? Les avis paraissent partagés. Certains économistes font valoir que ce gigantesque effort d'équipement du pays était de toute façon indispensable et que les facteurs conjoncturels qui l'ont perturbé, par exemple la hausse des prix mondiaux, vont s'atténuer. D'autre part, la Pologne, à l'instar des autres pays de l'Est, a souffert de l'augmentation du prix du pétrole et une politique d'affaire mieux que d'autres grâce à la richesse qu'elle possède avec son charbon. Les Polonais, estime-t-on, sont, avec les Russes, les seuls à avoir profité de la modification du système des prix à l'intérieur du Comecon. La situation a cependant paru suffisamment inquiétante au gouvernement pour qu'il vienne de décider un coup de frein assez brutal. Les investissements ne devront pas dépasser cette année un taux d'augmentation de 5 % (prudemment les planificateurs

#### De 1971 à 1975 les salaires augmentent de 40 %

L'équipe Gierak arrivée au pouvoir dans ce climat plutôt moribide, fit alors un choix déterminant : tourner carrément le dos à la politique de métrance et d'austérité qui avait précédé, elle décida de fonder la dynamique économique du pays sur la progression du niveau de vie de la population et l'expansion des échanges extérieurs. De 1971 à cette année, l'augmentation du salaire moyen d'un ouvrier du secteur socialisé devrait être, en termes réels, de 40 %, alors que le plan avait prévu un taux de 18 % seulement. En trois ans, de 1971 à 1973, les échanges commerciaux avec l'étranger se sont développés à un rythme deux fois plus rapide que celui des années 1966-1970.

Grâce à ces deux puissants stimulants, le pays fut pris d'une véritable fièvre : partout on se mit à investir avec frénésie, dans presque tous les secteurs. Des plans de modernisation furent établis, le rythme d'accroissement des investissements a atteint des taux jusque-là inconnus. De 1966 à 1970, ces taux étaient de 8 à 10 % par an, en 1972 et 1973 ils furent de 22 %.

De 1971 à 1973 les deux tiers de l'augmentation du revenu national ont été destinés aux investissements. Les sommes engagées dans l'industrie de consommation pendant toute la période de l'actuel plan quinquennal doivent être plus importantes que pendant les vingt années précédentes. La moitié des machines de

l'industrie polonaise sont aujourd'hui âgées de moins de cinq ans. Mais, par sa logique propre, ce développement finit par entraîner les dirigeants du pays au-delà de ce qu'ils avaient souhaité. Surpris eux-mêmes du succès de leur politique, ils durent constater à la fin de l'année dernière que le plan d'investissement quinquennal prévu jusqu'en 1975 était déjà réalisé. Au total les sommes engagées dans l'économie de 1971 à 1975 s'élèveront finalement à 1 900 milliards de zlotys (1), soit 800 milliards de plus qu'un cours des cinq années précédentes, et 480 milliards de plus que ne le prévoyait le plan. Il était presque inévitable qu'une expansion aussi rapide crée des tensions, révèle des points d'étranglement, en particulier dans les secteurs jusque-là délaissés, ou soudain fortement sollicités. C'est le cas de l'industrie alimentaire, mais ce n'est pas le seul exemple. L'industrie du meuble est, elle aussi, à la traîne en raison du boom dans la construction de logements, dont le nombre insuffisant était devenu criant. Pour expliquer certaines difficultés du moment, il faut tenir compte aussi de la structure de la consommation. Les Polonais consacrent en effet près de la moitié de leurs dépenses aux denrées alimentaires. Or l'augmentation très nette du pouvoir d'achat de la population ces dernières années n'a pas encore eu d'effets

(1) Un franc équivaut environ à 7,50 zlotys au cours touristique.

# HOTESSE

un métier très féminin  
aux nombreux débouchés

AIR - TOURISME - CROISIÈRES - COMMERCE  
CONGRÈS - EXPOSITIONS - SALONS

Vous êtes dynamique  
et vous aimez les relations humaines,  
vous souhaitez un métier élégant,  
devenez hôtesses.

Cours accélérés - cours d'un an ou 2 ans.

Demandez dès maintenant la brochure gratuite H 4 : 12

ÉCOLE PARISIENNE DES HOTESSES  
Résiliation privée  
75002 PARIS - 41, bd des Capucines - Tél. 261.56.31  
Autres écoles : Angers, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lausanne

## le temps qu'il fait

Pourquoi un matin préfère-t-on un vêtement à un autre ? Le soleil ou la pluie sont-ils la cause de notre amabilité ou de notre inclination à l'indulgence ? Pour le NICOLL MAN, "le temps qu'il fait" n'est jamais déterminant. Il lui suffit de choisir le costume léger, décontracté, pour être en harmonie avec son "climat" personnel. Qu'il soit en bleu, en beige, en brun ou même en gris, "le temps qu'il fait" n'a finalement aucune importance.

Costume léger à partir de 650 F



**NICOLL**  
La tradition anglaise

29 rue Tronchet Paris 8<sup>e</sup>

## UN 4<sup>e</sup> LIVRE DANS LA COLLECTION LA ROSE AU POING : LA FEMME EN MARGE

Y. Roudy  
La Femme en marge  
Après le succès de « La Femme en gris », voici un quatrième livre dans la collection « La Rose au Poing ». La Femme en marge, de Y. Roudy, Préface par François Mitterrand, ce livre fait le point sur le mouvement féministe. Il propose une perspective de lutte sur deux fronts : celui du combat des femmes au combat général contre les inégalités.

C. Hamon  
Solidarité Citoyenne  
Dans Solid. Citoyen, Charles Hamon restitue, à travers une réflexion sur les problèmes de la défense qui s'étendent à la politique, la politique de la gauche en matière de défense. Quelle sera son attitude à l'égard de l'armée ? A ces questions Charles Hamon apporte les réponses d'un socialiste qui est aussi spécialiste des problèmes militaires.

E. Mitterrand  
Le peuple et le grand  
« Le peuple et le grand » est le récit de la vie de Charles Hamon pendant la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale, ce qui lui valut à l'époque, l'admiration de l'homme politique. On découvre l'écrivain.

J.-P. Chevènement  
Le vieux, la crise, le social  
Le vieux est le héros de la chronique de la guerre d'Algérie, le plus récent de l'après-guerrière. La crise c'est aujourd'hui. Le vieux et le neuf se combattent. Pourquoi ? Le neuf triomphe-t-il ?

FLAMMARION  
COLLECTION LA ROSE AU POING.  
La pensée socialiste dans l'actualité.

## ANGLETERRE

3 cas adultes  
3 formules  
British European Centre  
10, rue de Valenciennes - Paris 11<sup>e</sup>  
Tél. 505.10.14

spécial étudiants  
10, rue de Valenciennes - Paris 11<sup>e</sup>  
Tél. 505.10.14

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 205

ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION  
Ecole privée fondée en 1873  
soudée au contrôle pédagogique de l'Etat

4, rue des Saussaies - Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. 522.22.22

## 1975

AUSTÉRITÉ oui... mais EFFICACITÉ

LE TELEX

LE TELEX oui, mais...  
ITESER  
387.97.00

13, rue Capucines - 75002 Paris  
VOTRE TELEX

## 2<sup>es</sup> Journées Internationales du Papier Peint et Assimilés

16-17-18 juin (10 h - 20 h)  
hôtel George V - Paris

Les plus grands producteurs de 14 pays  
présentent aux professionnels leurs créations 1976-77

Anorel - BC Barle - Carteco - Crown - Décorène - Fardis - Holiday - Manuel Canovas  
Mörburger T - Ngör - Nobilis - Noria - Novallin - Pickhardt & Steber - Rasch - Rath - Doodhevelter  
Rhein - Salubra Vaccaro - Sanders - Sandudd - Samo - Storeys.

Journée publique : le 18 juin de 10 à 22 h.

**ISTH**

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
**Taux confirmés de réussite depuis 22 ans**  
 • Concours d'entrée à HEC - ESSEC - ESCP  
 • ESCAE de province  
**ANNEE UNIVERSITAIRE**

Documentation et inscriptions: I.S.T.H., avenue Jean-Henry, PARIS 16<sup>e</sup>  
 Métro: Mirabeau, Bus: d'Auteuil, Tél.: 222.52.07 - 222.10.72

**PRIX EXCEPTIONNELS!**  
**MARDI 17/MERCREDI 18/JEUDI 19**



<p><b>POUR JEUNES GENS</b></p> <p>ENSEMBLE (Saharlene pantalon) polyester et coton. Ciel genre jeans.</p> <p style="text-align: right;"><b>250 F</b></p>	<p><b>POUR HOMME</b> non représentés</p> <p>CHEMISE polyester mélangé, carreaux sur fond blanc. Beige, armande, ciel.</p> <p style="text-align: right;"><b>38 F</b></p>	<p>COSTUME super-léger, doublé mi-corps, polyester et laine. Pétrole ou beige.</p> <p style="text-align: right;"><b>495 F</b></p>
--	---	---

MADRIOS

## DIPLOMATIE

### A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

#### Les violations des droits de l'homme au Chili examinées par la commission des résolutions

De notre correspondante

Genève. — La commission des résolutions de la 80<sup>e</sup> conférence internationale du travail, qui siège actuellement au Palais des Nations à Genève, a décidé d'examiner en priorité une résolution sur les violations des droits de l'homme et des droits syndicaux au Chili. C'est la seule résolution de caractère politique qui ait été retenue cette année par la commission.

Le projet était présenté par les délégués ouvriers du Canada, du Danemark, de la France, de l'Inde, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, de la R.F.A., du Royaume-Uni, de la Suède. Il fait suite au rapport d'une commission d'enquête nommé par le conseil d'administration du B.I.T. et composée de MM. Bustamante (Pérou), président de la Cour internationale de justice, Ducoux (France) et Kirkaldy (Royaume-Uni).

Cette commission s'était réunie au Chili du 28 novembre au 19 décembre 1974, pour examiner notamment les conséquences de la dissolution de la Centrale unique des travailleurs (C.U.T.), et enquêter sur le sort tragique des principaux responsables syndicaux chiliens. Elle avait conclu que la dissolution de la C.U.T. était contraire aux principes de la liberté syndicale, et confirmée que de nombreux dirigeants ou ex-dirigeants syndicaux avaient trouvé la mort à la suite du coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973. Ceux-ci avaient été exécutés sans procès, torturés ou morts ou victimes de l'application de la loi sur le délit de fuite. Deux listes non exhaustives, l'une de cent dix personnes tuées, et l'autre de cent vingt personnes arrêtées, ont été établies par la commission d'enquête.

Le gouvernement Pinochet a reconnu que cinquante-quatre responsables syndicaux figuraient sur ces listes, mais il alléguait qu'un tiers d'entre eux n'avaient pas été arrêtés. Cependant la commission, après avoir constaté le caractère expéditif de la procédure des tribunaux militaires, l'absence des garanties élémentaires de défense des accusés, l'existence du droit d'appel et l'application rétroactive de la loi martiale, a estimé que le gouvernement n'avait pas apporté la preuve que ces décès étaient survenus pour des raisons étrangères à la qualité ou aux activités normales des syndicalistes.

Comme il convient dans une situation semblable, la commission a formulé une série de recommandations invitant le gouvernement chilien à adopter le plus rapidement possible une nouvelle législation syndicale plus conforme aux principes du B.I.T. Pour sa part, le conseil d'administration du B.I.T. a demandé à Santiago de lui fournir, le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard, un rapport portant

## BIBLIOGRAPHIE

### Sociologie des relations internationales

Sous le titre *Sociologie des relations internationales*, le professeur Marcel Merle présente à l'essence un ouvrage qui dépasse largement le cadre des milieux universitaires. Un tableau de cette partie de la science politique qui traite de la « structure ou tendent à traverser les frontières ». C'est là une manière dont l'auteur a depuis longtemps approfondi des aspects particuliers et l'on retrouve dans son ouvrage les dons de clarté et de finesse bien connus de ce chercheur; mais le caractère essentiel de cette œuvre réside peut-être dans un équilibre réalisé avec beaucoup de maîtrise entre des exigences contradictoires.

Sous peine de verser dans un jargon qui n'est que le reflet étiré et languissant de la chronique journalistique, l'étude des relations internationales doit fonder sur de solides bases théoriques et sa méthode. Mais cet aspect épistémologique est si riche et si incertain que quelques-uns n'ont pas hésité à qualifier les ouvrages de ce genre de « littérature de l'objet plutôt que de ce qu'il est. Un tiers seulement de la synthèse du professeur Merle est consacré aux diverses doctrines (classique, marxiste, behavioriste, fonctionnaliste) avant que l'auteur ne présente sa propre conception sous les dehors modestes d'une hypothèse de travail.

En traitant ensuite à grands traits du milieu (facteurs naturels, techniques, démographiques, économiques et idéologiques) et des acteurs (Etats, organisations gouvernementales, forces transnationales), l'auteur se devait de choisir d'illustrer d'exemples les traits fondamentaux de la matière. S'il ne s'est pas refusé à citer beaucoup de travaux américains dont les anticipations quantifiées tentent les prévisions, il a heureusement choisi des informations solides et abstrayantes, parmi lesquelles on citera, volontiers celles qui sont relatives aux télécommunications diffusées vers

l'étranger, aux rapports de l'union et de la politique étrangère, aux organisations internationales non gouvernementales et aux firmes multinationales.

Ainsi se trouve dessinée une image à la fois théorique et vivante de ce « système » singulier qu'est celui des relations internationales actuelles: système universel, dont on ne peut détacher nul environnement, système encore fondé, quoique non exclusivement sur les Etats, mais renforcé en cause par l'interprétation constante de l'« externe » et de l'« interne ». La fin de l'ouvrage traite de l'évolution du système de la bipolarité des grandes puissances vers une multipolarité, et des nouveaux types de conflits qui tendent à se substituer aux modèles classiques.

A la différence de tant d'autres ouvrages de science politique, celui du professeur Merle est, jusque dans la recherche théorique, sans dogmatisme; partout l'on sent que le vœu de l'auteur est de susciter d'autres questions et d'autres réponses, invitant à une réflexion qui ne peut atteindre son objet que par une évolution inverse de celle du monde contemporain: de plus en plus ouverte au fur et à mesure que notre monde se ferme davantage sur lui-même.

PAUL REUTER.  
 \* Librairie Dalloz 1974, 436 pages, 58 F.

P.C.E.M.

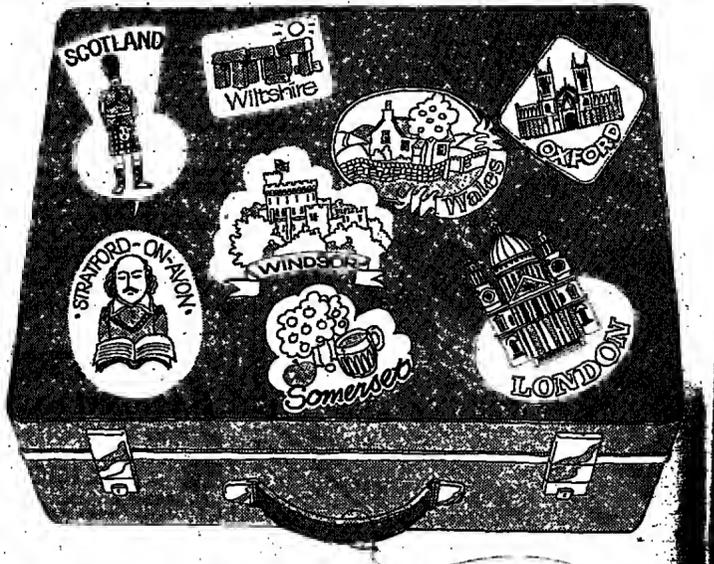
Pharmacie

- Recyclage scientifique des Bacheliers A.B.C.D. de mode de lecture.
- Encadrement annuel parallèle à la Paq - groupe de 15 - par CHU.
- Année préparatoire pour BACHILIERS A et B - PC/M/O

CPES groupe (Paris) de professeurs  
 27, F. St-Jacques, 75 - Neuilly  
 Téléphone 722-84-84

## VACANCES EN GRANDE BRETAGNE?

Visitez tout le pays pour Fr. 180



Explorer la Grande Bretagne en chemin de fer est à la fois chose aisée et confortable. Des trains Inter City rapides et fréquents circulent entre toutes les grandes villes et centres touristiques et ces trains vous emmèneront aussi loin que vous voudrez grâce au Britrail Pass.

Le Britrail Pass vous offre au choix B, 15 ou 22 jours de déplacements illimités, en première ou en seconde, sur tout l'ensemble du réseau British Rail — moyennant des tarifs commençant à Fr.180.

Il est également facile d'embarquer en Grande Bretagne. Il y a d'excellents trains qui font la correspondance entre la plupart des villes de France et les confortables bateaux sur 7 parcours.

Seul: il vous sera donc possible de prendre votre billet jusqu'à votre destination.

Le personnel de notre bureau British Rail de Paris se fera un plaisir de vous en dire plus long. Venez 12 Blvd. de la Madeleine, téléphone 073 56-70 ou envoyez le bon pour recevoir une documentation gratuite. Et bien entendu votre agence de voyages se fera également un plaisir de vous conseiller.

British Rail 12 Boulevard de la Madeleine, 75008, Paris

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

chute des cheveux

Il n'est jamais trop tôt pour prévenir la calvitie par des soins sérieux.

Il n'est jamais trop tard pour une chevelure additionnelle insoupçonnable.



**CHEVEU BRIDGE**



**CHEVEU BRIDGE**

Dès les premiers symptômes, démangeaisons, pellicules, cheveux gras, secs ou cassants, chutes éboulantes répétées, vous devez immédiatement réagir.

Si les premiers signes inquiétants étaient plus rapidement pris au sérieux, la calvitie n'existerait peut-être pas.

L'Institut Capillaire ne vous propose aucun "moyen miracle" pour vous traiter. Il applique soigneusement, avec un taux de réussite très important, une technique exclusive mise au point pendant des années aux Etats-Unis.

Elle se déroule en deux phases: corriger la chute par la remise en état du cuir chevelu, en débarrassant les follicules pileux des dépôts qui les obstruent; stimuler la repousse et activer la croissance par l'application d'un revitalisant.

Un peu de persévérance et de discipline sont nécessaires pour faire aboutir un traitement sérieux.

Dès votre premier contact, un entretien confidentiel de 3/4 d'heure vous sera consacré. Un examen approfondi de votre cas sera réalisé. L'Institut capillaire BRIDGE CAP sera un mesure de vous proposer une gamme de soins appropriés, seulement si votre cas relève de sa compétence.

Aucune personne n'est traitée si un maximum de réussite n'est pas assuré.

Si vous avez trop attendu pour vous traiter, il vous reste encore une chance de retrouver une chevelure intacte et de préserver votre charme naturel. La chevelure additionnelle BRIDGE CAP n'est ni un postiche, ni une implantation, mais une chevelure d'appoint absolument insoupçonnable s'intégrant si bien à vos cheveux que vous l'oubliez complètement. Vous pouvez dormir, nager, pratiquer tous les sports (y compris le rugby), vous laver les cheveux sans crainte, affronter le vent et toutes les situations les plus délicates d'une "vie active", sans être trahi.

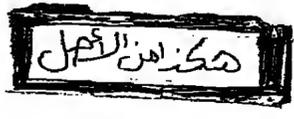
BRIDGE CAP est une solution simple à adopter, qui correspond exactement à l'image que vous avez de vous. N'oubliez jamais que la rentabilité d'une chevelure additionnelle ne se calcule pas sur le prix d'achat, mais sur la durée constante de la satisfaction qu'elle vous apporte.

Un conseil: avant de vous décider, informez-vous de la qualité offerte sur le marché pour ce type de produit et... à bientôt très certainement.

INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

Un accueil souriant, compétent, à votre service tous les jours de 11 h à 20 h et le samedi de 9 h à 13 h. **Crédit personnalisé sur demande.**

PARIS - 75008 - 116 bis, Champs-Élysées - 225.59.49  
 AIX-EN-PROVENCE - 13100 - 1, rue Lappierre - (91) 26.37.01/ANGERS - 49000 - 15, bd Foch - (41) 33.57.03/CLERMONT-FD - 63000 - 27, rue Blatin - (73) 93.18.34/DIJON - 21000 - 15, rue du Château - (80) 32.97.57/LIMOGES - 87000 - 6, rue Mirabeau - (55) 32.45.37/MARSEILLE - 13001 - 54, rue de Rome - (91) 33.21.60/MONTPELLIER - 34000 - 11, bd Sarraill - (67) 72.81.56/NANTES - 44000 - 11, rue Boileau - (40) 71.74.55/NICE - 06000 - 12, rue de France - (93) 87.11.18/RENNES - 35000 - 25, rue de la Monnaie - (99) 30.16.88/TOULON - 83100 - 2, rue d'Antrechaus - (94) 92.60.54/TOURS - 37000 - 22, rue Victor-Laloux - (47) 20.33.60



صحة ابن النفل

POLITIQUE

LE DEUXIEME TOUR DE L'ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DE SEINE-MARITIME

M. Rufenacht (U.D.R.) est élu
La gauche progresse

Le deuxième tour de l'élection législative partielle, provoquée par la démission pour raisons de santé de M. Maurice Georges U.D.R. qui a eu lieu le dimanche 15 juin, dans la sixième circonscription de la Seine-Maritime (cinq des sept cantons du Havre et onze des quatorze communes du canton de Montvilliers), a donné la victoire à M. Antoine Rufenacht, U.D.R. Celui-ci l'a emporté sur son adversaire communiste plus nettement que les résultats du premier tour ne paraissaient le lui laisser espérer.

SEINE-MARITIME (6e circonscription)

Table with 8 columns: CANDIDATS ET PARTIS, 15 JUIN 1975, 8 JUIN 1975, 11 MARS 1973, 4 MARS 1974, 23 JUIN 1968, 12 MARS 1967, 6 MARS 1967. Rows include candidates like M. RUFENACHT (U.D.R.), M. COLLIARD (P.C.), etc.

(1) M. Georges U.D.R.; (2) M. Papyroux, M.M. Thionnet et Sefar (P.O.D.R.) en 1968 et 1967; (3) M. Chastillon, Ligue communiste; (4) M. Forie; (5) M. Dubois; (6) M. Fontaine; (7) M. Collard; (8) M. Allouf, Centre dém. et progrès moderne en 1968, M. Lanobé, Centre dém. en 1967; (9) M. Pointier; (10) M. Chégaray, sans étiquette.

En effet, la différence, à l'issue du premier tour, entre le total des voix que M. Rufenacht était susceptible de recueillir (c'est-à-dire celles de MM. Jean-Marc Olivier, réformateur, Paul Lanos, gaulliste indépendant, qui s'étaient désistés en faveur du candidat U.D.R., celles de M. Jean

M. Rufenacht en a recueilli 5 360, alors que M. Collard n'a bénéficié que de 1 938 voix supplémentaires. Le fait que le candidat communiste ait moins progressé que son adversaire de la majorité présidentielle n'a pas pourvu être imputé à des électeurs qui

exemple dans le canton du Havre-6, on constate que l'ensemble de la gauche avait, au premier tour, une avance de plus de 600 voix. En gagnant 558 voix supplémentaires, M. Collard perd toutefois la majorité au second tour, dans ce canton, au profit de M. Rufenacht, qui emporte un gain de 1 388 suffrages. Alors qu'à l'issue du premier tour, l'ensemble des candidats de gauche recueillait la majorité dans les cantons du Havre-6 et du Havre-7, et dans la partie de celui de Montvilliers appartenant à la circonscription concernée, au second tour, seul le canton du Havre-7 a placé M. Collard en tête.

Le fait que les abstentionnistes du premier tour qui ont participé au second se sont plus largement prononcés en faveur de M. Rufenacht donne cependant, à ce dernier, qui escomptait du soutien personnel que le premier ministre, alors secrétaire général de l'U.D.R., était venu lui apporter, un effet mobilisateur. Il n'est pas sûr que le candidat gaulliste n'ait pas le score réalisé en 1973 par le député sortant démissionnaire, dont il était d'ailleurs, à l'époque, le suppléant. M. Rufenacht perd plus de 3 800 voix, soit 2,39 points en pourcentage. De son côté, le candidat communiste progresse d'autant, dépassant ainsi le plus fort pourcentage jamais enregistré par un candidat communiste dans cette circonscription, et il ne perd que 449 suffrages par rapport à son résultat de mars 1973.

On peut également relever que, malgré le soutien assez timide des deux autres candidats se réclamant au premier tour de la majorité présidentielle, M. Rufenacht dépasse de 0,84 point le pourcentage réalisé, au second tour de l'élection présidentielle, de mai 1974, par M. Valéry Giscard d'Estaing dans cette circonscription.

LES RELATIONS ENTRE LE P.C.F. ET LE P.S.

M. PIERRE MAUROY: de graves divergences existent sur les libertés.

M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du parti socialiste, déclare dans une interview au Nouvel Observateur: « L'union ne peut être remise en question, mais elle devient, c'est vrai, un peu moins commode. Pour nous, la liberté ne se divise pas. Dans la déclaration des libertés du P.C.F., elle est très fortement appuyée. Mais, après les grands principes, il y a l'application. Il est clair que, sur ce point, de graves divergences sont intervenues entre socialistes et communistes français avec l'adoption de Respublic. Les divergences les plus graves depuis la signature du programme commun. Nous comptons d'ailleurs nous en expliquer lors de la session du 19 juin. Je suis persuadé que le P.C.F. finira par modifier son attitude: en Europe occidentale, il ne saurait y avoir d'hostilité entre socialisme et liberté, comme la liberté et l'union soviétique le montrent - les communistes italiens. »

M. GEORGES MARCHAIS: mettre en concordance les paroles et les actes.

M. Georges Marchais a répondu, dimanche 15 juin, au micro de France-Inter: « C'est peut-être de la part de Mauroy une auto-critique. Quand il dit qu'après les grands principes il y a l'application, précédemment, j'ai dit tout à l'heure qu'on ne pouvait faire aucun reproche au P.C.F.; il n'en est pas de même pour ce qui concerne le parti socialiste. On sait que toute l'histoire du P.S. est marquée par la collaboration de classe et que dans cette politique de collaboration de classe il y a souvent eu des manquements à la démocratie. (...) Par conséquent, peut-être que la part de Mauroy est une auto-critique; il considère peut-être qu'à l'avenir le P.S. devra bien veiller à mettre en concordance les paroles et les actes. C'est difficile si, dans le même temps, on proclame sa fidélité à Léon Blum. »

LE NOUVEAU DÉPUTÉ

Né le 11 mai 1929, M. Antoine Rufenacht est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et licencié en droit. Ancien élève de l'École nationale d'administration, il a fait partie de l'administration de la direction du Trésor au ministère de l'économie et des finances, où il s'est occupé successivement des affaires financières avec le Proche-Orient, les pays de l'Est et l'Amérique latine, puis de la négociation pour l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Entré en 1972 comme conseiller technique au cabinet de M. Olivier Guichard, ministre de l'éducation nationale, M. Rufenacht est resté membre du cabinet de M. Guichard lorsque celui-ci est devenu ministre de l'enseignement supérieur, de l'équipement, du logement et du tourisme, en juillet 1972. Depuis juin 1974, M. Rufenacht est conseiller technique au cabinet de M. Vincent Auriol, ministre du commerce et de l'artisanat. Suppléant de M. Maurice Georges aux élections législatives de mars 1973, il a succédé à ce dernier, qui ne se représentait pas, en septembre de la même année, comme conseiller général du canton du Havre-5.

Des élus locaux de gauche ont manifesté, samedi 14 juin à Paris et dans la plupart des grandes villes de province, pour la défense des collectivités locales, pour exiger que le gouvernement tienne ses promesses et mette en œuvre une véritable réforme des finances locales. Cette manifestation unitaire, qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes dans la capitale et plusieurs centaines dans chaque ville de province, avait été décidée par le comité de liaison de la gauche le 22 mai dernier. À Paris, une

L'ANNULATION DE L'ELECTION CANTONALE EN MEURTHE-ET-MOSELLE

Le Conseil d'Etat a annulé, jeudi 12 juin, l'élection de M. Gérard Cureau (P.S.), qui avait renoncé à son mandat d'adjoint au maire de Nancy en janvier pour former avec ses collègues socialistes un groupe d'opposition, au poste de conseiller général du canton de Nerves-Maison (Meurthe-et-Moselle). Cette décision confirme celle du tribunal administratif de Nancy, qui avait annulé l'élection de M. Cureau en novembre 1973, la profession de celui-ci étant cause d'incapacité. M. Cureau est, en effet, inspecteur principal des P.T.T. à Nancy. M. Cureau avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 par 4 583 voix contre 3 705 à M. Chomé, modéré favorable à la majorité.

Entièrement décorée par Pierre Cardin. La boutique MARIN sera heureuse de vous accueillir dans ses nouveaux salons à partir du 14 juin. Cadeaux. Listes de mariage. 29, rue du Fg-St-Honoré, Paris 8e.

Ménilmontant, vous connaissez? Au Vert Ménil, l'immeuble est terminé, on sème la pelouse!!! 8 étages - 69 appartements composés exclusivement en studio et 2 pièces. Appartements témoins sur place tous les jours 6-8, rue de la Mare - Paris 20e. Prix Fermes et Définitifs + Baisse spectaculaire du Crédit (24,5% les deux premières années).

PARTEZ A LA DÉCOUVERTE DE LA GRÈCE AVEC L'UNION DES ÉTUDIANTS JUIFS DE FRANCE. 3 SEMAINES COMPLÈTES DONT: - UNE SEMAINE DE CROISIÈRE DANS LES ÎLES DE LA MER IONIENNE; - LE PELOPONNÈSE: 5 JOURS D'EXCURSIONS; - ATHÈNES: 4 JOURS DE VILLES COMPLÈTES; - L'ÎLE DE COSMOS: 5 JOURS DE DÉTENTE. Prix: 2.450 F (voyage en avion inclus) 2 DÉPARTS: 5 juillet et 6 août.

### POLITIQUE

## Devenu secrétaire général d'honneur, M. Jacques Chirac

Moderne et politique Thomas de Coudray, M. Jacques Chirac a complété ses essais de coup de théâtre considérés comme un des beaux succès en organisant avec minutie le séminaire et de soul de l'Etat au Palais de la République, qu'il avait mis de son côté de brusquerie et de panache à régler son entrée six mois exactement plus tôt.

Dimanche 16 juin, dans la grande salle du Palais des expositions de Nice, la motrice présidentielle par son l'ovation enthousiaste de sept mille militants qui commencent à s'élancer et le renouveau démocrate opposé par celui-ci qui décidait de s'effacer au fait de sa fulgurante gloire. Si la démission du secrétaire général a pu surprendre la plupart des responsables de l'U.D.R. mis dans la confiance seulement trois heures avant, et étonner tous les militants qui, croyant avoir retrouvé un guide, étaient même prêts à se donner un souverain. La

motion, si promptement présentée aux acclamations des assises, révélait que l'improvvisation n'avait été ni si totale ni si déconcertante qu'on voulait qu'il parût (le Monde a daté du 13 juin).

En devenant premier de son ordre, secrétaire général d'honneur, M. Chirac ne reçoit pas seulement un titre de reconnaissance et un hochet honorifique. Chargé désormais d'assurer par son arbitrage le fonctionnement régulier des instances dirigeantes du mouvement gaulliste, il en devient le chef suprême et bien réel. Les termes choisis par les auteurs anonymes de cette motion ne sont-ils pas ceux par lesquels la Constitution de la V<sup>e</sup> République, dans son article 5, définit la rôle à la tête de l'Etat du président de la République lui-même ?

De même que le premier ministre doit s'effacer toujours devant le chef de l'Etat, de même M. Chirac s'est estimé justifié de choisir comme

son plus grand à l'égard des plus petits... En réalité, ne nous trompons pas : dans notre pays, nous devons la réserver à l'opposition qui, malgré ses querelles et ses divisions, n'en conserve pas moins un couplet des intérêts solides pour longtemps, parce que, comme dans le fudo, chacun y trouve sa force dans celle de l'autre.

En attendant le P.C., nous enfonçons des portes ouvertes car, malgré tous les efforts qu'il

M. Chirac enlève aux derniers irréductibles, comme MM. Chaban-Delmas et Charbonnel, abaisse les derniers arguments qui leur restent. Mais il s'est surtout senti approuvé — jusqu'à sa décision ultime — par l'immense majorité apparente des quelque sept mille militants rassemblés dans ces assises.

Certes, le discours du premier ministre comme le discours de synthèse ont soulevé quelque peu les divergences qui s'étaient exprimées dans les commissions. Les relents de quelques démons droitières jamais bien étouffés depuis le R.P.F. les inquiétudes toujours latentes comme si la gaullisme, malgré dix-sept ans de pouvoir, ne se sentait pas encore sûr d'avoir réussi ni certain de son destin. Mais à aucun moment, il n'a fallu combattre de tendances opposées ni abstrait un concubinage ambigu, comme ce fut parfois le

Samedi après-midi, lorsque les trois commissions ont terminé leurs travaux, la séance publique reprend avec le rapport de M. Charles Pasqua, délégué national à l'Assemblée nationale, qui a pour thème le mouvement. M. Pasqua retrace l'histoire de l'U.D.R., depuis l'échec de M. Chaban-Delmas, qui a laissé le mouvement « bouillir » et « péter » jusqu'à ces assises de la confiance retrouvée, en passant par l'élection de M. Chirac au secrétariat général qui a donné à ses élus nouveaux. Il conclut : « Nous sommes bien la force principale de la majorité nationale. (...) L'Assemblée nationale, rappelle la « parfaite cohésion » dont les députés ont donné l'exemple. Il ajoute : « Nous ne pouvons plus accepter des élus qui incarnent les militants et des militants qui critiquent stérilement les élus. Ce qui était déplorables hier est intolérable aujourd'hui. » M. Leblond annonce ensuite la « syndicalocratie » et

la « technocratie », qui empêchent, selon lui, le développement de la participation.

Il demande aux gaullistes d'être prêts à se mobiliser pour défendre un idéal, sans avoir d'absurdes complexes, sans avoir les idées arrêtées. « Nous sommes, dit-il, une force de progrès, une force de progrès. (...) Nous acceptons de renforcer un pouvoir syndical politique. Nous réprimons mollement les mandats électoraux des braves contestataires du continent alors que dans le monde entier, de Castro à Pinochet, de Krenn à Fenigone, l'armée est respectée. Nous écarterons d'abord ceux qui nous font peur, ceux qui nous font peur de notre société restée cachée et masquée. (...) L'exemple le plus actuel de cette menace sur les libertés nous est donné actuellement dans les conditions amoncelées dans lesquelles s'exerce la liberté de la presse. (...) Il n'y a pas une bonne censure et une mauvaise censure, il y a une censure qui se définit clairement et d'où elle est tenue par des entraves à la diffusion de l'expression. Elle est inadmissible. »

Dimanche matin, après M. Bolland-Nunez, député du Val-de-Marne, Mlle Véronique Leroy (Nord) défend ce qui doit être « l'engagement de la jeunesse » : « Il ne s'agit plus de défendre, affirme-t-elle, mais de construire. (...) Il ne s'agit plus de défendre, mais de participer. (...) M. Paul Joutroy (Haut-Rhin) met en garde les gaullistes : « C'est un fait, le Front-gaule démontre, on peut gagner les élections et perdre la liberté. (...) M. Pierre Pasqua (Alpes-Maritimes) croit, cependant, que « nous sommes à un tournant de notre histoire » et qu'il faut « nous mobiliser ».

construire avec des syndicats qui habitent plus pour la destruction de la société que pour l'amélioration du sort des travailleurs. M. Nicolas Sarkozy souligne que les lettres l'ont été, mais que seuls ceux qui ont la confiance de communistes et autres gauchistes. Il ajoute : « Il faut que cesse le scandale qui consiste à voir des professeurs, soit disant bien pensés, appelés à la grève et à la violence au sein même de leur propre société et de leur propre pays. »

M. Maurice Couve de Murville souligne que la France entend être responsable de son destin, tout en voulant l'union de l'Europe. « Une Europe qui se crée, vraiment précise-t-il, au-delà de liens précéder et, hélas, trop souvent menacés, au Marché

#### M. MESSMER : veiller à l'application des principes

Après M. Olivier Marlière (Nord), qui souhaite que l'U.D.R. « n'accepte pas tout, n'accepte pas trop pour le seul plaisir, dans l'avenir, de rester au pouvoir », M. Pierre Messmer, ancien ministre de la République, a été inséparable, aux yeux des Français, de la croissance économique.

L'ancien premier ministre estime, d'autre part, que sa doctrine « une offensive politique destinée à nous prouver qu'il est vain de vouloir rester indépendants et qu'il est inutile de chercher à nous protéger de l'extérieur » n'a été que le résultat de la situation de l'U.D.R. et de l'absence de principes qui guident l'action extérieure de notre pays, depuis le général de Gaulle et telle qu'elle a été poursuivie par ses successeurs.

M. Messmer a insisté sur le fait que nous ne devons pas de principes, il ne suffit pas de proclamer des principes. Il faut veiller à leur application.

Après Mlle Christiane Cochy (Paris), qui souhaite une meilleure représentation des femmes dans les conseils municipaux, M. Maurice Schumann, sénateur du Nord, évoque le pacte de silence qui unit à Jacques Chirac

les mandataires de la France gaulliste », puis exprime ses inquiétudes « pour la nation, pour sa substance, pour son essence ».

M. Bruno Bourg-Broc (Marne) invite les jeunes gaullistes à monter qu'ils n'ont pas peur du changement et qu'ils sont, à eux seuls, et plus que d'autres, capables d'imaginer, M. Jacques Pages (Pyrénées-Orientales) souligne : « Le seul rempart contre le communisme, c'est nous, car nous seuls, sommes un mouvement populaire. (...) Mlle Marie-Laure Gillet (Pyrénées-Orientales) souligne : « Le seul rempart contre le communisme, c'est nous, car nous seuls, sommes un mouvement populaire. (...) Mlle Marie-Laure Gillet (Pyrénées-Orientales) souligne : « Le seul rempart contre le communisme, c'est nous, car nous seuls, sommes un mouvement populaire. (...) »

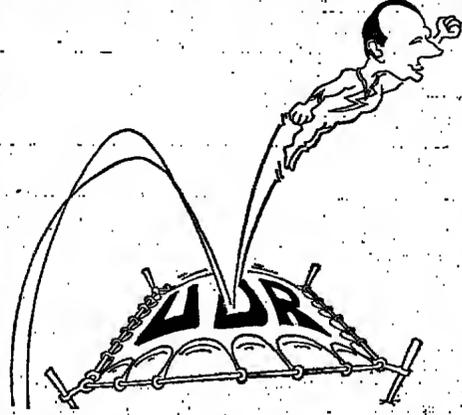
#### M. MICHEL DEBRÉ : le respect des valeurs fondamentales

M. Alain Aubert, au nom de l'U.D.R.-jeune, critique les « chemins étroits » suivis par l'Union des jeunes pour le progrès, puis M. Michel Debré, après avoir fait applaudir les mots que lors de son mandat ministériel de la V<sup>e</sup> République, y compris celui de M. Chaban-Delmas, déclare : « Notre temps est fait de la plus vive et la plus riche des contradictions. (...) Il faut que nous nous préoccupions de la civilisation occidentale souffre de deux graves faiblesses, l'une d'essence économique, l'autre d'essence humaine. (...) »

M. Debré en vient ensuite à la construction européenne. Il définit celle-ci comme « le processus d'un rapprochement de notre nation, aidée par des hypocrites qui, au cri mille fois répété de « Vive l'Europe », s'efforcent de nous faire passer les industries étrangères à l'étranger, notamment aéronautiques, voulaient demain nous imposer le carcan d'une assemblée européenne sans hommes qui les ont vus et briser notre unité, comme au temps de la Communauté européenne de défense, nous serions les premiers à repousser ce projet insensé. »

Enfin, l'ancien premier ministre s'élève contre toute atteinte à la liberté de la presse. « La République, dit-il, est un régime de liberté. (...) »

Après M. Hector Rivet, député de la Guyane, qui, au nom des militants d'outre-mer, vient de porter témoignage sur les faits de plus en plus nombreux de la République, M. Yves Guéhenne, ministre général adjoint, fait approuver la « motion de synthèse » élaborée à partir des rapports des trois commissions. Il explique : « L'objet de nos débats ne portait pas sur la conjoncture, sur les préoccupations immédiates. Non que nous leur dénie leur importance, mais nous estimons que nous devons nous interroger sur le projet de loi en discussion, à dicter point par point leur position à nos groupes parlementaires. Nous avons encore nous



**Il existe une montre aussi étanche qu'un sous-marin :**  
**la Submariner de Rolex.**

La Submariner de Rolex : une montre étanche jusqu'à 200 mètres de profondeur. Remontoir vissé au boîtier selon la technique du sas de sous-marin.

Boîtier taillé dans un unique bloc d'acier ou d'or sans aucune soudure. Partez avec elle en toute confiance à la chasse au mérou ou au trésor englouti.

**ROLEX**  
GENÈVE

ROLEX Oyster Submariner Date.

Département de la montre à S.A.P. des Montres Rolex, S.A. avenue de la Grande-Grande, 75017 PARIS.

**SATISFAIT DE VOTRE SITUATION ?**

Alors n'attendez pas d'être en difficulté pour :

- faire votre check-up psychologique
- chercher une meilleure situation
- gagner de nouveaux échelons
- élargir le cercle de vos relations
- réussir dans vos affaires
- maîtriser votre avenir

**STAC - Groupe Struplan**  
41, avenue Mozart, 75014 Paris - Tél. : 221-52-46.

**255 467 ADHÉRENTS**

Selon M. Charles Pasqua, délégué national à l'Assemblée nationale, l'U.D.R. compte 255 467 adhérents, dont 146 736 étaient à la fin de l'année dernière. Le 1<sup>er</sup> juin 1975, elle a enregistré 13 733 adhérents nouveaux (10 728 depuis le 1<sup>er</sup> janvier).

Les adhérents de l'U.D.R. se répartissent ainsi. Selon le sexe : 48,5 % de femmes et 51,5 % d'hommes. Selon l'âge : 16,5 ont de moins de vingt ans, 23,5 de vingt à trente ans, 23,5 de trente à quarante ans, 23,5 de quarante à cinquante ans et plus. Selon les catégories socio-professionnelles : 9,5 % d'ouvriers, 16,5 % de commerçants et artisans, 3,5 % de professions libérales, 3,5 % de cadres supérieurs, 3,5 % d'enseignants, 11 % de cadres moyens, 28 % d'ouvriers, 19,5 % d'employés.

Enfin, l'U.D.R. revendique 27 conseillers économiques et sociaux, 23 députés, 38 sénateurs, 56 conseillers généraux, 222 conseillers municipaux.

**L'appel**

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

**ÊTRE GAULLISTE AUJOURD'HUI**

articles de :

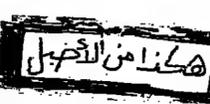
- J. Vendreau
- Colonel d'Escadron
- F. Lefranc - Ph. de Saint-Robert
- Léon Noël
- B. Fessard de Foucault
- René-Victor Pillon

France 9 F.

ABONNEMENT 1 AN : 50 F

Spécialité : envois gratuits sur demande

80, c. de Lille, 75007 Paris, 025-40-28



POLITIQUE

Chirac exercera un important rôle arbitral à la tête de l'U.D.R.

Chirac exercera un important rôle arbitral à la tête de l'U.D.R. Les gaullois ont sans doute changé. Si les rangs des lycéens s'éclaircissent, si les classes moyennes sont les mieux représentées et si les couches revendiquées par l'U.D.R. sont moins nombreuses...

comme M. Debré, surtout, mais aussi comme MM. Courvoisier, Messier ou Sangnini. Mais de nouveaux tribunaux se révélaient parfois sans trop de maladresse. Une certaine sensibilité gaulliste continue de cimenter de cette population dispersée, de caractère nationaliste et populiste, qui a été exaltée davantage encore par le passé...

En attendant, on discernait trois dominantes dans le gaullisme de 1975 : Le besoin d'ordre et d'autorité doit être accompli pour la communauté et de sa pénibilité. Il faut aussi tenir compte des autres professionnels. Il n'est pas normal que la durée du travail et l'âge de la retraite soient les mêmes, quelle que soit la nature des grands problèmes la pensée du mouvement, mais de disposer de sa formulation claire, communicable, écrite...

Le visage ouvert de saur, les doigts des deux mains tendus en V, M. Chirac salua, puis se rapprocha des micros pour ajouter : « Les votes du gaullisme n'ont jamais été celles de la facilité. Aujourd'hui, nous n'avons pas la possibilité de nous tromper, si nous voulons assumer la responsabilité qui est la nôtre. Depuis le 14 décembre dernier, j'ai l'honneur d'être votre secrétaire général. J'ai estimé alors de mon devoir d'assumer cette tâche, parce que la démission était dans nos rangs, et que la démission n'est jamais celle de la facilité. Le premier ministre évoque successivement l'égalité des chances en disant : « Il faut aller plus loin et donner une deuxième chance à ceux qui se seraient trompés. » Il poursuit : « Il faut révaloriser de façon importante la condition ouvrière. Cela suppose l'acceptation d'une nouvelle série de réformes. On ne peut pas attendre des diplômés, des étudiants, mais de l'utilité du travail...

par de Gaulle et la « société libérale avancée » de M. Giscard d'Estaing avaient la même inspiration et la même finalité, ses auditeurs avaient des appréciations plus nuancées. An terme de leurs assises, les gaullistes enthousiastes mais studieux avaient la conviction de former désormais de nouveau une puissante force politique originale, plus sentimentale que doctrinaire, et soutenue par raison autant que par intérêt politique, mais sans passion et sans aveuglement, l'action du chef de l'Etat. Ils avaient surtout convalescés d'avoir trouvé en M. Jacques Chirac un bon garant de leur identité. An conseil national d'ici un mois, les passions retombées, un millier de députés devront avec lucidité s'interroger sur l'étape supplémentaire que M. Chirac est en train de faire franchir au mouvement gaulliste.

ANDRÉ PASSERON.

à formuler nos directives au gouvernement sur la manière de résoudre des problèmes comme le maintien de l'emploi ou la lutte contre la hausse des prix (...). Il ne s'agit pas de débattre de notre doctrine fondamentale, l'indépendance nationale. On ne remet pas sa foi en question sur la place publique tous les deux ou trois ans.

« C'est sur les objectifs à moyen terme que les discussions devaient être menées. Qui de nous, dans des réunions ou dans de simples conversations, par exemple sur les lieux de travail face à des militants communistes, n'a ressenti la nécessité non seulement de bien connaître sur tous les grands problèmes la pensée du mouvement, mais de disposer de sa formulation claire, communicable, écrite... »

Après avoir dénoncé dans le communisme « une société de contraintes et d'ennuis », il ajoute : « Cette société, nous la repoussons et nous la combattons. Celle que nous voulons construire, cette troisième voie à laquelle nous a conviés le général de Gaulle, cette société libérale de type avancé que nous proposons le président de la République, refuse à la fois les barreaux du collectivisme et l'injustice du capitalisme : elle doit être celle de la liberté, de la dignité de l'homme et de la participation. Le premier ministre évoque successivement l'égalité des chances en disant : « Il faut aller plus loin et donner une deuxième chance à ceux qui se seraient trompés. » Il poursuit : « Il faut révaloriser de façon importante la condition ouvrière. Cela suppose l'acceptation d'une nouvelle série de réformes. On ne peut pas attendre des diplômés, des étudiants, mais de l'utilité du travail...

« Nous sommes aujourd'hui en mesure de le faire. » « Nous le pouvons parce que nous n'avons rien senti des options fondamentales du gaullisme, que nous soutenons une politique conforme à ces options et que nous venons à nouveau par ces assises de les réaffirmer. » Et il lance : « Vive de Gaulle, vive la République, vive la France »

La place particulière que méritent les services qu'il a rendus au mouvement, les assises nationales décident qu'il assurera désormais par son arbitrage le fonctionnement régulier des instances nationales de l'U.D.R. et, pour ce qui concerne le mouvement, le titre de secrétaire général d'honneur. Après avoir été invités par M. Chirac à chanter en chœur la Marseillaise, les congressistes ont longuement applaudi leur secrétaire général d'honneur.

A. P. - T. F.

LE PREMIER MINISTRE : ensemble, nous continuerons

Dans son discours de clôture des assises, M. Jacques Chirac affirme tout d'abord : « Nous, gaullistes, voulons maintenir une France forte dans une Europe unie et indépendante. Nous voulons construire une société de liberté, de responsabilité et de respect de l'homme. » Développant ces principes, il indique : « La Constitution de la V<sup>e</sup> République a créé, sans nul conteste, le régime politique le meilleur que nous ayons connu depuis des siècles. Sa défense et sa consolidation restent parmi les objectifs primordiaux de notre mouvement. Nous n'accepterons sur ce point aucun compromis, aucun retour en arrière, aucune réforme qui puisse mettre en cause les principes de base : la prééminence du président de la République, la séparation des pouvoirs, le contrôle direct qu'exerce le peuple souverain par le référendum et les élections. »

Secrétaire général d'honneur

Le visage ouvert de saur, les doigts des deux mains tendus en V, M. Chirac salua, puis se rapprocha des micros pour ajouter : « Les votes du gaullisme n'ont jamais été celles de la facilité. Aujourd'hui, nous n'avons pas la possibilité de nous tromper, si nous voulons assumer la responsabilité qui est la nôtre. Depuis le 14 décembre dernier, j'ai l'honneur d'être votre secrétaire général. J'ai estimé alors de mon devoir d'assumer cette tâche, parce que la démission était dans nos rangs, et que la démission n'est jamais celle de la facilité. Le premier ministre évoque successivement l'égalité des chances en disant : « Il faut aller plus loin et donner une deuxième chance à ceux qui se seraient trompés. » Il poursuit : « Il faut révaloriser de façon importante la condition ouvrière. Cela suppose l'acceptation d'une nouvelle série de réformes. On ne peut pas attendre des diplômés, des étudiants, mais de l'utilité du travail...

La motion finale : maintenir les grands principes du gaullisme

La « motion de synthèse » élaborée à partir des trois commissions de travail réunies samedi confirme, en premier lieu, « l'attachement fondamental de l'U.D.R. à la politique d'indépendance nationale, telle qu'elle a été définie et menée par le général de Gaulle et poursuivie par Georges Pompidou ». Le maintien de cette orientation suppose : 1) Une politique étrangère qui assure à la France sa dignité et sa liberté de décision ; 2) Une défense vraiment nationale fondée sur la disposition de l'arme nucléaire et sur la maîtrise de la production et de la consommation ; 3) Le maintien des institutions de la V<sup>e</sup> République. Les assises « font du respect de ces trois impératifs la condition de l'appartenance de l'U.D.R. à la majorité ». Elles « constatent que le gouvernement, dirigé, sous la haute autorité du président de la République, par Jacques Chirac, y est resté fidèle et en félicitent le premier ministre ».

M. MARCHAIS : les brodequins de Chirac.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, dimanche 15 juin, au micro de France-Inter : « Le pouvoir a mis en place une politique d'union. Son objectif est important et va dans le sens que je n'ai cessé de recommander. Il n'est pas possible d'en changer les effets dès aujourd'hui. Ces effets seront heureux dans la mesure où l'U.D.R. marquera son autonomie vis-à-vis du premier ministre sans pour autant négliger les devoirs qui incombent à la plus importante formation de la majorité. Attentions pour l'avenir. »

LE LEADER DE LA MAJORITÉ

(Suite de la première page.) Ce parti est en vérité l'image de celui qui en demeure le chef, et il y aurait là de quoi inquiéter certains partenaires de la formation gaulliste, voire les inciter à prendre leurs distances. Cette tentation est apparue nettement chez M. Servan-Schreiber et chez Mme Françoise Giroud, qui ont participé pendant le week-end aux assises des réformateurs, toujours à la recherche d'une unité difficile que tous n'envoient pas, c'est le moins qu'on puisse dire, de la même manière.

M. MARCHAIS : les brodequins de Chirac.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, dimanche 15 juin, au micro de France-Inter : « Le pouvoir a mis en place une politique d'union. Son objectif est important et va dans le sens que je n'ai cessé de recommander. Il n'est pas possible d'en changer les effets dès aujourd'hui. Ces effets seront heureux dans la mesure où l'U.D.R. marquera son autonomie vis-à-vis du premier ministre sans pour autant négliger les devoirs qui incombent à la plus importante formation de la majorité. Attentions pour l'avenir. »

M. MARCHAIS : les brodequins de Chirac.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, dimanche 15 juin, au micro de France-Inter : « Le pouvoir a mis en place une politique d'union. Son objectif est important et va dans le sens que je n'ai cessé de recommander. Il n'est pas possible d'en changer les effets dès aujourd'hui. Ces effets seront heureux dans la mesure où l'U.D.R. marquera son autonomie vis-à-vis du premier ministre sans pour autant négliger les devoirs qui incombent à la plus importante formation de la majorité. Attentions pour l'avenir. »

MAURICE THOREZ ET LE 13 MAI 1958

Après le discours de clôture de la réunion de l'U.D.R. à Paris, Maurice Thorez, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, dimanche 15 juin, au micro de France-Inter : « Le pouvoir a mis en place une politique d'union. Son objectif est important et va dans le sens que je n'ai cessé de recommander. Il n'est pas possible d'en changer les effets dès aujourd'hui. Ces effets seront heureux dans la mesure où l'U.D.R. marquera son autonomie vis-à-vis du premier ministre sans pour autant négliger les devoirs qui incombent à la plus importante formation de la majorité. Attentions pour l'avenir. »

Bureaux à louer 185, av. Ch. de Gaulle à Neuilly. L'adresse, enfin : elle est exceptionnelle. Vos voisins s'appellent Rolls-Royce, IBM, Procter & Gamble, Davy, etc. Documentation et visites sur demande auprès de Jones Lang Wootton, 80, avenue Marceau, 75008 Paris. Tél. 720.21.23. Téléx 61.695.

Tout en ayant le tort de reprocher à M. Chirac des propos qu'il n'avait pas tenus - il n'était pas allé jusqu'à qualifier de « criminels inconscients » ceux qui avaient voté pour M. Mitterrand en mai 1974, - le secrétaire d'Etat de la condition féminine a eu raison de révéler que le ministre était sorti de son rôle de chef de gouvernement lors de la réunion électorale à laquelle il avait assisté le 11 juin au Havre. Il reste à savoir si Mme Giroud ne cherche pas par sa « sortie » à se détacher d'un gouvernement où son rôle n'est pas celui qu'elle espérait et si elle ne s'interroge « pas un peu tardivement sur l'absence des véritables changements qui devaient attendre au cœur de la justice... au cœur de l'égalité... dans le domaine majeur de la fiscalité ».

MANIFESTATIONS A PARIS ET EN PROVINCE POUR LE « 8 MAI »

Samedi 14 juin, à l'appel de l'Union française d'associations d'anciens combattants et victimes de guerre, une manifestation a rassemblé deux mille personnes (un millier selon la préfecture de police) sur la place du Palais-Royal à Paris. D'autres manifestations se sont déroulées en province. Cette journée nationale d'action avait pour but de réclamer la garantie du pouvoir d'achat des pensions, qui connaissent actuellement, du fait de la non-application du rapport constant, une dévaluation de 25 %, ce qui représente une perte annuelle de 400 000 AF pour l'invalide à 100 %, et de 200 000 AF pour la veuve de guerre. Les manifestants, qui arboraient un badge « OUI au 8 mai », entendaient aussi affirmer que l'anniversaire de la victoire de 1945 reste une fête légale en souvenir des sacrifices consentis par les anciens combattants, les prisonniers, les déportés et les victimes de guerre. De leur côté, les anciens des réseaux Action de la France combattante, réunis samedi à Strasbourg, « souhaitent le rapprochement franco-allemand, la condition de la survie et de la sécurité de l'Europe, mais aussi que soit perpétué le souvenir de ceux qui ont combattu pour la liberté. A cette occasion, ils mettent en garde contre ceux qui cherchent à créer une confusion entre la réconciliation des peuples et la réhabilitation des criminels de guerre et du gouvernement de Vichy ».

L'appel. STERILISER AUTOCHEQUE.

# POLITIQUE

## LES ASSISES DES RÉFORMATEURS

# Un petit

Aux termes des premières assises nationales de la Fédération des réformateurs, réunies samedi 14 et dimanche 15 juin à l'hôtel P.L.M. de Paris, les centristes ont indubitablement fait un pas sur le chemin de l'unité. Ils se sont en effet dotés d'une organisation commune considérable : un conseil fédéral a été élu, qui a lui-même désigné un bureau politique, dont est issu un secrétariat.

Pourtant, malgré le progrès dans l'union, ces assises n'auront pas manqué de décevoir nombre de ceux qui y participèrent.

Déçus en effet ceux qui, au cours des débats — et ils furent nombreux — réclamaient la constitution, à bref délai d'un parti unique et la fin des antagonismes entre formations alliées.

Déçus aussi ceux qui, dans les rangs du Centre démocrate, tantôt avec l'accord de l'intéressé lui-même, d'autant plus désigné de M. Jean Lecanuet à un poste de « porte-parole » ou de « représentant » équivalent à une présidence de la fédération.

Déçus également ceux qui, à l'inverse, atten-

dent qu'un tel congrès sanctionnerait l'effacement du président du Centre démocrate (effacement parallèle à celui, déjà annoncé, de M. Servan-Schreiber). Ses adversaires ont dû le constater : l'ancien candidat à la présidence de la République est toujours là, appuyé sur ce qui est sans doute la seule « réalité militante » de la fédération, son parti, et aidé de sa grande pratique des congrès politiques.

Déçus, enfin, beaucoup de ces militants que

l'on n'attendait guère et qui ne peuvent pratiquement pas sur les décisions finales. En effet, dans la mesure dont furent constatées les instances dirigeantes, rien d'autre ne fut retenu que ce qui avait été précédemment mis au point dans les semaines qui précèdent les assises (le Monde, du 12 juin).

Quels obstacles demeurent maintenant entre la fédération telle qu'elle existe et l'union telle qu'elle est souhaitée ?

Les travaux des assises des réformateurs ont commencé, samedi 14 juin, en présence de quelque deux mille participants et des dirigeants des six formations contractantes, notamment : M.M. Jean Lecanuet et André Diligent (Centre démocrate), M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et Mme Françoise Giroud (parti radical), M.M. Michel Durafour et Jean-Jacques Carpentier (Centre républicain), M.M. Max Lejeune et

Georges Donnes (Mouvement démocratique socialiste de France), M.M. Jacques Duhamel et Jacques Barrot (Centre Démocratie et Progrès), M.M. Jacques Soustelle et Charles Béraudier (Progrès et Liberté), les « non-inscrits », réformateurs n'appartenant à aucun parti, étant représentés, entre autres, par M. Joseph Voyant, sénateur du Rhône.

Après les interventions de M.M. Max Lejeune et André Dil-

gent (Le Monde daté 15-16 juin), les congressistes ont élu, notamment, Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines (rad.), M.M. François Garcia (rad.) et Jacques Soustelle, président du Mouvement Progrès et Liberté, qui constate que les réformateurs ont de nombreuses raisons de s'unir mais qu'il ne serait « pas réaliste » de leur part de penser pouvoir éliminer leurs différences du jour au lendemain. L'ancien

ministre du général de Gaulle est favorable à la création d'une « fédération à orientation unitaire ».

Samedi après-midi, M. Bernard Stasi, vice-président du Centre Démocratie et Progrès, ancien ministre, déclare : « Nous n'avons que quelques mois pour proposer que nous sommes à la hauteur de notre mission, que nous sommes capables de participer activement, ensemble, à la transformation de notre société. Sinon, sachons-le,

la nouvelle France se fera sans nous. Et nous disparaîtrons, sans gloire et sans bruit. L'histoire est sans pitié pour ceux qui manquent les rendez-vous qu'elle leur donne ».

M. Eugène Claudius-Petit, député de Paris (C.D.F.) souligne que « toutes les réformes seront balayées et la liberté n'est pas défendue positivement ».

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber prend alors la parole.

Il confirme son intention de n'être candidat à aucun poste de responsabilité de la Fédération et sa décision d'abandonner « comme l'est » la présidence du parti radical (à laquelle, statutairement, il n'est pas éligible lors du congrès de l'automne prochain). « Je tiens beaucoup à succéder à M.M. Jacques Duhamel, Eugène Claudius-Petit, Michel Durafour (qui, selon lui, « a le choix de mener sa carrière politique en dehors de la Fédération des réformateurs »), Jacques Soustelle, à Mme Françoise Giroud et à M. Jean Lecanuet, auquel il déclare avoir été lié par « une confiance morale partagée et sans défaillance ». Le président du parti radical critique alors la lenteur et la « timidité » avec laquelle les réformes ont été entreprises depuis un an par le gouvernement, notamment en ce qui concerne la décentralisation et la redistribution des revenus. Il conteste en particulier la façon dont a été élaboré le VII<sup>e</sup> Plan et la faiblesse du contenu du projet. « Emploi de l'argent public, égalité fiscale, pouvoir régional, sur tous ces points, souligne-t-il, rien n'est encore véritablement venu depuis deux mois. Nous réclamons non pas l'accomplissement, mais le début de l'espérance. Si nous ne conservons pas nos exigences particulières, notre intransigeance, ajoute-t-il, les Français dégoûtés — et il y en a — risquent d'abandonner le programme commun. » M. Servan-Schreiber émet alors le souhait qu'à intervalles réguliers la Fédération des réformateurs se prononce sur la participation au gouvernement des ministres issus de ses rangs. Cette suggestion ne sera pas reprise, mais suscitara de nombreuses réserves dans les couloirs du congrès, en particulier celle de M. André Rossi, secrétaire d'Etat, qui estime que ce serait là « un retour à ce qui la IV<sup>e</sup> République avait de pire ».

M. Michel Durafour intervient après Mme Françoise Giroud. Le ministre du travail sera le seul des principaux dirigeants du Mouvement de la gauche réformatrice à monter à la tribune. Lors des ses assises de Toulon.

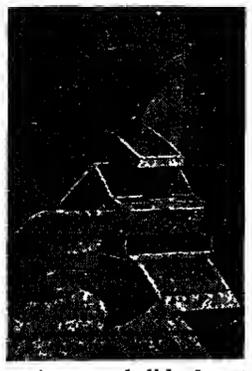
# Pour vous, Polaroid a inventé le SX-70.



Le SX-70.

Aujourd'hui, tout est changé dans le domaine de la photographie. Oubliez tout ce que vous avez déjà vu. Voici le SX-70. Toutes les innovations mécaniques, chimiques, optiques et électroniques du SX-70 n'ont qu'un but : vous libérer de toutes les contraintes de la photographie pour qu'il ne vous reste que l'acte créatif.

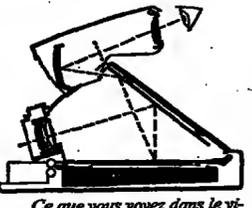
Regardez votre photo, elle commence à vivre. Moins de deux secondes après avoir appuyé sur le bouton rouge, votre photo est éjectée automatiquement et commence à se développer, là, sous vos yeux. Déjà, vous pouvez voir ses premiers contours se dessiner. Regardez bien ses couleurs : elles aussi prennent vie peu à peu. Bientôt, elles seront d'une luminosité et d'une intensité incomparables.



Appuyez sur le déclencheur et hop ! la photo sort toute seule de l'appareil.



Le SX-70 est montré ici sur une petite partie de l'ensemble électronique d'origine.

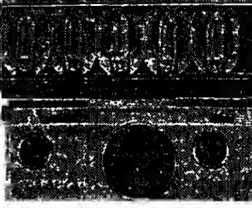


Ce que vous voyez dans le viseur, c'est l'image telle qu'elle sera reproduite.

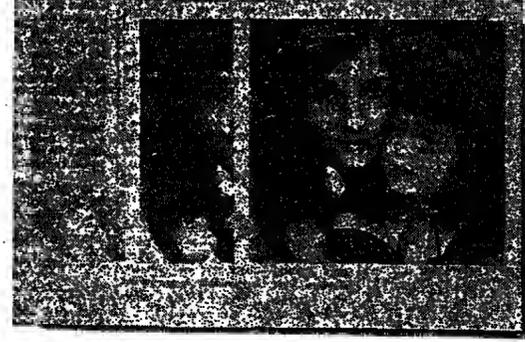
Au cœur du SX-70 plus de 200 transistors. Le SX-70, c'est un ensemble électronique miniaturisé, un système original de miroirs fixes et pivotants et un moteur qui tourne à 12.000 tours/mn. Le SX-70 est un appareil reflex mono-objectif : ce que vous voyez dans le viseur, c'est l'image telle qu'elle sera reproduite. Vous pouvez vous rapprocher jusqu'à 27 cm de votre sujet, alors

juste ce qu'il faut de lumière. Sans flash, la cellule incorporée, couplée à l'obturateur, détermine la bonne ouverture et la vitesse d'obturation. Le SX-70 existe en deux présentations : le Modèle De Luxe avec une finition acier brossé et cuir naturel. Et le Modèle 2 avec une finition noire et simili cuir qui coûte moins de 1.000 F. Allez les essayer chez votre négociant spécialiste Polaroid.

que d'habitude ce genre de très gros plan est réservé aux spécialistes. Vous pouvez prendre aussi 10 photos les unes à la suite des autres, toutes les secondes et demie, pour décomposer les premiers pas d'un enfant par exemple. Il y a 10 vues par film et chaque film est assez petit pour tenir dans votre poche. Et pourtant, il contient une pile extra-plaque de 6 volts : c'est elle qui fournit à chaque chargement une énergie nouvelle. Le flashbar de 10 éclairs vous permet de prendre des photos en intérieur de 27 cm jusqu'à 6 m et même plus. C'est le SX-70 qui sélectionne lui-même électroniquement la lampe flash à utiliser. Un décompte de vues empêche le flash de fonctionner quand le film est terminé. Pour ces photos au flash, l'exposition est réglée en fonction de la mise au point et il entre



Le flashbar de 10 éclairs vous permet de prendre des photos en intérieur de 27 cm jusqu'à 6 m et même plus.



En quelques minutes, votre photo se développe là, peu à peu, sous vos yeux.

### LES INSTANCES DIRIGEANTES

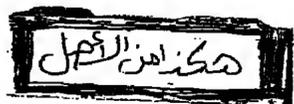
Les participants aux assises nationales de la Fédération des réformateurs ont procédé, dans l'après-midi de samedi, à l'élection d'un conseil fédéral. La composition de celui-ci est confirmée aux accords précédemment établis entre les différentes formations : il est constitué de 23 membres (20 pour le Centre démocrate, 12 pour le parti radical, 10 pour le M.D.S.F., 10 pour le C.D.F., 10 pour le Centre républicain, 7 pour les non-inscrits, 5 pour le Mouvement Progrès et Liberté). Ce conseil fédéral s'est réuni dimanche après-midi pour élire un bureau politique. Ce bureau, dont la première réunion a eu lieu immédiatement, est composé de 23 membres, qui sont :

- Pour le Centre démocrate : M.M. André Diligent, Lolo Bonnard, André Colla, Jean Briane, Dominique Padoa, Maurice-René Simonnet.
- Pour le parti radical : M.M. François Garcia, Philippe Fumet, Jean-Claude Colla et Mme Brigitte Gros.
- Pour le Centre Démocratie et Progrès : M.M. Pierre Bernard-Sermand, Jean Cruzet et Bernard Stasi.
- Pour le Centre républicain : M.M. André Murice, Jean-Jacques Carpentier et Francis Palmoro.
- Pour le M.D.S.F. : M.M. Emile Muller, Georges Donnes et Georges Nicod.
- Pour les non-inscrits : M.M. Raymond Dronne et Joseph Voyant.
- Pour le Mouvement Progrès et Liberté : M.M. Jacques Soustelle et Claude Chambard.

A ces 23 membres « ajoutés » les 9 réformateurs membres de gouvernement :

- M.M. Jean Lecanuet, Pierre Abelin, Mme Annie Lezur, pour le Centre démocrate; Mme Françoise Giroud et M. Gabriel Ferronnet, pour le parti radical; M. Jacques Barrot, pour le C.D.F.; M.M. Michel Durafour, André Rossi et Armand Aebli-Fouid, ministres du Mouvement de la gauche réformatrice, qui ne sont pas membres du conseil fédéral, participeront aux réunions du bureau.

Le bureau, à son tour, a désigné un secrétaire fédéral qui sera chargé du pouvoir exécutif. Ce secrétariat est composé de M.M. André Diligent, François Garcia, Jean-Jacques Carpentier, Claude Chambard, Joseph Voyant, Georges Nicod et Bernard Stasi.





# ÉDUCATION

## Le silence des étudiants

(Suite de la première page.)

Il a vingt ans et l'avenir devant lui. Voici comment il le voit : « Je ne veux pas entrer dans le privé, je ne veux pas que quel qu'un gagne de l'argent sur mon dos. La recherche, pour moi, serait l'idéal. Si je n'arrive pas à en faire, je ferai de l'enseignement dans un lycée, un C.F.S. ou même un collège d'enseignement technique. Il y a une gradation dans mes espérances. Si je ne peux faire ni de la recherche ni de l'enseignement, j'essaierai d'entrer dans la fonction publique. » Cette opposition entre le public — sécurité, liberté, considération — et le privé — risques, aliénation — n'apparaît pas comme un trait de jeunesse. Mais Jérôme la justifie par une certaine expérience du travail dont il a gardé le dégoût du « système ».

### Les « frigos » de Bachelard

Le campus d'Annecy, où Jérôme ne vient que pour suivre des cours ou prendre quelques repas au restaurant universitaire et dont il fuit l'atmosphère ennuyeuse, c'est tout l'univers de Xavier, le jeune électronicien. Des bâtiments modernes — c'est-à-dire plats et passe-partout — poncuent la monotonie d'une plaine baignée par des vents humides. Cinq petits immeubles gris comme des boîtes à chaussures sont posés dans un coin du campus. Un rez-de-chaussée et deux étages. A chacune des nombreuses fenêtres pendent des filets à provision — ce sont les « frigos » de la résidence universitaire Bachelard. C'est là que, en dépit des règlements, 468 garçons et 312 filles entreprennent les citrons, les camemberts, les yaourts et les boîtes de ravioli qui

pendent mes vacances et j'ai vu le système à la base : j'ai été l'ouvrier de carreaux, débarrasseur aux Halles, guide touristique, maître nageur, serveur dans un hôtel. Ça ne m'a pas éclairé sur le système économique, ça m'en a dégoûté. Aux Halles, j'ai vu un directeur commercial s'épuiser à la tâche pour un propriétaire qui n'en fichait pas une rame. Le directeur commercial est mort d'un infarctus, le proprio est encore. Ça m'a fait réfléchir. » Cet étudiant qui avait quatorze ans en 1968, à Lens, se souvient surtout qu'il avait pris, cette année-là « sa première suite » à l'occasion d'une « balade de lycéens » dans les rues de la ville, ce que, ailleurs, on appelait une manifestation. Sept ans après, mal 1968, pour lui, se résume à des petits souvenirs : il n'a ni regrets profonds ni espérances folles.

viendront parfois suppléer — la laetude aidant — la nourriture monotone et terne des restaurants universitaires. Achetés à Lille ou rapportés de chez les parents, ces victuailles qui ornent modestement les façades austères de la résidence paraissent le dernier refuge d'un individualisme sept cent quarante fois renouvelé. Non seulement toutes les chambres se ressemblent — un lit, une table, une chaise, une armoire, un lavabo, une étagère, un panier de bois pour attraper ce que l'on veut — mais même la fantaisie du « frigo » est uniforme. On a l'impression que tout le monde n'y verrait que du feu et, unanimement, un farceur s'avisait de changer les filets de fenêtre.

### Tout pour l'électronique

Ce qui change sûrement d'une chambre à l'autre, ce sont les individus. Aucun d'eux ne représente l'« ensemble » ni une moyenne — mais, chacun d'eux existe. Xavier, par exemple. Au « resto », tout à l'heure, les coudes en ailes de Concorde, il n'avait pas un regard pour l'extérieur. Pas un regard pour les joyeux lurons qui se lancent à travers la salle des pelures d'orange ou des tranches de pain. Pas un regard pour son voisin, un petit brun qui suçait, sans joie, la

fourchette un peu triste, des frites aussi grasses qu'avachies. Pas un regard non plus pour cette grosse fille à l'air qui derrière, animée à elle seule tout un groupe de convives. Au « resto » u comme ailleurs, les étudiants vont seuls, et c'est triste. Par couples, ils sont touchants. En bande, ils sont bruyants. Xavier mange et va toujours seul. Son espérance et son soutien, c'est l'électronique. Tous les jours à 1 heure de l'après-midi, cet étudiant de première année, au département de génie électrique de l'U.T. de Lille, vient prendre son petit café à la

caféteria de la résidence Bachelard, où il a sa chambre. Le cheveu court, blondinet, Xavier a — comme beaucoup d'étudiants — les épaules voûtées. Avec son air de jeune monnaie de la marine américaine, Xavier le solitaire, une fois lancé à parler de lui, ne peut plus s'arrêter. Cela prouve sa moins qu'il en a trop rarement l'occasion. Il n'a pas été victime d'une orientation négative et c'est de longue date que ce fils d'un petit industriel, aujourd'hui déclassé, a voulu préparer un diplôme d'électronique. Ses projets sont simples et concrets : obtenir le diplôme universitaire de technologie et tenter d'entrer dans une école d'ingénieurs. Sa vie est entièrement orientée vers ce but, et s'il regrette d'avoir à travailler beaucoup, au sein de ce qui pour la forme, Xavier éprouve de temps en temps, le dimanche, le besoin de prendre un bol d'air.

Il quitte alors pour une heure ou deux les grands espaces du campus et va à Lille « s'aérer ». au fond d'un bistrot enfumé. « Sinon, dit-il, quand j'ai le cafard je me plonge dans un montage électronique. Dimanche dernier, j'en ai fait un de 7 heures du soir à 3 heures du matin. » Sa chambre a été transformée en atelier. Dans le peu de temps que lui laissent les cours (trente heures par semaine) et les examens du contrôle continu, Xavier traite sur le campus une existence un peu molle et ennuyée. Mais il ne veut pas le reconnaître : « Quand tu vas au bistrot le dimanche, vous discutez de quoi ? — Eh bien, on discute ! — De politique, des études ? — Ah ! non, on discute, quoi. — Il se mêle de la politique, à laquelle il ne connaît pas grand-chose. Il se mêle de tout, de la vie de vivre ici trois ou quatre ans encore, dimanche compris : « On

n'est pas si mal ici. Et puis, où aller ? Bien sûr, c'est le paysage du Nord, mais il n'y a pas besoin de soleil ici, le paysage n'est pas fait pour cela. » A l'opposé de Xavier, qui malgré ses dix-huit ans, est resté un enfant qui joue à l'électronique, Philippe a pris la vie à bras-le-corps et ne se satisfait pas des conditions matérielles qui font des étudiants de la résidence des assistés passifs et comblés. Président de l'association des résidents, il en est à son troisième campus, après Nancy et Reims. C'est un vieux routier, organisé et décidé. Il a su, en modifiant la position des meubles dans sa chambre, donner l'impression qu'elle est plus grande que les autres. Et pourtant... Philippe en a parfois assez de se « décarcasser » pour des résidents qui ne s'intéressent à rien, sauf à la télévision, devant laquelle, le soir venu, ils s'agglut-

ment, marés dans leurs soldes coexistent. « Pour mobiliser les gens, dit-il, c'est quelque chose de terrifiant. Les étudiants veulent bien participer à une activité collective si chacun en voit l'intérêt pour soi et dans un proche avenir. Il faut prendre les gens un par un. La motivation se crée que le jour où l'on donne des notes pour les activités extra-scolaires. » En attendant cette époque hypothétique, l'association des résidents compte un peu moins de deux cent cinquante adhérents, vingt personnes peuvent militer mais cinq seulement qui travaillent réellement à améliorer la résidence. Elles y ont tenté de mérite qu'elles rencontrent d'insuccès : en dehors de la télévision et de la discothèque, l'activité la plus populaire est celle des « sin-sin », ces surprises-parties qu'organisent, le mercredi soir, diverses associations du campus. « Mais il y a toujours une seule fille pour trois garçons », regrette Philippe.

Elève dans une école d'ingénieurs rattachée à l'université, diplômé de physique et chimie, Philippe, lunettes cornées d'or, voit bien posés un rien proclaire, ne regrette pas l'orientation qu'il a choisie : « Si c'était à refaire, je referais du technico-commercial. » Il sait qu'il « n'aura pas de problèmes de « bouchés » et c'est peut-être cette perspective claire qui lui donne, vis-à-vis des autres résidents, plus anxieux du futur, une allure de grand frère. Au campus comme à l'école, où il est assés président de l'association des élèves, Philippe constate que « d'année en année » les gens sont de plus en plus individualistes et de plus... plus mous ». Les clubs de loisirs survivent tant bien que mal, les organisations d'étudiants distribuent des tracts qu'on ne lit plus. Les étudiants se tuent : « Quand un voisin de résidence fait du bruit, on ne va pas le voir pour lui demander d'arrêter. On va voir le directeur, » et Philippe dit en riant, un dégoûtant sans limite pour des gens qui n'en fichent. Il y a quelques semaines, j'ai fait venir des citoyens pour un débat. On a eu cent cinquante personnes. Ma satisfaction, c'a été de voir rire les gens. » Sur le campus d'Annecy il y a un étudiant qui se souvient avec satisfaction d'avoir vu rire ses camarades !

### DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## La Fédération nationale des syndicats autonomes déplore « les hésitations et les incertitudes » du gouvernement

« Flottements, hésitations, incertitudes... » les dirigeants de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, au cours d'une conférence de presse, jeudi 12 juin, se sont montrés passablement critiques à l'égard d'un secrétariat d'Etat qu'on accuse d'être souvent proche d'« eux ». Les problèmes importants — accès à l'université, statuts et carrières, recrutement des enseignants, revalorisation des heures supplé-

mentaires et de la prime de recherche — restent sans solution satisfaisante. Il n'est pas possible de continuer à les laisser pointer », a notamment déclaré M. Christian Bénésech, un des doyens de médecine, président de la Fédération. Plusieurs responsables de syndicats adhérents ont réclamé un accroissement des crédits ou de postes d'enseignants dans certaines disciplines (1).

leur permettrait d'achever une thèse de doctorat d'Etat. Des « débouchés » dans la fonction publique devraient être offerts aux diplômés qui ne pourraient poursuivre une carrière dans l'enseignement supérieur. M. Carlorbe, secrétaire général du syndicat autonome de médecine, a réclamé une ouverture et une accélération des carrières », notamment l'accroissement des postes de titulaires offerts dans les centres hospitaliers universitaires et régionaux, la recherche publique, et celui du nombre de maîtres de conférences ainsi que l'accès automatique des ma-

trés de conférences au rang de professeur au bout de dix ans. Pour la pharmacie, le syndicat autonome juge le non-encadrement « dramatique » : il demande « un plan de rattrapage » comprenant la création de plus de cinq cents postes sur trois à cinq ans, et notamment de vingt-cinq dans le rentré 1976, et de cent vingt-deux au budget de 1976. (1) La Fédération déclare compter six mille adhérents — la moitié des professeurs et maîtres de conférences en lettres et sciences exactes, médecine et pharmacie — sans donner cependant de chiffres précis pour chacun de ses syndicats.

## LA SITUATION DES ASSISTANTS EN DROIT ET SCIENCES ÉCONOMIQUES

### Les discussions se poursuivent entre le secrétariat d'Etat et les syndicats

Tandis que les assistants en droit et sciences économiques poursuivent leur grève administrative, les discussions continuent entre le secrétariat d'Etat aux universités, d'une part, et le Syndicat national de l'enseignement supérieur, le Syndicat général de l'éducation nationale et l'Association nationale des assistants, de l'autre. Les trois organisations ont protesté contre le refus de M. Solisson d'envisager la titularisation des assistants. Mais elles estiment qu'un début de solution apparaît sur certains points. En attendant, elles maintiennent leur mot d'ordre. Le secrétariat d'Etat, en tenant à la décision de créer dans l'enseignement supérieur deux corps de titulaires (des maîtres et les assistants en fonction) maintient en pose jusqu'à l'entrée en application du futur statut, sans faute professionnelle dûment constatée. Après l'entrée en vigueur du statut, les assistants qui n'auraient pas les titres nécessaires pour devenir maîtres pourraient obtenir des emplois de

collaborateurs techniques (avec un statut semblable à celui du C.N.R.S.). Ils garderaient leur salaire et pourraient entrer dans le corps des maîtres, une fois achevés les travaux de recherches nécessaires. Les trois organisations ont adressé une lettre à M. Solisson, demandant que des procédures spécifiques d'intégration dans le futur corps des maîtres, différentes de l'actuelle inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant, soient prévues pour les assistants en exercice. D'autre part, elles veulent que soient réexaminés les cas de ces assistants menacés de n'être pas renouvelés dans leurs fonctions. A Lille, plus de deux cents étudiants en droit et sciences économiques ont manifesté vendredi 12 juin dans le centre-ville, pour exprimer leur « volonté de passer leurs examens ». Ils redoutent en effet de perdre une année en raison de la grève administrative des assistants et réclament une solution rapide « dans l'intérêt de tous ».

### BRUNO FRAPPAT.

### Prochain article :

### « LES JEUNES VIEILLISSENT »

**ÉCOLE DE CADRES DE LAUSANNE** Institut international indépendant, animé uniquement par des praticiens et spécialistes depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres supérieurs d'entreprises.

Cours général FORMATION EN ADMINISTRATION D'ENTREPRISE. Formation de futurs cadres polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, finances, production, techniques d'étude de marché et de commercialisation). Conditions d'admission : en principe 21 ans, niveau secondaire (baccalauréat ou diplôme équivalent), si possible stages pratiques.

Cours supérieur PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES. Perfectionnement de cadres supérieurs déjà en fonction (méthodologie, relations humaines, gestion financière, organisation de la production, marketing). Conditions d'admission : des 26 ans et 5 ans au moins d'activité professionnelle à un poste de responsable.

Dans les deux cours : 1 session par an, d'octobre à juin, durée 9 mois — Etude à plein temps pendant un an ou à temps partiel pendant deux ans — Enseignement exclusivement dispensé en français — Nombre limité d'étudiants — Certificats et diplômes — Nombreux travaux, cas pratiques et visites.

Documentation sur simple demande à l'ÉCOLE DE CADRES DE LAUSANNE, chemin de Mormex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MO 1.

**VAGANCES EN ITALIE**  
COTE ADRIATIQUE

**8 JOURS**

Paris-Paris

Comprend :

- Transport aller et retour
- Séjour en Pension complète
- Hôtel en bordure de mer de Touraine
- Plage et piscine privées

FAITES VOS RÉSERVATIONS TOUT DE SUITE !!!

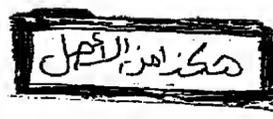
FRANCE TOURISME, 1, rue Lambert, 75009 Paris

Tél. 762-27-44 +

**Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.**

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tel. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel



MÉDECINE

ÉDUCATION

A L'ALLIANCE FRANÇAISE

Plus de trois cent mille étudiants en 1974

L'Assemblée générale de l'Alliance française (1) a eu lieu le vendredi 15 juin en présence de M. Pierre Adelin, ministre de la coopération. Au cours de l'année 1974, 33 385 étudiants appartenant à cent trente-deux nationalités ont été accueillis au siège parisien de l'Alliance française...

Après le manifeste du GIB contre les manipulations génétiques

L'Institut Pasteur : des assertions dénuées de tout fondement

A la suite de la parution d'un manifeste du Groupe Information Biologie demandant l'arrêt des expériences de manipulations génétiques (Le Monde du 12 juin), l'Institut Pasteur a publié un communiqué dans lequel il déclare notamment : « La démarche de ce groupe témoigne avant tout d'une profonde irresponsabilité de la part des rédacteurs d'un tel texte... »

Les maladies professionnelles

CRÉATION D'UN COMITÉ DE LIAISON ET D'INFORMATION SUR LA SANTÉ ET LE TRAVAIL

Les travailleurs peuvent-ils obtenir un contrôle réel des conditions sanitaires du travail ? Comment imposer une médecine du travail réellement à leur service et non plus inféodée aux seuls patrons ? Telle est la question posée par les participants aux interrogations soulevées au cours des assises sur la médecine du travail et les maladies professionnelles...

(1) 101, boulevard Raspail, 75270 Paris, Cedex 06, tél. 223-25-28.

(1) Ce comité est provisoirement domicilié chez Mireille Reuchot, 56, rue de Guipoma, 94800 Villejuif.

PA logo and various job advertisements in Italian: GESTIONE INDUSTRIELLE 180.000 F, DIRETTORE GENERALE 30.000.000 L. It, SPÉCIALISTE ACIER-EXPORTATION 90.000 F, etc.

Address: C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727 35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

LES JEUNES VIEILLISSENT

VACANCES EN ITALIE

8 JOURS

Paris

se.

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

DÉFENSE

SELON LE « WASHINGTON POST »

Des bombardiers américains s'entraînent à des opérations de « guerre nucléaire limitée »

Le quotidien Washington Post, du samedi 14 juin, et repris, en Europe, par l'International Herald Tribune de ce lundi 16 juin, révèle que des équipages de bombardiers américains B-52 du Strategic Air Command (SAC) ont reçu la mission de s'entraîner à

l'emploi limité de l'arme nucléaire en cas où les Etats-Unis décideraient d'y recourir. Le quotidien américain considère qu'il s'agit d'une nouvelle étape dans les plans de l'administration républicaine qui tend à fonder la dissuasion non plus sur la seule

menace d'une représaille massive, mais aussi sur l'utilisation d'armes nucléaires dites du « champ de bataille », dont les effets de destruction seraient mieux contrôlés sur des objectifs tactiques.

Le Washington Post observe que ce concept d'une guerre nucléaire limitée est vigoureusement critiqué au Congrès américain, mais que le secrétaire américain à la défense, M. James Schlesinger, estime que cette option donne, éventuellement, au gouvernement fédéral une latitude plus grande et une souplesse accrue de sa politique militaire de dissuasion.

Servici national

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES JEUNES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 13 DÉCEMBRE 1955 ET LE 19 JANVIER 1956

Un arrêté paru au Journal officiel du dimanche 25 juin fixe la fraction du contingent 1975-76 qui sera appelé sous les drapeaux le 4 août et qui comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

- 1) Les jeunes gens : a) Dont le sursis ou la prolongation de sursis arrivera à échéance avant le 1er août 1975 ; b) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1er août 1975 ; c) Dont l'appel avec une fraction de contingent au sursis a été pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1er août 1975 ; d) Volontaires pour être appelés le 1er août 1975 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er juin 1975, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur justification de sursis ou de report d'incorporation.

1955 et le 31 décembre 1956, ces dates incluses, recensés avec la quatrième tranche de naissance de la classe 1975 ; b) Omis et naturalisés, recensés avec la première tranche de naissance de la classe 1975 ; c) Nés entre le 1er janvier 1956 et le 19 janvier 1956, ces dates incluses, recensés avec la première tranche de naissance de la classe 1975.

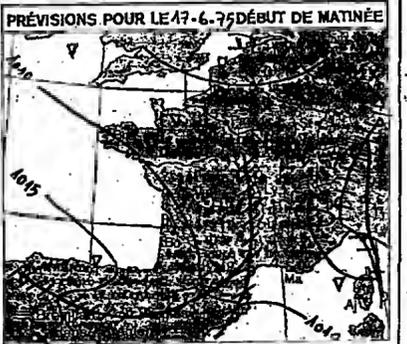
Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air seront appelés à partir du 4 août 1975. Leurs services prendront effet à compter du 1er août 1975. Toutefois : les jeunes gens résidant dans les départements et territoires d'outre-mer seront appelés le 15 juillet 1975, le point de départ de leurs services est fixé au 12 juillet 1975. Les jeunes gens destinés à la marine et ayant accepté un appel décalé pourront, dans la limite des besoins, être incorporés dans cette armée à compter du 2 septembre 1975, le point de départ de leurs services est fixé au 1er septembre 1975.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 juin à 6 heures et le mardi 17 juin à 24 heures : Les basses pressions qui s'étendent du nord de l'Europe aux îles Britanniques et à la Méditerranée occidentale maintiendront la France sous l'influence de masses d'air frais et instables. Mardi 17 juin, sur l'ensemble du pays, le temps sera frais et variable. Des dépressions au large des côtes apporteront, mais le ciel sera souvent nuageux, et des averses ou des pluies passagères se produiront dans la plupart des régions. Ces précipitations prendront parfois un caractère orageux l'après-midi et le soir, mais des orages éclateront surtout dans



les régions méridionales, ainsi qu'en montagne. Les vents, modérés et irréguliers, souffleront de l'ouest ou du nord-ouest, ils deviendront assez forts dans le Midi méditerranéen, avec des rafales sous les orages. Lundi 16 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 008,6 millibars, soit 756,5 millimètres de mercure. Les températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 juin) le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 25 et 17 degrés ; Biarritz, 17 et 14 ; Bordeaux, 20 et 11 ; Brest, 17 et 9 ; Caen, 17 et 8 ; Cherbourg, 15 et 8 ; Clermont-

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French. Includes horizontal and vertical clues.

Journal officiel section containing legal notices and administrative information.

Advertisement for 'Saldes de Saldes LA SOLDERIE' located at 85, rue La Boétie.

CARNET

Naissances : Claude et Françoise Baillion, Gilles, Cécile et Thomas, ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier-né, le samedi 14 juin 1975, à 11 heures, à Villa Maritima 15, 31220 Port-sur-Garonne.

Fiançailles : M. et Mme René Jugif, M. et Mme André Dore, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants :

Marie, née le 21 juin 1953, et Jean-Pierre, né le 15 juin 1953. Les fiançailles ont été célébrées le 15 juin 1975, à 18 heures, au « Jardin » de la rue de la République, 75014 Paris.

Marriages : M. et Mme Claude de Montmort, M. et Mme Pierre Chave et leurs filles, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants :

Alphonse Chave, né le 15 juin 1953, et Marie, née le 15 juin 1953. Les fiançailles ont été célébrées le 15 juin 1975, à 18 heures, au « Jardin » de la rue de la République, 75014 Paris.

Decès : M. et Mme Jacques Chave et leurs filles, sont heureux de faire part du décès de leur fils :

Alphonse Chave, né le 15 juin 1953, et Marie, née le 15 juin 1953. Les fiançailles ont été célébrées le 15 juin 1975, à 18 heures, au « Jardin » de la rue de la République, 75014 Paris.

Remerciements : La famille de M. et Mme Jacques Chave remercie profondément toutes les personnes qui, par leur présence, leur soutien et leur sympathie, ont contribué à rendre agréable et agréable le deuil.

M. et Mme Jean Ray, Martin, Vincent et Catherine, M. Yves Dulong, M. et Mme Catala, Guillemette et Isabelle, Les familles Bonnard, Foucaud, Bachelot et Forché, ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Georges DULONG, née Emma Bonnard, survenue le 15 juin 1975 à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin 1975, à 10 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-19e), devant le monument n° 10. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 51, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de :

Mme Georges DULONG, née Emma Bonnard, survenue le 15 juin 1975 à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin 1975, à 10 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-19e), devant le monument n° 10. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 51, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de :

Mme Georges DULONG, née Emma Bonnard, survenue le 15 juin 1975 à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin 1975, à 10 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-19e), devant le monument n° 10. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 51, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de :

Mme Georges DULONG, née Emma Bonnard, survenue le 15 juin 1975 à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin 1975, à 10 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-19e), devant le monument n° 10. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 51, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de :

Mme Georges DULONG, née Emma Bonnard, survenue le 15 juin 1975 à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin 1975, à 10 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-19e), devant le monument n° 10. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 51, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de :

Mme Georges DULONG, née Emma Bonnard, survenue le 15 juin 1975 à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin 1975, à 10 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-19e), devant le monument n° 10. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 51, rue de Valenciennes, 75019 Paris. Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de :

Mme Georges DULONG, née Emma Bonnard, survenue le 15 juin 1975 à Paris. Les obsèques auront lieu le mardi 17 juin 1975, à 10 heures, à l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-19e), devant le monument n° 10. L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

Mme Fournon et sa famille remercient très sincèrement les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de M. FOURNON.

Communications diverses : Le M.R.A.P. organise une soirée internationale pour la réhabilitation des Rosenberg et de Morton Sobell, le 16 juin à 20 h. 30 à la Mairie de Lyon.

Visites et conférences : MARDI 17 JUIN VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. Calmes nationales des monuments historiques, 15 h. 15, place des Vosges.

EXPOSITIONS : de 11 heures à 18 heures. S. 4 - Moulins : M. H. Baulieu-Ménard.

VENTE A CHARTRES : GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 22 JUIN A 14 H. (continuation de la vente du 25 mai).

EXPOSITIONS : de 11 heures à 18 heures. S. 4 - Moulins : M. H. Baulieu-Ménard.

VENTE A CHARTRES : GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 22 JUIN A 14 H. (continuation de la vente du 25 mai).

EXPOSITIONS : de 11 heures à 18 heures. S. 4 - Moulins : M. H. Baulieu-Ménard.

VENTE A CHARTRES : GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 22 JUIN A 14 H. (continuation de la vente du 25 mai).

EXPOSITIONS : de 11 heures à 18 heures. S. 4 - Moulins : M. H. Baulieu-Ménard.

VENTE A CHARTRES : GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 22 JUIN A 14 H. (continuation de la vente du 25 mai).

EXPOSITIONS : de 11 heures à 18 heures. S. 4 - Moulins : M. H. Baulieu-Ménard.

VENTE A CHARTRES : GALERIE DE CHARTRES DIMANCHE 22 JUIN A 14 H. (continuation de la vente du 25 mai).

EXPOSITIONS : de 11 heures à 18 heures. S. 4 - Moulins : M. H. Baulieu-Ménard.

Le Monde Service des Abonnements. 5, rue des Saussaies, 75008 Paris.

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. COMMUNAUTÉ (sauf Algérie) 30 F 120 F 232 F 300 F

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. COMMUNAUTÉ (sauf Algérie) 30 F 120 F 232 F 300 F

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. COMMUNAUTÉ (sauf Algérie) 30 F 120 F 232 F 300 F

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. COMMUNAUTÉ (sauf Algérie) 30 F 120 F 232 F 300 F

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. COMMUNAUTÉ (sauf Algérie) 30 F 120 F 232 F 300 F

AULD-REEKIE SOLDDES 9, place Saint-Augustin (8e)

AUX TROIS QUARTIERS BOULEVARD DE LA MADELEINE ET RUE DUPHOT

ne manquez surtout pas les 3 journées de SOLDES

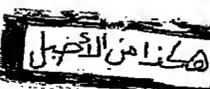
mardi 17, mercredi 18, jeudi 19 juin

Finlande soleil de minuit

et région des 60 000 lacs

8 jours F 1250 Circuits 8 jours F 1990

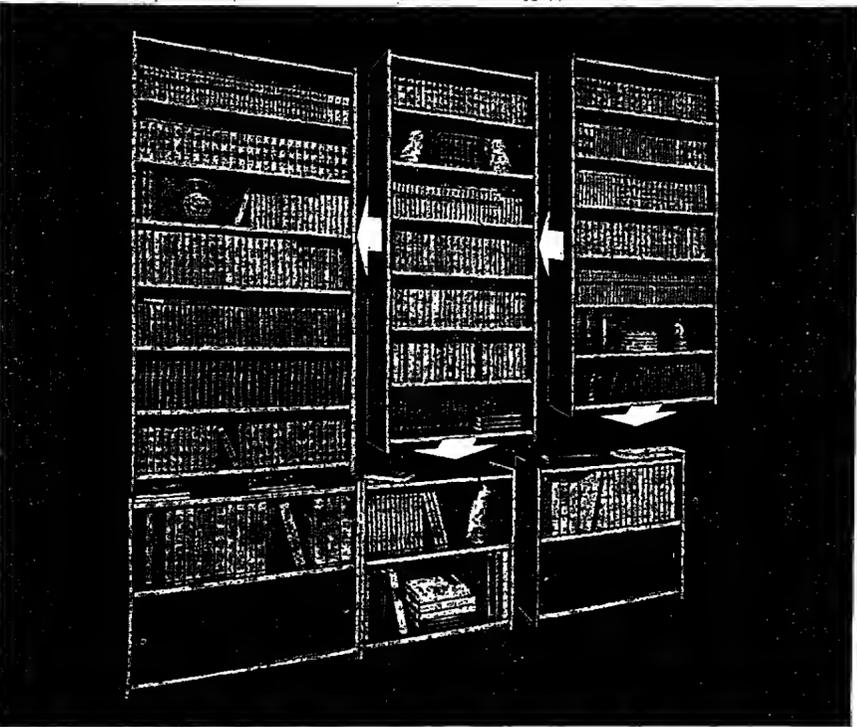
Renseignements auprès de votre Agent de Voyages ou à FINNAIR 11 rue Auber 75009 Paris



مكتبة النخيل

# des bibliothèques qui grandissent avec vos lectures...

par superposition ou juxtaposition sans aucune fixation, par simple pose



# 100

## modèles vitrés ...et une infinité de combinaisons

**LE « PROBLÈME BIBLIOTHÈQUE »**  
Éternel souci de l'homme qui aime les livres, et qui, tout au long de sa vie, ne cesse pas d'en acheter; de l'homme de goût qui aime sa maison et qui veut qu'elle lui fasse honneur.  
Comment loger vos livres, tous vos livres? Commodément, pour les consulter, les lire à votre gré? Avec goût, pour qu'ils soient bien à leur place dans votre décor familial? Et comment s'y prendre pour qu'il n'y ait jamais de vide choquant sur les rayons, et que, pourtant, chacun de vos nouveaux livres y trouve tout de suite une place?

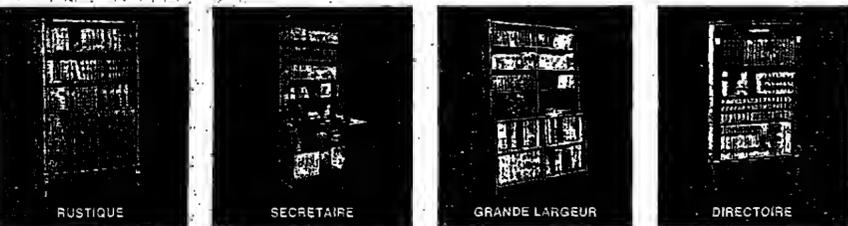
**LA « SOLUTION ÉLEGANTE »**  
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES vous apporte la solution pratique, la solution économique. La solution élégante, par excellence, s'harmonisant avec tous les styles.  
Chaque élément-bibliothèque est à double fin. C'est d'abord un meuble bibliothèque, un vrai meuble, qui se pose au sol, qui tient d'aplomb tout seul, et qui se suffit à lui-même. C'est aussi un élément, démontable et remontable, qui peut prendre place dans un ensemble de n'importe quelles dimensions, sans aucune fixation, par simple juxtaposition et superposition.

**LE « SYSTÈME COMPLET »**  
Pour répondre à tous les besoins, LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES a mis au point un système complet.

**Modèles Standard**

- 100 modèles standard, tous différents par leurs dimensions, mais tous assemblables, sans fixation.
- Casiers en multiple, montants en aggloméré bois, placage Acajou traité ébénisterie, vernis cellulosique satiné, teinte Acajou s'harmonisant avec tous les styles.
- Fonds contre-plaqué.
- Vitres coulissantes avec onglets, bords doux.

Sur demande, ces modèles standard peuvent être livrés en différentes essences de bois ou présentation : Afrormasia, Chêne, Sapelli, Merisier, en bois vernis ou à cirer en bois brut à peindre ou à tapisser en stratifié blanc (non vitrés).



**Bibliothèques rustiques ou de style**  
De nombreux modèles rustiques également juxtaposables grâce à un système exclusif de moulures amovibles. Certains peuvent être superposés. Des bibliothèques de style: Régence, Louis XVI, Directoire, Régency.

**Département sur-mesures**  
Réalisation de tous ensembles modernes ou de style en différentes sortes de bois. Devis gratuit rapide. Détails d'exécution respectés.

**Département « Collectivités »**  
Pour les universités, administrations, sociétés, etc., notre département « Collectivités » est en mesure de réaliser très rapidement de grands ensembles-bibliothèques à partir de nos modèles standard (des milliers d'installations).

**PRIX IMBATTABLES** • Faculté de retour

**VISITEZ NOS EXPOSITIONS, OUVERTES TOUS LES JOURS MÊME LE SAMEDI!**

**FRANCE**  
AMIENS - 2, rue des Chaudronniers  
BORDEAUX - 10, rue Bouffard  
CLEMONT-FR - 22, r. G. Clémenceau  
GRENOBLE - 55, rue Saint-Laurent  
LILLE - 66, rue Esquiroles  
LYON - 3, rue de la République  
MARSEILLE - 109, rue Paradis  
MONTPELLIER - 8, rue Sévère  
NANTES - 9, rue J. J. Rousseau  
NICE - 3, rue de la Bouchardie  
RENNES - 18, quai Emile Zola  
TOULOUSE - 2, 3, quai de la Daurade  
STRASBOURG - 11, av. Serres-Guilla  
**ÉTRANGER**  
BELGIQUE - BRUXELLES 1000 - 54, rue du Midi  
LIEGE 4000 - 47, bd d'Avroy  
PAYS BAS - BUSSUM - 3 Stechervenweg, P.O. Box 478  
PORTUGAL - FARO - Rua do Alportel, 55 9  
CANADA - MONTREAL - 357 E.-P.O. - 10488 bd St-Laurent

**LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES**  
La plus moderne des maisons spécialisées

**VENEZ NOUS VOIR**  
\* en Montparnasse \* : 61, rue Froidevaux - 75014 Paris - Métro : Denfert-Rochereau - Galvè - Raspail - Edgar-Quinet -  
Autobus : 28 - 38 - 58 - 66. Magasins ouverts tous les jours, même le samedi, de 9 h à 19 heures sans interruption.  
ou téléphonez au 633.73.33 (réserve le nuit, même les jours fériés 2 réponses automatiques)

**7 hauteurs** de 64 cm à 224 cm  
**6 largeurs** de 64 cm à 128 cm  
**4 profondeurs** de 20 cm à 36 cm

bon pour un catalogue illustré gratuit

Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue « Bibliothèques vitrées », concernant tous détails : hauteurs, largeurs, profondeurs, contenances, bois, styles, prix, demande de devis, etc. à :

N. \_\_\_\_\_  
L. \_\_\_\_\_

Découpez et adressez ce bon dès aujourd'hui à :  
La Maison des Bibliothèques  
61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

**INSTALLEZ-VOUS... VOUS-MÊME ULTRA-RAPIDEMENT ET CHIFFREZ VOTRE DÉPENSE...**  
**100 COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE AVEC NOS MEUBLES STANDARD**  
JUXTAPOSITIONS, SUPERPOSITIONS, PAR SIMPLE POSE, SANS AUCUNE FIXATION.



هكز المن الاصل

LISME

sur Gulf-Mirage  
ures du Mans

le danger  
d intérêt

é special  
es de 1975 sont  
rés de la 1975  
e en 1975  
1975  
1975

à guiter pour  
à guiter pour  
à guiter pour

à guiter pour  
à guiter pour  
à guiter pour

à guiter pour  
à guiter pour  
à guiter pour

à guiter pour  
à guiter pour  
à guiter pour

à guiter pour  
à guiter pour  
à guiter pour

à guiter pour  
à guiter pour  
à guiter pour

# RENAULT 30 TS 6 cylindres



RENAULT  
et

où la voir DEPARTEMENT DE LA SEINE: 75 PARIS 1<sup>er</sup> - 6/8 rue de Valenciennes - PARIS 7<sup>e</sup> - 10 boulevard Raspail - PARIS 9<sup>e</sup> - 61 à 65 rue Rochechouart - PARIS 11<sup>e</sup> - 188/198 boulevard Voltaire - PARIS 12<sup>e</sup> - 8 à 10 boulevard Diderot - PARIS 13<sup>e</sup> - 63 avenue de Choisy - PARIS 14<sup>e</sup> - 72/79 rue du Faubourg Saint-Jacques - PARIS 15<sup>e</sup> - 238 rue de Valenciennes - PARIS 16<sup>e</sup> - 107 rue de l'Abbé Groult - PARIS 16<sup>e</sup> - 50 rue de la Pompe - PARIS 16<sup>e</sup> - 105 bd Murat - PARIS 17<sup>e</sup> - 10 avenue de la Grande Armée - PARIS 17<sup>e</sup> - 45 rue Guy-Moquet - PARIS 18<sup>e</sup> - 11 rue Forest - PARIS 19<sup>e</sup> - 188 avenue Jean-Jaurès - DEPARTEMENT DE LA SEINE-ET-MARNE: 77 AVON/FONTAINEBLEAU - 56 avenue de Valvins. BRIE-COMTE-ROBERT - 7 avenue du Général-Leclerc. CHELLES - 3 et 5 avenue du Marais. COULOMMIERS - 23/25 avenue Victor-Hugo. LAGNY - 31 rue Gambetta. MEAUX - 39 avenue F. Roosevelt. MELUN - 23 route de Montereau. MONTEREAU - Place Jacques-Lepesme. NEMOURS - 107 avenue Carnot. PROVINS - 23 rue Max-Michel. DEPARTEMENT DES YVELINES: 78 CHATOU - 42 avenue du Maréchal-Foch. MANTES - route de Buchelay. RAMBOUILLET - 7 rue Sadi-Carnot. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE - 112 av. du Président-Roosevelt. SARTROUVILLE - 64 avenue Maurice-Berteaux. TRAPPES - 2 avenue Komarov. ZI. VELIZY - avenue Louis-Bréguet. Z.U.P. VERSAILLES - 81 rue de la Paroisse. DEPARTEMENT DE L'ESSONNE: 91 CORBEIL - 46 avenue du 8 Mai 1945. DRAVEIL - 50 avenue Henri-Barbusse. ETAMPES - 31 rue du Rampart. MASSY - RN 188 route de Chartres. SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS - 110 route de Corbeil. VIRY-CHATILLON - 119 route Nationale. DEPARTEMENT DES HAUTES-DE-SEINE: 92 BAGNEUX - 52 av. de Bourg-la-Reine. BOULOGNE-BILLANCOURT - 120/126 rue Thiers. CLAMART - 185 av. Victor-Hugo. CLICHY-137 rue Henri-Barbusse. COURBEVOIE - 15 rue du Mans. COURBEVOIE - 8 bd G.-Clemenceau. LEVALLOIS - 74 quai Michelet. MONTRouGE - 59 avenue de la République. RUEIL - 39/41 av. Paul-Doumer. DEPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS: 93 AULNAY-SOUS-BOIS - route de Genessee. BLANC-MESNIL - 40 av. de la République. EPINAY-SUR-SEINE - 3 bd Foch. MONTREUIL-SOUS-BOIS - 57 rue Armand-Carrel. PANTIN - 13 avenue du Général-Leclerc. SAINT-DENIS - 30 bd Jules-Guesdes. SAINT-OUEN - 108 bis av. Gabriel-Péri. VILLEMOMBLE - 13 bis avenue Gallien. DEPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE: 94 BOISSY-SAINT-LEGER - 51 av. du Général-Leclerc. CHAMPIGNY - 116 av. Roger-Salengro. FONTENAY-a/BOIS - 258 avenue de la République. FRESNES - av. de Stalingrad. CHENNEVIERES - 96 route de la Libération. LE PERREUX - 44 rue de Bry. MAISONS-ALFORT - 8 av. du Professeur Cadot. SAINT-MAUR - 28 av. du Bac à la Varenne-Saint-Hilaire. THIAIS - 45 av. de Versailles. VILLEJUIF - 3 et 5 av. de Paris. VILLENEUVE-SAINT-GEORGES - 168 rue de Paris. VITRY - 5 et 7 bd de Stalingrad. DEPARTEMENT DU VAL-D'OISE: 95 ARGENTEUIL - Z.U.P. 2 bd de la Résistance. BEAUCHAMP - 117 avenue de la Libération. BEAUMONT-SUR-OISE - 1 rue de Fiesle-Adam. DEUIL-LA-BARRE - 85 av. de la Division-Leclerc. SARCELLES - 21 av. Paul-Valéry. SAINT-OUEN-L'AUMONE - 57 rue du Général-Leclerc.

IT SA REPUTATION  
PARIS

# FAITS DIVERS

## DANS LES BOUCHES-DU-RHONE

### Les révélations d'une jeune femme entraînent l'arrestation de cinq proxénètes

De notre correspondant

Marseille. — Les révélations faites par l'une des victimes d'une organisation de traite des femmes ont permis à la brigade criminelle du service régional de police judiciaire de Marseille d'arrêter cinq individus qui, depuis deux ans, opéraient dans la région de Martignes en direction d'Anvers (Belgique).

L'agence de travail temporaire Diemo-Interim, que dirigeait à Martignes Robert Diaz, trente ans, servait de couverture à un réseau qui recrutait, parmi les candidates en quête de travail, des femmes filles ou jeunes femmes de dix-huit à trente ans, obligées

ensuite de se prostituer dans l'un des établissements aversois dans lesquels un « correspondant », Daniel Lévêque, vingt-huit ans, né à Bourgoin (Loire), et actuellement détenu en Belgique pour tentative de meurtre, les plaçait.

Les candidates, qui se voyaient proposer un travail fictif, étaient ensuite « sélectionnées » par deux employés complices de l'agence, Roland Tubiana, vingt-sept ans et Jean-Baptiste Russot, vingt-huit ans. Les deux hommes, après avoir révéilé le véritable mobile de leur action, tentaient d'abord de persuader les jeunes femmes de se prostituer pour leur compte. En cas de refus, les deux complices n'hésitaient pas à user de la torture : plusieurs victimes ont été battues et certaines d'entre elles ont eu les parties génitales mutilées à l'aide de cigarettes incandescentes. Les tortionnaires ont également usé de violences morales en « déportant » à Anvers la jeune enfant de l'une de leurs victimes afin d'obliger celle-ci à gagner le port belge. L'enquête a permis en outre l'arrestation de deux autres personnes faisant partie du réseau, Giuseppe Eterno, quarante ans, qui exploitait à Martignes le bar du Vallon et servait de « boîte aux lettres » entre la France et la Belgique, et Luc Philippoisa, vingt-neuf ans, coiffeur à Martignes, qui avait lui-même accompagné à Anvers sa protégée du moment, avant que celle-ci ne réussisse à s'enfuir et à regagner Martignes.

**ACCIDENT DE LA ROUTE EN AUTRICHES : VINGT ET UN MORTS.** — Un accident d'autocar survenu le dimanche 15 juin, près de Vilsach (Carinthie), a fait vingt et un morts et vingt-trois blessés. Les passagers étaient des gens âgés qui participaient à une excursion à l'occasion d'une journée des vieillards. Une rupture des freins serait à l'origine de la catastrophe. (A.F.P., Reuters, A.P.)

**TUNISIE**  
15 jours  
1.390 F tout compris  
à KELIBIA  
sonnaie supplémentaire : 350 F  
7 rue de la Banque  
75002 PARIS Tel. 261.63.21  
L'OFFICE A.S.C.

**PUBLICATION JUDICIAIRE**

A la requête de M. Kostas FILINIS, le Tribunal de grande instance de Paris a le 23 septembre 1974 « Dit que l'ouvrage intitulé « THEORIE DES JEUX ET STRATEGIE POLITIQUE », publié en langue française par la S.A.E.L. SOULIER, exploitant la librairie « L'EXPRESS RADICAL », constitue une contrefaçon de l'ouvrage original de Kostas FILINIS. Condamne la S.A.E.L. SOULIER à payer à Kostas FILINIS, à titre de dommages et intérêts la somme de 20.000 francs. Ordonne la saisie de tous exemplaires de l'ouvrage contrefaçoné. »

Pour extrait certifié conforme, Georges PINET, Avocat à la Cour.

# JUSTICE

## A LA COUR DE CASSATION

### L'application en France de la Convention européenne des droits de l'homme

Pour obtenir de la chambre d'accusation de la Cour de Paris la mise en liberté de son client, un repris de justice italien poursuivi en France pour avoir extorqué une somme de 560 000 francs à une compagnie nigérienne en tant que manœuvres frauduleuses, M. Pettiti avait invoqué les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme ratifiée par la France le 31 décembre 1972. Il résulte de ce texte qu'il ne peut être tenu compte, pour maintenir un individu en prison, que du risque concret de le voir commettre une nouvelle infraction et non des infractions qu'il aurait pu antérieurement commettre, ou de la gravité des infractions pour lesquelles il est poursuivi.

La chambre d'accusation refusait le 25 février dernier de mettre en liberté le prévenu, en précisant qu'elle ne pouvait statuer qu'en fonction des dispositions du code de procédure pénale. Elle motiva son refus en déclarant : « que si l'état nécessaire de maintenir en détention cet individu de nationalité étrangère, particulièrement dangereux en raison de son habileté, n'ayant ni domicile personnel ni emploi en France, pour préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction, pour préserver tout renouveau et pour garantir le maintien de cet individu à la disposition de la justice ».

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Césaire, conseiller d'Etat, vient d'examiner le pourvoi formé par le détenu contre l'arrêt de la chambre d'accusation.

A l'appui de ce pourvoi, M. Ruydger a fait valoir que la chambre d'accusation devait statuer, non pas seulement en fonction des dispositions du code de procédure pénale, mais également en fonction de la Convention européenne des droits de l'homme et qui, selon l'article 55 de la Constitution du 4 octobre 1958, a des sa ratification, une autorité supérieure à celle des lois internes françaises.

Mais la Cour, statuant sur le rapport du conseiller Reynaud et les conclusions de M. Boucheron, avocat général, a rejeté ce pourvoi, déclarant : « les dispositions du code de procédure pénale ne sont pas incompatibles avec les termes des articles 5 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales applicables en France ».

## Poursuivi en France pour le meurtre du commissaire Galibert

### CHRISTIAN DAVID EXTRADÉ DES ETATS-UNIS ?

Christian David, dit « le beau Serge », devrait être extradé prochainement des Etats-Unis en France : un juge fédéral d'East-Saint-Louis (Illinois) a décidé de faire droit aux demandes d'extradition de la France à l'encontre de l'accusé du meurtre du commissaire Maurice Galibert, tué le 2 février 1968 à Paris devant un bar de la rue d'Armaillé (17<sup>e</sup>).

Christian David, âgé de quarante-cinq ans, purge actuellement une peine de vingt ans de prison aux Etats-Unis pour trafic de drogue. Selon la loi américaine, la décision du juge est sans appel, mais aucune date n'a été précisée pour le renvoi en France de Christian David.

Notons que Christian David avait lui-même souhaité venir s'expliquer à Paris sur ce meurtre, dont il affirme qu'il est innocent (Le Monde du 5 février 1975).

## Pour obtenir la révision de son procès

### ARMAND ROHART COMMENCE UNE GREVE DE LA FAIM

Armand Rohart, l'ancien maire de Peuplingues (Pas-de-Calais) condamné à la réclusion criminelle à perpétuité le 4 juillet 1969 (1) pour le meurtre de sa femme, a décidé de commencer, à partir de ce lundi 16 juin, une grève de la faim. Il en a informé M. Lecanuet, ministre de la Justice, dans une lettre qu'il vient de lui adresser de sa cellule de la centrale de Melun où il est détenu.

« Il ne me reste plus que ce moyen pour exprimer mon innocence », écrit Armand Rohart. Depuis huit ans que je suis accusé d'avoir assassiné ma femme, je ne cesse de me battre pour prouver que sa mort a été en réalité accidentelle. Il y a vingt-sept mois que j'ai déposé, par l'intermédiaire de mes avocats, M<sup>rs</sup> Thierry Lévy et Jean-Marie Varaut, une requête en révision de l'arrêt qui m'a condamné » (Le Monde du 23 février).

Armand Rohart conteste l'interprétation qui a été faite des constatations scientifiques résultant de l'examen du corps de son épouse et tendant à conclure à un meurtre, à cause notamment de traces de violences et de l'absence des signes classiques de noyade accidentelle.

(1) Cette même peine avait été confirmée le 25 avril 1970 — après cassation — par la cour d'assises du Nord.

## Le procès du Patrimoine foncier

### LA DISPARITION DE DEUX CENT TRENTE-DEUX LINGOTS D'OR

Après avoir décidé de joindre au fond la demande de supplément d'information présentée par la défense (Le Monde daté 15 juin), le tribunal de la onzième chambre correctionnelle de Paris a commencé, le 14 juin, l'examen détaillé de l'un des différents détournements dont ont été victimes les souscripteurs du Patrimoine foncier : la disparition de deux cent trente-deux lingots d'or.

En 1968, « d titre de placement pour se prémunir contre les risques de dévaluation », M. Charles Lipky avait fait acheter 1 632 000 F en lingots par M<sup>rs</sup> Victor Rochemoir, qui se refuse toujours à quitter la prison de la Santé pour se présenter à l'audience. Ce placement était irrégulier, les statuts du Patrimoine foncier interdisaient l'achat de lingots dans un coffre au siège de la société. Forcé de se rendre, M. Rochemoir avait été irrégulièrement emporté et revendu.

Pour dissimuler cette disparition, le comptable, M. Fommé, devait faire racheter un nouveau lot de lingots avec des fonds provenant des établissements Kaufmann, dirigés par M. Georges Walker et qui forment une importante société de vente. Bien que les soupçons se portent sur M. Lipky et sur une personne à l'audience comme à l'instruction n'a pu — ou voulu — donner d'indications sur l'auteur de cette opération.

## Au tribunal civil de Paris

### LA PRÉCIPITATION DU COMMISSAIRE-PRISEUR

La première chambre civile du tribunal de Paris s'est récemment prononcée sur le recours en annulation opposé par M. Ahlstrom, commissaire-priseur suisse, et la Société civile professionnelle Ader, Picard et Tajan (Le Monde du 13 avril).

Le tribunal a estimé en premier lieu qu'en vue des dispositions de l'article 1040 du Code de procédure civile, la vente aux enchères d'une pièce d'or par une somme de 100 000 F, sans doute au-dessous de la valeur réelle de la pièce, qui aboutit à l'adjudication, pour 100 000 F, de la pièce à une représentante de l'ambassade d'Iran, alors que M. Ahlstrom affirme avoir été irrégulièrement exclu par parole et par geste en temps utile une surenchère à 105 000 F.

C'est pour cette raison que les juges ont déclaré nul l'acte de l'inscription de faux formulée par la Galerie des monnaies à l'encontre du procès-verbal de M. Ader affirmant que son intervention avait été refusée aux enchères avant l'ultime intervention de M. Ahlstrom. De sorte que la Galerie des monnaies a été condamnée à une amende civile de 100 F.

Cependant, la Société civile professionnelle Ader, Picard et Tajan a été condamnée à verser 25 000 F de dommages et intérêts à la Galerie des monnaies en raison de la faute commise par M. Ader.

**LE FICHER LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**  
(3e édition)

Une table alphabétique de références à tous les textes de Droit public et de Droit privé d'intérêt général, réalisée avec le concours de l'Ordinateur.

Un instrument de travail sans équivalent, présenté en un volume broché.

Bon pour une documentation, à retourner à : JURIS-CLASSEURS, 123, rue d'Alsace, 75014 PARIS

M. \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

désire être documenté sur le Fichier Législatif et Réglementaire.

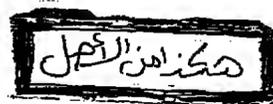


## LES 8 BHV, SPECIALISTES DU NAUTISME ET DE LA PLONGEE.

VOUS OFFRENT UNE SÉLECTION DE MOTEURS EVINRUDE ET MERCURY, DE BATEAUX TABUR ET HUTCHINSON, ET, DANS LEUR BOUTIQUE PLONGÉE, TOUS LES ACCESSOIRES POUR LA PÊCHE SOUS-MARINE.

Bateau pneumatique à tableau AR incorporé Mapa 201	2725 <sup>00</sup>	Arbète Carabe standard	94 <sup>00</sup>
Moteur Evinrude Minnitwin 4 CV Ac	1674 <sup>00</sup>	Masque Equi naso	48 <sup>00</sup>
Vêtement thermique néoprène 4/5 mm		Service après-vente : Atelier moteur	
"Peau de Requin", veste cagoule thermique semi-giassière	339,50 <sup>00</sup>	5, rue de Moussey - 75004 Paris	
Pantalon thermique standard	178,90 <sup>00</sup>	Jusqu'à épuisement des stocks.	

**BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE**  
RIV. DE LA SEINE, PARIS 2<sup>e</sup> MONTMARTRE, CARGES BELLEPEINE ROSNY 2 CRETEIL



# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## Insaisissable inflation

Le phénomène de l'inflation continue de susciter de nombreuses interprétations. S'agit-il d'un phénomène circonscrit ou bien ses causes ont-elles un caractère structurel? Le chef du département des études du Crédit national nous livre, ci-dessous, ses réflexions, nourries

par les connaissances qu'il a de comportement des entreprises à travers les analyses de la « centrale des bilans », fondée par le Crédit national. Mais, c'est à titre purement personnel que M. André-Louis Chadeau s'exprime ici.

par ANDRÉ-LOUIS CHADEAU

DEPUIS que les pays occidentaux sont entrés dans une période d'inflation accélérée, les plus éminents spécialistes se sont penchés sur ce phénomène. A lire l'abondante littérature qui a été produite à ce sujet, il semble que la hausse générale des prix soit due à la conjonction accidentelle d'un nombre considérable de causes partielles que leur action simultanée aurait rendues particulièrement redoutables. Pourtant, cette explication événementielle laisse relativement insatisfait. La généralisation de l'inflation et sa persistance en longue période, en dépit de médiocrités partielles économiennes, permettent difficilement de croire que seul un méliorisme conjoncturel ou de circonstance soit à l'origine de cette situation ni qu'elle tienne principalement à certains aspects mystérieux du tempérament français.

On soupçonne, à voir la réticence profonde du « mal », qu'il doit exister quelque mécanisme fondamental qui, au sein du tissu économique, tend irrésistiblement à reproduire le phénomène.

C'est pourquoi il n'a pas paru sans intérêt de rechercher, au-delà des explications conjoncturelles, quelles pourraient être les causes plus permanentes de l'érosion monétaire. L'hypothèse qui est présentée ici n'a que l'ambition d'en donner une explication exhaustive, mais de poser un certain

nombre de jalons sur une route qui mériterait peut-être d'être poursuivie, notamment en analysant de plus près la situation des principales puissances du monde occidental et en améliorant notre appareil statistique national.

L'inflation, selon l'acception habituelle, c'est la hausse du niveau général des prix autrement dit la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie. Il faut noter que, sans le contester, cette définition est déjà passablement abstraite. En réalité, ce que l'on observe, c'est une évolution du prix de chaque bien et de chaque service dans la conjonction entraine, au niveau global, un glissement plus ou moins rapide de l'indice d'ensemble. Aussi peut-on penser que c'est au plan de la formation de chaque prix qu'il convient de faire porter l'analyse, et c'est l'entreprise qui semble alors constituer le lieu privilégié où l'inflation focalise ses facteurs et manifeste ses effets.

Les connaissances les plus récentes sur la situation des firmes françaises tendent à montrer que, dans la période présente, l'entreprise est le siège de deux phénomènes essentiels :

— D'une part, des études sérieuses (1) attestent que depuis le début de la décennie 1960 la productivité des équipes

ments productifs a croît régulièrement. C'est-à-dire que, pour produire une même quantité de marchandises, il faut utiliser de plus en plus de machines, de matériels de transport, d'appareils divers, etc. En revanche, la productivité du travail a augmenté régulièrement (justement à cause de la mise en service de ces nouveaux équipements) et, pour le même résultat il faut moins de salariés.

Cette double évolution signifie que, pour accroître le rendement de l'ensemble de l'appareil productif, il faut associer de plus en plus de travail « mort » (les équipements) à une même quantité de travail « vivant ». Dans le passé, on a souvent observé un phénomène de même nature et certains économistes du XIX<sup>e</sup> siècle le considéraient même comme représentant la situation normale de l'économie.

En réalité, quoique la vérification statistique ne soit pas encore acquise, il semble bien que l'évolution de la productivité des biens capitaux soit faite de cycles de longue durée. Cela tient au fait que les innovations se produisent de façon discontinuë et par vagues successives. Dans une première phase, l'innovation accroît brutalement l'efficacité du capital. C'est ce que les auteurs anglo-saxons appellent une période « capital saving ». Puis les perfectionnements techniques n'apportent plus de bouleversements fondamentaux, mais se traduisent seulement par une meilleure adaptation technologique des innovations précédentes : c'est la phase « labour saving ».

(Lire la suite page 22, 1<sup>er</sup> col.)

(1) France Historique du système productif; les Colloques de l'INSEE, série X, n° 27, octobre 1974. — Michel Benard; Économie des entreprises, n° 10, octobre 1974.

## APRÈS LA PATENTE...

L'Assemblée nationale a adopté le jeudi 12 juin, en première lecture, le remplacement de la patente par la taxe professionnelle. Au-delà des multiples détails techniques évoqués lors de ce débat-marathon, que change d'essentiel cette définition d'éthique? Simple mutation juridique ou début d'une transformation économique durable de la fiscalité locale? Un spécialiste donne ci-dessous son point de vue.

par PAUL THIBOUST

« Elle est morte. — A d'autres! — Mais si, vous dis-je... » Comme ces vieilles actrices dont la santé détraque la chronique, la patente traîne une existence qui semblait ne jamais devoir prendre fin. La sorte est jetée. Son cent quatre-vingt-quatrième anniversaire sera aussi le dernier.

Le projet qui vient d'être adopté par l'Assemblée nationale vise à la remplacer par un impôt d'importance équivalente mais mieux conçu et mieux réparti : la taxe professionnelle. Si la tendance des dernières années se prolonge cette taxe devrait produire en 1976, tous prélèvements annexes compris, près de 19 milliards (soit approximativement 6 % des recettes fiscales prévues dans le présent exercice). C'est dire quelle mérite attention, même de la part du profane.

S'agissant des bases du nouvel impôt, où est la novation? La patente dépendait principalement de la valeur des locaux et outillages de l'entreprise, d'une part, et du nombre de ses salariés, d'autre part. La réforme conserve le premier élément. Toutefois, les valeurs prises en compte seront des valeurs à jour et non plus des valeurs 1948; elles seront en outre déterminées d'après le bilan, sans risque d'omissions, alors que les recensements effectués pour la patente reposaient surtout sur la bonne volonté des chefs d'établissement. Quant à l'élément « nombre de salariés », qui ne comportait aucune différence entre

la manoeuvre et l'ancien élève d'une grande école, il fait place à la masse salariale, ce qui paraît conforme au bon sens. Jusque-là, les changements sont importants mais non point décisifs.

C'est l'abolition des « rubriques » qui constitue le progrès fondamental. Sous le régime de la patente, les bases sont affectées de coefficients variables d'une profession à l'autre. En théorie, ces modulations permettent de proportionner par profession le poids moyen de l'impôt au profit moyen. L'on a ainsi abouti à ce tarif à mille six cent cinquante positions, qui est l'un des monuments les plus étonnants de notre civilisation administrative. Courez-le à la rubrique 0857, par exemple. Vous y lisez ceci : « Cure-dents (fabricants de) : 0,30 + 0,20<sup>e</sup> par salarié; C 2/2 0 30 L 60<sup>e</sup> ».

La très sérieuse commission chargée d'entretenir ce chef-d'œuvre a fait de son mieux. Mais l'entreprise était chimérique, compte tenu de la diversité de l'économie et des variations de la conjoncture.

Or il existe un risque très réel de retomber dans ces ornières. De nombreuses catégories de contribuables viendront solliciter du Parlement des aménagements particuliers, compte tenu de leurs problèmes spécifiques. En leur côté, les élus de la nation s'opposent à devoir consentir d'autres dérogations, car la loi des dominos joue en ce domaine aussi.

(Lire la suite page 21, 4<sup>e</sup> col.)

**BULLETIN**

**« C'EST LA FAUTE AUX MÉNAGES »**

LES experts français de la comptabilité nationale ont dû se rendre à l'évidence et réviser en baisse leurs prévisions. Alors que, au mois de septembre dernier, ils estimaient encore à 4,2 % le taux de croissance du produit national brut pour cette année, ils viennent de ramener ce pourcentage à 2,1 %.

Mais il est fort probable que l'économie française ne connaitra pratiquement aucune progression en 1975 et qu'une nouvelle récession dans le même sens sera nécessaire.

Jusqu'à une époque récente, les autorités françaises se berçaient de l'illusion que l'activité reprendrait fortement en République fédérale à cause du plan de relance apparemment vigoureux (selon les critères du passé), en vigueur à Bonn à la fin de 1974. Il apparaît aujourd'hui que la reprise n'eura pas lieu de l'autre côté du Rhin. Ce qui était jusqu'alors une des forces de l'industrie allemande est une de ses faiblesses : sa forte dépendance vis-à-vis des exportations qui se contractent dans un monde où la crise s'aggrave de moins en moins de pays.

Si la France comptait sur l'Allemagne, celle-ci compte encore sur les États-Unis. M. Helmut Schmidt n'espère plus le salut que dans un retour à la prospérité de l'économie américaine.

Pourtant, rien n'est moins sûr que la fin de la récession outre-Atlantique. Les stocks américains se dégonflent, mais n'est-ce pas à des prix de liquidation? Or l'un des traits caractéristiques de la conjoncture est la réduction, sinon la disparition, des bénéfices des sociétés, d'où des réductions le plus en plus sévères de leurs programmes d'investissements.

A tous les niveaux de la vie économique, on assiste à des efforts désespérés pour diminuer un endettement excessif. C'est pourquoi, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, les ménages et les sociétés résistent leurs dépenses. M. Helmut Schmidt ne peut se permettre de leur recommander de continuer à épargner et à leur comportement était à l'origine de la crise. Les Américains résistent comme les Allemands : ils s'obstinent, eux aussi, à ne pas dépenser les sommes qu'ils ont en fait de recevoir au titre des allègements d'impôts décidés par Washington pour stimuler l'économie. Mais pourquoi les particuliers auraient-ils confiance dans une reprise prochaine, alors que la continuation de l'inflation empêche les entreprises qui les emploient de rétablir leur situation?

**SIX MOIS DE FIANÇAILLES AVEC PEUGEOT**

**Citroën reprend espoir**

Le 8 décembre 1974, la société Michelin et le groupe Peugeot annonçaient leur décision de « réaliser le rapprochement envisagé des automobiles Peugeot et des automobiles Citroën ». Peugeot assurait dès cette date la gestion de Citroën sans toutefois détenir la majorité du capital, qui restait pour un temps entre les mains de Michelin.

La firme de Sochaux prenait le contrôle de Citroën

Peugeot va-t-il réussir là où Michelin a toujours échoué? Six mois seulement ont passé depuis que la firme de Sochaux a conclu avec l'actionnaire principal de Citroën l'accord lui donnant pleins pouvoirs pour redresser l'entreprise malade, et il est encore trop tôt pour pressager la réussite ou l'échec de cette opération salvatrice, mais un certain déjà, quel de Javel, un optimisme prudent, qui contraste avec les inquiétudes de naguère. « Citroën n'est pas florissant. Il part du plus bas, et la conjoncture est mauvaise. Mais il y a des indices de rétablissement. » C'est vrai : Citroën va beaucoup moins mal. Son chiffre d'affaires des quatre premiers mois de l'année est supérieur de 36,5 % à celui de l'année précédente — certes, en recul de 17 % sur celui de 1972. Les stocks excédentaires ont fondu. Les exportations ont augmenté de 25,5 % par rapport à l'an passé, parvenant presque à compenser le recul des ventes en France. Bref, cité, il y a moins d'un an, comme la première victime de la crise, Citroën est aujourd'hui, le moins touché des quatre constructeurs français.

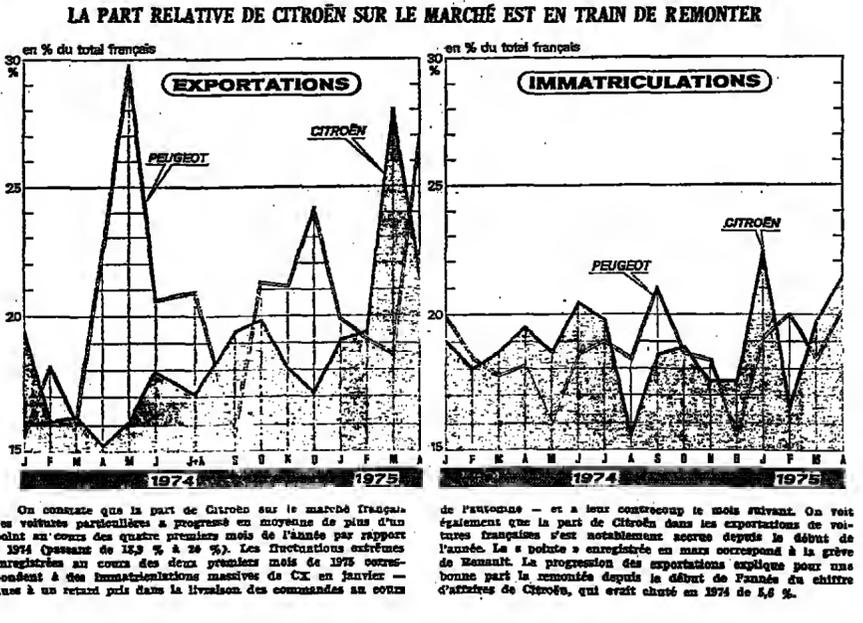
Hasard, ou premiers signes de l'efficacité des méthodes Peugeot? Les actionnaires Peugeot ont eu le même moins ardue qu'on n'eût pu l'espérer il y a quelques mois. Le retournement du marché depuis le début de l'année a facilité la « revanche » de Citroën. Le retour en faveur des voitures puissantes ou de moyenne cylindrée, après plus d'un an de disgrâce, a heureusement coincidé avec la sortie de la CX. Elle a remplacé les voitures de l'année, elle a déjà battu tous les records (pro-

sans hausse délier, Michelin couvrait les pertes passées et l'État versait 1 milliard dans la corbeille des fiançailles. Mais c'était de l'avis de tous, une entreprise délicate, compte tenu de la situation catastrophique de la firme au double chevron et des perspectives à court terme du marché automobile. C'est pourquoi l'accord laissait à Peugeot la faculté, après une période de test (pas encore terminée), de ne pas poursuivre plus loin l'opération. Six mois plus tard, qu'en est-il?

Les exportations ont augmenté de 3,8 % du marché intérieur au cours des quatre premiers mois de l'année (contre 2 % l'an passé pour la DS). La GS, qui perdait du terrain, a également profité du retournement du marché, sa part des immatriculations intérieures passant de 5,8 % pour les quatre premiers mois de 1974 à 6,3 % cette année.

Une subaine pour la firme au double chevron, qui avait plus que d'autres souffert de la mévente des modèles de moyenne et de grande puissance, seuls « payants » en termes de marge. Second facteur de chance, commun à tous les constructeurs mais plus vital ici qu'ailleurs : la liberté retrouvée des prix.

VERONIQUE MAURIS.  
(Lire la suite page 22, 4<sup>e</sup> col.)



**LA BANQUE DE FRANCE**

recrute ses cadres par la voie de

**COURS**

d'adjoit de direction

ouvert aux candidats de nationalité française âgés de moins de 26 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1975

**DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Prochaine session

Samedi et dimanche 5 octobre 1975

Inscription jusqu'au 15 juin au 31 août 1975

Formation professionnelle assurée au sein de l'INSTITUT DE FORMATION

Ouverture des cours : le 2 février 1976

Pour tous renseignements, s'adresser à la Banque de France - Direction Générale du Personnel

Service du Recrutement et des Concours

39, rue Croix-de-la-Chauffe - 75049 PARIS CEDEX 01

TÉL. 509-23-45 - postes 35-43 et 35-44

**BF**

procès du Patrimoine

LA DISPARITION DE DEUX CENT TROIS LINGOTS D'OR

Au tribunal civil

LA PRÉCIPITATION DU COMMISSAIRE

FAITS ET TENDANCES

Vers une nouvelle crise viticole ?

La situation viticole paraît atteindre à nouveau son point de rupture dans le Midi. Les cours du vin restent stagnants en dépit de la distillation...

Les vignerons restent donc très nerveux comme en témoignent les manifestations du mardi 3 juin. L'un de leurs dirigeants, M. Guisard, secrétaire général des chambres d'agriculture...

Le temps d'un office

QUELLES solutions à la crise viticole les récentes manifestations ont-elles apportées ? Rien apparemment, car la crise est encore bien là.

lent pas. Le C.N.J.A. demande depuis longtemps une politique de la qualité au détriment de la quantité. Aujourd'hui, il réclame la création d'un Office national interprofessionnel des vins (ONIV).

Un nouveau règlement européen

Cette dernière fonction serait d'autant plus importante que ce règlement s'applique à des conditions de production qui sont prochainement modifiées par le conseil des ministres de l'agriculture des Neuf.

chent les coopératives viticoles de fonctionner normalement, au détriment des vrais viticulteurs. Il faudrait encourager, certaines d'entre eux à quitter les terres qu'ils exploitent par un système analogue à l'indemnité viagère de départ.

LOUIS LAUGA, président du C.N.J.A.

Les excès de la spéculation ont conduit au marasme sur le marché du sucre

Le marché des sucres blancs de Paris, fermé depuis six mois après avoir littéralement éclaté sous l'effet d'une spéculation follement engagée à la hausse...

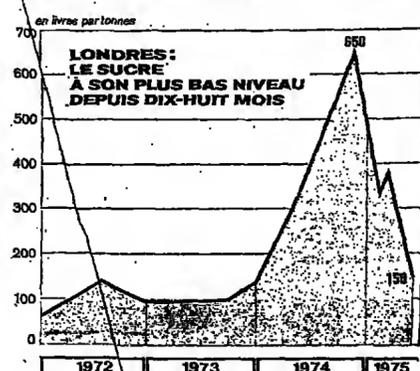
de Londres vient de décider de créer un marché à terme du sucre blanc qui fonctionnera par défaut à partir du 15 juillet prochain.

Le marasme après la flambée, telle est la situation actuelle du marché mondial du sucre, dont les sous-basants depuis dix-huit mois illustrent l'insécurité des marchés de matières premières en l'absence de véritables mécanismes réguliers.

Unia, qui ont acheté 1 million de tonnes en moins. La baisse des cours, cependant, a subi un coup d'arrêt : certains acheteurs qui avaient été effrayés dans l'espoir d'une diminution supplémentaire des prix ont été effrayés, ce qui pourrait provoquer une légère reprise, comme nous l'avons indiqué.

Superproduction et sous-consommation

Les prix retombent plus vite qu'ils n'étaient montés, revenant ces jours derniers à 2 000 francs à Paris, et 180 livres la tonne à Londres.



Le marché mondial du sucre est en surproduction. Les pays producteurs ont produit plus que ce que le monde consomme.

Un accident de parcours

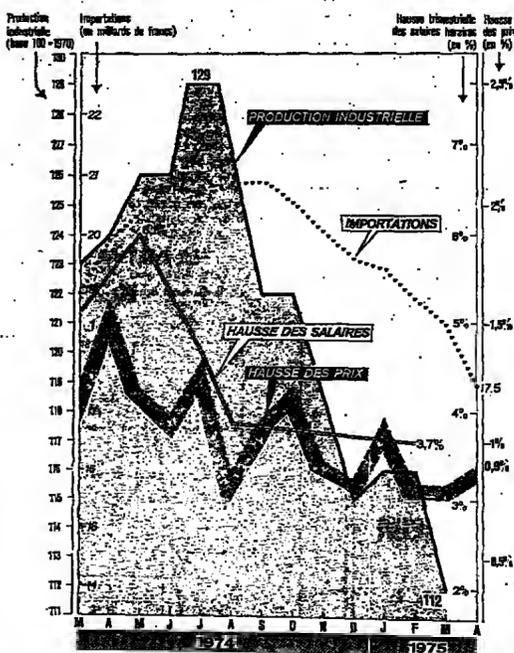
Dans ces conditions, les experts mondiaux prévoient une période de sucre dans les quinze mois à venir, tant que certains pays producteurs, comme les Philippines ou Cuba, n'ont pas renoncé tout ce qu'ils désirent, notamment aux États-Unis.

Un accident de parcours

Dans ces conditions, les experts mondiaux prévoient une période de sucre dans les quinze mois à venir, tant que certains pays producteurs, comme les Philippines ou Cuba, n'ont pas renoncé tout ce qu'ils désirent, notamment aux États-Unis.

La récession et son cortège

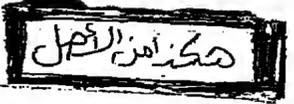
Il y a trois mois (le Monde du 18 mars), nous avions illustré la corrélation inverse qui existe entre la production industrielle et le chômage.



On notera cependant que l'importance des décalages n'est pas la même pour toutes les courbes. Alors que la production industrielle baisse de 13 % en sept mois, la progression trimestrielle des salaires...

Publicité pour un livre 'Ce qu'il vous faut savoir sur la pratique de l'exportation' par J. Delmas et Cie.

Publicité pour 'L'ÈRE DE LA PERSONNALITÉ' par Charles Tevel, édité par les Éditions du CNRS.



سكافا

LE MONDE DES AFFAIRES

La chimie européenne à la recherche d'un second souffle

En raison du marasme persistant des affaires, la firme allemande Bayer a décidé de procéder à de nouvelles réductions d'horaires. Du 22 juin au 20 juillet, la presque totalité des effectifs (soixante mille personnes) de son usine de Leverkusen (Rhénanie-Westphalie) seront mis en chômage partiel. Sur les soixante-dix mille cinq cents personnes employées chez Bayer, un tiers sont frappés par cette mesure.

fermer leur centre de recherche de Slough, localité proche de Londres, à cause du coût trop élevé de son exploitation, et les industriels français ont donné des consignes précises à leurs directeurs d'usine pour que la production, déjà amoindrie de 30 %, n'exécute pas le niveau des livraisons. Ces décisions sont une nouvelle illustration des difficultés de toute sorte qui assaillent l'industrie chimique européenne.

APRÈS LA PATENTE...

(Suite de la page 19.)

A la vérité, l'idée d'une modulation forfaitaire des bases en fonction des profits pouvait se comprendre à une époque où il n'existait ni impôt sur le revenu ni impôt sur les sociétés. Mais elle n'a plus beaucoup de sens aujourd'hui. Après tout, le profit n'est qu'un des signes de la capacité contributive. La masse salariale et la valeur des biens utilisés en sont d'autres indices et peuvent donc elles aussi servir de base à un impôt sans qu'il ait lieu de se lancer dans des corrections catégorielles. Cette conception est également conforme à la logique de l'économie : toute entreprise utilise une fraction des ressources humaines et financières de la collectivité ; n'est-il pas normal, dès lors, que sa contribution fiscale soit en rapport avec cette fraction ?

Le plus piquant de l'affaire serait que cette reprise soit plus brutale qu'espérée. On en parle. Hochst signale déjà que ses unités de production de fil Trevira ont redémarré à plein régime outre-Atlantique et la courtier new-yorkais Model Roland pronostique une année 1976 brillante. Si tel était le cas, il en résulterait immanquablement de nouvelles tensions sur le marché international où le naphtha, le benzène et le styrène pourraient à nouveau devenir rares. Les goulets d'étranglement n'ont en effet pas disparu. L'absence de l'approvisionnement n'est présentement dû qu'à un très vif ralentissement de la demande, et les nouvelles unités de production qui sont en construction aux Etats-Unis n'entreront pas en service, au plus tôt, avant le début 1977.

Rien ne permet donc de penser que le taux de croissance de la chimie, jusqu'ici une fois et demi supérieur à celui du produit national brut, ne continuera pas de progresser au moins à ce rythme. Et de même quelle a tant contribué à protéger l'homme de la pluie et de la malaria et à prolonger son espérance de vie, la chimie pourra aider aussi dans l'avenir à porter remède aux abus et aux erreurs dérivées d'une trop rapide industrialisation.

ANDRÉ DESSOT, (1) Dr Karl Winnacker, président du conseil de surveillance de Hochst ; Un grand parti industriel aux Presses universitaires de France.

munie. La partie n'est pas égale. Dès à présent, certains abus se sont produits dans des situations de ce genre, le cas extrême étant celui d'une commune du Sud-Est qui, au titre de 1974, s'est procuré 18 000 F de patente par habitant (nourrissons compris), aux dépens des consommateurs d'électricité. Tel risque d'être a fortiori le cas une fois disparus les clefs de répartition rigides d'aujourd'hui.

Une croissance trop rapide de la nouvelle taxe rendrait vain l'espoir des petits commerçants et artisans, qui auront surtout retenu du nouveau texte l'annonce d'un allègement moyen de l'ordre de 80 %, à budgets locaux inchangés. Du même coup, la part des impôts sur la consommation dans la fiscalité française se trouverait encore accrue, alors que tous s'accordent à la trouver excessive. En d'autres termes, il y a là un arbitrage que les collectivités locales ne peuvent exercer entièrement seules, et qui relève aussi du législateur. Le projet prévoit que le taux de taxe professionnelle décidé par les communes ne pourra, en régime de croisière, dépasser la moyenne départementale de plus de 20 %.

Ce chiffre peut prêter à discussion. L'essentiel est qu'il y ait une limite, et qu'elle soit relativement stricte. On ne voit d'ailleurs guère d'autre moyen de réduire les écarts de taux d'une commune à l'autre, qui constituent l'un des défauts les plus voyants de la patente, et peuvent, à la limite, fausser la concurrence entre les entreprises.

Certains élus locaux — on ne saurait leur en faire grief — ne partagent pas cet avis. Ils souhaitent que la réforme de la patente permette une croissance plus rapide de la ressource. Est-ce un espoir raisonnable, dès lors que cette croissance a déjà atteint 17 % par an, ces derniers temps ? Le problème d'un supplément de recettes pour les collectivités locales demeure posé, mais ce n'est pas dans ce cadre qu'il pourra être résolu. Et en tout cas, si l'impôt est mieux réparti, et donc mieux supporté, les municipalités ne seront pas les dernières à bénéficier de l'amélioration du climat.

PAUL THIBOUT.

La récession a porté un coup très rude à l'industrie chimique européenne. Au cours du premier trimestre, les ventes ont baissé de 15 % en moyenne avec des creux supérieurs à 40 % et les bénéfices, affectés par l'accroissement des charges et le fléchissement des prix, ont diminué dans des proportions parfois considérables (de 20 % à 40 %). Le second trimestre ne es présente pas sous un jour beaucoup plus favorable. Depuis le début d'avril, la situation n'a guère évolué. La plupart des unités de production (bases chimiques, grands inter-

médiaires, matières plastiques, fibres chimiques) continuent de tourner au ralenti (de 20 % à 50 % au-dessous de leur capacité optimale). Malgré l'ameublissement des stocks constitués par les utilisateurs, dont le gonflement a été le principal instrument de la crise, et l'arrêt à peu près général de la baisse des prix, aucun véritable symptôme de reprise ne se manifeste. Sauf peut-être dans les fibres synthétiques. Mais le redémarrage est si ponctuel qu'il ne revêt pas encore une très grande signification.

risque de se voir tailler de sévères coupures sur leur propre terrain, car il y a gros à parier que le signal de la récession viendra des Etats-Unis. Mais, dans les circonstances actuelles, leur démarche pouvait-elle être différente ?

Le dos au mur

Investir dans un tel contexte, alors que l'on est encore dans l'impossibilité de distinguer s'il s'agit d'un accident conjoncturel ou d'une crise plus durable, devient un exercice périlleux, surtout quand l'on est assez lourdement endetté. Et les firmes chimiques le savent. Avec la baisse de rentabilité occasionnée ces dernières années par l'ajournement des charges fiscales, leurs possibilités de financement se sont amoindries et elles ont dû recourir au marché des capitaux où les taux d'intérêt ont atteint des niveaux sans précédent.

Suivant la voie de la sagesse, les industriels ont donc pour le plupart éviscérés leurs programmes d'investissements et de les ramener à leur niveau de 1974 en prenant toutefois en compte dans leur calcul la hausse de 18 % des coûts de construction en un an (15 % depuis 1968).

Les trois plus grandes firmes chimiques européennes (voir tableau ci-dessous) ne consacrent guère plus de 23 milliards de

francs presque toujours, notons-le, en coopération ou en association avec un tiers.

Dans ce concert d'investissements et plutôt d'intentions d'investissements, la France occupe une place privilégiée en raison de sa situation géographique. Le secteur de l'éthylène est celui qui attire la plus de candidatures. Six projets de vapo-craqueurs ont été annoncés : à Dunkerque (C.D.F.-Chimie, en association avec la Qatar Petroleum Company) ; à Gennevilliers, Seine-Maritime (ATC-Chimie, en association avec AKZO) ; à Berre (Naphtha-Chimie, filiale de 50/50 de B.P. et de Rhône-Poulenc, en association avec Shell-Chimie) ; en Alsace (Entreprise minière et chimique) ; à Port-Jérôme, Seine-Maritime (Esso-Chimie) ; au Yverdon, Gironde (Dow Chemical). A 1 milliard et demi de francs au moins la vapo-craqueur.

Plusieurs projets existent aussi dans le secteur des produits intermédiaires : cinq unités d'ammoniac (Cofaz, PUK/CLD.F.-Chimie/Grande Paroisse, Rhône-Poulenc/C.D.F.-Chimie, Gardiner, Grande Paroisse), dont le coût est évalué à 2 milliards de francs, une douzaine d'usines de polypropylène et une unité d'acrylonitrile que Nobel-Hochst se propose de construire à Lillebonne (Seine-Maritime) pour 110 millions de francs.

A l'étranger, c'est la Montedison qui a les vues les plus ambitieuses. Pour mieux assurer la maîtrise de son approvisionnement en matières premières, la firme italienne envisage de construire à Priolo (Sicile) une raffinerie de pétrole de 20 millions de tonnes/an avec l'AGIP et un vapo-craqueur avec l'AMOCO. La Montedison projette également d'installer une usine de polypropylène en Hollande et d'acquiescer des possibilités d'implantation à Dunkerque. Les chimistes britanniques ne chôment pas non plus pour préparer des lendemains qui ne chanteront pas nécessairement, puisqu'en leur tête cinq projets de vapo-craqueurs. Les Allemands, quant à eux, continuent de pousser inlassablement leurs plans sur l'échiquier américain (plus de 3,4 milliards de francs en 1973). N'importe. Même si au bout du compte plus de la moitié de ces projets sont destinés à mobiliser un fond d'un tiroir — à ce jour, seule la construction du vapo-craqueur de Dunkerque est acquise, — ces velleités d'investissement n'en témoignent pas moins d'une certaine confiance en l'avenir.

Tableau des dépenses d'investissements pour 1975 en millions de francs par rapport à 1974. I.C.I. : 4 900 (+12,5%), Montedison : 3 300 (+37,5%), Bayer : 3 140 (inchangé), Hoechst : 3 000 (+16%), B.A.S.F. : 2 800 (+25,3%), Rhône-Poulenc : 1 900 (-5%), D.S.M. (3) : 1 800 (+15%), A.K.Z.O. : 1 700 (-39%), Shell-Chimie : 600 (+20%), P.C.U.K. : 450 (inchangé), Ybea Chimie : 350 (inchangé), A.T.C.-Chimie (2) : 350 (+82%), C.D.F.-Chimie (3) : 300 (inchangé).

(1) Société d'Etat hollandaise. (2) Filiale commune du groupe Aquitaine et du groupe Total. (3) Charbonnages de France-Chimie.

francs (+20%) cette année à leurs équipements. Mais ceci ne les empêche nullement de tirer des plans sur la comète. Il ne se passe guère de semaine sans qu'une entreprise ne fasse connaître les élans, et

Rien n'est moins sûr que le pire

Elle paraît assez justifiée, même s'il est à craindre que la reprise ne soit plus tardive que prévu.

L'actuelle récession, faisait récemment remarquer le Dr Sammet, président du directeur du puissant groupe chimique allemand Hoechst, est assez peu conforme à l'attitude du consommateur final que l'exercice de la demande pouvait être au début de 1974. « Emanant d'un des patrons les plus aguerris de la chimie européenne, cette opinion est assez significative. Rien, en effet, n'est moins sûr que le pire. En 1971, lors de la précédente crise, les assurances ne manquèrent pas pour prédire que l'expansion était bel et bien terminée. Un an plus tard, la chimie européenne administrait la preuve du contraire.

Il y a de bonnes raisons de penser qu'elle n'a rien perdu de ses facultés d'adaptation et assure à nouveau tirer le meilleur parti de la situation actuelle. Dans un certain sens, la crise peut lui être bénéfique. Le pétrole constitue sa principale source de matières premières, mais les quantités qu'elle consomme représentent une proportion relativement faible du total (de 5 % à 6 % de la consommation globale de produits pétroliers) et l'énergie qu'elle utilise pour faire tourner ses usines — essentiellement la vapeur — peut lui être fournie à terme par les centrales nucléaires.

Ensuite, comme nous l'explique M. T.-J. Insee, un des directeurs d'Esso Chimie Europe dans un article publié par Informations chimie : « L'utilisation d'hydrocarbures pour la fabrication de produits chimiques est l'un des moyens les plus efficaces à notre disposition pour tirer le maximum du produit national brut à partir d'un baril de pétrole. » La valeur ajoutée entre le stade naphtha et le produit final, précise M. Insee, est dans un rapport de 25 à 1. Elle n'est même pas de 1,5 à 1 dans le sens naphtha/essence.

Et, facteur important, les produits chimiques absorbent assez aisément la ha-

des matières premières. Ainsi à un doublement du prix de l'éthylène ne correspond qu'une augmentation de 20 à 25 % du prix du polyéthylène. Enfin, grâce aux recherches entreprises sur la réutilisation et le recyclage des déchets, la lutte contre les nuisances et le gaspillage constituera demain deux marchés nouveaux pour la chimie.

Cette confiance dans l'avenir est, semble-t-il, partagée par les Américains, pour qui l'Europe reste de loin un pôle privilégié d'investissements. Selon une étude réalisée par Mc Graw Hill, le montant de ces investissements, qui était de 9,6 milliards de francs en 1973, passerait à près de 6 milliards en 1976, alors qu'ils n'atteindront que 2,6 milliards au Canada, 2,1 milliard en Amérique latine et 1,6 milliard en Australie.

D'ici à fin 1976, Esso Chimie se propose à elle seule d'investir 1,5 milliard de francs en Europe, son compte le projet de vapo-craqueur à Port-Jérôme. Dow Chemical, nous l'avons vu, a intéressé au site industriel du Yverdon et Borg Warner l'usine de Fos, où il songerait à implanter une unité d'ABS, plastique très sophistiqué employé en particulier pour la fabrication des tableaux de bord des voitures. Les Américains manifesteraient-ils un tel intérêt pour cette Europe à la recherche de son second souffle sans la ferme conviction qu'une reprise très soutenue de la demande de produits y est possible ? Certainement pas. Manifestement, ils entendent faire d'une pierre deux coups. Leur ambition est de participer à la reprise de la chimie européenne, mais aussi à celle attendue outre-Atlantique et les capacités de production sont notoirement insuffisantes après des années de sous-investissement. L'avantage est également double, car les entreprises américaines pourront ainsi tourner le plus légalement du monde les barrières douanières U.S. et celles érigées par les pays européens.

En diminuant leurs investissements, les chimistes européens courent donc le

Advertisement for Citroën and SKF. It features an illustration of a Citroën car on a pedestal, two figures holding a laurel wreath, and the SKF logo. Text includes 'associés dans le succès...', 'Lo technique Citroën, c'est bien connu, est toujours en avance...', and 'Une technique d'avant-garde'.

it cond... du suc...

LA PERMANENCE

chions du c...

# INSAISSISSABLE INFLATION Citroën reprend espoir

(Suite de la page 19.)

Depuis environ 1960, après la formidable vague d'innovations qui a succédé à la deuxième guerre mondiale, nous sommes entrés dans une période de rendement décroissant du capital. L'opinion publique et même les spécialistes de l'économie n'ont pris conscience de ce phénomène que tardivement, car la vague d'innovations d'après-guerre avait été particulièrement puissante et avait succédé à une longue période de stagnation. Au surplus, le productivité globale de l'économie continue de progresser, bien que plus lentement.

En économie de marché, cette situation a des conséquences importantes. En effet, à la différence du travail « vivant », le travail « mort » (les équipements) ne se paye pas au moment où il est effectivement utilisé dans la production, mais doit être préalablement disponible dans sa totalité. Ainsi, les entreprises sont-elles obligées, sous peine de rencontrer des difficultés financières insurmontables, de réduire des ressources suffisantes pour être en mesure de faire l'avance de ces dépenses, dont le volume relatif s'accroît sans cesse.

## Le niveau des salaires

— D'autre part, toutes les statistiques disponibles, et notamment celles des centrales de bilans, montrent que le niveau des charges salariales par personne employée s'accroît régulièrement à un rythme notablement plus rapide que celui de la productivité globale de l'économie et que cette évolution se produit indépendamment des fluctuations des bénéfices des entreprises.

Ainsi, en schématisant pour la clarté de l'exposé, le taux des salaires se présente-t-il pour la gestion de la plupart des firmes comme un facteur d'origine largement exogène, sur lequel leur action se trouve relativement réduite. Le caractère macro-sociologique du niveau des rémunérations salariales n'est pas surprenant. Il résulte en particulier des conditions dans lesquelles les partenaires sociaux sont amenés à procéder au partage du revenu national, le part de chacun étant le résultat d'un rapport de forces global dont les composantes sont multiples. Cela se trouve confirmé par l'existence d'accords professionnels assurant une progression garantie du pouvoir d'achat, sans référence aux profits des entreprises.

Coïncidé avec l'accroissement des besoins financiers résultant de la baisse du rendement des équipements productifs et la nécessité de distribuer des revenus salariaux dont la progression est indépendante de sa propre situation, l'entreprise est amenée, sous peine de disparaître, à chercher des solutions qui assureront sa survie.

Elle peut vouloir augmenter sa productivité globale. Ce résultat est obtenu grâce à une meilleure organisation, et parfois même par une intensification des cadences. Mais, dans ce domaine, il existe des limites technologiques et sociales qui sont très vite atteintes. Nombre de conflits du travail en font foi. Les concentrations et restructurations industrielles ressortissent aussi en partie de cette motivation. Mais lorsqu'elles aboutissent à accélérer la substitution des équipements à la main-d'œuvre, elles aggravent la situation.

L'entreprise peut aussi emprunter. Elle se procure ainsi des capitaux et augmente sa rentabilité grâce à « l'effet de levier ». Les firmes l'ont fait largement (2). Mais l'endettement permanent est générateur de risques et au-delà d'un certain niveau les prêteurs se dérobent.

L'entreprise appelle aussi l'Etat à son aide et elle obtient assez fréquemment ses faveurs : subventions, prêts à taux réduits, primes diverses, etc. Il faudrait ajouter que l'organisation sociale lui procure aussi des « utilités externes » qui contribuent à abaisser ses coûts : votes de communication, transport du personnel, H.M.A., formation professionnelle, etc. Toutefois, dans l'ensemble, ces interventions sont loin de compenser l'accroissement des charges.

## Équilibrer les comptes

Dans ces conditions, l'augmentation des prix demeure la principale possibilité offerte à l'entreprise pour équilibrer ses comptes. Encore faut-il qu'elle soit en mesure de le faire. Cela dépend de l'intensité de la concurrence dans le profession, de l'efficacité des contrôles de l'administration, de l'évolution de la demande, etc. Aussi, toutes les firmes ne sont-elles pas à cet égard dans la même situation : certaines peuvent davantage augmenter leurs prix que d'autres. C'est la raison pour laquelle l'érosion globale de la monnaie s'accompagne d'une déformation de la structure des prix relatifs. Il en résulte, et ce n'est pas le moindre inconvénient de l'inflation, une mauvaise allocation des ressources, les firmes les plus aptes à augmenter leurs prix n'étant pas forcément les plus économiquement utiles.

Dès lors, en conceit que, et les hypothèses précédentes ne sont pas trop inexactes, l'inflation soit non seulement un accident éphémère provoqué par la conjonction des hasards malencontreux, mais une tendance structurelle d'occurrence en longue période.

Aussi n'est-il pas étonnant que les thérapies conjoncturelles de type keynésien se révèlent de plus en plus inefficaces. Restreindre la demande aboutit à sous-

(2) Le comportement financier des entreprises industrielles ; « Bulletin du Crédit national », janvier 1975.

utiliser l'appareil productif et à aggraver la baisse de rendement des équipements. Augmenter les taux d'intérêt accroît les coûts de production et pousse à la hausse des prix. Celle-ci, associée à la rigidité des taux de rémunération, devient alors tout à fait compétitive avec un sous-emploi important. De fait, depuis plus d'une décennie, le prix à payer pour un modeste ralentissement de l'érosion monétaire est constitué par un nombre sans cesse accru de chômeurs. Cette constatation est inquiétante.

Il est certes plus facile de diagnostiquer le mal que de proposer des remèdes et, à vrai dire, l'action à court terme semble particulièrement difficile. Cependant, ne serait-il pas raisonnable de penser qu'une politique de relance — uniquement orientée vers l'investissement — ne serait pas le mieux adaptée à la situation actuelle ? Dans la mesure où une économie de marché est sensible à ce genre d'incitation, elle risquerait d'accroître le caractère capitaliste des processus de production et, après une reprise temporaire, de faire resurgir, peut-être en plus, les mêmes obstacles. Il serait sans doute préférable de tenter de relancer la demande en s'efforçant de sélectionner les secteurs d'activité les moins

sensibles au coût de l'investissement. Encore faudrait-il disposer d'informations plus précises dans ce domaine et harmoniser notre politique avec celle de nos partenaires étrangers, afin de ne pas détériorer de façon durable l'équilibre des comptes extérieurs. On voit que tout cela n'est pas aisé, surtout si l'on tient compte du niveau d'intégration élevé atteint par l'économie occidentale et du rôle croissant des firmes multinationales.

C'est dans l'action à moyen terme qu'il serait peut-être possible de trouver des orientations plus efficaces. En attendant que des transformations technologiques encore imprévisibles procurent un nouveau redressement de l'efficacité du capital, il devrait être possible de définir une nouvelle composition de la demande qui favoriserait les activités les moins capitalistes. C'est le cas de bien des services, notamment des services collectifs (santé, éducation, culture). Du reste, le véritable innovation n'est-elle pas désormais dans une transformation du mode de vie, génératrice d'une nouvelle structure de consommation mieux adaptée aux besoins réels de l'homme ? Mais cela est-il possible dans notre société ?

ANDRÉ-LOUIS CHADEAU.

(Suite de la page 19.)

Elle entre pour une part non négligeable dans le spectaculaire redressement du chiffre d'affaires et a, en outre, permis à Citroën de retrouver des marges quasi-normales sur certains de ses modèles. « Nous gagnons de l'argent avec la 2 CV... depuis la dernière augmentation », avoue-t-on quai de Javel.

A n'en pas douter, les gestionnaires de Peugeot ont aidé la chance, même s'ils s'en défendent en affirmant qu'ils n'ont pas fait grand-chose jusqu'à présent. « Au cours des six mois d'exploration préalable, disent-ils, nous avions détecté les défauts de gestion, nous n'avions pas étudié l'outil. » Depuis six mois, Peugeot s'est consacrée à ce qu'elle nomme crûment l'« investissement » : Ce tout d'urgence dans le « nous nous en est tenu », on n'a pas pris encore de décisions fondamentales. En attendant, l'équipe de direction mise en place par Peugeot chez Citroën semble avoir agi au coup par coup et paré au plus pressé, en corrigeant les erreurs les plus grossières. Un seul mot d'ordre : accroître la rentabilité.

D'abord alimenter les chaînes dont la sous-utilisation coûtait cher. L'équipe

Peugeot a alloué les services commerciaux concentrant les efforts sur les deux points forts de la gamme (la CX et la CXJ) et sur l'exportation. Elle a ensuite créé la direction « Internationale et Distribution » chargée d'une part d'explorer les marchés lointains chez la firme de Sochaux et, d'autre part, d'assurer de nouveaux débouchés à Citroën. On a ainsi recouvert une partie des bureaux d'études vers l'ingénierie (la nouvelle division a déjà obtenu un contrat pour une chaîne de montage en Allemagne de l'Est). Cette dispersion de risque n'est pas à terme d'habilité la position de recherche automobile de la firme au double chevron ? On ne semble pas inquiet à ce sujet quai de Javel. Citroën produira et vendra aussi de l'outillage — elle participera au prochain Salon de la machine-outil — des pièces, des moteurs, etc. Enfin Peugeot a confié à Citroën des tâches de sous-traitance.

Seconde ligne d'action : les marges et les coûts. Des augmentations de prix et pesées au plus juste ont permis d'améliorer la rentabilité des véhicules (la CX et la 2 CV notamment). Quant à réduire les frais « on a rogné partout, même là où cela avait déjà été fait », gémit-on dans les services du quai de Javel. On a taillé aussi dans la gamme. La DS a été supprimée du catalogue et un peu plus tôt que prévu, dit-on chez Citroën. Son remplacement par la CX était planifié, ce sont les chiffres de vente et de production (40.000 véhicules produits en 1974 contre 36.700 l'année précédente) qui ont semblé-t-il, emporter la décision.

Les « gens de Peugeot » ont aussi, non sans quelques griefs de côté des bureaux d'études, décidé d'ajourner la sortie du nouveau « petit modèle » de Citroën initialement prévu pour le fin de 1978. « Dans l'état actuel de Citroën, il serait suicidaire de lancer un modèle nouveau », explique-t-on chez Peugeot S.A. et surtout sur un marché aussi concurrentiel que les voitures du bas de la gamme. Fort, qui va lancer une 3 CV à traction avant, peut se battre sur les prix. Pas Citroën. Surtout lorsque Peugeot est déjà présent sur ce marché. Ça — coïncidence ? — la gamme élevée de Citroën se trouve complétée, sans la commencer directement, celle de Peugeot.

« Il nous semble percevoir une volonté d'harmonisation des gammes et de rapprochement des services commerciaux ».

## ET LES ACCORDS RENAULT-PEUGEOT ?

Après six mois de « gel » dus à la mauvaise humeur de Renault, froissé de n'avoir été averti du rapprochement Peugeot-Citroën qu'à la dernière minute, la coopération Peugeot-Renault semble devoir se poursuivre. Les relations hebdomadaires entre les directions des deux firmes qui avaient été espacées ont repris depuis peu. Sans doute faut-il éviter certains points de friction (la prise en compte de brevets ou la communication des projets par exemple) pour l'adapter à la nouvelle « dimension » de Peugeot, mais il ne semble pas que l'accord soit remis en cause. Peugeot vient d'ailleurs de confirmer son adhésion à l'accord signé récemment par Renault avec le Zaïre en vue de l'implantation commune dans ce pays d'une usine automobile.

affirme la C.F.T. (syndicat majoritaire chez Citroën), prenant ainsi le contre-pied de ce qu'affirment — trop fort ? — les deux directions.

Plus globalement, enfin, les nouveaux dirigeants de Citroën ont entrepris de transformer l'organisation, l'outil, les « méthodes » de la firme au double chevron. Tâche de longue haleine : il s'agit de plier les hommes à une discipline industrielle sans casser pour autant l'originalité, la créativité chère aux citroënistes.

Il ne suffira cependant pas à Peugeot de faire découvrir l'évidence aux hommes de Citroën pour remettre sur pied la firme. Si la rentabilité a pu être améliorée au coup par coup au fil des derniers mois, l'ensemble est encore loin d'équilibrer ses pertes, et les résultats devraient être meilleurs dans cinq ans, prévient-on quai de Javel. « L'un prochain les comptes de Citroën seront sans doute négatifs, mais ils peuvent indiquer un redressement », ajoute Peugeot S.A. On s'entend, dans les milieux professionnels, pour évaluer entre 500 et 700 millions le déficit de Citroën en 1974 (contre plus de 800 millions en 1973). C'est au vu de ces résultats, donc et pas avant le second semestre 1976, que Peugeot décidera s'il reprend ou non à Michelin la majorité du capital (dont il ne détient pour l'instant que 33,3 %). Jusque-là, il est probable qu'aucune décision fondamentale concernant l'avenir de Citroën et une éventuelle harmonisation des « outils » Peugeot-Citroën — ou des gammes — ne sera prise. Quelle sera la décision finale de Peugeot ? Quel de Javel en est optimiste ? « Sans optimisme », dit-on, la prise de majorité se fera.

Peugeot S.A. reste plus prudent. C'est les premiers résultats de l'inventaire sont « très favorables », mais l'impact de redressement constaté depuis quelques mois demeure fragile, et tributaire des variations d'un marché incertain. La décision de Peugeot S.A. sera donc liée à l'évolution de la conjoncture dans l'automobile, car si la situation de Citroën tend à s'améliorer, il était difficile de faire plus mal, celle de Peugeot ne s'améliore guère.

VERONIQUE MARTEL

## JURISTE spécialisé en CONTRATS INTERNATIONAUX

UNE IMPORTANTE FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS désire s'adjointre un juriste spécialisé en contrats internationaux.

Ce poste s'adresse impérativement à un docteur ou licencié en droit français âgé de 35 ans minimum, si possible titulaire d'un diplôme d'une université américaine ou anglaise.

L'importance des contrats à traiter exige une solide pratique internationale du droit des contrats appliqué aux affaires industrielles, ainsi qu'une excellente connaissance de l'anglais parlé et écrit. Une deuxième langue (allemand ou espagnol) serait un atout.

Perspectives intéressantes de développement de carrière pour personnalité de valeur.

Envoyer C.V. détaillé à G. DUTANT 89, faubourg Saint Honoré Paris 86 qui transm.

# Logabax l'informatique que vous pouvez regarder à la loupe



## Ce n'est pas par hasard que nous sommes le leader de la mini-informatique de gestion

Une expérience dans 200 secteurs d'applications pour vous aider à maîtriser vos problèmes d'évolution



## la mini-informatique de gestion

Logabax-146 av. des Champs Elysées-75008 Paris-tél. 359 6124

مكتبة الركن

INDIGNATION UNANIME APRES LES ATTENTATS A LA BOMBE

Les obsèques de Bernard Cabanes auront lieu à Clermont-Ferrand

La mort de Bernard Cabanes, rédacteur en chef de l'A.F.P., survenue le samedi 14 juin des suites de l'attentat commis à son domicile, suscite une vive émotion et une réprobation unanime, exprimées dans d'innombrables messages émanant de personnalités de Paris politiques, d'organisations professionnelles...

AUCUN INDICE, AUCUN TÉMOIGNAGE

L'enquête est au point mort. La police est dans le noir. Aucun indice, aucun témoignage n'est venu orienter dans une direction ou une autre les investigations de la brigade criminelle sur les attentats commis aux domiciles de MM. Bernard Cabanes et André Bergeron...

Le Monde du 16 mai 1970. L'un avait appartenu à l'O.S., l'autre était membre de l'O.D.R. Ils avaient agi, dirent-ils à la police, par conviction personnelle pour sensibiliser l'opinion publique contre les gauchistes et provoquer une répression policière plus ferme...

Le président de la République a exprimé « son horreur et son indignation ». M. Jacques Chirac, premier ministre, a condamné le « Maché attentat » et assuré M. Claude Roussel, P.-D.G. de l'A.F.P., qu'aucun effort ne sera épargné pour en retrouver les auteurs et les châtier de façon exemplaire...

LES MEMES

Quand le journaliste devient lui-même journaliste, c'est toujours une mauvaise nouvelle. C'est ce qui a été reproché à quelques part, imputé par quelque despote ou assassiné par quelque policier trop zélé ou par quelque fanatique sans visage...

La rectification de M. Poniatowski

Peut-être un peu embarrassé par son réaction M. Poniatowski a tenu à se rectifier. Ce qu'on « lui avait fait dire », il n'avait pas accusé, assure-t-il, les groupes gauchistes, mais il considère que la lecture doit être faite des attentats, la méthode et la nature des explosifs sont ceux qui sont fréquemment employés par les groupes gauchistes...

A Saint-Denis

2 500 TONNES DE PAPIER JOURNAL SONT DÉTRUITES LORS D'UN INCENDIE

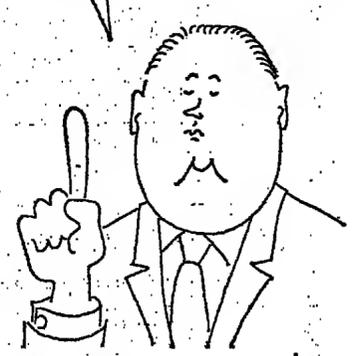
L'hypothèse d'un acte criminel n'est pas exclue

Un incendie s'est déclaré samedi 14 juin, à 13 h 15, 123, avenue du Président-Wilson à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), dans la partie nord d'un entrepôt de la S.N.C.P. loué à la société Transports-Routage de presse et où étaient stockés des milliers de tonnes de papier d'imprimerie et de presse...

La rectification de M. Poniatowski

Peut-être un peu embarrassé par son réaction M. Poniatowski a tenu à se rectifier. Ce qu'on « lui avait fait dire », il n'avait pas accusé, assure-t-il, les groupes gauchistes, mais il considère que la lecture doit être faite des attentats, la méthode et la nature des explosifs sont ceux qui sont fréquemment employés par les groupes gauchistes...

C'EST LA FAUTE AUX COMMUNISTES C'EST LA FAUTE AUX ARABES C'EST LA FAUTE AUX PROXENETES C'EST LA FAUTE AUX GAUCHISTES C'EST LA FAUTE A GUTENBERG



(Dessin de KONK.)

ACCORD A « FRANCE-SOIR »

Création d'un comité consultatif de rédaction et « garanties de bon emploi »

La direction générale de l'AFP et les représentants de la rédaction de France-Soir ont signé, le vendredi 13 juin, l'accord pour l'application du protocole du 15 juillet 1973, qui met au point les procédures de concertation et d'information concernant le journal...

Il est créé d'une part, un comité consultatif de rédaction, qui a pour but d'examiner tous les problèmes se rapportant à la politique rédactionnelle et aux projets importants de France-Soir ou pouvant interférer avec eux (vente, publicité, etc.)...

Des « garanties de bon emploi » font l'objet d'un texte particulier. La direction générale de l'AFP considère que les changements éventuels dans la rédaction de France-Soir, entraînés par la nécessité de réduire le journal, ne doivent pas aboutir à des licenciements...

La direction générale de l'AFP et les représentants de la rédaction de France-Soir ont signé, le vendredi 13 juin, l'accord pour l'application du protocole du 15 juillet 1973, qui met au point les procédures de concertation et d'information concernant le journal...

Il est créé d'une part, un comité consultatif de rédaction, qui a pour but d'examiner tous les problèmes se rapportant à la politique rédactionnelle et aux projets importants de France-Soir ou pouvant interférer avec eux (vente, publicité, etc.)...

Des « garanties de bon emploi » font l'objet d'un texte particulier. La direction générale de l'AFP considère que les changements éventuels dans la rédaction de France-Soir, entraînés par la nécessité de réduire le journal, ne doivent pas aboutir à des licenciements...

La direction générale de l'AFP et les représentants de la rédaction de France-Soir ont signé, le vendredi 13 juin, l'accord pour l'application du protocole du 15 juillet 1973, qui met au point les procédures de concertation et d'information concernant le journal...

Il est créé d'une part, un comité consultatif de rédaction, qui a pour but d'examiner tous les problèmes se rapportant à la politique rédactionnelle et aux projets importants de France-Soir ou pouvant interférer avec eux (vente, publicité, etc.)...

Des « garanties de bon emploi » font l'objet d'un texte particulier. La direction générale de l'AFP considère que les changements éventuels dans la rédaction de France-Soir, entraînés par la nécessité de réduire le journal, ne doivent pas aboutir à des licenciements...

La direction générale de l'AFP et les représentants de la rédaction de France-Soir ont signé, le vendredi 13 juin, l'accord pour l'application du protocole du 15 juillet 1973, qui met au point les procédures de concertation et d'information concernant le journal...

Il est créé d'une part, un comité consultatif de rédaction, qui a pour but d'examiner tous les problèmes se rapportant à la politique rédactionnelle et aux projets importants de France-Soir ou pouvant interférer avec eux (vente, publicité, etc.)...

Des « garanties de bon emploi » font l'objet d'un texte particulier. La direction générale de l'AFP considère que les changements éventuels dans la rédaction de France-Soir, entraînés par la nécessité de réduire le journal, ne doivent pas aboutir à des licenciements...

La direction générale de l'AFP et les représentants de la rédaction de France-Soir ont signé, le vendredi 13 juin, l'accord pour l'application du protocole du 15 juillet 1973, qui met au point les procédures de concertation et d'information concernant le journal...

Il est créé d'une part, un comité consultatif de rédaction, qui a pour but d'examiner tous les problèmes se rapportant à la politique rédactionnelle et aux projets importants de France-Soir ou pouvant interférer avec eux (vente, publicité, etc.)...

Des « garanties de bon emploi » font l'objet d'un texte particulier. La direction générale de l'AFP considère que les changements éventuels dans la rédaction de France-Soir, entraînés par la nécessité de réduire le journal, ne doivent pas aboutir à des licenciements...

JEUNESSE

POUR LUTTER CONTRE « L'EUTHANASIE SOCIALE »

Il faut intégrer les handicapés physiques dans les centres de vacances et de loisirs

Une journée d'étude consacrée au problème des loisirs des jeunes handicapés, organisée par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, a rassemblé douze associations à l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi (Yvelines)...

« On achève bien les chevaux, mais pas les hommes », cette phrase extraite du film On n'enterme pas les chiens, dit un jeune homme à la parole enjouée et à l'air d'un éducateur spécialisé amputé de deux mains...

Si cette intégration se fait par la voie de l'association, elle doit être réalisée dans une manière privilégiée de se réaliser. Dans tous les cas où c'est possible, il faut mettre l'enfant handicapé à l'école et l'intégrer aux loisirs des enfants valides, non seulement en l'envoyant dans des centres de vacances, mais aussi durant l'année scolaire...

L'enfant possède la faculté d'adapter son handicap à l'environnement : ainsi, un film tourné dans un centre de vacances montre un petit garçon qui manœuvre un optimiste en barrique avec son menton, car il n'a pas de bras. La natation est une excellente activité, car elle présente peu de contre-indications...

« Monsieur Tout le monde » Dès qu'il s'aventure dans la rue, le handicapé se trouve confronté à des escaliers, des portes ou des couloirs trop étroits qui lui interdisent l'accès de nombreux édifices publics (1). Selon une enquête réalisée par le Groupe de travail international sur le logement des handicapés, 65 % d'entre eux ne peuvent sortir seuls 38 % ne sortent que rarement...

« Monsieur Tout le monde » Dès qu'il s'aventure dans la rue, le handicapé se trouve confronté à des escaliers, des portes ou des couloirs trop étroits qui lui interdisent l'accès de nombreux édifices publics (1). Selon une enquête réalisée par le Groupe de travail international sur le logement des handicapés, 65 % d'entre eux ne peuvent sortir seuls 38 % ne sortent que rarement...

« Monsieur Tout le monde » Dès qu'il s'aventure dans la rue, le handicapé se trouve confronté à des escaliers, des portes ou des couloirs trop étroits qui lui interdisent l'accès de nombreux édifices publics (1). Selon une enquête réalisée par le Groupe de travail international sur le logement des handicapés, 65 % d'entre eux ne peuvent sortir seuls 38 % ne sortent que rarement...

« Monsieur Tout le monde » Dès qu'il s'aventure dans la rue, le handicapé se trouve confronté à des escaliers, des portes ou des couloirs trop étroits qui lui interdisent l'accès de nombreux édifices publics (1). Selon une enquête réalisée par le Groupe de travail international sur le logement des handicapés, 65 % d'entre eux ne peuvent sortir seuls 38 % ne sortent que rarement...

« Monsieur Tout le monde » Dès qu'il s'aventure dans la rue, le handicapé se trouve confronté à des escaliers, des portes ou des couloirs trop étroits qui lui interdisent l'accès de nombreux édifices publics (1). Selon une enquête réalisée par le Groupe de travail international sur le logement des handicapés, 65 % d'entre eux ne peuvent sortir seuls 38 % ne sortent que rarement...

ABONNEMENTS DE VACANCES

Table with columns for country (France, Europe, etc.) and duration (10 days, 15 days, etc.), listing prices for various vacation packages.

... et entre le Livre et la FEN

La Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. proteste dans un communiqué contre la déclaration de la FEN rendue publique vendredi 13 juin, tendant à accuser l'usage que l'attentat de caractère fasciste au domicile du secrétaire général de F.O. ou de la Fédération des travailleurs en lutte contre l'attitude des briseurs de grève des dirigeants de F.O....

GRÈVE DE LA RÉDACTION A « ENTREPRISE »

Les journalistes de l'hebdomadaire Entreprise ont décidé de reprendre, le vendredi 13 juin, le mouvement de grève qui avait été amorcé le lundi 9, annonce la société des rédacteurs du journal. La rédaction entend protester contre les propositions de licenciements de la direction de la SEPE (Société d'études et de publications économiques, qui édite la publication et qui appartient au groupe Hachette) concernant les modalités de licenciement et de répartition du personnel dans le cadre de la fusion projetée entre les Informations et Entreprise, qui doit prendre effet en octobre prochain (le Monde date 8-9-10 juin)...

GRÈVE DE LA RÉDACTION A « ENTREPRISE »

Les journalistes de l'hebdomadaire Entreprise ont décidé de reprendre, le vendredi 13 juin, le mouvement de grève qui avait été amorcé le lundi 9, annonce la société des rédacteurs du journal. La rédaction entend protester contre les propositions de licenciements de la direction de la SEPE (Société d'études et de publications économiques, qui édite la publication et qui appartient au groupe Hachette) concernant les modalités de licenciement et de répartition du personnel dans le cadre de la fusion projetée entre les Informations et Entreprise, qui doit prendre effet en octobre prochain (le Monde date 8-9-10 juin)...

RADIO-TÉLÉVISION

SOURIONS DANS LA NUIT

Demandez le Mirage français, l'œuvre de Marcel Dassault, demandez le Mirage, 28 livres aux 100...

lerise, le Parisien libéré imprimé à l'étranger : en Egypte, sur une colonne, celle de l'obélisque...

d'Antenne 2 annonçait, agit-choué et alibéchoué, en allât se régler, le premier épisode de la Dame de Monceau...

CLAUDE SARRAUT.

LES PROGRAMMES

LUNDI 16 JUIN

- CHAÎNE I : TF 1
19 h. 45 Feuilleton : Christine.
20 h. 35 La caméra du lundi, cinéma pour rire...

« Le Monde » publie tous les samedis, dimanche et lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

- CHAÎNE II (couleur) : A 2
19 h. 44 Feuilleton : Pilote de courses.
20 h. 35 Spécial point sur la deux, animé par G. Leroy...

MARDI 17 JUIN

- CHAÎNE I : TF 1
19 h. 45 Feuilleton : Christine.
20 h. 35 Les animaux du monde, de F. de La Grange...

- CHAÎNE II (couleur) : A 2
20 h. 35 Les dossiers de l'écran, Téléfilm : « La Tête et les mains », de J.-F. Delassus...

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 JUIN
M. Gaston Palewski, ancien président du Conseil constitutionnel, est interrogé par Jacques Chancel pour « Radioscope »...

VOILA POURQUOI DES CHEVEUX PEU OU MAL ENTRETENUS SONT DES CHEVEUX MENACÉS

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
75001 PARIS, 4, rue de Castiglione. Tél. : 260.38.64
Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

<Don Carlo> ouvre le Festival de Strasbourg

Don Carlo ouvre, vendredi soir, le trente-septième Festival de Strasbourg, qui présente cette année un ensemble de manifestations très variées...

Deux Soviétiques et un Japonais lauréats du prix Thibaud



La tradition est respectée : pour la première fois depuis 1953, les violonistes soviétiques remportent le concours Marguerite-Leng-Jacques Thibaud...

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

GUYARD. - Premiers prix : Peter Mac Cutcheon, Christian Chamel, et Bernard Fischel.

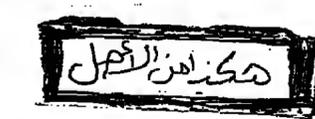
Luciano Sgrizzi à Carnavalet

Le festival du Marais a recouvert sa raison d'être et son sens avec la bonne volonté qui, pour la première fois en plein air, faisait de la cour de Carnavalet...

Petite nouvelle

Un hommage à Roger de la Fresnaye, mort il y a cinquante ans, est organisé à Charleville...

Le concert qu'habita un des plus délicats et sensibles interprètes de la révolution cubiste. Ouverture le 12 juillet.



Part of an advertisement for 'Pas de...' visible on the right edge of the page.

سكان العالم

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Dr Jekyll et Dracula

L'épouvante s'installe aux Champs-Élysées. C'est, en tout cas, ce que promet l'Elysée Point Show, qui décide de se consacrer au vrai cinéma d'horreur, c'est-à-dire aux variations attendues sur les thèmes bien simples des vampires et des savants fous. C'est ainsi qu'il propose un « hammer film », Dr Jekyll et Sister Hyde, de Roy Ward Baker (en version doublée), et le brave docteur se transforme en Jack l'Éventreur, car il a besoin d'organes frais de jeunes femmes pour ses expériences. A force de boire ses potions, il se métamorphose par moments en créature féminine et perverse, diabolique même, et finit par mourir atrocièrement. Ce film — qui date de plusieurs années et a été présenté à la Convention du film fantastique — ne manque pas d'un humour plus ou moins volontaire.

En revanche, le Dracula porté sur scène pour le Festival du Marais par Didier Bétourné et l'Atelier de recherches théâtrales de Clichy rejette systématiquement tout pittoresque. « Ni sang, ni agressivité, ni terreur », écrit Didier Bétourné. Il mise sur le dépouillement et plonge son spectacle dans une atmosphère d'intense gravité. Les personnages du roman de Bram Stoker illustrent un dialogue métaphysique entre le vie et le mort, l'ombre et la lumière, racontent l'éternel combat, le combat sans issue de l'ange et du démon.

Dracula, fantôme né des fantômes et des refoulements d'un jeune homme victorien, est devenu, c'est vrai, un mythe « à l'égal », écrit encore Didier Bétourné, « de Faust ou de Don Juan ». Il a tué l'original — un grandiose personnage théâtral, pourtant — le barbare seigneur de Transylvanie surnommé l'empereur.

C. G.

\* Dr. Jekyll et Sister Hyde : Elysée Point Show, le Stax, Marseille. — Dracula (Festival du Marais), hôtel de Donon, 21 heures.

Expositions

UN MONTREUR DE PENSÉES

(Suite de la première page.)

Il a peint la torture de Djamil Bouhired, les joies de la civilisation automobile, et les horreurs de la guerre du Vietnam. Là, il a recouru à une symbolique populaire simple, empruntée parfois de l'archaïsme primitif de l'art océanien, avec de l'humour, de la déstabilisation et de la rage.

Mais lorsqu'il peint ces « sites intérieurs » dans lesquels il faut s'aventurer après lui, Matta quitte le territoire de l'archaïsme pour entrer dans celui du néologisme. Il explore, formule, invente, propose de nouvelles formes où coulent l'univers flottant des idées et de l'inconscient. Qu'on se rassure, elles sont imprécises comme il convient, et nul contour ne vient en fermer le mouvement. Ce serait plutôt un vertige dans l'espace intérieur qu'il peint, sans plan, ni programme. « Tout simplement, dit-il, je me dispose à peindre comme un musicien se mettrait devant son piano. »

Il ne s'agit pas du compte rendu d'un « rêve », à la manière surréaliste, Matta parle plutôt de la perception de cette part de la réalité qui échappe à la vue, de même qu'au-delà du rouge et du violet, il y a l'infrarouge et l'ultraviolet que l'œil ne perçoit pas.

Un infra-monde invisible existe pour Matta ; il l'a peint ou, si l'on veut, dépeint. Et, pour lui, c'est une des fonctions du peintre que d'être un « montreur », selon Duchamp. « J'agis selon le principe de la surprise et de l'inédit, dit-il. Si une forme évoque quelque chose de connu, je l'abandonne. Je me livre à une petite querilla intérieure. Lorsque je peins, j'explaire et interroge ; je n'apporte aucune réponse, sinon une réverie poétique... »

Michaux disait : « Poésie pour voir » ; c'est le seul moyen de saisir un peu plus de cette réalité qui échappe à notre rythme. Peut-être dira-t-on un jour que je suis candide à mourir, il n'importe. Ça doit être comme ça. C'est ma conviction. »

JACQUES MICHEL

\* Dernière « morphologie psychologique » de Matta, galerie Iolas, 106, boulevard Saint-Germain.

Mort de Millard Meiss spécialiste des miniatures françaises

Millard Meiss, spécialiste des miniatures françaises, ancien professeur à l'université Harvard, puis à Columbia, et ancien directeur de l'Institute for Advanced Studies de Princeton, vient de mourir à Princeton. Il était âgé de soixante et onze ans.

Né en 1904 à Cincinnati (Ohio), d'une famille qui n'était pas dénuée de moyens, Millard appartenait à la génération d'historiens de l'art américains qui, déjà très à l'avant-garde, bénéficia immédiatement de l'apport des grands juifs allemands émigrés aux États-Unis après 1933, dont E. Panofsky était le plus fameux. Avec Millard, on peut parler d'une entrée en jeu de l'école américaine dans l'histoire des arts qui a eu après la guerre, et en particulier grâce à l'action de quelques grands professeurs comme lui, le formidable développement presque populaire que l'on sait. Tous les travaux de Millard, depuis l'admirable article de 1936 sur « la madone d'Anagni » — la Vierge d'enfant assise sur le sol, comme celle qu'on pourrait voir au tympan de Notre-Dame-des-Doms, à Avignon — jusqu'à ses brillantes analyses de Piero della Francesca et sa célèbre interprétation de l'Édit d'Utrache, de la Pala de Montefelice, l'ont et ses publications étaient marquées par un mélange unique de rigueur et d'impassibilité. Son recueil Peinture à Florence et à Sienna, après la peste noire (1951) est à cet égard un classique.

Millard Meiss était de ceux — assez nombreux après la guerre, et de plus en plus rares aujourd'hui — qui se faisaient un devoir d'animer les relations internationales dans le monde du savoir et sacrifieraient leur temps à favoriser rencontres et contacts. C'est grâce à lui que le Congrès international d'histoire de l'art fut tenu ses assises à New-York en 1961 et que cette modeste institution se rendit ensuite à Bonn et à Budapest. Millard avait

admirablement compris le rôle bénéfique de la culture artistique. Il l'observait avec curiosité et humour dans le passé ; il se jetait avec générosité de l'accroître dans le présent.

Millard Meiss avait pris sa retraite à l'automne de 1973, et, il y a exactement un an, il avait donné au Collège de France une série de conférences sur les Très Riches Heures du duc de Berry. Depuis plus de trente ans, prenant la suite des grands traduits, Durrieu, Delisle, il était consacré à la miniature en France autour de 1400, dont il connaissait mieux que personne la qualité rare et la merveilleuse richesse d'invention. Il avait eu le bonheur de pouvoir — malgré la maladie, qui ne l'épargnait pas depuis des années — achever la grande étude en cinq volumes (éd. G. Braziller) qui restera son chef-d'œuvre et devrait constituer sa mémoire parmi nous.

Il y a un an, il eut la fièvre de faire ses conférences en français et se sachant perdu, de nous lire adieu en souriant. Ce parfait historien était un noble esprit.

ANDRÉ CHASTEL

Le Salon international d'art du vingtième siècle, marché public et annuel de l'art moderne, s'ouvre mercredi à Bâle avec la participation de trois cents marchands et galeries du monde entier. Cette année, parmi les œuvres mises à l'enchère, figurent quarante expositions particulières consacrées à des artistes, dont Henri Moore, Claes Oldenbourg, Wesselmann, Ben Nicholson, Alchinsky, Tappin, Dewasne, Lichtenstein...

U.G.C. BIARRITZ V.O. GAUMONT MADELEINE V.F. BIENVENUE MONTPARNASSE V.F. U.G.C. ODÉON V.F. CYRANO VERSAILLES V.O. ARTEL NOGENT V.F.

LES FRAISES SAUVAGES d'INGMAR BERGMAN VICTOR SJÖSTRÖM BIBI ANDERSSON INGRID THULIN MAX VON SYDOV

SERVICE CONTINU NAVY-CLUB-RESTAURANT MIDI 4 H. DU MATIN HUITRES • COQUILLAGES • SPECIALITES • FRUITS DE MER DISCOTHEQUE 22 H. à l'aube avec ses Gogos-Girls

MERCREDI GAUMONT COLISEE - FRANCAIS - CLICHY PATHE - ST GERMAIN VILLAGE MONTPARNASSE PATHE - GAUMONT CONVENTION - LES NATIONS MICHEL PICCOLI • UGO TOGNAZZI • MARIO ADORF La Fille PETER FLEISCHMANN

MERCREDI "un sommet" Robert Chazal - FRANCE SOIR ANTONIONI Profession: Reporter JACK NICHOLSON MARIA SCHNEIDER MICHELANGELO ANTONIONI Profession: Reporter

dans le coffre de cette voiture se cache le film le plus drôle de Georges Lautner Pas de problème!

**COMPAGNIE RENAUD BARRAULT**

**THEATRE D'ORSAY**

mardi 17 juin 20 h 30

**dernière AINSI PARLAIT ZARATHOUSTRA**

location 548.65.90 et agences

**RECAMIER**

**LE BALCON**

Dernière 5 juillet

**GRM**

Eglise N.-D. des Blancs-Manteaux

21 h. 15

**< LA DIVINE COMÉDIE >**

18 juin : « L'ENFER » de Bernard Parmegiani « LE PARADIS »

19 juin : « LE PURGATOIRE », de François BAYLE « LE PARADIS »

**12° FESTIVAL DU MARAIS**

Location : 887-74-31 et 37-14

**FESTIVAL DU MARAIS**

10 JUIN - 12 JUIL.

LOCATION PAR TEL : 887.28.12 et 13

44, rue F. Miron, 93000 La Courneuve, 30, rue d'Alsace

**DRACULA**

Atelier-Théâtre de l'Hôtel Donon - 9, rue Payenne - 21h

Le Compositeur Henri SAUGUET, membre de l'Institut

**Président de la S.D.R.M.**

A la suite de l'Assemblée Générale annuelle de la S.D.R.M., qui a eu lieu le 23 juin 1975.

M. Henri SAUGUET, de l'Institut, a été élu Président.

MM. Jacques KNOCK, MARC-CAR, Paul MOUSSET, Vice-Présidents.

M. Roger DESBOIS, Secrétaire Général.

M. Pierre SPIERS, Secrétaire Général Adjoint.

M. Robert ALVET, Trésorier.

Administrateurs : Mme Raoul BRETON, MM. Yves BAQUET, Henri BEYLI, André CHEVRIER, Alain OKRYATE, René COMMANGE, Marc REYDAL, Guy LAFARGE, Jean-Paul LE CHANGIS, Michel RIVGAUCHE, Alec SINIAVINE.

SOUS LE PATRONAGE DU SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE DE LA VILLE DE PARIS ET DE L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS

**FESTIVAL DU LOUVRE**

COUR CARREE

LE BALLET DE L'OPERA

DU 16 JUIN AU 26 JUILLET 1975 A 20 H 45

RELACHE LE 14 JUILLET ET TOUS LES DIMANCHES SAUF LE 13

**LA BELLE AU BOIS DORMANT**

Vous pouvez réserver vos places

\* PAR TELEPHONE : 261 08-50 de 10h à 18h 261 08-51

\* Aux guichets du Festival du Louvre Cour Carree - Face église Saint-Germain l'Auxerrois - de 12h 30 à 19h Tél. : 261.07.10

\* et dans toutes les Agences

présente en accord avec K.C.P.

**DEMAIN PREMIERE**

**BRAZIL MARAVILHA**

**JORGE BEN**

et

**JAIR RODRIGUES**

et leurs Musiciens

**LYMPIA**

location et toutes les agences de théâtre ALLOLYMPIA RIC 25-48

**SPECTACLES**

**théâtres**

**Les salles subventionnées**

Opéra-Studio, 20 h 30 : Ensemble national folklorique du Mali.

Comédie-Française, 20 h 30 : Monsieur Le Troubadour suivi par la débâche.

**Les salles municipales**

Le Nouveau Carré, 21 h : Dimitri, clown.

**Les autres salles**

Théâtre, 21 h : Andromaque. Centre culturel américain, 21 h : Les Châliques. Cœur des Mirages, 20 h 30 : Le golden est accorté farineux. 22 h : elle, elle et elle. Espace Cardin, 21 h : Pilobolus Dance Theater. Euclyptus, 20 h 45 : La Cantatrice chauve ; la Leçon. La Bruyère, 21 h : Les Brancquignols. Le Théâtre, 19 h 30, 18 h 30 et 20 h 30 : Hommage à Pierre Fresnay (films). Le Village, grande salle, 21 h : Athanase. - Paris salle, 18 h 30 : Trois passagers clandestins. Rocher-Montparnasse, 20 h 45 : Io Premier. Récamier, 20 h 30 : La Balcon. - Paris Salle, 22 h 30 : Molly Bloom. Théâtre Campagnes-Françaises, 19 h : Le Crabeur de phrases ; 20 h : la France-Purée ; 21 h 30 : Musique folklorique roumaine. Théâtre de la Cité internationale, la Biennale, 21 h : Van Oogh, la société de la société.

**Les théâtres de banlieue**

Vincennes, Théâtre Daniel-Berando, 21 h : O'H! Cédric.

**Les cafés-théâtres**

An Dec inn, 20 h 30 : Les autres (art mol, mais mol c'est qui ? ; 21 h 30 : Théâtre du Carrouge-Général ; 22 h : L'Idiot et Cie. Au Vrai Chic parisien, 20 h 30 : Philippe Val et Patrick Font ; 22 h 15 : Sainte Jeanne du Larcen. Café de la Gare, 22 h : Les Semelles de la nuit. Le Fanal, 21 h et 22 h 30 : Monsieur Truinet ; 23 h : Jean Mauzac ; 24 h : Christian Mouton. Pizzeria du Marais, 20 h 30 : Jean Bois ; 22 h 15 : P. et M. Jolivet ; 23 h 15 : Y. Demitri et Renaud. La Vieillesse-Grille, 21 h 30 : Y en aura pas pour tout le monde.

**Les concerts**

Mayennade de la Défense, Puteaux, 12 h et 17 h : Musique dans la rue. Palais des congrès, 18 h 30 et 21 h : A. Rubinstejn, piano, et l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim (Schumann, Beethoven). Le Lucernaire, 20 h 30 : B. Beac et M. Tansel, piano et violon. Théâtre Princesse, 20 h 30 : Les Ménétriers (musique ancienne). Théâtre de la Ville, 20 h 30 : Trio Pasquier (Brahms, Beethoven, Martini). Les Saint-Louis des Invalides, 20 h 45 : Orchestre des concerts L'Orchestre, dir. G. Kalmor (Grieg).

**RECTIFICATIF**

Le Théâtre NOTTARA, de Bucarest, jouera le 8<sup>e</sup> jour de la semaine le mercredi 18 juin à 20 h 30, Salle Génier, au Palais de Chaillot, au lieu du 17 juin comme il a été indiqué par erreur.

**L'ACIE** (Association pour la Collaboration internationale des Compositeurs) présentera le dernier concert-programme de sa saison le jeudi 19 juin à 21 h, au Musée Guimet, 6, place d'Iéna, Paris (16<sup>e</sup>). Bandes magnétiques, instruments, voix : Michèle Montevardi, Petrus, Webern ; en création, une œuvre électro-acoustique de Gershwin, en ré-écriture, chants des peuples anciens de Sibérie. Direction : Boris de Vissogradov, avec choristes Isariad, soprano, Anna Ringart, mezzo-soprano, Moustique Berghmans, contralto, Robert Delet, ténor, Claude Heloul, bariton, et Mario Haxlollis, basse.

**Lundi 16 juin**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

**« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »**

704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

**Les chansons**

Cavero de la République, 21 h : l'année de la trime. Deux-ans, 22 h : Au nom du père et du fils. Dix-Heures, 22 h : Paroles.

**Le music-hall**

Elysee-Montmartre, 20 h 45 : Histoire d'oeuf.

**Le jazz**

Montferrat, 22 h : Bernard Lubat et Percussion Experience.

**Gala**

Mutualité, 20 h 30 : José Alfonso. Laila Dimitrievitch, Les Quilapayan (contre le racisme du M.R.A.).

**cinémas**

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans. (\*) aux moins de dix-huit ans.

**In cinématheque**

Chaillot, 15 h : Traqués par les SS, do B. Bauer ; 18 h 30 : Amiral Canaris, d'A. Weidmann ; 20 h 30 : Les Fils d'Eden, de G. W. Sabel ; 22 h 30 : Les Dix Derniers Jours d'Hitler, d'E. de Conzil.

**Les exclusivités**

L'AGRESSION (F.), v.o. ; Margaux, # 1359-92-82 ; Impérial, # 1742-73-22 ; Fauvette, # 131-56-63 ; Trois Muses, # 128-99-75.

AGUIRE LA COLERE DE DIEU (All.), v.o. ; Studio des Ursulines, # 123-58-19 ; U.O.C. Marbeuf, # 123-57-19.

ALICE N'EST PLUS ICI (A.), v.o. ; Paramount-Elysee, # 139-49-34 ; Paramount-Odeon, # 123-59-21 ; F. Paramount-Opéra, # 1073-34-37 ; Paramount-Mallot, # 174-36-34 ; Métrol, # 174-36-30.

ALLON BANAN (It.), v.o. ; Quinette, # 1033-53-61 ; Marala, # 1278-47-89 ; Elysee-Lamolin, # 1289-36-30 ; Studio Raspail, # 128-99-81.

ALOISE (Fr.), v.o. ; Studio Off-la-Cour, # 128-99-29.

ANTROLOGIE OU PLAISIR (A.), v.o. ; (1928-48-18) ; Jean-Renoir, # 1074-40-75 ; Vendôme, # 1075-47-52 ; Balzac, # 128-99-70 ; Gaumont-Sud, # 121-51-18 ; Liberté-Club, # 1343-01-59 ; Cambromme, # 174-42-91 ; Impérial, # 170-51-13 ; Balzac-Severn, # 103-50-91.

L'ILE AIME-MOI (Fr.), v.o. ; Concordia, # 1289-92-94 ; Saint-Lesare-Pasquier, # 1287-38-31 ; Gaumont-Rive-Gauche, # 1348-26-36 ; Gaumont-Convention, # 1289-42-71 ; Bataillon, # 1033-79-39.

MITHILA (Fr.) Le Marais, # 1278-47-89 ; H. Sp.

LES MOTS DE PURCELAIN (Fr.), v.o. ; U.O.C.-Odeon, # 123-57-19 ; U.O.C.-Marbeuf, # 123-57-19 ; Studio-Montparnasse, # 1544-22-62.

LES ORDRES (Fr.), v.o. ; La Cité, # 127-40-90 ; 14-Juillet, # 11-700-51-13 ; Elysee-Point-Show, # 123-67-29.

PEUR SUR LA VILLE (Fr.), v.o. ; Normandie, # 1309-41-15 ; Brétagne, # 122-57-91 ; Paramount-Montmartre, # 1096-34-25 ; Paramount-Opéra, # 1073-36-37 ; Rex, # 1236-35-83 ; Royal Pansy, # 1271-41-10.

QUE LA FESTE COMMENCE (Fr.), v.o. ; Margaux, # 1359-92-82.

LES SENTIERS DE LA LOIRE (A.), v.o. ; Olympia-Europté, # 1033-77-22 ; Cinéchos de Saint-Germain, # 133-10-82.

SPECIALE PREMIERE (A.), v.o. ; Elysee-Point-Show, # 123-67-29.

SECTION SPECIALE (Fr.) ; France-Village, # 1073-36-37 ; Gaumont-Sud, # 121-51-18.

LE SERRIF EST EN FUSION (A.), v.o. ; Studio Galandé, # 1278-47-89.

TOMMY (A.), v.o. ; Publicis Champagne-Elysee, # 1720-78-23 ; Paramount-Opéra, # 1073-36-37 ; Publiet Saint-Germain, # 122-72-80 ; Paramount-Montparnasse, # 1236-35-83 ; Gaumont-Mallot, # 174-36-30 ; Studio Jean-Cocreaux, # 1033-47-82 ; Max-Lipster, # 1770-60-61 ; Paramount-Montmartre, # 1096-34-25 ; Paramount-Gobelins,

13<sup>e</sup> 1071-12-28 ; Lux Bastille, # 1343-79-17 ; Bouli'Arch, # 1033-48-29.

LA TRAUQUE (Fr.) ; Les Nations, # 1343-04-67 ; Berlin, # 1742-80-29 ; Caravelle, # 1337-59-70 ; Montparnasse 55, # 1344-14-27.

TRAVAIL OCCASIONNEL D'UNE ESCLAVE (All.), v.o. ; Olympia-Entrée, # 1232-47-42-43.

TRENTE-TROIS DE TERRE (A.), v.o. ; Gaumont-Théâtre, # 1231-33-18 ; Daumont-Sud, # 1331-51-18.

TROP C'EST TROP (Fr.) ; Mercury, # 1223-75-90 ; ABC, # 1236-55-54 ; Montparnasse 82, # 1344-14-27 ; Quinette, # 1033-53-60 ; Clichy-Pathé, # 1323-37-41 ; Gaumont-Dambetta, # 1787-62-74 ; Fauvette, # 1231-56-60 ; Radio Galette, # 1323-79-38.

UN DIVORCE BEURRÉ (Fr.), v.o. ; Trois Muses, # 1284-99-13 ; Les deux sœurs de l'été ; U.O.C.-Marbeuf, # 1233-47-19.

**Les films nouveaux**

DIVINE, film français de Dominique Delouche avec Dominique Delouche, Dariaux, Françoise, # 1238-42-33 ; Bonaparte, # 1238-42-33.

CLAUDE, film américain de John Berry, avec Dabano Carol, James Earl Jones et Lynne Collins, v.o. Elysee-Lamolin, # 1239-26-14 ; Quinette, # 1033-53-60 ; Toulon, # 1331-06-19 ; Magic-Convention, # 1232-50-52 ; Clichy-Pathé, # 1323-37-41.

LENNY, film américain de Bob Fosse, avec Gene Kelly, Hoffman et Volérie Perrie, Gaumont-Campes-Elysee, # 1359-04-67 ; Hauteville, # 1323-78-28 ; Montparnasse 82, # 1344-14-27 ; Y. Quinette, # 1770-72-88 ; Gaumont-Convention, # 1238-42-37.

VILLES DUNES, film français de Madeleine Hormann, Olympia-Entrée, # 1178-78-78.

UNE ANGLAISE ROMANTIQUE, film anglais de Joseph Losey, avec Glenda Jackson et Michael Caine, v.o. Concordia, # 1239-92-94 ; Chiny-Palace, # 1033-07-78 ; Saint-Germain-Huchard, # 1233-57-59 ; V.I. ; Daumont-Lumière, # 1770-84-84 ; Montparnasse-Pathé, # 1236-55-15 ; Gaumont-Convention, # 1232-42-71 ; Clichy-Pathé, # 1323-37-41.

L'ANTICRISTE (It.) (roman de Alberto de Martino, avec Carla Gravina et Mel Ferrer, v.o. ; Maine-Rive Gauche, # 157-06-96 ; Orléans, # 1500-76-88 ; Grand-Pavlov, # 1531-44-28 ; Moulin Rouge, # 1500-34-25 ; Métrol, # 1742-80-80 ; George-V, # 1225-41-66 ; Paray, # 1289-23-24 ; Paramount-Mallot, # 174-36-30 ; Paramount-Orléans, # 1500-03-76).

DR. FEX VIL ET SISTER HYOR, film anglais de Roy Ward Baker, avec Ralph Bates et Gerald Sims, v.o. Supra, # 633-06-04 ; Elysee-Point-Show, # 1235-67-29.

L'ANTICRISTE, film français de C. Ortolan, avec L. Velle et C. Auger, Gaumont-Ambassade, # 1359-19-89 ; Berlin, # 112-80-32 ; Montparnasse 82, # 1344-14-27 ; Caravelle, # 1387-50-70 ; Clichy-Palace, # 1033-47-78 ; Gaumont-Sud, # 1331-51-18 ; Cambromme, # 1734-42-98 ; Gaumont-Gambetta, # 1787-62-74.

**Violence et Passion** (It., v.o.) ; Mayfair, # 1323-27-86 ; Quinette, # 1033-53-60 ; U.O.C. Marbeuf, # 1233-47-19 ; v.o. ; Saint-Lesare-Pasquier, # 1348-26-36 ; 56-10 ; Toulon, # 1274-34-56 ; 3.

**VIVRE A BONNEIL** (Fr.), 14-Juillet, # 11-700-51-13, à 15 h 15 et 18 h 45 et 21 h 15

**Les festivals**

AMERIQUE LATINE (v.o.) ; Olympia-Europté, # 1033-77-22 ; sam. Cours Mirabeau.

J. LEWIS (v.o.) ; Artion-Les Invalides, # 1078-80-50 ; Le Zinzin d'Orléans Wood.

LA VIOLENCE ET LA RAUTE (v.o.) ; Olympia, # 1033-77-22 ; l'Espionnant.

SEMAINE DU CINEMA BELGE, Mac-Mahon, # 1282-24-81 ; sam. l'Orléans aux Cheveux Rouges.

1. PROGRAMME (v.o.) ; Racine, # 1033-43-71 ; A travers le miroir.

SEMAINE A MICHEL SIMON ; André-Bastille, # 1337-71-30 ; Blanche

**ATTENTION**

**ALVIN AILEY**

et ses fabuleux danseurs

quittent définitivement PARIS et le PALAIS DES SPORTS

le 29 JUIN

NE MANQUEZ PAS LES DERNIERES REPRESENTATIONS DE CE SPECTACLE UNIQUE

PLACES DE 20 A 50 F.

LOCATION AU PALAIS DES SPORTS DE 12 H.30 A 19 H.

PAR TELEPHONE 250.79.80

Dans les magasins FNAC et dans les agences de théâtre.

**FRANÇOIS TRUFFAUT**

**LES FILMS DE MA VIE**

Flammarion 48 F.

**Cinéma MAC-MAHON**

9 avenue Mac Mahon 330.24

**SEMAINE DU CINEMA BELGE**

SEMAINE DU CINEMA BELGE

• Aujourd'hui lundi :

**LE REVOLVER AUX CHEVEUX ROUGES**

de Frédéric GELLYUS

• Demain mardi :

**JE, TU, IL, ELLE**

de Chantal ACKERMAN

مركز الفن للفن

دكان الرهن

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Parcours encadrés"	34,00	89,70
minimum 16 lignes de hauteur	88,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

LYMOBIER	La ligne	La ligne T.E.
Actes-Verifs-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE**

Implantés sur les 5 continents, nous offrons des services adaptés aux entreprises, directement ou par nos filiales spécialisées. Le directeur de notre succursale de STRASBOURG recherche un

**JEUNE CADRE COMMERCIAL DE HAUT NIVEAU**

Il sera à la fois un conseil qui guide son client dans la finance d'entreprise et un partenaire qui l'aide à franchir les étapes.

Ce poste passionnant, aux larges perspectives d'évolution, exige un engagement personnel et la capacité d'appréhension du risque bancaire. Une formation supérieure et une expérience bancaire de 2 à 3 ans sont indispensables. Bien entendu, nous assurerons sa formation et lui assurerons une rémunération avantageuse.

Envoyez votre C.V. détaillé sous réf. 2076 à notre conseil : 43, rue de la Bourse aux Lignes 75012 PARIS ou 20, av. de la Paix 67000 STRASBOURG

**PS Conseil**

Une entreprise d'avant-garde parmi les leaders mondiaux dans le domaine des services (BTP, export), située dans le Centre à proximité d'une ville importante, crée pour un

**INGENIEUR DEBUTANT AM, ECP, INSA, ETC...**

Le poste d'adjoint au Chef du service Lemoine à titre, il assurera des responsabilités techniques et humaines et à terme succédera à l'actuel responsable. Ce poste évolue, dans une technologie de pointe, nécessite une forte motivation pour les problèmes de production et des qualités d'animateur et de réalisateur. A la rémunération s'ajoute une ville très confortable.

Adressez C.V. sous réf. A/2281 M à PS CONSEIL 8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16 Direction assurée.

**BESANCON**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ VENTES PAR CORRESPONDANCE**

Leader dans sa branche crée poste

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

en collaboration directe avec le P.-D. G.

Il est membre du Comité de Direction Générale et participe à la définition de la politique commerciale.

Il devra :

- Maîtriser l'expansion.
- Améliorer la qualité du service « Clients ».
- Rédiger charges prospect, frais de publicité.
- Coordonner, submer les fonctions qui concourent à la réalisation de la politique commerciale (Service produits - Publicité - Montage - 2 Magasins - Relations Clientèle - S.A.V. - Studio dessin).

Ce poste ne peut convenir qu'à un Cadre Supérieur, 35 ans maximum, pouvant justifier exp. commerciale.

Nous offrons forte rémunération.

Situation intéressante, d'avant, pour candidat large ouverture.

Ambiance travail agréable, dynamique.

Envoyer urgent curriculum vitae détaillé, photo (si possible), références actuelles, prétentions, à HAVAS BESANCON, sous le numéro 1811.

Discrétion assurée.

Pour entrée immédiate ou à convenir.

Vacances 75 assurées.

**ingénieurs grande école ou universitaires**

**SEF**

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION

ETABLISSEMENT DE VERNON recherche

Ingénieurs Grande Ecole ou Universitaires ayant des connaissances en gestion technique et méthodes PERT, pour assister Chefs de Service dans travaux de synthèse générale relatifs au lanceur Ariane.

Adressez C.V. et prétentions en précisant référence 120 à S.E.F. Service du Personnel BP 802 - 27207 Vernon.



emplois internationaux

**administration and finance officer INDONESIA**

Nous sommes une société française : parmi la dizaine de nos missions de prospection initiées à l'étranger, celle établie en **INDONESIA** obtient des résultats intéressants : elle doit connaître, dans les mois à venir, un important développement.

Le chef de mission est un géologue, il attend de son adjoint une parfaite maîtrise :

- de la gestion financière d'un important budget de recherche (comptabilité et fiscalité) incluant la réalisation d'études économiques (projets d'investissement);
- de la mise en place de structures juridiques, impliquant la préparation des négociations d'accords d'associations (une expérience de droit anglo-américain est indispensable);
- de l'administration courante des moyens mis en œuvre (comptes et notes) nécessitant de fréquents contacts avec les autorités locales.

L'homme que nous cherchons a 40 ans au moins ; il connaît très bien le SUD-EST ASIATIQUE où il a vécu plusieurs années; il possède une solide formation financière et de services connexes juridiques, et il est en outre le possesseur de permis de gestion et le possesseur de permis de négociation. Il doit développer sa carrière à l'étranger, au sein de petites équipes opérationnelles. Nous lui offrons d'importantes avantages : rémunération et prime locale élevées, logement, prêt en compte de sa situation familiale, retours en France fréquents.

Nous avons demandé aux Conseils en recrutement d'EUREQUIP d'examiner confidentiellement les candidatures sous référence 2771 M.

**EUREQUIP**  
14, bd Duguesclin, 13001 Marseille  
R.P. 30 - 10, rue Yves de Ménil, 92420 Nanterre

Bureau d'études à vocation internationale recherche

**HYDROLOGUE**

Il a une expérience de quelques années dans le domaine des ressources en eaux superficielles et souterraines et dans celui du dimensionnement et de l'entretien des ouvrages d'art routiers. L'ingénieur retenu sera disponible pour des missions de toutes durées outre-mer, Asie, Indes, etc.

Les conditions peuvent s'écrire (C.V. + photo + sal.) à l'adresse ci-dessous sous référence 475/718, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

Organisme parasubstitut à vocation internationale recherche

**INGENIEUR CONTROLE DE TRAVAUX**

titulaire à l'étranger.

Ce poste correspond à un ingénieur responsable ou à un ingénieur collaborateur d'un grand établissement de la géographie, S.A.T. ou S.A.T. (C.V. + photo + sal.) à l'adresse ci-dessous sous référence 475/718, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

Filiale française d'un important groupe financier international recherche collaborateur diplômé école de commerce, anglais parlé et écrit pour section de clientèle. Situations en Finlande prévues. Rémunération à débattre. Adr. lettre candidat, av. C.V. à FINAPAR, 18 bis, rue d'Anjou, 75008 Paris.

**INGENIERIE ET INSTALLATIONS GENERALES DANS LA SIDERURGIE, C'EST NOTRE METIER.**

La qualité de notre technique nous a valu une place de leader dans cette spécialité et notre expansion nous amène à chercher

**le directeur commercial**

capable de développer nos activités.

Il est le moteur de notre action commerciale qu'il développe et intensifie. C'est un initiateur, un créateur d'affaires qui l'entraîne à bon fin.

Nous souhaitons un ingénieur Centrale ou A.M., minimum 32 ans, qui a commencé sa carrière dans la sidérurgie en exploitation ou en B.E. et s'évalue vers le commercial dans les biens d'équipement lourds, par exemple. Il est basé à Metz, mais est disponible pour se déplacer dans toute la France.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 2906 M.

Filiale d'un groupe multinational, leader dans sa branche, recherche un

**directeur financier**

de haut niveau.

La fonction :

- études financières,
- négociations bancaires,
- contrôle de gestion,
- comptabilité générale et analytique,
- gestion complète des commandes clients.

Répartition de départ : 100 000 F/an, non limitative dans le cas d'une candidature exceptionnelle.

Lieu de travail : proche banlieue LYON.

Le candidat :

- 32 ans minimum,
- formation universitaire,
- plusieurs années d'expérience de la comptabilité anglo-saxonne dans une société multinationale ou dans un cabinet d'audit (il suivra une carrière intéressante dans notre Groupe).

Ecrire avec CV détaillé, prétentions et photo sous référence L-1757 à

**plein emploi** 49 Pdt Herriot Lyon 2e

**directeur d'établissement aux U.S.A.**

Important Groupe Textile International recherche **DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT AUX U.S.A.**

Ses responsabilités seront :

- conception des produits et méthodes de leur vente aux U.S.A.
- direction technique et administrative d'une usine autonome (100 personnes).

Le candidat est le préféré :

- âgé d'un maximum 35 ans.
- bilingue anglais/français.
- de formation supérieure (grandes écoles, écoles techniques, universités américaines...).
- très dynamique, enthousiaste, ayant la sensibilité des contacts humains.
- une expérience textile et une expérience de la gestion sont souhaitées.

Nous lui proposons :

- rémunération élevée, intéressement aux résultats, possibilités de promotion.
- résidence ville moyenne Sud-Est des U.S.A.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. 30519/M à I.C.A. qui transmettra. Discrétion assurée.

**I.C.A.** International Classified Advertising 3, RUE D'AUTREVILLE 75010 PARIS

**SOCIÉTÉ MINIERE AFRICAINE EN PLEIN DEVELOPPEMENT**

recherche

**ingénieur mines**

Responsable de la production en carrière.

**FORMATION :**

Ecole des Mines ou géologie - éventuellement A.M. ou Douai. Expérience professionnelle souhaitée en Mines, Carrière ou Travaux Publics.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présent. à No 10086, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

**POSTE A CRÉER**

**MANAGER**

Finance and administration ORLÉANS

Une filiale d'un groupe américain de premier plan va se créer pour distribuer en France les produits de sa Division Jouis, qui ont déjà une excellente réputation sur le marché des détaillants spécialisés et grands magasins.

Nous recherchons la personne qui, en liaison directe avec le Directeur Général et la Contrôleurs européens, participera à la création de cette Société, organisera et suivra l'ensemble de ses services comptables et administratifs. Ce poste, très polyvalent, exige dynamisme et créativité. Il convient à un candidat ayant par exemple une formation Ecole Supérieure de Commerce, option Finance Comptabilité et une expérience d'au moins 5 ans, la connaissance de l'anglais et la pratique des méthodes comptables anglo-saxonnes sont également nécessaires.

garantit toute discrétion à l'égard de votre dossier. Adr. lettre candidat, av. C.V. détaillé et rémunération actuelle ss référence 11.574, 33, av. Gallieni, 92153 Suresnes.

**SOCIÉTÉ ELF POUR LA RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES**

7, rue Nélaton - 75015 Paris

désire engager des

**INGENIEURS D'ETUDE ET DE RECHERCHE APPLIQUEE**

dans le domaine des activités pétrolières marines (techniques et matériels spécifiques, action des éléments, océanographie, mécanique des sols marins, etc...)

Affectés à PAU ces ingénieurs seront appelés dans le cadre de leur évolution de carrière à s'expatrier outre-mer.

Formation Grande Ecole.

Expérience souhaitée 2 à 5 ans sur chantiers de construction marine.

Excellentes connaissances de l'anglais nécessaires.

Ecrire sous référence No 12367 à ELF-RE, Département Développement Formation 75739 PARIS CEDEX 15.

**négociateur conseil de niveau international**

Création et DÉVELOPPEMENT D'AFFAIRES A L'ÉTRANGER

Nous sommes une société française : nous implétons nos équipes dans le monde entier.

Nos Directeurs à l'étranger ont besoin d'aide et de conseils pour la préparation et la négociation de la vente et d'opérations en droit international.

Nous cherchons un cadre de haut niveau de formation supérieure juridique ou commerciale, justifiant d'une expérience importante des contrats et accords internationaux.

**POSTE ACTIF, IMPRÉVU DE PRÉSIDENTS CONTACTS AVEC TOUTES NOS FILIALES.**

INTERESSANTES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE POUR UN HOMME CAPABLE DE S'INTÉRESSER A UNE ÉQUIPE DYNAMIQUE.

Adressez C.V., photo et prétentions sous réf. 30488/M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising 3, RUE D'AUTREVILLE 75010 PARIS

Organisme parasubstitut à vocation internationale recherche

**AGRONOME**

orienté vers les problèmes de

**GENIE RURAL**

Pour des études d'équipement hydro-agricole et de développement rural. Le candidat retenu aura quelques années d'exp. acquise si possible outre-mer et sera disponible pour des missions de toutes durées dans les pays en voie de développement. Anglais nécessaire. Espagnol souhaité. Les personnes intéressées peuvent écrire C.V. + photo + salaire à PUGLIPRESS, sous référence 475/718, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

Filiale française d'un important groupe financier international recherche collaborateur technico-commercial, de préférence diplômé école de commerce, anglais cour. Situations en Finlande prévues. Rémunération à débattre. Adr. lettre candidat, av. C.V. à FINAPAR, 18 bis, rue d'Anjou, 75008 Paris.

**sélé CEGOS**

garantit toute discrétion à l'égard de votre dossier. Adr. lettre candidat, av. C.V. détaillé et rémunération actuelle ss référence 11.574, 33, av. Gallieni, 92153 Suresnes.

**c.e.t.e. de lyon**

Important bureau d'études international dépendant du ministère de l'équipement, recherche

**urbaniste**

formation **INGENIEUR (et Sciences Economiques si possible)**

AYANT :

- plusieurs années d'expérience en aménagement urbain et relations avec les différents intervenants,
- l'aptitude et le goût du travail de groupe.

Envoyer CV détaillé et photo (retournée) à C.E.T.E. Département des Etudes Urbaines, 109, avenue Salvador Allende 69500 BRON.

**GRUPE METALLURGIQUE (1000 personnes)**

rechercheur international

Unes proximité SUISSE et VOSGES, cherche

**directeur technique**

ING. Gds Ecoles, ayant acquis de gds Entreprises solide expérience animation d'une équipe, bureau d'études, démarrage, nouvelles installations.

Travail actif et passionnant - Avenir garanti - Créativité et dynamisme nécessaires.

Adressez C.V., appointments écrits et photo à No 12519 CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

Importante Entreprise Métallurgique 1500 personnes - Région Normande recherche

**INGENIEUR A.M.**

ou équivalent

ayant expérience de 15/20 ans pour prendre la responsabilité des travaux de maintenance et participer à la gestion des ateliers.

Situation importante pour candidat compétent.

Ecrire No 470 - S.N.P. Havas Rouen.

Les films trouvez

FRANCOIS TRUFFE LES FILMS DE MA VIE

SEMAINE DU CINEMA

LE REVOLVER AUX CHLVEUX

JE. TO. IL.

OFFRES D'EMPLOI		La ligne La ligne TL	L'IMMOBILIER		La ligne La ligne TL
Offres d'emploi "Placarde encadrée"	34,00	38,70	Achat-Vente-Location	25,00	29,10
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,87	EXCLUSIVITÉS	30,00	35,00
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,08	L'AGENDA DU MONDE	23,00	26,85
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,88	(chaque vendredi)		

# ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi      offres d'emploi

### Honeywell Automation

poursuit son développement et recherche :

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour sa Division SYSTEMES de REGULATION INDUSTRIELLE

- Expérience de 5 ans dans domaine de régulation analogique et systèmes d'ordinateurs.
- Connaissances particulières des applications ordinateurs de process dans industries chimiques, pétrochimiques et sidérurgiques.
- Ces postes offrent une activité de promotion et vente de matériels sophistiqués impliquant des contacts et négociations à niveau élevé.

Prérez d'adresser C.V., photo et présentations à : Direction du Personnel, Société HONEYWELL, 4, av. Ampère, Parc d'Activité, 78390 Bois d'Arcy.

Après une formation universitaire, IUT ou maîtrise, qui a confirmé votre goût pour la technique, vous souhaitez acquérir votre première expérience au sein de l'équipe système d'une entreprise disposant d'une grosse puissance de traitement et mettant en œuvre des logiciels sophistiqués.

Voilà ce qu'offre un groupe industriel installé à Saint-Cloud. Il dispose d'un réseau d'ordinateurs IBM 370/OS-VS2 et se propose d'intégrer un **programmeur système** (débutant)

Après formation, il participe activement à la mise en place d'IMS.

Ecrire à J. THILLY ss réf. 2907 M. Carrières de l'Informatique.

**ALEXANDRETTIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75005 PARIS  
LYON - ULLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Dans un contexte international, notre fonction logistique crée une unité :

## études et systèmes

pour définir des stratégies informatiques, afin d'adapter à nos objectifs commerciaux et financiers la planification, la gestion et le contrôle de nos ressources logistiques ; puis de les mettre en place.

Ceci en collaboration avec les services de notre Direction Distribution et ses utilisateurs (succursales décentralisées et services centraux) ainsi que les équipes spécialisées d'informaticiens au niveau national et international.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une grande école ayant si possible reçu une formation complémentaire en informatique. Une expérience d'au moins 5 ans dans des postes comparables est nécessaire.

Une réelle pratique de l'Anglais courant et une disponibilité pour des voyages de courtes durées sont indispensables.

Lieu de travail : Aulnay-sous-Bois.

Adresser votre candidature sous réf. C.29 à J.P. BRUN - Service Recrutement - RANK XEROX, 4, rue Nicolas Robert, 93802 AULNAY-SOUS-BOIS.

En cas de difficultés postales, déposer votre dossier (sous pli confidentiel) à l'attention de Jean Pierre BRUN - Service Recrutement - AULNAY, à l'établissement RANK XEROX le plus proche de votre domicile (adresse voir Bordin)

## RANK XEROX

## EDP

Schlumberger Limited is a multinational company with 1974 sales of over \$ 1,100 million and an excellent growth and profit history. We are involved worldwide in the manufacturing of electronic instrumentation and in providing technical services to the oil field industry.

## INTERNAL CONSULTING

As a result of recent promotions we have openings in our Paris staff which provides management consulting services to Schlumberger subsidiaries. This staff is a small group of highly motivated individuals having educational and business backgrounds in engineering, data processing, manufacturing, and accounting.

At present we are seeking young, aggressive individuals with strong management potential who possess a data processing background. Minimum qualifications for the successful candidate include a university degree, fluency in French and English, and 2 to 4 years experience in computer marketing or systems engineering with an intimate knowledge of IBM hardware and IBM manufacturing software packages.

If you are interested in a challenging position in industry with proven opportunity for advancement into management, send a detailed resume and salary history to :

G. C. JOHNSON, SCHLUMBERGER LIMITED  
11, rue La Boétie - 75008 Paris

Schlumberger

## emploi régionaux

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE recherche pour sa nouvelle usine belleme BORDELAISE

## CHEF DE PRODUCTION

FORMATION E.C.P. - A.M. ou équivalent.

Une expérience de quelques années de production de série de matériel électronique est nécessaire.

Le candidat retenu sera chargé de créer puis d'assurer le fonctionnement de production de cette usine qui atteindra 500 personnes.

Il orientera principalement son action d'industrialisation et de production vers l'abaissement des coûts de production.

Adresser C.V., photo + rémunération actuelle à No 12427 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

TRES IMPORTANTE SOCIETE de DISTRIBUTION en GROS de Fournitures Industrielles ville province 200 km Sud Paris

recherche son

## Directeur Commercial

En liaison directe avec la Direction Générale il sera chargé de déterminer la stratégie commerciale et de la mettre en œuvre.

Il disposera dans l'immédiat d'un réseau de dix succursales (ayant chacune leur équipe commerciale) qu'il pourra développer en raison du potentiel du marché.

Age : 35 ans minimum

Formation Supérieure de préférence INGENIEUR

Expérience des responsabilités commerciales à niveau élevé dans un domaine similaire.

Ecrire en indiquant niveau de rémunération actuel à

**DEVELOPPEMENT**  
Service M.1017, 10 r. de la Paix, 75002 Paris

Un des Premiers Groupes Français désire renforcer l'Etat-Major Commercial d'une de ses Branches d'activité par l'adjonction d'un nouveau

## DIRECTEUR DES VENTES

Mission : assurer la diffusion de Biens de Consommation durables, à travers un vaste réseau commercial.

Responsabilités : très étendues : définition, fixation et réalisation des objectifs. Gestion et animation d'une zone de vente importante. Négociations haut niveau. Gestion du budget publicitaire.

Profil : Personnalité affirmée, 33 ans minimum, formation supérieure, expérience significative dans une activité similaire. Ambition, désir de faire une véritable carrière (qui ne se limitera pas à ce poste) dans le Groupe.

Rémunération : non inférieure à 110.000 F

Ecrire Service B

JUSTET

Groupes d'engineering à vocation internationale recherche pour son

## Département Génie Civil

## COORDINATEUR T.C.E.

- Expérience confirmée du gros œuvre.
- Connaissances des équipements techniques de second œuvre, conditionnement d'air, électricité, fluides.
- Pratique de l'évaluation des coûts des travaux.
- Bonne connaissance de la langue anglaise.

Possibilité de carrière intéressante pour un INGENIEUR DIPLOME E.C.P. - R.T.P. - A.M. - AYANT :

- une expérience professionnelle en Bureau d'Etudes et entreprises de 10 années environ.
- une capacité confirmée de pilotage et de coordination d'équipes pluridisciplinaires.
- une disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD-OUEST

Adresser C.V., photo et présentations à INTER G, Service Recrutement 3, rue Henri-Beine - 75016 PARIS

Importante Société Aéronautique (plus de 4.000 personnes) augmente la production d'un de ses Centres Industriels situés en Province (180 km de Paris S.O.) et recherche un

## DIRECTEUR DE PRODUCTION

- Il est directement rattaché au Directeur du Centre.
- Il est responsable de la production interne et sous-traités d'équipements et d'ensembles complexes électromécaniques et électroniques de technologie avancée.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grande Ecole ayant l'expérience de la Production de ce type de matériel à des cadences de 100 à 500 mois.

Adresser C.V., manuscrit et présentations à PARFRANCE sous n° 3186 4, rue Robert Eschmann 75008 Paris qui transmettra

## ingénieur

T.P., E.C.P., A.M., ...

## SPECIALISTE INGENIERIE ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

recherché par la B.E. d'une Société Ingénierie filiale d'un Groupe Industriel puissant, région NORD.

Poste : Responsable de la section Etablissements Hospitaliers au sein du B.E.

Plusieurs années d'expérience dans la branche hospitalière.

POSTE DE HAUT NIVEAU.

Ecrire avec C.V. et présentations sous réf. 2148 B à 65, avenue Kléber, 75116 PARIS. Discretions assurées.

CORT

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE MATÉRIEL DE BUREAU RECHERCHE

## POUR USINE PARIS EST (300 personnes)

## DIRECTEUR TECHNIQUE

Formation A.M. - Centrale ou équivalent. EXPÉRIENCE SOUHAITÉE

- Usinage petite mécanique
- Montage petite et moyenne séries

QUALITÉS DEMANDÉES

- Esprit d'initiative
- Animation et coordination de l'équipe de cadres
- Efficacité dans la gestion des différents ateliers.

Le candidat sera intégré étroitement dans l'équipe dirigeante

Envoyer C.V. sous n° 29428 B à EDITIONS BLEU PUBLICITE 17, rue Label - 94300 VINCENNES qui transmettra

GENERAL FOODS FRANCE RUEIL MALMAISON

- Vous êtes diplômés d'une Grande Ecole H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P., M.B.A.
- Notre département Marketing vous propose des postes d'

## ASSISTANTS CHEF PRODUIT

vous permettant :

- d'acquiescer les techniques modernes de Marketing des produits de grande consommation ;
- d'assumer des responsabilités croissantes dans le cadre d'un plan de développement personnel.

Même si vous avez déjà organisé vos vacances prenez contact avec nous dès maintenant en adressant votre C.V. à :

GENERAL FOODS FRANCE Philippe VAZ - B.P. 108, 92504 RUEIL MALMAISON

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL MECA-MIQUE (4000 personnes - CA 120 millions de H.T.) recherche

## RESPONSABLE ETUDES PRESSES

- L'âge importe peu.
- Formation Ingénieur ou autodidacte, indifférente.
- Expérience d'au moins 5 ans en BE, construction de presses, indispensable.
- Il faut aimer l'étude et la planche à dessin.
- Rémunération suivant expérience.
- Résidence Mulhouse ou sa région.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 72034 B.

DRES S.E.C.E. 11, Allée de la Robertsau 67 STRASBOURG

GRANDE VILLE MIDI MÉDITERRANÉEN

Organisme public menant des actions de conseil, d'étude, de promotion et d'incitation pour le compte de responsables en matière d'

## ACTION ECONOMIQUE ET D'AMENAGEMENT

souhaite intégrer dans son équipe

## UN CHARGÉ DE MISSION

ayant de 5 à 10 ans d'expérience professionnelle validée acquise dans les secteurs public ou privé.

## UN ASSISTANT D'ETUDE

formation niveau 2e cycle pour mission d'environ 1 an - temps partiel possible.

Ecrire N° 5794, « Le Monde » Publicité, 5, rue de Valenciennes, 75017 PARIS, qui transmettra.

USINE SIDÉRURGIQUE REGION TRIOMVILLE recherche pour gérer

## INGÉNIEUR PRINCIPAL

Formation Grande Ecole. Ayant références. Logement assuré.

Zoc. n° 1.257 à A.E. HAVAN, 51017 METZ CEDEX.

Ecole de prévention banl. de Bordeaux rech. pour le 15 sept. UN EDUCATEUR SPÉCIALISÉ pour travail de rue. Contrat de travail d'un an. Ecr. A.J.A.L. 68, r. Lavoisier, 33178 LORIENT, et le 17 Juin.

ECOLE DE FRANÇAIS pour étrangers nées ch. PROFESSEUR COMPÉTENT, exp. audio-visual, V.L.F. exigée. Plein temps. Poste permanent. Ecrire HAWAS NICE - 069.

Compagnie de Transports Aériens (Orly) recherche

## AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

POUR ENTRETIEN :

- installations de bord
- équipements

- Age minimum : 25 ans
- connaissances en pilotage automatique très appréciables
- expérience aéronautique indispensable
- Nombres heures semaines assurées

Envoyer C.V. et lettres à PARFRANCE P.A. sous n° 4100 4, rue Robert Eschmann 75008 Paris qui transmettra

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES Région Méditerranéenne recherche

## HOMME DE RÉFLEXION ET D'ACTION

Minimum 28 ans, pour poste de RESPONSABLE ADJOINT DE DÉPARTEMENT PÉDAGOGIQUE

D.E.S. Sciences Eco + MBA (FIN-MOEX) ou équiv. Minimum 2 ans d'expérience en entreprises.

Adresser lettre manuscrite de candidature + C.V. détaillé et photo, présentations à Raymond ELKIN, Management-Consultant 47, boulevard du Lycée, 92170 VANVES.

USINE SIDÉRURGIQUE REGION TRIOMVILLE recherche pour gérer

## INGÉNIEUR PRINCIPAL

Formation Grande Ecole. Ayant références. Logement assuré.

Zoc. n° 1.257 à A.E. HAVAN, 51017 METZ CEDEX.

Ecole de prévention banl. de Bordeaux rech. pour le 15 sept. UN EDUCATEUR SPÉCIALISÉ pour travail de rue. Contrat de travail d'un an. Ecr. A.J.A.L. 68, r. Lavoisier, 33178 LORIENT, et le 17 Juin.

ECOLE DE FRANÇAIS pour étrangers nées ch. PROFESSEUR COMPÉTENT, exp. audio-visual, V.L.F. exigée. Plein temps. Poste permanent. Ecrire HAWAS NICE - 069.

مکان العمل

هك ان لائل

offres d'emploi

**GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL**  
 leader mondial dans le  
**DOMAINE DU SOUDAGE D'ENTRETIEN**  
 recherche

**INGENIEURS de MAINTENANCE**

- Ayant le goût des contacts et des négociations.
- Capables d'assurer un rôle de consultant technique.
- Disposant d'une expérience pratique de l'entretien dans l'une des industries suivantes :
  - Siderurgie
  - Forges
  - Fonderies
  - Papeteries
  - Cimenteries
  - Siereries
  - Verreries
  - Raffineries

**IL LEUR SERA OFFERT :**

- Un poste de responsabilité au sein d'une équipe de marketing industriel.
- Une formation personnalisée axée sur la mise en oeuvre de procédés et de produits d'entretien préventif par soudage spécifiques à chaque industrie.
- Un développement de carrière motivant.

Adresser C.V. manuscrit et photo sous le No 11870 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**UNE SOCIETE DE SERVICES EN INFORMATIQUE DE GESTION, FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT**  
 cherche la

**jeune informaticien**  
 qui sera

**LE RESPONSABLE COMMERCIAL**

de sa nouvelle agence de PARIS.

Il travaille en étroite collaboration avec le responsable technique de l'agence. Il prend soin, au départ, des premiers contacts avec le client, mais, au fur et à mesure du développement des affaires, il peut constituer lui-même sa propre équipe.

Ce poste est susceptible de vous convenir si vous avez 28 ans minimum, une formation du type ESSEC ou ESC et une expérience de deux ou trois ans en informatique. Ecrivez-nous, même si vous n'avez jamais exercé de fonctions commerciales : nous pourrions déterminer avec vous dans quelle mesure ce poste est conforme à vos aspirations et à vos aptitudes.

Adresser vos dossiers de candid. sous réf. M240, à :

**ISERTI** 48, avenue Opéra 75002 PARIS  
 sélection Discrétion assurée.

Voulez-vous participer à la création d'un groupe d'études dont la mission est d'étudier, de définir et de mettre en oeuvre la politique du secteur de pointe d'un grand service public ?

Etes-vous

**ingénieur grande école**

Avez-vous acquis une formation complémentaire en économie et gestion d'entreprise avec une bonne culture informatique ?

Désirez-vous aborder la prospective avec un esprit concret et réaliste ?

Si oui, pourquoi ne pas devenir notre

**chargé d'études ?**

Ecrire à J. THILLY (sous réf. 2905 M) ALEXANDRE TIC S.A. 10, rue Royale 75008 PARIS

**Engineering pétrole**

Notre société a une réputation internationale et une longue expérience dans un domaine spécialisé de l'ENGINEERING PETROLIER. Son activité se situe surtout à l'étranger. nous recherchons

**UN INGENIEUR GRANDE ECOLE**  
 POUR LE DEVELOPPEMENT DE TECHNIQUES NOUVELLES

Il sera chargé de rechercher et de négocier à haut niveau des contrats d'engineering et d'entreprise générale.

Anglais courant, 22 ans minimum.

Expérience commerciale et connaissances techniques ENGINEERING PETROLE, en ENTREPRISE, ou EXPLOITATION DE CHAMPE.

**UN CHEF DE COMPTABILITE**

Il sera chargé, après retraite prochaine de titulaire, des problèmes comptables, fiscaux et financiers de la société et de la liaison sur ces problèmes avec les filiales étrangères.

Ce poste convient à un cadre ayant une formation comptable et une certaine expérience internationale.

Anglais satisfaisant.

Efficacité et clarté d'expression appréciées.

Apt. indifférent, et référence dans un poste semblable.

Ecrire N° 8794, à LE MONDE & PUBLITEA, 5, rue des Saussaies, 75007 PARIS.

**Banque Populaire**  
**CREDIT POPULAIRE DE FRANCE**  
 BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DE LA REGION SUD DE PARIS

Siège Social : MONTROUGE (55, avenue Aristide Briand - 92120)

Dans le cadre du renforcement de son service Organisation

**RECHERCHE :**

**ATTACHES (EES) d'ORGANISATION**

- Formation Ecole Supérieure ou Universitaire.
- Connaissances financières et bancaires.
- Expérience acquise en organisation classique et en analyse fonctionnelle, (comptabilité générale et analytique, engagements, ressources créditrices, inspection).
- Habitude des contacts avec les gestionnaires et aptitude à la négociation.

Adresser curriculum-vitae, photo, préférences à la Direction du Personnel.

**GENERAL FOODS FRANCE**  
 Usine de MONTREUIL - 93

recherche :

**INGENIEUR DEVELOPPEMENT NOUVEAUX PRODUITS INDUSTRIE ALIMENTAIRE**

- Formation type AGRO - ENSIA - IBANA et INSA.
- Expérience de deux à cinq ans en recherche et développement produits de grande consommation.

**ACTIVITE :**

- dans un premier temps se familiariser avec la méthodologie du Groupe en matière de développement technique ;
- après formation aux technologies du Groupe il prendra la responsabilité du développement d'une ligne de nouveaux produits.

**INTERET :**

- Intégré à une véritable équipe, il apportera son savoir-faire, qu'il pourra valoriser dans un groupe multinationnel réputé pour sa créativité et donc d'avoir les meilleures chances d'être à l'avant-garde de sa spécialité.

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions à J.C. LEBLANC, 283, rue de Roissy, 93106 MONTREUIL.

**CRÉDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL**  
 spécialisé dans le financement des investissements à la petite et moyenne entreprises, recrute dès à présent, principalement pour sa Délégation Régionale de PARIS, mais également possédant d'affectation dans ses délégations suivantes : LILLE - BORDEAUX - MARSEILLE METZ - ORLEANS

**JEUNES ATTACHÉS COMMERCIAUX AGENTS DE CONTACT**  
 entre les entreprises et nos services financiers.

**IL FAUT :**

- Titularisation commerciale, entrepreneur, mobile.
- Ou D.N.E. ou R.T.S. gestion, finance comptabilité ou commerciale ou 2 ans Sciences Eco.
- Niveau B.C. ou équivalent.
- Libéré des O.M.

Pour dialoguer avec chefs d'entreprises et banquiers, nous aurons votre FORMATION TECHNIQUE par un stage d'une durée de trois mois à Paris.

**DEBUT DU STAGE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE**  
 Rémunération première année 36.700 F. Deuxième année 43.000 F. Indemnité frais déplacements + avantages de la profession bancaire.

Envoyer dès à présent curriculum vitae détaillé avec photo en indiquant la région d'affectation souhaitée au **CRÉDIT HOTELIER**, Service Recrutement, 78, rue Olivier-de-Serres, Paris (19<sup>e</sup>).

**ingénieur électronicien et électromécanicien**

80 000 F +

Engineering au biens d'équipement

P.M.E. nous sommes et vendons sur le plan international des biens d'équipement et des installations complètes. Nos recherches ont lieu pour prendre en charge le secteur de l'engineering de nos installations de contrôle des rails, il s'agit de faire réaliser des assemblages électroniques et électromécaniques, et il s'agit de la liaison avec les traitants, l'évolution des techniques dans son domaine, participer à des essais et démonstrations sur le terrain, en partie étrangères.

Il est prévu une formation pour se familiariser avec les techniques que l'on aura à charge.

Bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand très appréciée.

Poste à plein-temps à Paris, avec quelques déplacements en France et à l'étranger.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 2228/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Il seront absolus des candidatures et seront par :

**BERNARD KRIEF SELECTION**  
 1, rue Danton - 75006 Paris (Métro St. ANTOINE)

**INTERTECHNIQUE**  
 INFORMATIQUE  
 MULTI 4 - MULTI 20 - RÉALITÉ 20

recherche

**INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

Les candidats devront prouver une parfaite connaissance des applications temps réel à base de mini-ordinateurs et d'une expérience similaire chez un constructeur d'ordinateurs ou une société de conseil en informatique.

La rémunération de base est assortie d'un intéressement substantiel.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise. Frettes de six d'années. Restaurant.

Adresser C.V. avec prétentions en précisant référence annonce 370 à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78330 PLAISIR

**SOCIETE de CONSTRUCTION d'Appareils Electroniques de Mesure de HAUTE TECHNOLOGIE**  
 crée un poste de

**Directeur du Marketing France et Export**

dont le rôle sera

- à court terme d'assurer la direction des ventes, pour assurer la promotion des produits existants.
- à plus long terme de mettre en place, après étude approfondie du marché, un plan de marketing incluant l'extension du marché actuel, la promotion d'utilisations nouvelles pour les produits existants, la recherche de produits nouveaux.

Nous souhaitons engager un homme ayant au moins 35 ans, initié aux techniques de l'électronique et possédant une

**Formation Supérieure Commerciale**  
 et une expérience du Marketing industriel.

Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
 service M.1021, 10 r. de la Paix, 75002 Paris

Un important Groupe multinationnel recherche pour sa DIVISION DES VENTES DE MATIERES PREMIERES en France, un jeune

**CADRE COMMERCIAL**

La Division est responsable de la commercialisation en France de produits bruts et manufacturés destinés aux Industries Alimentaires.

Diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, le candidat est recruté après une courte période de formation dans plusieurs divisions du Groupe au sein des pays de la C.E.E., l'assistant du Chef des Ventes à Paris.

Il est prévu ensuite de lui confier des responsabilités importantes en France ou à l'étranger.

Une bonne pratique de l'anglais est dès maintenant indispensable.

Ecrire avec C.V. et prétentions à No 12258 CONTEXTE Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**2 RESPONSABLES de PRODUITS**  
 région PARIS et France entière recherchés pour

- une entreprise française fabricant d'EMBALLAGES
- sa clientèle industrielle
- sa Direction PRODUITS NOUVEAUX

Il faut :

- une formation commerciale
- une expérience d'environ 5 ans
- une connaissance en études de marchés
- une approche des produits alimentaires

Pour tous renseignements compl., écrire sous réf. 2.942 S à G.R. BESSON ORES-CFF

**ORES** 23, rue des Mathurins 75008 PARIS  
 Groupe BOSSARD

**Importante Banque Américaine**  
 recherche

pour sa Succursale parisienne un

**LOAN OFFICER**

- 4 à 5 années d'expérience bancaire minimum.
- Parfaite connaissance des Eurocrédits et des crédits MT export.
- Bilingue français-anglais.

Intéressantes perspectives de carrière.

Envoyer curriculum vitae détaillé et photo sous le numéro 830.228, RFOIB-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

**directeur administratif et financier**

La Société est la filiale d'un groupe international spécialisé dans la commercialisation des composants électroniques sur le marché français. Son siège est à Paris.

Les responsabilités de ce poste comprennent : la comptabilité, la préparation des factures de paiement, la trésorerie et le contrôle financier, la gestion de personnel et administrative de la filiale.

Le poste s'adresse à un homme jeune possédant une solide expérience de la comptabilité, de formation supérieure et une maîtrise de la pratique de contrôle comptable-gestion. Il a une bonne connaissance de l'anglais.

La rémunération prévue est de l'ordre de 100.000 F.

Ecrire sous référence 3554/M à I.C.A. qui transmettra. Les candidatures seront traitées confidentiellement par un consultant.

**I.C.A.** International Classified Advertising 2, rue d'Hauteville - 75002 PARIS

**POUR LE SERVICE DES TELECOMMUNICATIONS les PTT recrutent sur titres POUR PARIS ET LA PROVINCE**

**350 DIPLOMÉS DE CERTAINES ECOLES D'INGENIEURS**  
 ou titulaires d'une maîtrise d'informatique (âge maximum 30 ans)

**FONCTIONS**  
 Etudes pour la mise en place de nouveaux systèmes d'exploitation  
 Lancement de travaux neufs  
 Contrôle de chantiers  
 Exploitation technique et maintenance des installations

**CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1975**  
 RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS DANS LES DIRECTIONS REGIONALES DES TELECOMMUNICATIONS

Paris : 18, boulevard de Vaugirard 75631 PARIS CEDEX 15.

Benlieux : 7, bd Romain-Rolland 92128 MONTROUGE

Province : au chef-lieu de la région de résidence.

**Importante Centrale de vente immobilière**  
 recherche

**LE RESPONSABLE de sa Délégation Régionale DE LYON**

(1.200 logements par an)

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure, âgé de 30 ans minimum. Connaissance parfaite de la Région RHONE-ALPES, expérience de l'immobilier de 5 ans au moins, dans les domaines qui lui seront confiés.

- Etudes de projets
- Lancement commercial des opérations
- Gestion des ventes
- Animation d'une équipe de vente importante.

Disponible rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1706 à

**OP** Organisation et publicité 2, rue de Valenciennes 75002 PARIS

**biologiste**

Laboratoire d'Analyse Microbiologique spécialisé dans la biologie, l'immunologie et l'analyse bactériologique. Ce poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyer curriculum vitae détaillé et photo sous le numéro 830.228, RFOIB-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

**CNPG 105 av. Victor Hugo Paris 16**  
 COMPTON ELECTRONIQUE

**CENTRALE DE VENTES IMMOBILIERES**  
 recherche

**VENDEURS CRÉATIFS AGRESSIFS LIBRES RAPIDEMENT**

Nous proposons :

- une situation agréable dans une équipe jeune ;
- des programmes intéressants et bien positionnés dans le marché ;
- un budget de publicité et un outil de vente ;
- une rémunération motivante.

Envoyer curriculum vitae et photo à :

**CLAUDE LACHAL**  
 82, boulevard du Montparnasse - 75014 PARIS

**SOCIETE D'INFORMATIQUE FILIALE d'un Groupe important**  
 recherche

**ANALYSTE CONFIRMÉ**

- Formation supérieure ;
- Plusieurs années d'expérience des applications de gestion.

Env. C.V., photo et prétentions sous N° 380 à : LEVI-FOURNAY, 5, cité Figalle, 75008 Paris, qui tr.

La ligne de...  
 d'emploi  
 DP  
 CONSULTING  
 SCHLIMBERGER  
 lumberger  
 PIERRE  
 Genie Civil  
 VIEUR T.C.  
 SISTANTS F PRODUIT  
 AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	89,70
minimum 18 lignes de hauteur	38,00	44,87
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,08
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	25,00	28,10
Achat-Vente-Location	30,00	35,00
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	28,85

Le Groupe du **crédit universel** renforce son réseau d'Agences Bancaires et crée des postes de **directeurs régionaux**

dépendant du Directeur de l'Exploitation ils seront chargés d'animer et de diriger le Groupe d'Agences placées sous leur autorité.

Une note d'information sur les postes à pourvoir sera adressée sur simple demande à tous les candidats justifiant d'une expérience bancaire de haut niveau.

**GROUPE du CREDIT UNIVERSEL**  
Direction de l'Exploitation  
28 rue Notre Dame des Victoires 75002 Paris  
discrétion absolue

**IMPORTANTE ENTREPRISE GENIE CIVIL**  
recherche pour Siège PARIS

**INGENIEURS D'ETUDES DE PRIX**

postes convenant à des ingénieurs et responsables de travaux ayant une très bonne expérience

— soit des chantiers d'ouvrages d'art et constructions industrielles,  
— soit des chantiers de grands travaux, notamment souterrains, travaux à la mer.

**FONCTION:**  
Définition des méthodes d'exécution et évaluation des devis s'y rapportant.  
Anglais souhaité.

Ecrire avec C.V. détaillé à No 11892, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

Important Groupe Pharmaceutique International recherche pour sa **FILIALE FRANCE BENELUX** (900 personnes environ)

**UN DIRECTEUR DU PERSONNEL**

**110.000/130.000 F ANNUELS**

Il a 35 ans minimum, dispose déjà de 7 à 10 ans d'expérience dans la gestion du personnel et connaît l'anglais. Il sera placé sous l'autorité directe du Président.

Revoir sous référence 402 au : **GROUPE FRANÇAIS DE CONSEILS QUI EST CHARGÉ DE VOTRE RECRUTEMENT.**

**G.F.C.**

102, rue de la Pompe, — 75116 PARIS.  
Discrétion absolue et réponse assurée.

**IMPORTANT GROUPE DE PRESSE (CENTAS PARIS)**  
recherche

**ASSISTANT (E) CHEF DE PUBLICITE**

— 25 ans minimum ;  
— excellente présentation ;  
— susceptible de représenter un grand titre de la presse quotidienne nationale ;  
— capable de maîtriser rapidement les données du secteur immobilier ;  
— connaît (e) que l'essentiel de son activité devra consister en rendez-vous assurés.

Le préférence sera donnée à tout (e) candidat (e) pouvant témoigner d'une connaissance immédiate de ce marché, promesse, agences immobilières et agences de publicité spécialisées.

Bonne avec photo, présentations et curriculum vitae à n° G 588, ESCOFFIER-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e), qui transmettra.

Le Directeur d'une chaîne de magasins à succursales multiples recherche son

**ADJOINT ADMINISTRATIF**

pr encadrer une équipe d'une dizaine de personnes

**FORMATION COMPTABLE**  
(B.T.S., D.E.C.S., etc.) - 5 ans minimum d'expérience comptabilité et gestion.

Rémunération minimum **52.000 F**

Logement et chauffage gratuitement fournis

Envoyer C.V. détaillé, présentations sous référence CA 67 à : **CONSEILS EN RECRUTEMENT, 5 bis, rue Eschquier, 75116 PARIS.**

**GRANDE SOCIÉTÉ AUX ACTIVITÉS NOMBREUSES ET VARIÉES FRANCE ET ÉTRANGER**

recherche

**INGÉNIEUR SOUDEUR**

AVANT 2 à 3 ANS D'EXPERIENCE  
SI POSSIBLE CHAUDRONNIER OU CHARPENTE  
LOUERS, OUVRIER TRINIS OU CHANIERE.  
Adresser candidature sous n° 5.374 à :  
Bonne connaissance de l'anglais requise.  
Nombreux déplacements France et étranger.  
Adresser candidature sous n° 5.374 à :  
SPERAD, 12, rue Jean-Jaures - 93047 PUTEAUX.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE PRODUITS CAPILLAIRES - COSMÉTOLOGIE**  
Rayonnement International

recherche dans le cadre de l'expansion d'un de ses départements

**CHEF DE PRODUIT**

pour assurer l'animation et la Promotion d'un ensemble de produits.

Ce poste offre des perspectives d'avenir certaines et conviendra à un candidat :

— jeune, dynamique, ayant une forte personnalité, possédant une expérience en Marketing ou Promotion des Ventes.

Adr. lettre manuscrite, curricula vitae et photo à : **D. VANDY - Boite Postale 354.09 - PARIS.**

**GENERAL FOODS FRANCE Usine de MONTREUIL - 93**

recherche :

**TECHNICIEN INDUSTRIE ALIMENTAIRE**

• Formation T.S., I.U.T. ou équivalent.  
• Son rôle consistera à assister un ingénieur nouveaux produits dans toutes les activités de recherche et de développement.

**IL SERA CHARGÉ :**

• de la préparation ;  
• de la réalisation et du contrôle d'essais (laboratoire ou pilons) ;  
• Une expérience de 1 à 2 ans en laboratoire d'analyse est souhaitée.

Ecrire avec C.V. et présentations à **J.C. LEBEU, 283, rue de Rosny, 93106 MONTREUIL.**

Si vous avez l'EXPERIENCE de la réalisation d'UNITES PETROLIERES ou PETROCHIMIQUES

• importantes (plus de 100 millions de francs)  
• en France comme à l'Exportation

**UNE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING DE REPUTATION MONDIALE** peut vous offrir un poste de **PROJECT MANAGER DE HAUT NIVEAU**

avec une REMUNERATION et des PERSPECTIVES D'AVENIR intéressantes.

Ecrire avec C.V. et présentations svt.éf. 733 à **A.N.P.M. 108, av. Ch. de Gaulle 92022 NEUILLY**

**BANQUE PRIVÉE**  
FILIALE IMPORTANT GROUPE FINANCIER recherche pour département **BANQUES D'AFFAIRES à PARIS**

**JEUNES ATTACHÉS (ÉES) DE DIRECTION**  
(2 à 4 ans d'expérience)

• Formation économique et juridique (Droit, I.E.P., Sup. de Co. ou diplôme similaire),  
• Etudes et aptitudes comptables appréciées.  
• Equipage dynamique, travail varié, possibilité d'avancer.

Ecr. avec C.V. man., présent. et photo (retournée), No 88, FURCAYRE ROGEE ELZE, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

**IMPORTANT GROUPE FINANCIER QUARTIER SAINT-LAZARE**

recherche

**ANALYSTES CONFIRMÉS PROGRAMMEURS CONFIRMÉS**

Plusieurs années expérience dans la fonction postulée souhaitée.

Connaissances COBOL, DOS, (OS apprécié).

Envoyer photo, C.V. et présentations à **GAUTRON, 389 rue Rodier, 75009, sous réf. 2631, qui transmettra.**

**LA PROFESSION D'ARCHITECTE**  
recherche un **DIRECTEUR** pour son **SERVICE D'ÉTUDES DES MARCHÉS D'INGÉNIEURIE ET D'ARCHITECTURE**

Ce service est à Paris :

• conseille les Architectes dans la rédaction de leurs contrats de marchés publics ;  
• participe à l'élaboration des positions de la profession et la maîtrise ;  
• entreprend les démarches nécessaires auprès des Administrations concernées ;  
• entretient les relations techniques appropriées avec ses correspondants locaux ;  
• suit les éventuels recours contentieux ;  
• Il pourra, dans l'avenir, être amené à diriger son champ d'activité aux autres domaines contractuels intéressant la profession.

Il est donc souhaitable que son Directeur ait une formation supérieure juridique-administrative, une bonne connaissance des problèmes réglementaires de la construction, l'habileté des contacts avec l'Administration et une expérience contentieuse.

Age : 33 ans minimum.

Prise de fonction envisagée : au plus tard 15 sept

Ecr. avec curricula vitae, références et présentations à : **« 8708 », le Monde et Publicité, 6, rue des Italiens - 75247 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmet**

**COCEI**  
**STÉ ENGINEERING DU GROUPE TECHNIP**  
5 rue du R.E.R. - RUEIL

offre au sein des différents services de son Bureau d'études, plusieurs postes à :

**JEUNES TECHNICIENS**

Désireux de faire carrière en ENGINEERING et ayant l'une ou l'autre des formations suivantes :

— B.T.S. Electronicien  
— B.T.S. Bureau d'études  
— B.T.S. Génie civil - Charpente métallique  
— U.I.T. Génie chimique  
— U.I.T. Mesure physique  
— SAC Technique  
— R.E.L.  
— C.A.P. Dessinateur

Ces postes sont à pourvoir rapidement

Horaires : 8 h - 13 h - Restaurant d'entreprise.

Env. C.V., photo et présentations à **COCEI, 44, avenue de Chateaufort - 92200 RUEIL-MALMAISON.**

Organisme de Formation Agricole recrute

**RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT « DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL »**

Il devra : réaliser des actions de formation pour les agents des organisations agricoles ; conduire des travaux d'études ; assurer la responsabilité hiérarchique des collaborateurs de ce département.

Nous demandons : formation générale de niveau supérieur ; 5 ans d'expérience professionnelle, si possible dans des organismes agricoles ; goût pour le travail en équipe ; aptitudes pour formation d'adultes ; qualités d'organisation ; compétences en économie générale, aménagement rural et méthodologie du développement agricole et rural.

Lieu de travail : **TRÉ-CHATEAU (OISE).**

Le salaire annuel ne sera pas inférieur à 60.000 F.

Envoyer curriculum vitae avant le 23 juin à : **AFPA - TRÉ-CHATEAU - 60900 SERFONTAINE.**

Les candidats retenus seront convoqués à un concours filé les 30 et 31 juillet 1975.

Filiale Groupe Multinational proximité Métro MARCEL-SEMBAT recherche :

**SECRÉTAIRE DE DIRECTION STENO-DACTYLO BILINGUE ANGLAIS-FRANÇAIS**

— Allemand souhaité.  
— Ayant connaissance juridique et expériences diverses du personnel.

Adr. C.V. man., photo, référ. et présent. n° 12.512, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Importante Société Industrielle (plus de 4.000 personnes - C.A. 1 milliard environ) pour sa Direction du Personnel

**UN PSYCHOLOGUE**  
(Homme ou Femme)

Il est plus particulièrement responsable du recrutement du Personnel, techniciens, employés et ouvriers.

Il participe à la mise en place d'une Gestion prévisionnelle du Personnel non cadre de la Société.

Il lui sera confié également des études ponctuelles, notamment dans le cadre d'aménagements et d'émulation des conditions de travail.

Ce poste proposé peut concerner un (a) candidat (e) diplômé (e) en Psychologie industrielle ou maîtrise de Psychologie Sociale et connaissant déjà le milieu industriel par une expérience de 2 à 3 ans, si possible dans le recrutement.

Adresser C.V., manuscrit et présentations à **PARFRANCE P.A. sous n° 3193 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra**

**BANQUE HERVET**

recherche pour son **DÉPARTEMENT CREDITS PROMOTEURS à Neully**

**cadre confirmé**

• Formation supérieure  
• Expérience bancaire des crédits promoteurs  
• Goût des contacts commerciaux

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations à Direction du Personnel BP 154 92201 Neully-sur-Seine.

Grand Organisme français de prestations de services offre un poste de haute responsabilité pour

**INGÉNIEUR GRANDES ECOLES**  
Age minimum 25 ans.

Pour la promotion et le développement à l'étranger des activités de ce domaine, la **GÉOLOGIE de l'ingénieur** sera recherchée au Génie Civil et aux travaux miniers.

— pour l'encadrement et le contrôle technique et la gestion des opérations.

Une solide expérience technique et commerciale est demandée.

Anglais indispensable. Français souhaité.

Envoyer candidature à n° 4.068, Escoffier et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 Paris.

Société traitement des eaux industrielles Siège à Paris.

**TECHNICO-COMMERCIAL**  
pour études et suivi affaires, administration, décarbonatation, dessèchement, résiduaires. Adr. C.V. et réf. n° 26.163 B, 94009 Vincennes, qui transmet.

**CENTRE REINE-HUOUEWY, 5, rue Gaston-Gauche, 92 - SAINT-CLLOUD, recherche INFIRMIÈRES D.E.**

Salaire début 3.000 F. et 2 ans échelonnés 2.250 F. et 11.000 F. + prime 7,50 %, poss. logement. Diplôme. Ecrire au siège, pour renseignements : 402-36-53, poste 315, rendez-vous : 402-36-53, poste 315.

Important établissement financier de statut bancaire recherche pour **PARIS, LYON et NANTES**

**COLLABORATEURS COMMERCIAUX**

Formation ESC ou équivalente

Le poste proposé a pour objet la recherche et l'entretien d'une clientèle de garages et P.M.E.

Connaissances des techniques de leasing indispensables.

Envoyer C.V. et photo à **HAVAS CONTACT, 156, bd. Haussmann, 75008 PARIS, sous réf. 57.014 M.**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE**  
proche BATELIER OUBRY recherche pour son service **d'INFORMATIQUE PERSONNEL D'EXPLOITATION**

— sur gros équipement 3<sup>e</sup> génération sous O.S.  
— formation souhaitée : SAC ou équivalent ;  
— possibilité d'évolution vers la programmation pour éléments de valeur ;  
— libéré du Service National.

Env. curricula vitae manuscrit, n° 12.442, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra. — PARIS 1<sup>er</sup>.

Importe 64 International propose un **STAGE DE FORMATION COMMERCIALE**

Messieurs 25 à 30 ans, bacheliers, niveau minimum, I.U.T. Informaticien souhaité ; troisième langue, niveau intermédiaire.

— situation avenir.

Scr. av. C.V., photo, diplôme, référ. et présentations à : **HAVAS CONTACT 3274 156, bd Haussmann, 75008 PARIS qui transmettra.**

Société de distribution aliment dans le Nord-Est de Paris recrute :

**CHEF D'EXPLOITATION INFORMATIQUE**

Demande : Cadre dynamique, expérimenté, niveau minimum, I.U.T. Informaticien, connaissance matériel I.B.M., système D.O.S. 360/38 K.

Chargé : Programmation, diriger, planifier un service en collaboration avec direct informaticien. — Env. C.V. détaillé avec photo, références, n° 26.229 B, à BLEU, 17, rue Labat, 94009 Vincennes, qui transmet.

**OFFRES POSTE DIRECTEUR (TRICIE) administr. à mettre en œuvre des réalisations se rapportant à la : FÉDÉRATION STEINER (Monnaie 3 ans en tant Indus.).**  
**ÉCOLE PERCEVAL - 75008 CHATEAU - Téléphone : 764-14-64**

**SOCIÉTÉ D'ENGINEERING GARE DE LYON**  
recherche **INGÉNIEUR ELECTROMECANICIEN THERMICIEN**

pour études et vente nouveaux produits pour industrie chimie. Anglais nécessaire.

Env. C.V. et réf. n° 4.064, Escoffier et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 Paris.

**CREDIT HOTELIER COMMERCIAL et INDUSTRIEL DE PARIS** spécialisé dans le financement des investissements de la P.M.E. recherche :

**PLUSIEURS JEUNES BACHELIERS**  
SAC B ou 62 ou DIPLOMES RCCIP

Connaiss. comptables nécessaires. Libéré O.S.

Intéressé par un travail d'études et d'analyses de dossiers de crédits comportant des aspects financiers et économiques.

Après formation assurée par nos soins ils se verront confier des postes de **REDACTEURS**

Avantages de la profession bancaire.

Ecrire service du Personnel 76, r. Opéra-de-Sarre, Paris-15<sup>e</sup>.

مكتبة النهر

La ligne La Page T.E.

OFFRES D'EMPLOI	84,00	89,70
Offres d'emploi T.E. (hors annonces)		
Offres de travail	88,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	5,68
CARTELOU		
PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,80

# ANNONCES CLASSEES

La ligne La Page T.E.

L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,85

## offres d'emploi

**RECH. UNIV. P. PARIS-6**, comp. homme compétent en matière de gestion. Ecrire à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**VOUS ETES V. C. I.A. S.E.C.C. (option D.E.C.S.)**, spécialiste expert comptable, recherche plus d'expérience dans le domaine de la gestion, dans P.M.E. ou artisanat.

Disponibles une demi-journée ou une journée par semaine sur les départements 75-91-92-93-94-95-76.

**NOUS VOUS PROPOSONS** : l'assistance de formation de groupes de formation d'adultes (maîtrise exclu).

Ecrire avec C.V. + photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**EXCELLENTE VENDEUSE** bonne présente, pr. organisation, cherche un poste de vendeuse dans un magasin de vêtements.

UNE AGENCE DE PUBLICITE ET D'EDITIONS

**UN JEUNE PUBLICITAIRE** capable de devenir mon bras droit si vous avez un minimum 3 à 4 ans d'expérience.

TELEPHONE A MME MARTINON 28-14-19 ou envoyer votre C.V. au : 7, rue du Faubourg-Montmartre, 75001 PARIS.

**ANALYSTE-PROGRAMMEUR** Bureau de programmation, recherche un poste de programmeur dans un organisme de l'Etat.

Adresse : C.V. et photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**INGENIEUR** Sup. de l'Industrie (ou équivalent) recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

Adresse : C.V. et photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**UN INGENIEUR** C.V. CENTRALE - SUP. ELIC. 1 à 2 ans d'expérience pour un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

Adresse : C.V. et photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**HOTEL RITZ** recherche **TELEKISTE TRILING.** FRANCAIS-ANGLAIS-ALLEM. Se prés. à : 20, rue Cambon-Paris.

**COMPTABLES 2<sup>e</sup> ECH. CONFIRMES** Adresser C.V. et photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**CO. TE. BA.** Société Industrielle de la Région de Paris recherche un **CHIEF COMPTABLE** pour service financier.

**INGENIEURS PROJETS** Diplômés à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**INGENIEURS DIPLOMES** Adresser C.V. et photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**DIRECTEUR D'USINE** Formation grande école, chimiste, cherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**INGENIEUR** Diplômé à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**ATECMA** 11, rue ANCIENNE 109 208-11-11 - 208-11-11 recherche un **SECRETARE DE DIRECT.** CONC. STENOGRAPHE.

## offres d'emploi

**CIE GENERALE D'AUTOMATISME** LE PLESTI PATY 7120 GREYVILLE-SUR-ORNE recherche :

**INGENIEUR 2** Formation ENSI ou équivalent. Electronicien ou électromécanicien avec 2 à 10 ans d'expérience en électronique pour la maintenance sur sites clients.

**MAPTE SOCIETE** de développement recherche **COLLABORATEUR** ayant quelques années d'expérience en matière de développement, chargé de la mise au point de programmes informatiques.

**EDUCATION SURVEILLEE** Département de l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR recherche un **CHIEF DE COMPTABILITE** expérimenté, 35 ans min.

**MOURETTE - PHOTO** 256, rue de Valenciennes, Paris-19<sup>e</sup>. VENDEUR, 30 ans minimum, très sérieux, désir. réponse. Se prés.

**CHIEF DE VENDE** pour un réseau de représentants (20 sur min. 100). Ecrire avec références et prétentions à : O.P.F. (n° 1772), 2, r. de Sten. Paris 7<sup>e</sup> qui tr.

**REPRESENTANT** Avant clients sérieux, recherche relations avec des P.M.E. et des fabricants français et étrangers. Ecrire avec références et prétentions à : O.P.F. (n° 1772), 2, r. de Sten. Paris 7<sup>e</sup> qui tr.

**ANALYSES-PROGRAMMEURS** Formation supérieure, 2 à 3 ans d'expérience. Pratique de tous langages (P.L., C, COBOL).

**PROGRAMMEURS** Débutants. Formation I.U.T., Institut. Adr. C.V. et photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**SECURITE** Formation supérieure, 2 à 3 ans d'expérience. Pratique de tous langages (P.L., C, COBOL).

**ANALYSE** Formation supérieure, 2 à 3 ans d'expérience. Pratique de tous langages (P.L., C, COBOL).

**INGENIEURS PROJETS** Diplômés à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**INGENIEURS DIPLOMES** Adresser C.V. et photo à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**DIRECTEUR D'USINE** Formation grande école, chimiste, cherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**INGENIEUR** Diplômé à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**ATECMA** 11, rue ANCIENNE 109 208-11-11 - 208-11-11 recherche un **SECRETARE DE DIRECT.** CONC. STENOGRAPHE.

**RECH. UNIV. P. PARIS-6**, comp. homme compétent en matière de gestion. Ecrire à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

## demandes d'emploi

**ETUDIANT** préparant STS cherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**PROGRAMMEUR** ASSOCIATION N° 15 MITRA S (C.L.) Gestion terrain 1975. Poste à pourvoir.

**FRANCE SOUVERAIN** cherche un **CHIEF DE COMPTABILITE** expérimenté, 35 ans min.

**UNE SPECIALISTE** COMPTABLE EN NIVEAU avec expérience développement public, recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**DIRECTEUR FINANCIER - 34 ans** Britannique - Bilingue français. 10 ans d'exp. audit avec cabinet d'expertise comptable anglo-américain et 2 ans d'expérience internationale.

**COORDINATEUR INTERNATIONAL** Expérience reconnue de la maîtrise d'opérations complexes en CHINE et en EXTREME-ORIENT.

**INGENIEUR BRASSEUR** 30 ans, nationalité française. 5 ans à l'étranger. CHEF DE LABORATOIRE DE CONTROLE de la qualité des produits.

**DIRECTEUR DU PERSONNEL** recherche responsabilité d'Etat-major, niveau industriel et européen.

**CHEFS D'ENTREPRISE** L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes :

**DOCTEUR INGENIEUR (ENST)** 35 ans, trilingue anglais, espagnol, français, cherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**GESTION PARC** Véhicule, Ecrire SILVIO, 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**INGENIEUR** Diplômé à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**DIRECTEUR D'USINE** Formation grande école, chimiste, cherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**INGENIEUR** Diplômé à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**ATECMA** 11, rue ANCIENNE 109 208-11-11 - 208-11-11 recherche un **SECRETARE DE DIRECT.** CONC. STENOGRAPHE.

**RECH. UNIV. P. PARIS-6**, comp. homme compétent en matière de gestion. Ecrire à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

## demandes d'emploi

**RESPONSABLE INFORMATIQUE** 48 ans, 24 ans en milieu industriel dont 13 d'activité informatique.

**FRANCE SOUVERAIN** cherche un **CHIEF DE COMPTABILITE** expérimenté, 35 ans min.

**UNE SPECIALISTE** COMPTABLE EN NIVEAU avec expérience développement public, recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**DIRECTEUR FINANCIER - 34 ans** Britannique - Bilingue français. 10 ans d'exp. audit avec cabinet d'expertise comptable anglo-américain et 2 ans d'expérience internationale.

**COORDINATEUR INTERNATIONAL** Expérience reconnue de la maîtrise d'opérations complexes en CHINE et en EXTREME-ORIENT.

**INGENIEUR BRASSEUR** 30 ans, nationalité française. 5 ans à l'étranger. CHEF DE LABORATOIRE DE CONTROLE de la qualité des produits.

**DIRECTEUR DU PERSONNEL** recherche responsabilité d'Etat-major, niveau industriel et européen.

**CHEFS D'ENTREPRISE** L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes :

**DOCTEUR INGENIEUR (ENST)** 35 ans, trilingue anglais, espagnol, français, cherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**GESTION PARC** Véhicule, Ecrire SILVIO, 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

**INGENIEUR** Diplômé à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**DIRECTEUR D'USINE** Formation grande école, chimiste, cherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**INGENIEUR** Diplômé à GRANDES ECOLES ou EQUIVALENTS recherche un poste de responsable technique dans une entreprise industrielle.

**ATECMA** 11, rue ANCIENNE 109 208-11-11 - 208-11-11 recherche un **SECRETARE DE DIRECT.** CONC. STENOGRAPHE.

**RECH. UNIV. P. PARIS-6**, comp. homme compétent en matière de gestion. Ecrire à : 11, rue de Valenciennes, 11, rue de Valenciennes (20), tel. 27.40.00.

# L'immobilier

## appartements vente

**Paris**  
 16<sup>e</sup> Dans belle résidence 1900  
 2 chbres, petit bureau 110 m<sup>2</sup>  
 chbre pers., même étage. Seldi  
 Calme, Mardi-mardi 14 h 30 à 18 h  
 17 h 30 : 125 av. Voltaire, 16<sup>e</sup>  
 15<sup>e</sup> PTE-STRANCOIN, bel  
 imm. 1930, 2 P., cuis., wc,  
 chbr., toil. (pos. s. de bas), 45 m<sup>2</sup>  
 PRIX INTER. Mardi 16 h à 18 h  
 163, BO LEBEVRE

**Région parisienne**  
 ANNIERES - IMMEUBLE 1920  
 Sdiz, 3 P., 60 m<sup>2</sup>, Vm, terrasse  
 4/5èmes, 12<sup>e</sup> av. de la République, P. 245  
 NEUILLY R. BERTEAUX  
 Bel imm. p. du 1. 7. 2. 3. 4. 5.  
 Et. élév. 230 m<sup>2</sup>. Luc. décorat.  
 2 chbr., serv. P. 1.000.000 F.  
 GIER S.A. 57, avenue d'Igny  
 Tél. : 268-06-80

**LE PECQ**  
 EXCEPTIONNEL - Cause départ  
 d'agent immobilier, petit bout, 500 m<sup>2</sup>  
 double + 2 ch., 1 s. b. + 1 s.  
 d'eau, cuisine aménag. + calorif.  
 Nbr placards, Fr. 600, commu-  
 transp. P. 213.000 et 27.000 C.F.  
 Tél. : 246-24-24

**BOURG-LA-REINE**  
 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> ét., 117 m<sup>2</sup> + terrasse  
 130 m<sup>2</sup>, serv. Vm, le 17, de 14  
 à 19 h, 7, rue du Général-Foy.  
 Tél. : 246-24-24

**PROVINCE**  
 COTE D'AZUR  
 SANARY. App. neuf, 800 m<sup>2</sup>  
 mar. 200 m. commu. résid.  
 P. 2.100.000 F. P. 2 : 153.000 F.  
 Agence : 77, rue de la République  
 Arcades du Port, 8110 SANARY  
 (Ver). - Tél. (94) 74-25-25

**STRANGER**  
 Paris, vend 30 km. Sud TARRA-  
 GONE (ESPAGNE) APP. Vm, 2  
 acés direct plage part. Médit-  
 terrannée, mod. et beau, 110  
 m<sup>2</sup>, 2 ch., 1 s. b., 1 s. d'eau, 1 wc,  
 1 cuisine, 1 salle, 1 entrée, 100  
 m<sup>2</sup>, 75 m<sup>2</sup>, 1 étage, 11 ch. P. 170  
 40.000 F. Ecrite, 1.200, 8  
 11, rue de Valenciennes, Paris 11<sup>e</sup>  
 5, r. des Italiens, 75247 Paris 9<sup>e</sup>.

**constructions neuves**  
 VERSAILLES  
 La LA FAYETTE  
 31, avenue des Etats-Unis,  
 4, rue de l'École  
 Bel immeuble pierre de taille  
 Livrable immédiatement  
 disponibles quelques appartements  
 de 2 à 5 pièces.

**appartements occupés**  
 PL. PANtheon  
 Propriété vendue de long, tout  
 confort appartements occupés 2,  
 3, 4 pièces, - Tél. 68-73-35

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

## locations non meublées

**Offre**  
 NEUILLY SABLONS près bois  
 imm. 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> ét. 1000 m<sup>2</sup>, 10  
 m<sup>2</sup>, vide et meublé, 1.500 F.  
 1-9-1975, 1.500 m<sup>2</sup>, 114, r. Vou-  
 stlard, 6<sup>e</sup> et. Tél. BAB. 35-30

## bureaux

**CHATOU**  
 Surx 110 m<sup>2</sup>, Total, install.  
 en R.-de-Ch. Entier, install.  
 Tél. Tout confort, 200 F la m<sup>2</sup>.  
 73-24-27 et 22-41-52

## villas

**95 GOUSSARVILLE PAVIL**  
 2 chbres, baines, Piscine,  
 gar. TOUTIN 40 m<sup>2</sup>, 220.000 F.  
 Ecrite COLLE et Bois-Fleur  
 LABENNE-OCEAN 4630

## propriétés

Paris, vd 35 km sud Paris,  
 belle prop. vue imprenable,  
 comm. 65 ha, 1000 m<sup>2</sup>, 1.200 m<sup>2</sup>  
 P. 550.000 F. Tél. : 46-24-24

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**banlieue nord**  
 A louer, 8<sup>e</sup> quart. Hameau  
 La Boétie, bel. app. orné, en  
 burx, 143 m<sup>2</sup> ent. rénov., 2 lig.  
 14, 11<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét.  
 14, 11<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét.  
 14, 11<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét., 1<sup>e</sup> ét.

**palais-royal**  
 Bureau 20 m<sup>2</sup> S/S location  
 3 mois à 1 an  
 Entier ou non. Bel amplit.  
 Tél. 246-37-17 (poste 22)

**terrains**  
 Part. vend 1.500 m<sup>2</sup> terrain  
 bord de Seine, 100 m. de  
 Paris. Tél. 720-10-30 et 63-64

**viagers**  
 Direct. 2<sup>e</sup> Parc Sables-Champanne  
 bel imm. 61, 60 m<sup>2</sup>, App. Bas  
 ATEL ARTISTE CHAMPE  
 TOUT CONFORT  
 Occupé 1 T. 80 ans. Ch. + main  
 200 F mensuel. VENEL  
 26-61-50

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**MALESHERBES**  
 MAISONNIÈRE 5 PIÈCES,  
 200 m<sup>2</sup>, PLEIN SOLEIL,  
 entièrement réhabilitée,  
 Bel immeuble STANDING.  
 Vm, lundi, mardi, 14-18 heures,  
 14, RUE DE FIALBOURG.

**fonds de commerce**  
 Hôtel 40 chbres, 2 ét. MN avec  
 bar-café, possibilité exten-  
 sion, affaire saine. P. 100.000 F.  
 Ecrite 100.000 Agence  
 HAVAS STRASBOURG.

**villegiatures**  
 Loc. vacances week-end dans  
 le Journal « LES ANNONCES ».  
 P. 110.000 F. - 472-41-84.  
 En vente partout : I. F.

**fermettes**  
 Chaumière, plots dans fcu,  
 terrain 1.800 m<sup>2</sup>, Fr. Terrasse,  
 P. 110.000 F. - 472-41-84.

**immeubles**  
 Fr. ban. act. immob. comm.  
 1<sup>e</sup> Poire Placement  
 PHARMACIE - 5<sup>e</sup> ARR  
 Murs. EUR. 14-43 / 57-84, 8<sup>e</sup> JOUR

### LA DETECTION PAR ULTRA-SONS N'EST PLUS UN SECRET MILITAIRE. PROFITEZ-EN.

Même devant la porte  
 blindée cela fait déjà un  
 certain temps que le cambri-  
 olier n'est plus déconcerté 300  
 cambriolages par jour à Paris  
 en 1973, 400 en 1974, cela  
 donne à réfléchir. Puisque  
 les voleurs entrent chez vous  
 en professionnels, accueillez-  
 les en professionnels.

Le détecteur antivol de  
 Singer est un émetteur à  
 ultra-sons à effet Doppler qui  
 détecte tous les mouvements  
 dans une zone de 4 à 8 m  
 et déclenche alors une sirène  
 électronique puissante  
 (indépendante) équipée d'un  
 dispositif de temporisation  
 de la durée d'alarme avec  
 réarmement automatique.

Il se pose dans les passages  
 "obligés" (entrée, couloir).  
 Il ressemble à un inoffensif  
 transistor (c'est sa fonction  
 quand il n'est pas branché).  
 Vous l'installez vous-même.

Pour obtenir toute la  
 documentation (sous pli confi-  
 dentiel), renvoyez-nous le bon  
 ci-dessous ou venez voir  
 notre salle de démonstration,  
 27 avenue de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup>.

Nous vous donnons aussi  
 notre téléphone : 742.28.10  
 Les vacances sont si proches.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le détecteur antivol.  
 Nom ..... Adresse .....  
 Tél. ....

A retourner à Singer, Département Protection et Sécurité, 27, avenue de l'Opéra - 75001 Paris

## DETECTEUR ANTIVOL A ULTRA-SONS CONÇU PAR SINGER.

# OPERATION

## POSE SANS SUPPLEMENT DE PRIX

POUR TOUTES LES COMMANDES DE MOQUETTES SUPERIEURES A 1000F PASSES AVANT FIN JUIN, SUR PRESENTATION DE CETTE ANNONCE

# MONDIAL MOQUETTE SOLDE

## PLUS DE 1000 ROULEAUX

APPORTEZ VOS DIMENSIONS ET TOUJOURS... LES PRIX LA QUALITE LE STOCK

**BAGNOLET** : 101,193, av. Pasteur  
 5 m Pte des Lises, tél. 858.18.48

**BOULOGNE** : 92, bis, rue Gallieni  
 tél. 605.45.12

**COIGNIERES (NIJ)** : près Trappes,  
 route du Pont d'Aulneux  
 tél. 461.70.12

**FOSSE-SURVILLIERS** : zone  
 industrielle de Fosse, Pres Gare  
 SNCF, tél. 471.03.44

**MAISON-ALFORT** : 129, rue Jean  
 Jaures, RN 5, tél. 388.44.70

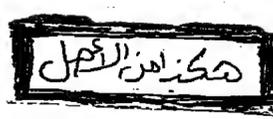
**SARCELLES** : 29, av. de la Division  
 Leclerc, RN 16, tél. 930.00.77

**SANT-DENIS** : 73, rue de la  
 République, tél. 820.02.02

**PARIS 13<sup>e</sup>** : 30, bd Jourdan 30 m  
 Boulevarde de la République, 13<sup>e</sup>  
 PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Assolville,  
 face gare d'Assolville, 331.22.38

**PARIS 19<sup>e</sup>** : 144, bd de la Vierge,  
 19<sup>e</sup> Paris, tél. 47.13.00

et apres



# La région parisienne

## Une innovation: les commerçants au secours des piétons

**L**e piéton de Paris a du mérite. Chassé des trottoirs par les voitures, assourdi par le vacarme de la circulation, asphyxié par les vapeurs d'essence, il ne profite plus de sa ville. M. Emile Arrighi de Casanova, directeur général de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, a récemment présenté les propositions de la compagnie consultative pour que le capital bénéficie de rues vraiment réservées aux piétons.

Des solutions ont été trouvées par certaines grandes cités notamment allemandes ou scandinaves et, en France, par Rouen, Grenoble ou Lille. Mais à Paris, les tentatives ont été très limitées. Elles sont rares (rue Saint-André-des-Arts, Rue Saint-Séverin) ou temporaires (Rue Saint-Louis, le secteur du Carrousel, les rues avoisinant certains grands magasins). Si l'on interdit la circulation automobile, les commerçants craignent que leurs affaires périclitent.

Il faut en finir avec ces stermolements, estime la chambre de commerce. « Les zones piétonnes doivent devenir un élément fondamental de l'aménagement des centres-villes et de l'amélioration de la vie urbaine. » Il s'agit d'appliquer « une mesure d'urbanisme et non une simple mesure de police ». La création de rues piétonnes doit être

inscrite dans le plan d'occupation des sols (P.O.S.) et être accompagnée d'un nouveau plan de circulation et de stationnement. Dans ce cadre un aménagement approprié est indispensable : plus de barrières diagonales, ni de chaussée, mais des terrasses, un mobilier urbain avenant, des fleurs et des centres d'animation.

### Pas de clandestinité

« Toute opération décidée de façon clandestine par les autorités de police a peu de chances de réussir », note la chambre. Pour valider les réserves des commerçants, elle souhaite que les livraisons ne soient pas rendues impossibles. Elle propose aussi de servir de lien entre les élus, l'administration et les commerçants et de participer à l'aménagement des équipements collectifs indispensables : espaces réservés à la manutention des marchandises, entrepôt commun ou consignés, parkings réservés pour les livraisons, parcs de stationnement, etc.

La compagnie consultative estime que la « piétonisation » de l'Îlot Saint-Séverin et de la rue Saint-André-des-Arts — les deux seules expériences parisiennes — n'est pas irré-

variable à condition qu'ils soient transformés en vraies rues piétonnes, selon un plan d'ensemble.

Le projet qui concerne le quartier Opéra-gare Saint-Lazare lui semble critiquable car « il se contente de repousser le flux piétonnier qui sort de la gare au-delà des rues commerçantes en le concentrant dans des passages ». Elle préfère celui des Halles, « étudié avec soin », qui prévoit de larges allées, propices à la flânerie et au « shopping ». Elle suggère une multiplication des « rues marchées » telles que la rue Mouffetard ou la rue Cadet et des secteurs réservés aux piétons dans les quartiers très touristiques ou très commerçants, à certaines périodes de l'année (fêtes de fin d'année, été).

La discussion du plan d'occupation des sols de Paris donnera aux élus l'occasion de se pencher sur ce dossier et de ne plus laisser à la seule préfecture de police l'initiative des créations de rues piétonnes. Les propositions de la chambre de commerce et d'industrie de Paris présentent l'avantage d'être formulées par l'organisme représentant la profession la plus hostile à ce type d'aménagement. Le Conseil de Paris aurait tort de négliger une « opposition » aussi constructive.

ALAIN FAUJAS.

## Le Port autonome veut remonter le courant

Le Port autonome de Paris s'appareille à fêter son cinquantième anniversaire. Depuis 1970, sont regroupés, sous la même autorité, quelques deux cent cinquante ports de tailles diverses représentant plus de 30 kilomètres de quais, 650 hectares de terre-pleins et de plans d'eau sur les 300 kilomètres de rives que compte au total la région parisienne.

Fortant, ce cinquantième anniversaire n'a pas lieu dans l'euphorie, car le trafic régresse. En 1974, le trafic fluvial (entrées, sorties et transports à l'intérieur de la région parisienne) représentait 41 881 858 tonnes. En 1975, il a été, seulement de 38 789 918 tonnes, soit une perte de plus de 3 millions de tonnes. Pourquoi cette chute ? Les marchandises

de construction, motifs utilisés en 1974 qu'en 1971, passent de 23 millions de tonnes à 20 millions de tonnes. Les engrais baissent de 282 000 tonnes à 165 000 tonnes. Les produits agricoles de 1 600 000 tonnes en 1971 à 1 500 000 tonnes en 1974. Pourtant, une exception vient confirmer la règle : les produits pétroliers que l'on aurait pu croire largement responsables de la baisse globale de trafic sont en hausse, 5 385 912 tonnes en 1974 contre 5 005 820 tonnes en 1971. L'amélioration du matériel flottant ainsi que la consommation quasiment stable des centrales E.D.F. de Seine pas étrangères à cette hausse toute relative.

Les voitures transportées par centaines sur la Seine à bord de barges contribuèrent aussi à limiter le recul du trafic portuaire. Pour remonter le courant, le Port autonome de Paris tente actuellement de diversifier ses activités et d'être plus que jamais un véritable port, c'est-à-dire un carrefour entre les différents modes de transport, comme le prouve l'une de ses dernières opérations lancées en coopération avec la chambre de commerce de Paris : « le Port Paris Terminal », 25 hectares du port de Gennevilliers seront bientôt consacrés au transit de « conteneurs » entre le rail, la route et le fleuve. Déjà, en 1974, avait la création de « Paris Terminal », plus de trois mille conteneurs passaient chaque mois à Gennevilliers.

Mais l'avenir du Port de Paris reste lié aux fleuves. Marne, Oise et Seine, et aux débouchés futurs de ceux-ci : les liaisons fluviales à grand gabarit Seine-Nord et Seine-Est. Elles seules paraissent capables aux yeux des dirigeants du port d'acquiescer le trafic « parisien ». Mais serait-elle inscrite au VIII<sup>e</sup> Plan ? L'état accorde-t-il les crédits nécessaires, d'autant plus qu'existe un projet de liaison Rhin-Rhône et les projets Seine-Nord et Seine-Est ? La concurrence est vive.

## LA VIE QUOTIDIENNE

## Je ne comprends pas...

**L** arrive que les Parisiens s'étonnent encore de ce qu'ils voient dans Paris. Ainsi M. Maurice Pelle, qui nous écrit : « Il y a quelques jours, une personne de ma famille a fait douloureusement l'expérience de la misère de nos hôpitaux, en particulier pour le nombre et la qualité du personnel infirmier. Les médecins le reconnaissent facilement et déplorent le manque de crédits. »

« Le lendemain, passant rue Beaumarchais, j'ai vu la construction monstrueuse qui s'élève ce quartier, si dépourvu d'espaces verts, qui enlaidit les militaires ! »

« Que les princes responsables, surtout les pères de famille, aillent se promener rue Saint-Denis et aux environs, et réfléchiront à la vie des habitants et de leurs jeunes enfants. La gloire du président aurait été mieux servie si, au lieu d'un musée, on avait créé un parc. Pompidou au cœur de Vieux Paris. »

On aime ou on n'aime pas le (futur) centre Pompidou. On peut, lorsqu'on vous parle d'espaces verts, crier à la tartine à la crème. Et rapprocher la situation dans les hôpitaux d'un projet de musée monumental, n'est-ce pas maculer la carpe et le lapin ? Peut-être, mais il y a des moments où il faut faire semblant de ne pas comprendre.

**P**LACE de la Concorde, le long de la façade du Crillon et de l'Automobile-Club de France, il y a cinq stations d'autobus. Celles-ci à six heures du soir se succèdent presque sans interruption. Ils s'arrêtent... où ils peuvent et généralement au milieu

de la chaussée, faute de pouvoir gagner la bordure du trottoir le long duquel stationnent régulièrement, chauffeur au siège, trois ou quatre limousines. Pourquoi ? Les conducteurs des autobus et leurs passagers comprennent d'autant moins leur présence qu'en face, à l'entrée des Tuileries, une partie de la place de la Concorde reste encombrée par un parc de stationnement dont on a juré naguère encore qu'il n'était que provisoire.

**O**n s'évertue à animer Paris si triste pour ceux qui doivent y vivre, si peu accueillant pour ceux qui souhaitent le visiter. L'argent manque, ainsi que les bonnes volontés. Pourquoi et surtout dans les quartiers recommandés aux touristes réfugiés ? L'animation spontanée qu'offrent

les orchestres de plein vent dont on retrouve heureusement la tradition. Un de nos lecteurs, M. Louis Klumbert, vient de nous le rappeler. « Dimanche, 11 à 30, nous racontions-t-il. Le marché de la rue Mouffetard, « La Mouffe » pour les intimes, par une matinée radieuse de printemps avec un soleil bigarré habituelle à laquelle sont venus se joindre de nombreux groupes de touristes étrangers. »

« Un groupe de trois jeunes musiciens, un accordéoniste, un trompettiste et une basse, qui utilise une basse comme caisse de résonance, réussit par son talent d'être autour de lui un cercle d'une soixantaine de badauds. Le temps retourné. La véritable ville nouvelle. »

« Soudain, deux cars de police débouchent, s'arrêtent, une dizaine d'agents se précipitent.

Potement, l'un d'eux demande au chef des musiciens qui s'avance son autorisation pour jouer sur la voie publique. Il n'en a pas. Les trois musiciens sont invités à monter dans le car.

Il faut comprendre : la loi c'est la loi.

« Votez la Liberté ! Votez la République ! », « Votez Giscard ! », « Vote la nouvelle société de Giscard ! », « Invitez Giscard à dîner ! ». Les deux cars démarrent en trombe.

Il faut comprendre : la loi c'est la loi.

## UN GUIDE SUR LE DESSERMENT DES ENTREPRISES

M. Maurice Doublot, préfet de la région parisienne, et M. Paul Lazard, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, ont présenté un « guide sur le desserment des activités en région parisienne ».

Cette plaquette de quarante-six pages renseigne sur les formalités à remplir par les chefs d'entreprise désireux de s'installer en dehors de la capitale. Les industriels s'étaient plaints, l'an

dernier, du véritable « parcours du combattant » que leur imposait la multiplication des procédures administratives. Le « guide » qui leur est proposé devrait alléger leur tâche.

« Le Desserment des activités en région parisienne », 30 F. En vente au service de documentation de la préfecture de la région parisienne, 28, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris, et à la chambre de commerce et d'industrie, 27, avenue de Friedland, 75008 Paris.

## POINT DE VUE La carte orange, et après ?

par BRIGITTE GROS (\*)

**S**ANS doute le gouvernement a-t-il eu raison de prendre la décision de créer, à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, pour les salariés du grand Paris qui empruntent chaque jour, pour se rendre de leur domicile à leur lieu de travail, le métro ou l'autobus, une carte unique de transports. Ce nouveau système de tarification présente, en effet, un certain nombre d'avantages ; le principal étant de favoriser les habitants de la banlieue par rapport à ceux qui résident à Paris et dans la petite couronne.

Mais il ne réduira pas de façon réelle les inégalités inacceptables qui existent entre, d'une part, ceux qui ont le privilège de résider à proximité de leurs activités professionnelles et, d'autre part, les salariés modestes qui sont obligés de parcourir chaque jour entre 50 et 100 kilomètres ; les lourdes charges d'un logement au centre-ville sont incompatibles avec leurs revenus. C'est pourquoi il serait souhaitable que le gouvernement décide d'aller jusqu'au bout de sa volonté de réformes en complétant la mise en place d'une tarification nouvelle par la création d'une « indemnité spéciale de transport ».

L'injustice actuelle provient du fait qu'un forfait de 23 francs est attribué uniformément à tous les salariés ; aussi bien à celui qui se situe en haut ou en bas de l'échelle qu'à celui qui réside au centre ou dans une lointaine banlieue. Ainsi, constate-t-on, par exemple, qu'un P.-D. G. qui habite avenue Foch et qui bénéficie d'une voiture de fonction touche 23 francs par mois comme la sténodactyle qui travaille dans son entreprise et qui sera obligée de dépenser avec la nouvelle « carte orange » 100 francs par mois pour ses déplacements.

C'est pourquoi, l'indemnité de transport ne remplissant plus sa mission sociale, nous proposons de la remplacer par une « allocation spéciale » dont le principal objectif serait de réduire les frais de transport des usagers les plus défavorisés. Cette allocation, au lieu d'être forfaitaire, serait modulée et répartie selon des critères d'attribution semblables à ceux de l'allocation logement, en tenant compte de deux éléments : l'importance du salaire et le coût du transport. Sa gestion serait confiée, au niveau de chaque entreprise, au service du personnel et au comité d'entreprise. Elle serait financée par un fonds constitué par le montant actuel de la prime de transports de 23 francs par salarié.

(\*) Sénateur (Radical) et secrétaire général de la Fédération des usagers.

Il y a la zone industrielle classique... Et le Centre Locatif d'activités Soflic.



Pas un trou perdu. Un emplacement à 7 km de Paris. A 7 km de Paris, près d'Orly, donnez sur l'autoroute A5 et sur la N186, le centre Soflic bénéficie d'une desserte routière exceptionnellement dense et diversifiée.



Pas un parc. Des possibilités de développement sur place. Si vos besoins de surface augmentent, vous déménagez dans un local voisin. Sans changer d'adresse, aux moindres frais. Et de la même façon, vous pouvez réduire votre superficie.



Pas de surfaces imposées. Des locaux sur mesure. Vous occupez la surface de votre choix, à partir de 300 m<sup>2</sup>, jusqu'à 10.000 m<sup>2</sup>. Ainsi vous n'utilisez que la superficie qui vous est utile, sans être obligé, comme dans beaucoup de zones industrielles, de prendre des locaux trop grands ou trop petits.

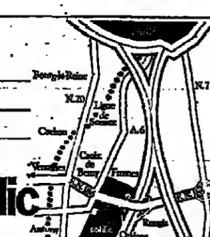
Pas de capitaux gelés. Une location. Avec la location vous évitez de geler des capitaux importants dans des terrains et des murs improductifs. Et vous pouvez consacrer tous vos moyens financiers à votre développement.

Le centre Soflic vous apporte aussi bien d'autres avantages. L'appui d'une équipe expérimentée qui a installé en quelques années plus de 200 entreprises de toutes activités. Des bâtiments de standing (on peut en faire des Sites Sociaux), ne nécessitant pratiquement aucun entretien et dotés d'un excellent coefficient d'isolation thermique et phonique, ce qui permet de réduire les frais d'exploitation. Un cadre de travail agréable et un voisinage de qualité.

Information sur le Centre d'activités Soflic.

MO : Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

**Centre Locatif d'activités Soflic**  
Retournez ce coupon-réponse à Monsieur de La Taille L.C.P. Département des Centres Industriels. 7 place Rio de Janeiro - 75008 Paris ou téléphonez à Monsieur de La Taille. 292.09.65



LA-SONS MILITAIRE

# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Réuni à Luxembourg, le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement a examiné, lundi, le rapport annuel de la B.E.I. Malgré les difficultés économiques actuelles, cette banque créée par le traité de Rome a réussi en 1974 à maintenir la croissance de ses activités en respectant l'un de ses objectifs prioritaires : l'aide aux régions et aux équipements, qui représentent deux tiers de ses prêts.

Prévus par l'article 130 du traité instituant la Communauté économique européenne, la B.E.I. a pour mission de contribuer au développement équilibré et sans heurts du marché commun. Sa tâche plus difficile que jamais par les choix à faire et par les ressources à trouver. Pourtant, la B.E.I. a réussi en 1974 à augmenter de 22 % le montant total des prêts qu'elle a accordés, en faisant, il est vrai, appel aux pays producteurs de pétrole pour alimenter sa propre caisse. Sur les quelque 815 millions d'unités de compte prêtés par la B.E.I. dans le cadre de

## Les prêts de la Banque européenne : un coup de pouce aux régions

quatre-vingt-quatre contrats, la France en a obtenu 193,7, se plaçant au second rang après l'Italie (278), dont les régions sud, Messagino, Sicile et Sardaigne, ont monopolisé vingt des vingt-deux prêts accordés à l'Italie. Les seize prêts à la France en 1974 représentent 1 081 millions de francs, soit une augmentation de 14 % par rapport à 1973. Au taux auquel sont consentis ces prêts — actuellement 8,50 % pour huit, douze ou même vingt ans, — cela est loin d'être négligeable. Avec 75 millions pour l'aménagement du Rhône au polder d'Arcis, 59 millions pour le tunnel de Fretus, 55 millions pour l'autoroute de la Côte basque (A-63) et 110 autres millions pour l'autoroute Verdun-Nancy, les infrastructures de transport ont reçu 38 % des prêts accordés par la B.E.I. De plus, l'Airbus, déjà aidé dans sa construction, a bénéficié une nouvelle fois de l'activité de la B.E.I., qui a prêté à Air France près de 30 millions pour l'achat de trois appareils. Quant aux régions, c'est indirectement qu'elles ont profité des prêts européens, prêts accordés, par exemple, à la SODERO (Société pour le développement régional de l'Ouest) afin de financer des initiatives de petite et moyenne dimension dans le Pays de Loire (20 millions), ou au crédit naval pour la modernisation de la flotte de pêche française (50 millions). De même, deux usines situées dans les zones de conversion Calais et Champ-sur-Droc (Rhône-Alpes) doivent elles aussi leur développement aux 45 millions venus du Luxembourg.

Certes, la création décidée en décembre 1974 du Fonds européen de développement régional peut

apparaître aujourd'hui comme une concurrence à la B.E.I. dans l'aide aux régions, mais l'expérience même de la Banque de Luxembourg prouve qu'il y a surabondamment à faire dans ce domaine du Messogiorno à l'Irlande pour que les deux organismes soient plus complémentaires que concurrents.

## LE PONT AUTOROUTIER DE ROQUEMAURE (Gard) EST A MOTTE FERMÉE DEPUIS LA PENTECÔTE

Le pont autoroutier de Roquemaure (Gard) ne sera pas complètement rouvert à la circulation avant les vacances, comme il avait été prévu. Les experts doivent se réunir pour déterminer la nature des travaux nécessaires et leur durée. Long de 500 mètres, cet ouvrage emprunte l'autoroute du Languedoc et franchit le Rhône au sud d'Orange. Il est à moitié fermé depuis la Pentecôte. Les voitures ne circulent que sur une file dans chaque sens et les camions de plus de 3,5 tonnes ne peuvent l'emprunter.

Les techniciens ont constaté des anomalies dans le comportement de l'ouvrage, ce qu'ils appellent des « désordres ». Le pont de Roquemaure a été construit en béton précontraint, méthode qui permet un montage plus rapide et qui est utilisée depuis une dizaine d'années. Cette technique de pointe doit-elle être mise en cause ?

## A PROPOS DE...

### Les prévisions de l'INSEE

## La richesse continue d'aller à la richesse

Les premiers résultats du recensement de 1975 commencent à être connus. La comparaison avec les derniers prévisions de l'INSEE, les apparaître qu'en 1968 et 1969, trois régions concentreront certainement plus de la moitié de la croissance démographique nationale (Provence-Côte d'Azur, Rhône-Alpes et région parisienne) avec une augmentation de plus de quatre millions d'habitants. La croissance s'explique donc par le fait que dans ces régions, les responsables de l'aménagement du territoire.

La ville qui s'urbanise le plus vite est celle de l'agglomération de Metz, qui a gagné 12,7 % de population en 1974. C'est la même tendance que celle de la région parisienne, qui a gagné 10,8 % de population en 1974. Les autres villes qui ont gagné plus de 10 % de population sont : Nancy (10,8 %), Lille (10,8 %), Strasbourg (10,8 %), Clermont-Ferrand (10,8 %), Grenoble (10,8 %), Montpellier (10,8 %), Bordeaux (10,8 %), Toulouse (10,8 %), Nantes (10,8 %), Rennes (10,8 %), Dijon (10,8 %), Orléans (10,8 %), Limoges (10,8 %), Poitiers (10,8 %), Clermont-Ferrand (10,8 %), Grenoble (10,8 %), Montpellier (10,8 %), Bordeaux (10,8 %), Toulouse (10,8 %), Nantes (10,8 %), Rennes (10,8 %), Dijon (10,8 %), Orléans (10,8 %), Limoges (10,8 %), Poitiers (10,8 %).

est généralisée, mais négative : 1,08 % pour le région, mais les départements les plus proches de la région parisienne, les Eure-et-Loir ou le Loiret atteignent des taux de croissance de 10 et 13 % contre 0,8 % pour l'Indre. La Loiret, avec 490 100 habitants dépasse pour la première fois l'Indre-et-Loire (470 000). Suivent l'Eure-et-Loir (352 000), le Cher (315 000), le Loiret-Cher (283 000) et l'Indre (249 100). Au niveau des agglomérations, en revanche, Orléans (209 000 habitants), capitale régionale, n'a pas rattrapé Tours (245 000 habitants), mais la progression a été légèrement plus forte à Orléans.

Ces chiffres de recensement et les projections de l'INSEE sont éloquentes. Si l'on admet que le niveau de la population est, parmi d'autres, un signe essentiel du dynamisme d'une région, il faut bien constater que, selon une loi du système économique libéral, la richesse continue d'aller à la richesse. Or la politique d'aménagement du territoire est faite, précisément, pour contrarier cette loi. Le dépeuplement accentué des zones rurales, la concentration de la population sur les villes, l'attrait toujours réel de la région parisienne et de la région lyonnaise ne constituent-ils pas un sérieux coup de semonce pour les responsables de l'aménagement du territoire ?

## PÊCHE

### Pour protester contre la fermeture d'une conserverie

### LES PÊCHEURS DE L'ILE D'YEU BLOQUENT LE PORT

Pour manifester leur mécontentement à la suite de la non-ouverture de la conserverie Saurpines de l'île d'Yeu (Vendée), les marins-pêcheurs ont décidé de bloquer avec une dizaine de bateaux l'entrée du port de l'île depuis le dimanche 15 juin. Les raisons, entre l'île et le continent ne sont pas astrées, bloquant ainsi plusieurs centaines de personnes. La décision de ne pas ouvrir cette année la conserverie saisonnière de l'île d'Yeu, qui employait cent cinquante personnes et qui fonctionnait de trois à quatre mois par an, a été prise au début du mois de juin par la direction des mines sans que cette entreprise traitait 1 800 tonnes par an, sa production a été réduite, cette année, à 1 000 tonnes. La fermeture de la conserverie, la dernière de l'île d'Yeu, provoque pour les milliers de grandes difficultés pour l'écoulement de leur pêche.

## Circulation

● **CEINTURES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES.** — A partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain, des ceintures de sécurité devront équiper les places avant des véhicules automobiles mis en circulation entre le 1<sup>er</sup> juillet 1968 et le 1<sup>er</sup> avril 1970. A peine 40 % des automobiles concernées seraient jusqu'à présent équipées de ceintures de sécurité. Le syndicat rappelle d'autre part que les propriétaires de voitures mises en circulation à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1969 et avant le 1<sup>er</sup> octobre 1970 devaient, le 1<sup>er</sup> mai dernier, être en possession d'un triangle de

présignalisation ou avoir fait équiper leur véhicule d'un signal de détresse.

## Construction navale

● **LE HAVRE : FERMETURE D'UN CHANALIER.** — La Compagnie française d'entreprises métalliques (C.F.E.M.) va abandonner son chantier du Havre. Spécialisée dans l'assemblage de plates-formes pétrolières en mer, le chantier devait offrir dans les mois à venir deux cent cinquante emplois. (Corr.)

## Environnement

● **MORATOIRE NUCLEAIRE : CENT MILLE SIGNATURES.** — Quelques semaines après le lancement de la pétition de-

## FAITS ET PROJETS

mandant la suspension du programme nucléaire tant que la loi sur la protection de la nature ne serait pas votée, la Fédération française des sociétés de protection de la nature a obtenu, après plus de cent mille signatures, son objectif est, rappelons-le, d'en réunir un million. ● **NOUVEAU REPUS POUR L'OSINE DE PLOMB.** — Un millier de personnes ont défilé samedi 14 juin dans les rues de Voids (Meuse) pour manifester leur refus de voir s'installer chez eux l'usine au stératate de plomb de la Chimie-

weck, déjà refusée en différents points d'Alsace et de Lorraine. Le conseil municipal de Voids avait simplement décidé d'étudier le dossier. (Corresp.)

● **NON AU SURGENERATEUR DE CREYS-MALVILLE.** — Les comités de défense hostiles à la construction d'une centrale surgénératrice de Creys-Malville (Isère) ont organisé une série de manifestations les 14 et 15 juin. Conférence de presse, enquêtes dans les communes, réunions animées par des scientifiques, enfin un rassemblement à Fives (Ain). Les responsables de l'Association de sauvegarde du Bugey ont déclaré qu'ils s'opposeraient à des actions sortant de la légalité et les pouvoirs publics devraient leur position. (Corresp.)

## Transports

● **CENT TROIS NAVIRES A LA COMPAGNIE GENERALE MARITIME.** — M. Norbert Segard, ministre du commerce extérieur, s'est déclaré, samedi 15 juin, au cours du lancement du cargo « Rodin », construit par France Dunkerque que les Chantiers navals français aient continué en 1974, pour 3 milliards de francs au règlement de la balance de paiements. Pour sa part, M. Jacques Fédouant, président de la Compagnie générale maritime, armateur de bateau, a indiqué que son groupe comptait cent trois navires et en avait seize en commande pour une valeur de 2 milliards de francs. (Corresp.)

# LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR	AGENCE DE VENTE
59-65, rue de Courcelles, 3, avenue Hoche PARIS	8	700 P	2.400 m2 divisibles	immédiate	*	2.400 m2 de bureaux de grande classe, divisibles : 2 lots de 370 m2 et 890 m2 ; 2 lots de 570 m2 chacun. Immeuble entièrement neuf, restaurant d'entreprise, téléphone. Complètement équipés : climatic, moquette, éclairage, climatisation. • Lignes autobus : 22, 43, 94. • Métro : Courcelles.	SEMIC 59, rue de Courcelles, Paris-8 <sup>e</sup> COSEMIC 59, rue de Courcelles, Paris-8 <sup>e</sup> TEL : 766-53-71	
ROND-POINT 93 Rue du 14-Juillet, Rue Gallieni 93100 MONTREUIL	93	300 P	28.000 m2 divisibles	AVRIL 75	*	28.000 m2 divisibles par plateaux de 700 et 1.200 m2. Prestations de qualité et charges réduites en minimum. Métro (ligne 9) et 6 lignes d'autobus au pied de l'immeuble. Grand centre d'affaires intégré avec 50 commerces et une grande surface. A proximité du pépinière et des autoroutes.	JONES LANG WOOTTON 80, avenue Marceau - 75008 Paris TEL : 729-21-23 SOFRAHIM 50, avenue Daumesnil - 75012 Paris TEL : 766-13-99	
PARIS - PLEYEL Carrefour Pleyel SAINT-DENIS	93	3.750 P	14.000 m2 divisibles par plateaux de 300 m2 environ	immédiate	*	Entièrement terminé y compris équipement (moblie) et auto-équipement téléphonique : climatic, moquette, téléphone. Jusqu'à CHATELAIN-LEZ-TOURNAI - CLERMONT-AUX-HERMES • Lignes autobus : 143 - 153 - 154 A - 154 B - 155 - 158 - 174. • A proximité du pépinière et des autoroutes A 1 et A 3.	COGEBRANCE 47, rue du Fr-S-Honoré, 75008 Paris TEL : 225-79-70 (poste 268) SOURDAIS - BUREAUMATIQUE 142-168, bd Hausmann, 75008 PARIS TEL : 227-11-92	
LE FORUM 38, bd Jean-Pain, GRENOBLE	38	3.000 F H.T.	10.000 m2 divisibles	ETE 75	*	10.000 m2 de bureaux dans un immeuble à 4 <sup>es</sup> conditions. Aux prestations techniques de qualité. Au cœur de la cité administrative de GRENOBLE.	A Paris : HALPTON & SONS 19, av. Franklin-D. Roosevelt TEL : 225-56-32 A Grenoble : GEORGES LEMARIER 2, rue Alexandre-1 <sup>er</sup> -de-Yongosavia TEL : 67-16-25	
PERINOR - LILLE	59	280 F le m2	9.300 m2 divisibles à partir de 120 m2	immédiate	*	Immeuble neuf, en bordure du pépinière nord. Accès dès au centre ville et liaison directe avec les autoroutes et l'aéroport de Lille-Lesquin. 3 étages de 300 m2 chacun, divisibles et livrés entièrement équipés. Parkings - Téléphone, 100 lignes réceux.	A Paris : WEAHERALLS FRANCE S.A. 64, rue La Boétie - 75008 PARIS TEL : 225-79-80 TEL : (33) 54-82-29 et 57-47-84	

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux.

هنا من النهر

سكينة العجل

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## Associations, démocratie et vie quotidienne

INSEE

la riche

M. René Lenoir, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé (action sociale), annonce, ce lundi 16 juin, une série de mesures destinées à aider l'action des associations dont la vie est souvent rendue difficile pour de multiples raisons (1). Il explique et-dessous à quelle philosophie répondent ces dispositions nouvelles, qui seront arrêtées en accord avec plusieurs ministères (économie et finances, éducation, santé, équipement, travail).

Le Contrat social, il y a deux siècles, a provoqué un grand renouveau qui s'est traduit par les lois Mirabeau et La Chapelle et qu'on peut schématiser ainsi : « Face à l'Etat, le peuple tout entier, sans intermédiaire, sur la place publique, est le démocrate suisse, telle que voyait Rousseau. »

Après cent ans de luttes marquées de nombreux progrès et emprisonnements, les Français ont reconquis droit de se grouper par affinités : de 1884 pour les syndicats, loi de 1901 pour les associations. Aujourd'hui, les syndicats regroupent environ quatre millions de personnes et les associations environ vingt-cinq millions. On estime leur nombre à deux cent cinquante mille, s'en crée vingt mille et il en disparaît à peu près autant chaque année.

Malgré ces chiffres, la vie associative reste trop étroite. Minceur de leurs moyens, usure de leur amour, incompréhension tantôt rieuse, tantôt condescendante de la part des professionnels ou des fonctionnaires, contestation doctrinale de leur rôle, ignorance de l'opinion, ont trop souvent fait des associations. Pourtant la réflexion politique conduit à encourager leur développement.

Chacun s'accorde à reconnaître que l'activité d'association très diverse contribue à préserver la zone d'autonomie des individus et des groupes. Les solidarités élémentaires ne se décrètent pas, elles doivent naître de l'initiative volontaire et spontanée des personnes. L'épanouissement de l'individu passe souvent par des activités de groupes. C'est notamment vrai dans le domaine des loisirs, du tourisme, de la culture, de l'association, rempli de la sorte, la fonction sociale non négligeable. Elle permet ainsi à un grand nombre de citoyens de s'intéresser à la vie sociale, le plus souvent au niveau d'une commune ou d'un quartier.

Des groupements qui s'attachent à l'habitat, à l'urbanisme, à l'information, à l'animation des grands ensembles, à l'environnement. L'association, enfin, est utilisée par ceux qui veulent défendre une cause ou aider les plus démunies (jeunes, malades, personnes âgées, migrants par exemple). Ce faisant, il leur arrive d'assumer des tâches d'intérêt général. Il en est ainsi quand

elle permet de gérer des établissements ou des services sociaux ou médicaux.

Le rôle des associations n'est pas contesté au premier niveau, celui de la satisfaction des besoins « égoïstes » (loisirs, sports), c'est-à-dire là où l'affinité entre les personnes est prépondérante. Il n'en va pas de même quand l'œuvre à accomplir l'emporte visiblement sur la liberté et le plaisir de se retrouver.

Serait-ce que les associations alibient la démocratie telle que la rêvait Rousseau ? Quand, ayant voté, le peuple est rentré chez lui pour cinq ou six ans, les associations, stées, durent, désignent en permanence avec la puissance publique, les casiers de Sécurité sociale, les syndicats, lui n'est pas organisé, elles, la sont. Mais, dans la mesure où elles sont le peuple en train de s'organiser, elles deviennent l'école et le relais de la démocratie. On peut dire de la vie associative de que Tocqueville disait de la vie communale, elle est « à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science, elle la met à la portée du peuple et lui en donne l'usage profitable ».

Notre mentalité assimile trop volontiers l'individu et liberté, organis-

tion et contrainte. Et pourtant, que l'association prenne le relais de l'individu pour donner un contenu concret à la liberté, que ce relais s'accompagne de quelques contraintes, est à la fois logique et tant fois démontré.

Écoles de démocratie, garantes de liberté, les associations peuvent encore contribuer à donner à la société l'assise qui lui manque.

Une société résiste d'autant mieux aux tempêtes qu'elle rassemble que la population, profondément enracinée dans les villes et les campagnes, se sent responsable de sa vie quotidienne et, par conséquent, est relativement insensible aux crises qui se jouent au sommet. En outre, la socialisation croissante, qui a l'avantage indéniable d'apporter la sécurité à la grande masse de la population, présente aussi des dangers : elle émousse les réactions de défense, de recherche des solutions immédiates, le sens des solidarités de voisinage ; elle favorise, par conséquent, le dépeçage du goût de la liberté et de la création spontanée. Si l'on veut éviter qu'elle ne rende encore plus fragile notre société très complexe,

il faut être bien ignorant de la réalité sociale actuelle pour évoquer « les dames d'œuvre en manteau de fourrure ». Les grandes associations actuelles sont composées de personnes actives, non velléitaires, très au fait de leurs limites, exigeantes dans le domaine de la formation, et souvent fort compétentes : médecins, juristes, psychologues, ingénieurs, élus, agents de l'Etat ou des collectivités locales, ou tout simplement personnes formées par une longue expérience humaine. Les questions qu'elles posent gênent ceux qui se considèrent parfois comme propriétaires d'un secteur d'activités ; elles sont pour cette seule raison fort utiles.

Les associations purement féminines — et elles sont nombreuses — ne neutralisent-elles pas aux femmes en leur offrant le succédané médiocre d'une activité salariée ou politique ? L'observation des plus grandes parmi ces associations montre l'inverse : elles s'efforcent, non sans succès, de donner une formation civique à leurs adhérentes et de favoriser leur engagement au niveau des institutions politiques ; elles poussent celles qui en ont besoin à acquérir une formation professionnelle, elles révèlent à des militantes qui se croyaient exclues du monde du travail qu'elles peuvent y accéder, parfois au travers de l'expérience sociale comme bénévoles.

Certains ont cherché à établir une frontière entre militants et bénévoles. Les membres du Planning familial ou du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), qui sensibilisent leurs concitoyens à ces problèmes et leur offrent des structures d'accueil, seraient des militants. Les personnes qui organisent l'accueil des nouveaux arrivants dans un quartier afin d'y faire naître une vie sociale seraient des bénévoles. Le caractère artificiel d'une telle distinction saute aux yeux et peut se schématiser ainsi : sont des militants, donc des gens respectables, ceux qui poursuivent les objectifs que nous approuvons ! Non ! En cette fin du vingtième siècle, les bénévoles sont tous des militants qui ont choisi de changer le visage de leur cité.

Il faut briser l'indifférence de la foule, « de la foule solitaire », en permettant à chacun de s'engager dans des tâches concrètes.

Un pays démocratique est celui dans lequel existent une majorité de démocrates. Une société ne peut demeurer solidaire que si le sens de la solidarité subsiste chez le plus grand nombre. Il ne peut demeurer libre que si l'exercice de la liberté et des responsabilités est offert au maximum de personnes.

Il est probable qu'à l'intérieur des pays socialistes comme des pays capitalistes une distinction s'opérera peu à peu entre les systèmes qui font participer les citoyens à un grand nombre de décisions relatives à leur vie quotidienne, et ceux qui régleront ces problèmes de vie quotidienne par des procédures bureaucratiques et centralisées. Ce second modèle risque d'aboutir à l'asphyxie des organes centraux et à la paralysie des autres par manque d'autonomie.

Cette conviction acquise, comment favoriser le développement de la vie associative dans un pays où droit romain, hérité par une royauté centralisée et une république jacobine, où l'on attend beaucoup, ou tout, de l'Etat ?

Il y a incontestablement un problème de statut matériel des associations : il leur faut de l'argent, des locaux, du personnel formé et disponible. Sur ce plan, le gouvernement vient de décider une série de mesures. Encore faut-il, pour qu'elles soient comprises et utilisées, que les Français aient une vision claire de l'intérêt de l'institution.

En synthétisant — de façon à peine forcée — les objections faites aux associations, on les décrirait tout à la fois comme un dérivatif pour femmes inactives, comme des foyers de dépolitisation au détriment du militantisme, le lieu privilégié d'une autorité malfaisante et médiocre, un comportement déloyal au travail professionnel, enfin l'instrument privilégié du démantèlement des services publics.

Qu'en est-il en réalité ?

Il faut être bien ignorant de la réalité sociale actuelle pour évoquer « les dames d'œuvre en manteau de fourrure ». Les grandes associations actuelles sont composées de personnes actives, non velléitaires, très au fait de leurs limites, exigeantes dans le domaine de la formation, et souvent fort compétentes : médecins, juristes, psychologues, ingénieurs, élus, agents de l'Etat ou des collectivités locales, ou tout simplement personnes formées par une longue expérience humaine. Les questions qu'elles posent gênent ceux qui se considèrent parfois comme propriétaires d'un secteur d'activités ; elles sont pour cette seule raison fort utiles.

Les associations purement féminines — et elles sont nombreuses — ne neutralisent-elles pas aux femmes en leur offrant le succédané médiocre d'une activité salariée ou politique ? L'observation des plus grandes parmi ces associations montre l'inverse : elles s'efforcent, non sans succès, de donner une formation civique à leurs adhérentes et de favoriser leur engagement au niveau des institutions politiques ; elles poussent celles qui en ont besoin à acquérir une formation professionnelle, elles révèlent à des militantes qui se croyaient exclues du monde du travail qu'elles peuvent y accéder, parfois au travers de l'expérience sociale comme bénévoles.

Certains ont cherché à établir une frontière entre militants et bénévoles. Les membres du Planning familial ou du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), qui sensibilisent leurs concitoyens à ces problèmes et leur offrent des structures d'accueil, seraient des militants. Les personnes qui organisent l'accueil des nouveaux arrivants dans un quartier afin d'y faire naître une vie sociale seraient des bénévoles. Le caractère artificiel d'une telle distinction saute aux yeux et peut se schématiser ainsi : sont des militants, donc des gens respectables, ceux qui poursuivent les objectifs que nous approuvons ! Non ! En cette fin du vingtième siècle, les bénévoles sont tous des militants qui ont choisi de changer le visage de leur cité.

### Les six mesures

**FISCALITÉ**

Le projet de loi de finances contredira un article dominant les déductions fiscales possibles des versements en faveur des associations assumant des tâches d'intérêt général. Ces versements devront transiter par la Fondation de France qui les affectera aux destinataires indiqués.

**LOCAUX SCOLAIRES**

Un projet de loi, en préparation au ministère de l'éducation, a pour objet d'ouvrir les locaux scolaires et universitaires à des activités sociales et culturelles en dehors des heures scolaires. Ce projet réglera les problèmes de responsabilité des enseignants et d'assurance par les établissements. Parallèlement, un groupe de travail devra définir rapidement les orientations et modalités de la politique de mise à disposition des locaux scolaires et universitaires au profit des associations.

**CENTRES SOCIAUX**

L'Etat assurera progressivement le financement des centres sociaux à concurrence de 20 % de la fonction d'animation globale et de coordination, sur la base analogique à celle de la prestation de services de la Caisse nationale d'allocations familiales.

**METRES CARRÉS SOCIAUX**

Le principe est acquis de la création obligatoire de locaux collectifs résidentiels pour les opérations H.L.M. de plus de deux cents logements et pour les ZAC quelle qu'en soit l'importance.

**LE COÛT AFFÉCTÉ À LA CRÉATION DE CES LOCAUX COLLECTIFS COMPTE DANS LES BASES DE CALCUL DES PRÊTS CONSOLIDÉS. CES LOCAUX SERONT MIS À LA DISPOSITION DES USAGERS DANS DES CONDITIONS FINANCIÈRES AVANTAGEUSES. LES USAGERS ET LES ASSOCIATIONS INTÉRESSÉS PARTICIPERONT À LEUR ATTRIBUTION ET À LEUR GESTION DANS DES INSTANCES DE COORDINATION DONT LA CRÉATION SERA OBLIGATOIRE.**

**LE MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET LE SÉCRÉTARIAT D'ÉTAT À L'ACTION SOCIALE RECHERCHERONT LES MODALITÉS SAISONnières LESQUELLES LA CRÉATION DE LOCAUX COLLECTIFS RÉSIDENTIELS POURRAIT ÊTRE FAVORISÉE DANS LE PATRIMOINE IMMOBILIER EXISTANT.**

**FORMATION**

Il sera ouvert dès 1976, au ministère de la Santé, des crédits permettant de financer des formations de courte durée pour des responsables d'associations.

**CRÉDITS D'HEURES**

Le ministère du travail et le secrétariat d'Etat à l'action sociale étudieront les conditions dans lesquelles pourrait être instauré, au profit des salariés responsables d'associations agréées, un système de crédits d'heures destinés à leur permettre d'exercer leur mission.

**Volontaires et professionnels**

Les questions relatives au rapport entre volontaires et professionnels sont plus sérieuses. Y a-t-il concurrence, opposition entre eux ? Il convient, pour être clair, de distinguer ici deux plans :

— Celui de la « convivialité » spontanée, remarquable antidote de l'indifférence et moyen naturel de prévention. Ce plan ne recoupe à peu près jamais le champ d'action des professionnels ;

— Celui d'activités tournées essentiellement vers autrui, en milieu naturel ou dans des établissements. Ici, le dédoublement du bénévole doit être parfaitement clair.

Le bénévole n'a pas à se substituer à un professionnel. Le bénévole n'est pas là pour remplacer une assistante sociale ou une infirmière. Les professionnels ont parfaitement compris que les volontaires pouvaient rendre leur travail beaucoup plus efficace — c'est le cas, notamment, des services d'accueil qui envoient l'usager vers le spécialiste compétent sans prétendre se substituer à lui. Ils ont pris et ils prennent conscience que l'action du bénévole commençait là où leur mission propre s'arrêtait ; c'est le cas des bénévoles dans les hôpitaux (où cents d'entre eux travaillent sans problèmes aux hôpitaux civils de Lyon).

Même ainsi définie, l'action des bénévoles ne gêne-t-elle pas le développement d'activités rémunérées ? C'est l'inverse qui se produit. Il y a une vingtaine d'années, devant le débâclement des logements de cer-

taines personnes âgées, des équipes se sont constituées pour résoudre ces logements : les PACY (Propagande et action contre les taudis). Leur action spectaculaire a révélé le besoin, et peu à peu des ressources ont été dégagées (la caisse

De bonnes conventions, loin d'étouffer les associations, doivent renforcer leur dynamisme. Ici encore, comme sur tous les terrains où se joue la démocratie, c'est affaire d'équilibre, de contrepoids et de respect mutuel.

L'Etat et les associations sont condamnés, par la nature même de leurs rapports, à connaître des temps de conflit et de temps de collaboration. Il serait illusoire — et mortel pour la vie sociale — de tenter autre chose que mieux civiliser cette dialectique.

Question plus fondamentale encore. A trop recourir aux associations, n'abandonne-t-on pas le contrôle de secteurs ardu de l'action sociale qui nécessitent d'une gestion publique dans la mesure où ils sont financés par la Sécurité sociale, l'Etat et les collectivités locales ?

Les réponses sont ici nécessairement nuancées. Les associations assument des responsabilités importantes dans des domaines effectivement dominés par la notion de service public ; l'histoire y a souvent conduit, comme l'apitôtisme propre des associations : souplesse, capacité d'innover, liberté d'allure. L'Etat n'a pas le monopole du bien public, mais il en est le garant. Il lui faut jouer, ici, son rôle de régulateur, définir les règles générales de gestion et savoir, éventuellement, consolider, poursuivre ou relayer l'action privée par la gestion publique.

De bonnes conventions, loin d'étouffer les associations, doivent renforcer leur dynamisme. Ici encore, comme sur tous les terrains où se joue la démocratie, c'est affaire d'équilibre, de contrepoids et de respect mutuel.

L'Etat et les associations sont condamnés, par la nature même de leurs rapports, à connaître des temps de conflit et de temps de collaboration. Il serait illusoire — et mortel pour la vie sociale — de tenter autre chose que mieux civiliser cette dialectique.

De bonnes conventions, loin d'étouffer les associations, doivent renforcer leur dynamisme. Ici encore, comme sur tous les terrains où se joue la démocratie, c'est affaire d'équilibre, de contrepoids et de respect mutuel.

L'Etat et les associations sont condamnés, par la nature même de leurs rapports, à connaître des temps de conflit et de temps de collaboration. Il serait illusoire — et mortel pour la vie sociale — de tenter autre chose que mieux civiliser cette dialectique.

De bonnes conventions, loin d'étouffer les associations, doivent renforcer leur dynamisme. Ici encore, comme sur tous les terrains où se joue la démocratie, c'est affaire d'équilibre, de contrepoids et de respect mutuel.

L'Etat et les associations sont condamnés, par la nature même de leurs rapports, à connaître des temps de conflit et de temps de collaboration. Il serait illusoire — et mortel pour la vie sociale — de tenter autre chose que mieux civiliser cette dialectique.

De bonnes conventions, loin d'étouffer les associations, doivent renforcer leur dynamisme. Ici encore, comme sur tous les terrains où se joue la démocratie, c'est affaire d'équilibre, de contrepoids et de respect mutuel.

L'Etat et les associations sont condamnés, par la nature même de leurs rapports, à connaître des temps de conflit et de temps de collaboration. Il serait illusoire — et mortel pour la vie sociale — de tenter autre chose que mieux civiliser cette dialectique.

De bonnes conventions, loin d'étouffer les associations, doivent renforcer leur dynamisme. Ici encore, comme sur tous les terrains où se joue la démocratie, c'est affaire d'équilibre, de contrepoids et de respect mutuel.

L'Etat et les associations sont condamnés, par la nature même de leurs rapports, à connaître des temps de conflit et de temps de collaboration. Il serait illusoire — et mortel pour la vie sociale — de tenter autre chose que mieux civiliser cette dialectique.

Une nouvelle Etoile Mercedes-Benz

**Laos-Paris**

Concessionnaire exclusif  
Service Commercial : 96, av. de Suffren  
Après-Vente : 15, rue de Laos 75015 Paris  
Tél. : 567.79.20

Essais - Crédit - Leasing - Reprises

(Publi-Info)

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FABRICATION ET DE MONTAGE DU MATÉRIEL ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

TEXTE

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture :

- Appareillages électriques n° 015/75,
- Transformateurs de sécurité n° 014/75,
- Bornes de connexion n° 012/75.

Les cahiers de charges peuvent être retirés à :

**SONELBC - Direction Commerciale,**  
Département Approvisionnement, bureau n° 41.

Les offres doivent parvenir avant le 30 juin 1975, délai de rigueur, à la Direction Commerciale, B.P. 44, Gué de Constantine, KOUBA - ALGER, sous double enveloppe et pli cacheté portant la mention « A NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES N°... ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

**PARIFERIC**

EN BORDURE DU PÉRIPHÉRIQUE, 40.000 M2 DE BUREAUX À LOUER (AMÉNAGEABLES SELON VOS BESOINS). L'UN DES MEILLEURS CHOIX QUE VOUS PUISSEZ FAIRE ACTUELLEMENT :

UN DOSSIER MARKETING COMPLET VOUS LE CONFIRMERA. TELEPHONÉZ À : JONES LANG WOOTTON : 720.21.23 SPEI : 256.55.11

**SPEI**

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ADJUDICATIONS à la Chambre des Notaires de Paris

UNE BOUTIQUE D'ANGLE 45 m2 ENVIRON 16, avenue Emile-Zola et 61, avenue Victor-Hugo SAINT-MAUR-DES-FOSSES... 6 STUDIOS DE 30 m2 ENVIRON AVEC CAVE... 27 APPARTEMENTS 2 PIÈCES 40 m2 ENVIRON... 2 LOCAUX COMMERCIAUX DONT 1 LIBRE PARIS-16... UNE BOUTIQUE AVEC DÉPENDANCES 94, RUE LEGENDRE - PARIS (17e)... UN LOCAL COMMERCIAL 224 m2 ENVIRON 21, RUE DU VIEUX-COLOMBIER - PARIS (6e)... UN IMMEUBLE DE RAPPORT 32, BD DES BATHIGNOLLES - PARIS (17e)... UNE PROPRIÉTÉ EN SAONE-ET-LOIRE à LA CHARMÉE - Ligné « LES BRUYÈRES »... CENTRE COMMERCIAL 2.800 m2 env. 56, BD DE ROCHECHOUART - PARIS (18e)... UN IMMEUBLE DE RAPPORT 23, BD DE GLICHY - PARIS (9e)... CENTRE COMMERCIAL SUR PLUSIEURS NIVEAUX 120 et 120 bis RUE D'ALEXIA - PARIS (14e)... 18 PIÈCES DE TERRE LIBRES COMMUNES D'ÉPIZY, LA GENÈVRAIE et VILLEMÉR... MISE A PRIX : 200 FRANCS à 83.500 FRANCS.

AFFAIRES

LA PREMIÈRE EXPOSITION MONDIALE DE LA MACHINE-OUTIL S'OUVRE A PARIS

La première exposition mondiale de la machine-outil (EMO) ouvre ses portes le 17 juin, au parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Cette manifestation, à laquelle participeront 1111 exposants, sera ouverte de 10 heures à 19 heures, de mardi à samedi, jusqu'au 22 juin.

CONJONCTURE

Le patronat juge «inacceptable» le blocage de certaines marges commerciales

Le Conseil national du commerce, organisme dépendant du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.), vient de publier un communiqué protestant contre les mesures prises, le 3 juin, par le gouvernement pour réglementer certains prix ou certaines marges du commerce.

ÉNERGIE

Ses exportations de pétrole ayant diminué

L'IRAN VA RÉDUIRE SES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

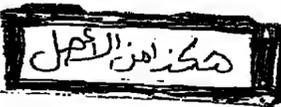
Les exportations de pétrole iranien ayant diminué de 5,5 p. 100 pendant le premier trimestre, l'Iran va s'imposer des priorités et renoncer à certains investissements industriels secondaires inscrits dans son plan quinquennal, a annoncé dimanche 15 juin, M. Aboul Moutoza Majidi, ministre du plan et du budget, sans donner de précisions supplémentaires.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

Table with 3 columns: Collars, Deutsche marks, Francs suisses. Rows for 6 heures, 1 mois, 3 mois, 6 mois.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Rectificatif ADJUDICATION le mardi 24 juin à la Chambre des Notaires de Paris... 2 APPARTEMENTS LIBRES dans un immeuble grand luxe PARIS (16e)... 11, rue Amiral-d'Estaing... APPARTEMENT A PARIS (16e) 92, quai Louis-Blériot... PROPRIÉTÉ à HERBLAY (95) - Cce 5.366 m2... APPARTEMENT à PARIS-7e... GARAGE - RÉPARATION D'AUTOMOBILES PARIS (19e), rue Riquet, N° 16... UNE BOUTIQUE sise à PARIS-10e 48-48, boulevard de Strasbourg... PROPRIÉTÉ à SAINT-CLOUD 153, avenue du Général-Foch



# CIALE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE  
Les exportations de pétrole ayant diminué

L'IRAN VA DÉCIDER  
DES DÉPENSES D'ÉNERGIE

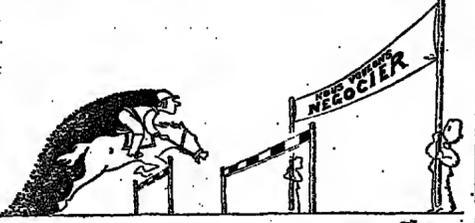
Les exportations de pétrole ayant diminué

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### LA GRÈVE DES LADS

#### Les courses de galop sont supprimées après les incidents de Chantilly

Les lads en grève ont perturbé dimanche 15 juin la réunion hippique de Chantilly, entraînant notamment l'annulation du prix de Diane et du tiercé. Une centaine d'entre eux ont envahi le champ de courses dès la première heure de la réunion. Le Prix de la Reine-manche — en réclamant une augmentation de leur salaire horaire de 27 centimes et une amélioration de leurs conditions de travail — a été annulé. Les lads ont également saisi cette grève pour empêcher la chute d'un jockey. Les commissaires ont alors décidé de suspendre tous les paris.



(Dessin de FLANTOU)

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

Après l'échec des négociations entre M. Hubert de Chaudenay, président-directeur général de la Société d'encouragement, et les dirigeants des lads, un détachement de gendarmes mobiles est intervenu en direction des manifestants qui couraient vers le virage à l'opposé des tribunes. Plusieurs policiers se sont alors saisis de M. Serge Lorusso, responsable syndical. Refusant de se laisser appréhender, celui-ci s'est échappé, appelant ses camarades.

## POURQUOI LA CRISE

(Suite de la première page.)

En même temps, l'inflation incite les gouvernements à chercher dans des mesures de contrôle des prix le moyen de parer à ses conséquences les plus visibles. Limitant par voie d'autorité les prix de vente sans réussir à éviter l'augmentation des coûts de production, pareilles mesures ont des conséquences malheureuses, dont la plus apparente et la plus douloureuse est le chômage.

Le désir très légitime de parer au sous-emploi des travailleurs et des moyens de production amène des subventions et des subsides, qui eux-mêmes majorent et accélèrent l'inflation.

Le processus se par bien d'autres causes, toute inflation rapide et durable finit par entraîner récession économique et hostilité profonde à l'égard du régime qui l'a provoquée.

Si l'on veut parer aux conséquences les plus douloureuses de l'inflation, il faut à tout prix en arrêter le cours.

### L'indispensable diagnostic

On peut démontrer — et le fait souvent fait — que l'inflation occidentale est le produit inévitable d'un système monétaire aberrant, qui, après s'être débarrassé, entre 1929 et 1933, dans l'immense catastrophe de la grande dépression, déroute de nouveau depuis quinze ans le tragique cortège de ses désastreuses conséquences.

Elles étaient prévisibles et ont été prévues. Le volonte de ne pas jouer le jeu désastreux du « je l'avais bien dit » m'a conduit au silence au cours de la dernière année. Mais l'ampleur des dangers qui menacent le bien-être et la sécurité des populations de l'Occident m'oblige à clamer, une fois de plus, mon inquiétude.

J'affirme, sans crainte d'être démenti par l'événement, que la présente récession est la conséquence inévitable de la création aveugle d'un système monétaire qui ne pouvait pas ne pas l'entraîner et qu'elle « prendra fin » fin avant que ce système ait été aboli. Tant que ce diagnostic n'aura pas été admis, dans sa cruauté, simplicité, par tous les gouvernements intéressés, les interventions tendant à parer au mal seront vaines, car elles tendent seulement à corriger les effets en laissant subsister la cause.

Cette cause est facile à identifier : c'est la notation qui a autorisé dans le « nombre » à partir de 1922, la création de monnaie nationale non seulement contre or ou créances libellées en monnaie nationale, mais aussi contre créances en monnaies étrangères, essentiellement dollars et livres sterling.

Le résultat fut tristement simple. Tout déficit de la balance des paiements des « tats-Unis entraîna à une concurrence verve de dollars aux pays créanciers. Ces dollars étaient achetés par les Banques d'émission desdits pays, qui créaient, pour un même montant, de la monnaie nationale. Les dollars en contrepartie desquels cette monnaie avait été créée étaient immédiatement remplacés en dépôts en banque ou en Bons du Trésor sur le marché des Etats-Unis.

J'ai indiqué en plusieurs mémoires, notamment en 1931, puis en 1961, que ce processus entraînait inévitablement trois conséquences : pérennité du déficit de la balance des paiements des Etats-Unis, inflation dans les pays créanciers et, finalement, mais nécessairement inconvertibilité du dollar.

Certes les modalités du système ont varié dans le temps et avec elles ses apparences. La création sans contrôle des euro-dollars et plus généralement des euro-monnaies en a accéléré et amplifié les effets inflationnistes, notamment en liaison avec la crise pétrolière. Mais nonobstant des différences subalternes, nul ne peut douter aujourd'hui que l'inflation généralisée, dans laquelle sombre l'Occident, soit la conséquence inéluctable des mécanismes nouveaux de la création monétaire.

C'est cette inflation qui a exaspéré, partout dans le monde, la revendication salariale. Certes elle existait antérieurement, mais elle était contenue dans les limites des augmentations de productivité, objet légitime des conflits d'appropriation entre les parties prenantes du processus productif. Toute attribution supérieure était exclue par les impossibilités de financement résultant de la politique de crédit qu'imposait la convertibilité de la monnaie.

Aujourd'hui, ce n'est pas sur des augmentations de productivité que porte la revendication salariale, mais sur des surplus inflationnistes, générateurs pour toutes les catégories sociales dont la rémunération ne suit pas, ou

Rover  
RANGE-ROVER - LAND ROVER  
Jaguar  
CONCESSIONNAIRE  
FRANCO-BRITANNIC AUTOS  
25, rue P. V. Couturier 92300 LEVALLOIS - Tél. 75.50.80 +  
LOCATION LONGUE DURÉE

CADRES  
QUI SOUHAITEZ CHANGER OU AMÉLIORER VOTRE SITUATION  
George V Orientation  
organisme français de CONSEILS EN CARRIÈRES  
peut vous aider à le faire dans les meilleures conditions  
GVO  
7, rue Marbeuf - 75008 PARIS  
BAL. 59-75 - BAL. 56-25

UN CONCOURS  
réservé aux  
DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
AGÉS DE 21 A 26 ANS  
et libérés de leurs obligations militaires  
aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1975  
pour le recrutement d'  
INSPECTEURS  
DE LA  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE  
Renseignements et inscriptions :  
écrire avec curriculum vitae détaillé au  
SERVICE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT  
2, rue Edouard-VII, PARIS (9<sup>e</sup>).  
Les dossiers d'inscription devront avoir été constitués  
avant le 15 septembre 1975.

BONS  
DU TRÉSOR  
3 et 5 ans  
Taux de rendement  
à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975  
(avant impôt)  
à 3 ans  
9,10%  
à 5 ans  
10,50%  
UN PLACEMENT SUR, PRATIQUE, RENTABLE.

pour la première fois au monde  
un dossier complet sur  
L'INDUSTRIE CHIMIQUE EN EUROPE DE L'OUEST,  
DANS LE BASSIN MEDITERRANEEN,  
LE GOLFE ARABO-PERSIQUE ET AU MOYEN ORIENT  
dans  
L'ATLAS DE LA CHIMIE  
31 pays • 173 raffineries • plus de 400 sociétés chimiques •  
plus de 900 sites de production • plus de 200 produits •  
capacités de production • extensions prévues  
68 pages de cartes en 8 couleurs • 185 pages de dossiers  
économiques et d'études de marchés comportant les derniers  
projets annoncés, et les plans d'industrialisation au  
Moyen Orient, dans le Bassin Méditerranéen et le Golfe Arabo-Persique.  
L'ATLAS DE LA CHIMIE est une réalisation trilingue (français, anglais, allemand)  
Informations chimie le premier journal français de la chimie  
documentation sur demande à : INFORMATIONS CHIMIE  
5, rue Jules Lefebvre - 75009 Paris - tél. : 874.53.70 + telex : EDISETE 65896F

## CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



Les inscriptions pour l'admission au prochain cycle annuel du CPA (Janvier 1976 à Mars 1977) sont ouvertes depuis le 2 Avril jusqu'au 7 Juillet 1975.

Les dossiers d'inscription doivent être retirés au secrétariat du CPA - 108, Bd Malesherbes, 75017 PARIS (Tél. 267.32.40).

Droit d'inscription au dépôt de la candidature : 100 F. Procédure d'admission : 2 Interviews et jury. La liste définitive des admissions sera arrêtée fin Novembre 1975.

Les candidats et candidates doivent être âgés de 28 à 42 ans (avec des dérogations sur demande particulière), avoir une expérience professionnelle de 8 années minimum et avoir occupé des postes de responsabilité déjà importants.

CPA - cycle annuel et CPA (même programme en 13 semaines résidentielles) sont des établissements du Centre Parisien de Management.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CHIMIQUE ROUTIÈRE S.C.R.E.G.

Utilisant les facultés reçues de l'assemblée générale extraordinaire du 21 juin 1974, le conseil d'administration, réuni le 9 juin 1975, a décidé de procéder à une augmentation de capital social contre espèces, selon les modalités suivantes :

- Émission d'une action nouvelle pour trois anciennes au prix de 100 F, soit avec une prime de 50 F ;
- Période de souscription : du 24 juin au 25 juillet 1975.

Il est rappelé que la S.C.R.E.G. chef de file d'un groupe qui compte de nombreuses filiales spécialisées dans les diverses branches des travaux publics et du bâtiment, doit procéder, lors de l'assemblée extraordinaire du 17 juin 1975, à une importante restructuration, ayant pour objet de mieux cerner les performances de chacune des divisions et donc d'utiliser au maximum la potentialité du groupe.

C'est ainsi que l'ensemble des activités routières, gérées jusqu'à présent directement, seront apportées à une filiale créée à cet effet, la société « SCREG routes et travaux publics ». Le groupe s'articule désormais autour de quatre grandes divisions :

- L'activité routière pilotée par « SCREG routes et travaux publics » et représentant environ 1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires annuel ;

— L'activité éolienne représentée principalement par la Société française d'entreprises de dragages et de travaux publics S.F.E.D.T.P., dont le chiffre d'affaires, réalisé à hauteur de plus de 50 % à l'étranger, est d'environ 1 milliard de francs ;

— La branche étanchéité-couvertures métalliques, animée par la Société des mines de bitume et d'asphalte du Centre S.M.A.C. et par la filiale de celle-ci : la Française d'étanchéité et de revêtements métalliques FEREM. Chiffre d'affaires de cette branche : environ 1 milliard de francs ;

— Les opérations de promotion immobilière gérées par la société PROMOGIM.

En dépit des incertitudes de la conjoncture économique, le résultat consolidé devrait marquer, en 1975, une nouvelle amélioration.

L'accroissement des fonds propres, qui dépasseront 300 millions de francs à la fin de 1975 — contribuera à renforcer les structures de la filiale créée à la fois à la croissance et à la rentabilité des capitaux qui lui sont confiés.

Le dividende qui sera mis en paiement le 18 juillet prochain doit s'élever à 0,75 F (avoir fiscal compris). Il représente, sur la base du cours boursier actuel, une rentabilité de 7,5 %.

## Groupe Empain-Schneider

### CHANTIERS DE FRANCE-DUNKERQUE

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 10 juin 1975 sous la présidence de M. Gérard Chabaud.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui se soldent, après dotation aux amortissements de 10 millions de francs et après diverses écritures de pertes et profits, notamment une provision de 20,7 millions de francs pour créances à l'exportation, par un bénéfice net de 62,1 millions de francs.

Ce résultat abaisse du redressement que le conseil avait laissé prévoir l'an dernier. Dans son rapport, le conseil fait ressortir, en particulier, que :

- Dans la conjoncture actuelle, le carnet de commandes de la société est satisfaisant puisqu'il est composé exclusivement de navires transporteurs de gaz et de cargons portocouverts ou rouliers et que les dernières livraisons sont prévues pour les navires finissant sur chacune des deux chaînes de construction respectivement en septembre 1975 et septembre 1980 ;
- Un nouveau plan d'investissement d'un montant d'environ 100 millions de francs, ayant pour objectifs principaux l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation de la productivité de l'entreprise, a été décidé, l'exécution de ce plan devant être achevée en 1978 ;
- L'assemblée a réélu administrateurs de la société MM. Collet et du Verdier de Genouillac.

En réponse à un actionnaire, M. Chabaud a indiqué que :

- Comme la mentionne le rapport du conseil à l'assemblée, le redressement de la société devrait se poursuivre durant les exercices ultérieurs ;
- Les données dont dispose actuellement la société peuvent raisonnablement laisser espérer que le résultat de l'exercice 1975 devrait permettre d'atténuer la perte résiduelle figurant encore dans les écritures et laisser en sus un bénéfice disponible n'existant pas l'exercice d'une reprise du dividende.

## LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE - SAF

L'assemblée générale annuelle de la SAF s'est tenue le 12 juin 1975 sous la présidence de M. Jean Delormeau. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et arrêté le montant du bénéfice net à 16 millions 186 000 F contre 9 227 000 F pour l'exercice 1973. Ce bénéfice s'entend après amortissements de 6 millions 426 000 F contre 5 892 000 F en 1973, provisions d'exploitation de 7 636 000 F contre 5 447 000 F en 1973, provisions hors exploitation de 10 millions 93 000 F contre 8 061 000 F — dont 4 285 000 F de provisions pour hausse des prix contre 562 000 F en 1973, et sur les sociétés et contribution exceptionnelle de 16 % (1 413 770 F).

Il convient de souligner l'importance des provisions à caractère de réserve qui permettent une progression de près de 30 % du cash-flow net (hors dépréciation du portefeuille).

Le dividende net a été fixé à 13 F par action pour l'exercice 1974, contre 11,50 F en 1973. Compte tenu de la part d'impôt déjà versée au Trésor — avoir fiscal — pour les actionnaires ayant droit, le revenu net de l'action s'éleva donc à 25,50 F contre 23,25 F en 1973. Le dividende sera payable contre remise du coupon n° 22 des actions A et B, à partir du 23 juin 1975.

L'assemblée générale a élu deux nouveaux administrateurs, MM. Maurice Gaudier, directeur général de la société, et Édouard de Hoppe, administrateur, secrétaire général de l'Air Liquide.

Elle a renouvelé les mandats des commissaires aux comptes, MM. Claude Jacquet et Albert Pavie, titulaires, et de M. André Amic, suppléant.

Le chiffre d'affaires brut dans de la SAF s'est élevé à 412 740 000 F en 1974 contre 314 228 000 F en 1973, soit une progression de 31 %. L'ensemble des ventes à l'exportation, qui représentent une augmentation de

60 % d'une année à l'autre, représentent 20 % du chiffre d'affaires.

Internationalisation des activités : Dans son rapport, le conseil a d'ailleurs insisté sur le développement des ventes à l'étranger, ainsi que sur celles de matériels spécialisés qui ont permis, en particulier pendant la deuxième semestre 1974, de pallier les difficultés éprouvées sur le marché intérieur et ouvrir d'intéressantes perspectives pour les années à venir.

Le chiffre d'affaires des cinq premiers mois de 1975 est en progression de 11 % sur celui de 1974 pour la même période.

Pour la première fois, la SAF a fourni un bilan consolidé sur 1973 et 1974, dont deux chiffres sont caractéristiques : les ventes nettes consolidées s'élevèrent à 251 748 000 F en 1973 à 229 150 000 F en 1974 et la part de résultat du groupe SAF à 11 346 000 F en 1973 à 13 millions 623 000 F en 1974.

Toutes les résolutions ont été votées à l'unanimité.

Au cours du conseil qui a suivi l'assemblée générale, sur proposition du président, M. Pierre Ducomne a été nommé vice-président-directeur général.

## GRUPE PALUEL-MARMONT

### IMMINVEST (Société immobilière d'investissement)

L'assemblée générale ordinaire réunie le 12 juin 1975 sous la présidence de M. B. Chère a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1974.

Le bénéfice distribuable, après prélèvement de la dotation à la réserve légale, s'éleva, majoré du report à nouveau, à 8 786 254 F. Il a été décidé de verser un dividende net unitaire de 0,75 F soit un montant global de 6 730 000 F.

Ce dividende sera mis en paiement le 15 juillet 1975 et sera l'objet du détachement de deux coupons :

- coupon A de 5,16 F imposable au titre des revenus de 1975 ;
- coupon B de 1,59 F exonéré de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Les mandats de censure de M. H. Bonin et des Assurances Générales de France - A.G. Vie, ont été renouvelés pour six ans.

Dans son allocution, le président a signalé que, pour améliorer la rentabilité de son patrimoine, la société étendait les conditions dans lesquelles elle pourrait procéder à des ventes immobilières afin d'en réinvestir le produit dans des constructions situées en région parisienne.

## scac

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 13 juin sous la présidence de M. Paul Simonet, président-directeur général, a approuvé à l'unanimité toutes les résolutions proposées par le conseil. Les dividendes sont fixés à 8 F net pour les actions de 100 F et à 4,50 F net pour les actions de 100 F amorties de 10 F, auxquels s'ajoutent respectivement 2,50 F et 2,25 F d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) formant revenu global de 7,50 F pour les premières et 6,75 F pour les secondes. Ils seront payables le 18 juillet (coupon n° 28).

L'assemblée générale a également réélu nomination de M. Charles Méhieu, qui avait été appelé à remplacer M. Jean-Pierre Fournié, et nommé M. Dominique Chastillon en remplacement de M. Léon Vucelja, qui a résigné le litre d'âge.

Le rapport au conseil fait état de la crise sans précédent qui, au second semestre de 1974, a frappé les activités concernant les bois, qui ont enregistré de lourdes pertes d'exploitation.

Les autres activités ne sont pourvues dans de bonnes conditions dans l'ensemble et surtout dans les domaines des combustibles et des activités auxiliaires de transport.

## BAINOL ET FARJON

### Rectificatif

Chiffre d'affaires des quatre premiers mois de l'exercice : 27 millions 861 354 F contre 26 437 183 F en 1974.

## PIERREFFITE - AUBY

### Sélection hebdomadaire

La société Pierreffite-Auby vient d'annoncer à ses actionnaires que l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 20 juin 1975, ne pourra débiter valablement à cette date, faute de quorum, et sera convoquée à nouveau afin de se tenir le lundi 30 juin 1975 à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle, à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, Paris (7<sup>e</sup>).

**banque Jordaah**  
915 rue Saint-Georges Paris 9<sup>e</sup> 75009  
exposition mondiale de la machine outil Paris 17 - 26 juin 75  
porte de Versailles stand 3123 hall 3

A ses lecteurs qui vivent hors de France  
**Le Monde**  
présente une Sélection hebdomadaire  
Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

**Même les grandes Sociétés ont besoin de petites surfaces**  
Parmi 17 Sociétés, GIBBS UNILEVER a loué 100 m<sup>2</sup> au Centre d'affaires Paris Nord.  
**G.I. LAFONT**  
Centre d'affaires Paris Nord  
93-Le Blanc-Mesnil tél. 931.31.90

**BANQUE NATIONALE DE PARIS**

Le Groupe BNP présent dans 66 pays ouvre une succursale à **FRANCFORT sur le MAIN**

En République Fédérale Allemande

**SARREBRUCK**  
Bahnhofstraße 36 Tel. 3.07.21  
Großmarkthalle Tel. 3.07.25

**SARRELOUIS**  
Großer Markt 10 Tel. 3042

**HOMBURG (SARRE)**  
Saarbrücker Straße 13 Tel. 2081

et

**FRANCFORT/MAIN**  
Bockenheimer Landstraße 22  
Tel. 0611.720231

BANQUE NATIONALE DE PARIS

**Nulle part ailleurs ne seront prises plus de décisions dans le domaine des matières plastiques qu'à Düsseldorf / R.F.A. en octobre 75**

Car nulle part ailleurs en 1975 vous ne trouverez autant d'informations sur le développement et l'évolution du plastique, autant de données et autant d'aides pour vos décisions, qu'à la K75 - Foire Internationale des Matières Plastiques et du Caoutchouc, qui est, avec 1057 exposants de 27 pays, la foire des matières plastiques la plus grande et la plus importante du monde. Et également la plus vaste :

Sur une surface nette totale de 88.000 m<sup>2</sup>, vous verrez, les quatre années à venir du plastique et du caoutchouc, les concepts nouveaux, la nouvelle dynamique. 208 exposants montrent l'évolution dans le secteur des matières premières et des adjuvants. 308 exposants offrent un aperçu total des produits finis, demi-finis et pièces techniques.

541 exasants documentent sur le niveau de rendement des machines avec outils et accessoires. Celui qui compte, ce qui compte, tout est là. Sur le terrain de foire le plus moderne d'Europe, à 10 minutes du 3<sup>e</sup> aéroparc de la République fédérale. A Düsseldorf, centre européen de commerce et d'économie au bord du Rhin. Et point d'attraction culturelle. Offrant le confort et les facilités d'hôtels internationaux.

Les Matières Plastiques et le Caoutchouc dans les quatre années à venir

**75 DES CONCEPTS NOUVEAUX UNE NOUVELLE DYNAMIQUE**

Foire Internationale des Matières Plastiques et du Caoutchouc

**7 au 14 octobre 1975 à Düsseldorf**  
Foire de Düsseldorf - Temples des affaires

**Chèque catalogue**  
Assurez-vous les informations, les aides pour vos décisions et les relations que vous offre cette foire importante. Réservez à temps pour votre venue à Düsseldorf. Si vous désirez de plus amples informations sur la K75, écrivez à la : Düsseldorf-Messegesellschaft mbH - IOWGA - D-4000 Düsseldorf 30, Postfach 320/203, Chambre Officielle de Commerce Franco-Allemande, 91, rue de Miramont, F-75008 Paris. Nous commanderai catalogue

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

مركز الامن النجف

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-ÉMISSIONS

Optimisme persistant

AGRI. - La majorité des grands marchés obligataires du monde ont été touchés par la hausse...

Le marché euro-obligataire, à pour part, continue d'absorber sans...

Une assemblée extraordinaire convoquée le 17 juillet afin de...

La réduction de 30 millions de D.T.S....

Le montant final de l'opération...

LONDRES

Le marché conserve à l'ouverture, ce les rendant un peu, les mondes...

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours, Différence.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 31 déc. 1974)

Table with columns: Valeurs étrangères, Indice général.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DES LAMPES. - Une assemblée extraordinaire...

LA REDOUTE. - Bénéfices net consolidés pour le 30 juin...

DROITS DE SOUSCRIPTION

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with columns: Effets privés, Taux.

B. A. L. O.

Le numéro du 10 juin publie notamment les insertions suivantes:

Société d'économie sociale de l'exportation du Tourcoing-Petit-Paris...

Augmentation de capital contre espèces complétement consentie...

Augmentation de capital par incorporation de réserves...

Augmentation de capital par incorporation de réserves...

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Cours précéd., Dernier cours.

VALEURS

Main table of stock values with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Différence.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data with columns: Valeurs, Précéd., Dernier cours.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns: Pays, Cours.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data with columns: Valeurs, Précéd., Dernier cours.

Vertical text on the left margin: Banque, Exposition mondiale, Paris 17-26 juin 1975.

Vertical text on the left margin: Les nouvelles, les les que, R.F.

Vertical text on the left margin: 75

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. PROCHE-ORIENT
  - La raid de Fedayin contre Khan-Younis a été revendiqué par les Palestiniens.
- 3. AFRIQUE
  - ANGOLA : la « conférence de la dernière chance » entre dirigeants nationalistes rivaux s'ouvre au Kenya.
- 3. AMERIQUES
  - ETATS-UNIS : la C.I.A. et l'assassinat de Trujillo.
- 3. ASIE
- 4-5. EUROPE
  - Les débats de la « seconde Polono » (II), par Marcel Lucbert.
  - U.R.S.S. : M. Goujov ne se rendra aux Etats-Unis qu'après la conclusion des travaux de la conférence pansophaïque.
- 6. DIPLOMATIE
- 7 à 11. POLITIQUE
  - Les assises de l'U.D.R. à Nice.
  - A Paris, les réformateurs font un pas sur le chemin de l'unité.
- 12. EDUCATION
  - La Fédération nationale des syndicats autonomes déplore « les hésitations et les incertitudes » du gouvernement.
- 13. MEDICINE
- 14. DEFENSE
  - Des bombardiers américains s'entraînent à des opérations de « guerre océanique limitée ».
- 16. SPORTS
  - FOOTBALL : la Coupe de France à Saint-Etienne.
  - TENNIS : Bjorn Borg vainqueur des Internationaux de France.
- 17. AUTOMOBILISME : les Vingt-Quatre Heures de Mans, une course dangereuse et sans grand intérêt.
- 18. JUSTICE

**LE MONDE DE L'ECONOMIE**  
PAGES 19 A 22

- Inflation, par A.-L. Chastagnier.
- Après la patente, par F. Thiboutot.
- Dix mois après l'accord avec Peugeot, Citroën reprend espoir.
- Vers une nouvelle crise viticole ?
- La chaise européenne à la recherche d'un second souffle.

- 23. JEUNESSE
- 23. PRESSE
- 24 à 26. ARTS ET SPECTACLES
  - MUSIQUE : deux Soviétiques et un Japonais lauréats du prix Thibaud ; Don Carlo ouvre le Festival de Strasbourg ; Luciano Sgrizzi à Caroualet.
- 33. LA REGION PARISIENNE
  - Une innovation : les commerçants ou secours des piétons.
- 34. EQUIPEMENT ET REGIONS
  - AMENAGEMENT DU TERRITOIRE : la richesse continue d'aller à la richesse.
- 35 à 37. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE
  - CONJONCTURE : le patronat juge « inacceptable » la blocage de certaines marges commerciales.
  - CONFLITS ET REVENDICATIONS : deux grèves pour la défense de l'emploi à Grenoble.

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (24)  
Annonces classées (27 à 32) : Aujourd'hui (34) ; Carnet (34) ; Journal officiel (34) ; Métopologie (34) ; Météo croisée (34) ; Finances (35).

Le numéro du « Monde » daté 13-16 juin 1975 a été tiré à 512 888 exemplaires.

Pour louer une voiture au Liban, réserver chez Europcar au : 645.21.25

**Couverts argentés**  
garantis 25 ans  
FINS DE SERIES  
Fabricant - Vente directe  
FRANOR 70, rue AMBLOUT  
FRANOR Tél. : 705-57-04  
14, rue de la Chapelle  
A C D E F G H

### A la veille de sa visite à Varsovie

#### M. GISCARD D'ESTAING QUALIFIE D'« EXTRAORDINAIRE » LES RELATIONS FRANCO-POLONAISES

M. Giscard d'Estaing, qui se rend en visite officielle à Varsovie du 17 au 20 juin, a accordé à la télévision polonaise une interview au cours de laquelle il a qualifié d'« extraordinaires » les relations entre la France et la Pologne. Sur le plan politique, a-t-il dit, « il est important qu'il y ait entre un pays de l'Europe de l'Ouest comme la France et un pays de l'Europe de l'Est comme la Pologne des relations qui soient très conjuguées, très débarrassées et qui permettent de donner une sorte de contenu humain et concret à la détente ». Dans le domaine économique

#### LE CENTRE DES PROBLEMES PLANETAIRES SE DÉPLACE VERS LE TIERS MONDE

Le Centre des problèmes planétaires se déplace vers le tiers monde, déclare le chef de l'Etat.

New-York (A.F.P.). — Dans le New York Times de dimanche, 15 juin, M. James Reston rapporte une conversation à bâtons rompus qu'il a eue à Paris avec M. Giscard d'Estaing. Bien que la France soit favorable à une concertation entre pays industrialisés, lui a déclaré le président de la République, elle ne considère pas l'O.T.A.N. comme compétente pour la coordination de questions plus larges, telles que « l'organisation du monde économique et financier ». Il a souligné enfin qu'il avait maintes fois « un déplacement du centre des problèmes planétaires vers le tiers-monde » et que « les événements les plus significatifs des vingt prochaines années, marquant le cours de l'évolution politique et sociale, auront lieu dans les pays en voie de développement et non pas dans les pays industrialisés ». « Il est évident, a-t-il dit, que la France, avec sa longue expérience coloniale, a un rôle important à jouer ».

### Après la décision de fusionner C.I.I. et Honeywell-Bull

#### Le groupe Thomson demande une aide importante de l'Etat pour restructurer la péri-informatique française

Un mois après la décision du gouvernement de démanteler la Compagnie internationale pour l'informatique et de regrouper ses activités « grande informatique » avec Honeywell-Bull, aucune précision supplémentaire n'a été apportée — du moins officiellement — quant aux modalités pratiques de ces opérations. Le comité central d'entreprise de la C.I.I., s'estimant insuffisamment informé, a refusé, jusqu'à présent, de donner son avis sur la fusion projetée.

Comment expliquer ce silence qui ne fait qu'aggraver les incertitudes des salariés ? Sans doute parce que tout est loin d'être réglé. Si une décision — politique — a bien été prise, et les grandes lignes de la restructuration ont bien été tracées, il reste à en définir les applications. Aussi assiste-t-on, depuis un mois, à des négociations tout azimutées. Elles ont trait, notamment, au sort des activités mini-informatique de la C.I.I. qui doivent être regroupées dans une société, baptisée pour le moment C.I.I. (B). Théoriquement, le groupe Thomson doit en prendre la charge en tant que leader industriel.

Or, boulevard Haussmann, on n'a guère pris de se voir confier publiquement une telle responsabilité sans qu'il y ait eu, au préalable, une concertation qui aurait permis de répondre à quelques questions fondamentales (aide des pouvoirs publics, plan de charge de l'usine de Toulouse, conditions d'un éventuel regroupement dans la péri-informatique). Faute d'avoir négocié avant, on est donc obligé de discuter après.

Le groupe Thomson a formulé trois revendications : que l'Etat « éponge » la perte de l'usine de Toulouse consécutive à la cession de la C.I.I. et à l'insuffisance du plan de charge ; que les activités de commutation téléphonique (essentiellement la fabrication de l'ordinateur CS 40) restent sous sa responsabilité, contrairement à ce qui était initialement prévu ; qu'une aide globale soit assurée à l'informatique spécialisée et à la péri-informatique. Au total, l'aide jugée nécessaire des pouvoirs publics aurait été estimée à 820 millions de francs, chiffre que l'on trouve, bien sûr, trop élevé au ministère de l'Industrie et de la recherche.

Des études sont actuellement menées afin de déterminer le montant des commandes que la future société, C.I.I.-Honeywell-Bull pourrait passer à l'usine de Toulouse. Il s'agit essentiellement du volume de fabrication de l'iris 80, et d'ordinateurs X 4, X 5, qui sera confié en sous-traitance à cette usine. A plus long terme, une partie de l'usine de Toulouse pourrait être reconvertie vers la production de matériel téléphonique de haute technologie, voire de composants électroniques car on songe toujours à restructurer ce secteur. Certains pensent que Thomson (seul fabricant pur français de composants) pourrait concentrer son activité sur les composants utilisés dans les techniques de pointe (téléphone, militaire, circuits intégrés pour ordinateur). Le Commissariat à l'énergie atomique pourrait apporter un soutien technologique important et l'Etat consentirait une aide publique transitoire. A moyen terme, on envisagerait un accord avec un fabricant européen de composants : Philips.

Pour le CS 40, une solution intermédiaire pourrait être trouvée. Thomson pourrait le commercialiser en France et à l'étranger, mais sa fabrication restant du ressort de C.I.I.-Honeywell-Bull.

Quant au « plan-calcul » pour la mini-informatique, on souhaite le coupler avec un regroupement des sociétés françaises de ce secteur. Outre le C.I.I. (B), certaines filiales de Thomson, de la Télématique électrique, voire la société Logabac, pourraient participer à cette restructuration. La Télématique électrique dispose d'une division informatique dont le chiffre d'affaires (100 millions de francs attendus pour 1975) est en constante progression. Elle détient 15 % du parc des petits ordinateurs universels et ses matériels sont plus ou moins complémentaires de ceux de la C.I.I.

Un des projets étudiés consisterait à faire de la C.I.I. (B) un holding contrôlé par au moins deux filiales ; l'une regroupant les activités militaires et spatiales, l'autre les activités mini-informatique et périphérique. La Télématique électrique pourrait être associée dans le holding ou simplement dans la filiale mini-informatique.

Tout cela reste encore en pointillé. Compte tenu du nombre des parties prenantes, les négociations risquent de traîner en longueur, alors que des milliers de salariés, notamment ceux de l'usine de Toulouse, attendent de connaître leur sort.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

### Dans une interview

#### à « l'Express »

#### « NOUS MAINTIENDRONS LE BOYCOTTAGE DE CUBA PAR QU'IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT DANS L'ATTITUDE DE M. CASTRO », déclare M. Ford.

Dans une interview accordée à M. Pierre Salinger et publiée lundi 16 juin par l'Express, le président Ford écarte l'éventualité d'une normalisation des relations entre les Etats-Unis et Cuba « pour la bonne raison qu'il n'y a aucun changement appréciable dans l'attitude de M. Castro ». Interrogé sur l'attitude de Washington au cas où l'Organisation des Etats américains mettrait fin au boycottage des produits cubains, le président américain a répondu : « La F.O.E.A. promet une telle décision, elle n'infirmerait en rien notre position. Nous maintiendrons le boycottage. Tout ce qu'il y aura de changement dans la politique cubaine vis-à-vis des Etats-Unis ». D'autre part, M. Ford déclare à propos du Portugal : « Je suis encore sérieusement inquiet de la tendance au Portugal. Le fait que le peuple semble apparemment souhaiter la démocratie est un facteur encourageant. Mais il est encore un combat difficile, et qui n'est pas gagné. Nous souhaitons une démocratie pour le Portugal. De ce point de vue, l'attitude du gouvernement de Lisbonne est encourageante que nous le souhaiterions. Il ne se presse pas. Il refuse de donner assez de liberté ». Manifestement, il doit faire face à des problèmes économiques considérables.

Les propos de M. Gerald Ford, pris à la lettre, traduisent un malaise de Washington sur le problème de la reprise des relations avec La Havane. Depuis qu'il a été élu, divers signes annonçaient une évolution différente. Les Etats-Unis paraissent disposés à assouplir l'embargo édicté contre Cuba par l'Organisation des Etats américains, sous leur influence. Au début du mois de mai, à la suite de propos contradictoires par M. Castro, M. Henry Kissinger admettait que l'O.E.A. avait un plan pour lever à bref délai les restrictions économiques imposées à Cuba. De source officielle, on laisse entendre que Washington envisage cette fois le « feu vert » pour la recherche d'un règlement problématique. La déclaration de M. Ford paraît remettre cette orientation en cause. Elle est sans doute guidée par le souci de ne pas affaiblir la position des Etats-Unis avant toute négociation, comme l'avait déjà déclaré le 11 juin devant le Congrès M. William Rogers, secrétaire d'Etat pour l'Amérique latine (« le Monde » du 15 juin).

**Vacances Club à Calvi à Prix choc**

① SITUATION Unique, en Corse, sur l'un des plus beaux golfes du monde ② NATURE Magnifique, pinède de 10 hectares en bordure de 5 km de plage ③ HABITATIONS Spacieuses, touts à proximité de la mer ④ AMBIANCE Orchestre, Animation, sport ⑤ REPAS Abondants et de qualité, restaurant sous les pins ⑥ ANIMATION Amicale, sans obligation ⑦ PRIX Extraordinairement compétitifs, pour 2 semaines depuis 920 F de Nice ou 1220 F de Paris par séjour.

**CLUB OLYMPIQUE** 3, rue de l'Echelle Paris 260 3162

**TED LAPIDUS**  
SAINT-HONORÉ  
Homme **SOLDES** Femme  
23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

**DERNIERE MINUTE**  
démarque de et vente exceptionnelle de **SACS** et **BAGAGES** de **20%** dès aujourd'hui au **PAVILLON DU CUIR** 167, rue St-Honoré Métro PALAIS-ROYAL, près la Place du Théâtre-Français

Venez profiter des nouveaux prix Hewlett-Packard à 'La Règle à Calcul', le spécialiste des calculateurs de poche.

démonstration - vente sur stock des calculateurs - accessoires et bibliothèques - Crédit Cetelem.

les calculateurs scientifiques  
HP-35 1188 F.ttc. HP-45 1494 F.ttc. HP-21 782 F.ttc.  
les calculateurs financiers  
HP-30 2400 F.ttc. HP-70 1838 F.ttc.  
le 1<sup>er</sup> calculateur de poche programmable  
HP-65 4746 F.ttc.

05, bd St-Germain 75005 Paris - Tél. : 033.02.83/033.34.61  
1<sup>er</sup> distributeur agréé en France des calculateurs de poche électroniques HP.  
bibliothèques de programmes : mathématiques, statistiques, électronique, topographie, médecine.

**HEWLETT PACKARD**

**Décoration TOILES IMPRIMEES "LES NOUVELLES INDIENNES"**

sous cette appellation à la poésie exotique et romantique, des dessins et des coloris inspirés pour la décoration des maisons de campagne.

Nombreux motifs de style indien, persan, "patchwork", provençal, etc.

coton 100% - Larg. 130 cm

de 10 F à 30 F le mètre

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**Pourquoi louer un piano ?**

**PIANO BAIL** vous rendra propriétaire du piano de votre choix payable en 2 à 5 ans pour un versement mensuel équivalent à une location. C'est une exclusivité.

**Piano center**

PIANOS Paris-Centre : 10, rue de l'Asph 92250 LA GARENNE Tél. 242.26.30 et 782.75.07  
PIANOS-ORGUES Paris-Centre : 128, rue de Paris 92100 MONTREUIL

مكتبة العلم